LE MONDE diplomatique

JANVIER 1977 — N° 274 - 24e année

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,50 $c. — Roy.-Uni : 50 p.
Espagne : 60 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 650 lires — Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 8.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

LA DROITE EN EUROPE

(Pages 9 à 15.)

Faussaires

Par CLAUDE JULIEN

DES documents officiels rendus publics à la fin de décembre dernier révèlent que, en 1964, le Pentagone avait mobilisé un porte-avions, un porte-hélicoptères, dix destroyers, quatre pétroliers, vingt-deux avions, 110 tonnes d'armes légères et de munitions pour, en cas de besoin, voler au secours des militaires qui instauraient la dictature au Brésil. L'intervention *de ces forces ne fut pas nécessaire, le putsch ayant été* minutieusement préparé sous la supervision de M. Lincoln Gordon, à l'époque ambassadeur des Etats-Unis, et du colonel — depuis général — Vernon Walters, de la C.I.A. Selon les documents américains, il s'agissait de sauvegarder la « démocratie » **au Brésil, *qui risquait de tomber sous la coupe d'un*** « pouvoir dictatorial » **et de passer** « sous contrôle communiste ».

Quatre ans plus tard, *sous d'autres cieux*, c'est pour tenir en échec « des forces ennemies du socialisme » **et pour assurer** « le renforcement et la défense des acquisitions du socialisme » **que l'aviation et les blindés soviétiques entrent en Tchécoslovaquie. Cela, bien entendu, sur la demande des** « vrais » **socialistes qui, *depuis*, règnent à Prague, de même que la petite armada américaine qui faisait route vers les côtes de Sao-Paulo agissait en plein accord avec les** « vrais » ***démocrates qui, depuis, tiennent le Brésil sous leur poigne de fer.***

ENTRE ces deux formes de « normalisation », **une éclatante différence, qui saute aux yeux : *pour atteindre leurs objectifs, la flotte et l'aviation* américaines n'eurent pas besoin d'entrer en action sur le territoire brésilien, alors que les forces du pacte de Varsovie n'eurent d'autre ressource que de franchir la frontière tchèque. Résultat surprenant puisque, par rapport à leurs protecteurs respectifs, Rio jouissait d'une souveraineté apparemment moins** « limitée » **que celle de Prague. En théorie, Moscou disposait donc de moyens préventifs qui auraient dû lui permettre de faire l'économie d'une intervention ouverte. *Mais*, plus subtilement conçue, organisée et mise en œuvre que la** « défense du socialisme » **en Tchécoslovaquie, la** « défense de la démocratie » ***au Brésil épargna à Washington la réprobation qui, quatre ans plus tard,* devait, à juste titre, accabler Moscou.**

Une autre différence mérite d'être relevée : tout gouvernement américain sait que, tôt ou tard, ses agissements secrets seront étalés au grand jour, et *nul ne peut penser que le jeu de la démocratie interne expose le gouvernement* soviétique à un risque pareil. Il est bien naturel que les libéraux, aux Etats-Unis, voient là un signe évident de la supériorité de leur système, qui ne peut pas impunément « mentir tout le temps à tout le monde ». **Mieux encore, les documents qui révèlent le détail de l'intervention américaine sont largement publiés dans le** Jornal do Brasil, **alors que la presse** « normalisée » **de Prague *n'a aucune chance de divulguer les dossiers secrets de l'intervention soviétique.***

ADMIRABLE sujet de mémoire ou de thèse pour un boursier méritant qui pourrait librement consulter les archives d'une confortable bibliothèque aux fenêtres ouvertes sur un parc verdoyant... *Mais, démocrates sincères ou socialistes convaincus, les traqués, les proscrits, les prisonniers, les torturés* de Rio et de Prague sont sans doute assez peu sensibles à ces nuances qui, avec quelques autres, distinguent les deux superpuissances. Infiniment précieuse est la liberté qui règne en Occident et dont les régimes de l'Est, sous *peine d'ébranler leurs propres bases*, ne peuvent s'accommoder. Précieuse et pourtant insuffisante puisque les ingérences, les dirty tricks, **les complots et les machinations révélés** a posteriori **auraient été répudiés par le peuple américain s'il en avait eu connaissance sur le moment. La liberté à l'intérieur est ainsi gangrenée lorsqu'un pouvoir sans scrupules lui impose des entorses qui la rendent complice des pires dictatures.**

Comme des théologiens qui auraient perdu la foi et continueraient de disserter sur le message évangélique, trop nombreux sont les *grands prêtres* de la « démocratie » **et du** « socialisme » **dont le vocabulaire trompeur camoufle de plus en plus maladroitement des agissements qui n'ont rien à voir avec l'avenir séduisant qu'ils présentent à des foules abusées. Le miracle est que, en dépit de ces faussaires, des hommes n'aient pas perdu leur foi en la démocratie et le socialisme.**

Si l'Europe était assez réaliste pour juger sur les actes plus que sur les discours, pour déceler les intérêts concrets sous les rhétoriques usurpées, et pour prendre ses distances à l'égard des géants... Vieille Europe que l'on dit sceptique, et pourtant tellement naïve ! Qu'elle ose dénoncer la tromperie et, tout en grinçant des dents, *les Grands dont* elle ne peut se passer apprendront à la respecter.

LE P.C.I. ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

LES PIÈGES DU « COMPROMIS HISTORIQUE »

Par FERDINANDO SCIANNA

IL aura fallu vingt-neuf ans au parti communiste italien pour s'approcher du gouvernement. C'est en effet le 13 mai 1947 que le démocrate-chrétien Alcide De Gasperi chassait *les communistes et les socialistes de la* direction du pays. L'élimination des « rouges » avait été précédée par un voyage du président du conseil à Washington, en janvier, et par la présentation, *deux mois plus tard*, de la « doctrine Truman », par laquelle le gouvernement américain menaçait d'intervenir en Méditerranée partout où se présenterait un « *danger communiste* ».

Le très jeune sous-secrétaire à la présidence du conseil de ce premier gouvernement anticommuniste italien (un gouvernement « monocolore », *uniquement composé de démocrates-*chrétiens) était M. Giulio Andreotti, celui-là même qui, vingt-neuf ans plus tard, préside un autre gouvernement démocrate-chrétien homogène, mais qui, cette *fois*, résiste uniquement grâce à l'abstention bienveillante d'un P.C.I. devenu très fort, indispensable à sa survie.

Ce phénomène semble avoir hypnotisé *les dirigeants communistes* italiens, et c'est bien compréhensible si l'on tient compte du fait que, depuis ce fatidique 13 mai 1947, la vie politique italienne a *été* caractérisée par une *orientation anticommuniste fondamentale*. Selon la théorie de tous les dirigeants démocrates-chrétiens depuis De Gasperi — toujours les mêmes pendant trente ans — l'Italie est une *démocratie particulière : elle ne peut* se permettre le luxe de l'alternance sans que l'arrivée au pouvoir de l'opposition mette en question son existence même. Conclusion : la *démocratie chrétienne* doit *toujours* rester au gouvernement et les communistes, éternellement, dans l'opposition.

Cette théorie est à l'origine de la sclérose et de la corruption de la vie politique italienne, où les structures mêmes de l'Etat ont fini par coïncider avec une démocratie chrétienne inamovible, pernicieuse, incapable.

Or voilà que les communistes ont obtenu qu'un de leurs plus prestigieux dirigeants, M. Pietro Ingrao, assume la présidence de la Chambre des députés, et que sept commissions parlementaires, très importantes parce que 75 % des lois sont approuvées par elles, soient aussi présidées par des communistes. De plus, sa forte progression aux élections régionales et municipales en 1975 a permis au P.C.I. de conquérir, avec les socialistes, la direction de cinq grandes régions et de jouer un rôle déterminant dans presque *toutes* les autres, ainsi que dans d'innombrables villes et provinces.

L'Italie serait-elle en train de bouger dans la direction du « compromis historique » lancé par M. Berlinguer en 1973, qui a provoqué en faveur des communistes l'un des plus spectaculaires glissements électoraux qui se soient produits en Europe depuis la fin de la guerre ? Le P.C.I. est en effet passé de 27,2 % à 34,4 % des voix en trois ans, plus qu'il n'avait gagné au cours des vingt-cinq années précédentes. Assistera-t-on à l'insertion du P.C.I. dans le gouvernement ? Ou bien les communistes, vainqueurs des élections, sont-ils tombés dans le piège de la démocratie chrétienne et de la bourgeoisie qui — précisément grâce à l'appui du P.C.I., gratuitement obtenu en lui faisant miroiter une « légitimation démocratique » jamais acceptée — tentent d'atteindre l'objectif qu'elles poursuivent sans trêve depuis au moins sept ans : une nette défaite de la classe ouvrière, un clair renversement des équilibres politiques ?

L'Italie tombe en vrille dans une crise économique toujours plus dramatique. Cette crise a, en partie, les mêmes raisons générales qui, au cours des dernières années, ont mis en difficulté la plus grande partie des pays de l'Occident capitaliste. Mais la crise italienne est plus grave, et sa gravité particulière est due à la désastreuse gestion politique des trente dernières années.

Tel qu'il est, le dispositif économique *ne peut parvenir à retrouver sa productivité* et sa compétitivité. La bourgeoisie capitaliste et les forces qui la représentent se trouvent à la croisée des chemins : récupérer les anciennes *marges* de profit et de pouvoir à travers une sévère défaite de la classe ouvrière, ou accepter une radicale réforme de la société et du dispositif économique pour affronter, sur de nouvelles bases politiques et économiques, une perspective de développement différente.

La première direction, suivie par tous les moyens, y compris les bombes, a éclaboussé de sang et de violence l'histoire des sept dernières années, mais cette « stratégie de la tension » était née en Italie dès 1964, pour faire obstacle à la volonté de réformes des socialistes, qui commençaient à percevoir la faillite du centre-gauche. Ainsi a-t-on entrepris de répondre à l'exigence de changement par des menaces de coup d'Etat.

La force de la classe ouvrière italienne, exprimée par les syndicats et par un P.C. bien organisé, a jusqu'à présent fait échouer la stratégie réactionnaire. De son côté, la voie de la réforme, qui aurait entamé les intérêts de la bourgeoisie d'Etat et des couches parasitaires représentées par la démocratie chrétienne, n'a jamais pu être mise à l'épreuve.

La caution politique et l'austérité

EN attendant, la situation économique et sociale continue à se dégrader. En trois ans, la dévaluation de la lire par rapport au dollar a atteint 38,19 %. L'endettement envers l'étranger est supérieur à 16 milliards de dollars : il dépasse nettement la valeur des réserves d'or (15,7 milliards de dollars au prix de 149 dollars l'once). Le déficit de la balance des paiements (1 341 milliards de lires en 1975) s'élevait déjà à 1 824 milliards au mois de septembre 1976 et, avec la nouvelle augmentation du prix du pétrole, la situation n'est certainement pas destinée à s'améliorer en 1977. Selon des chiffres de la C.E.E., que les syndicats jugent insuffisants, il y avait à la fin d'août un million cent dix-neuf mille deux cent onze chômeurs. Surtout pour les jeunes et dans le Sud, les perspectives sont extrêmement sombres pour 1977, que l'on prévoit comme une année de croissance zéro, à moins qu'elle ne marque le début d'une récession très dure à la suite du violent tour de vis anti-inflationniste donné par le gouvernement Andreotti, mis en application sans qu'aucune politique d'investissements de rechange ait été programmée. Le montant global des mesures d'urgence décidées jusqu'ici est évalué à plus de 5 000 milliards de lires, entre impôts, T.V.A. et augmentation des tarifs publics. Mais il semble que cet effort ne suffira pas, et on parle déjà de rationner la viande et l'essence.

L'inflation, d'autre part, est repartie en flèche. En 1975, elle avait atteint 17 % ; à la fin de 1976, elle aura sans doute dépassé 24 %.

Cette rude politique d'austérité est menée avec l'appui implicite du parti communiste ; cela lui vaut l'admiration des gouvernements conservateurs européens (et notamment du gouvernement français), qui louent son attitude de « responsabilité nationale » pour mieux dénoncer les communistes français ou la gauche travailliste anglaise, peu disposés à entendre parler de sacrifices pour les travailleurs.

Les communistes du voisin sont toujours les meilleurs... Mais que signifie pour l'Italie la politique du P.C.I. et quelles conséquences entraîne-t-elle sur la situation générale ou sur l'état d'esprit de la classe ouvrière ?

La proposition de « compromis historique » a été engendrée par le traumatisme de la tragédie chilienne. M. Berlinguer et les dirigeants communistes italiens en ont retiré la conviction qu'il n'était pas possible de transformer la société avec une majorité hasardeuse ou, moins encore, avec un gouvernement minoritaire. C'est ainsi que, dans l'ensemble déjà considérable des révisions idéologiques du P.C.I., est venue s'insérer l'offre de collaboration, de « compromis » avec le parti catholique, considéré comme un grand parti populaire, et avec les autres forces démocratiques, pour une gestion démocratique du pays.

Cette proposition relançait le P.C.I. dans le pays comme force modérée et démocratique, mais, paradoxalement, elle amorçait un processus de radicalisation de la vie politique italienne, qui a abouti à trois affrontements électoraux décisifs : le référendum sur le divorce de 1974, les élections régionales et administratives de 1975, les élections législatives du 15 juin dernier.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde diplomatique présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux pour 1977

CHINE : LE SENS D'UNE CRISE

Par ROLAND BERGER *

POUR le monde extérieur la chute de la « bande des quatre » a constitué un événement déconcertant, tout particulièrement parce que leur groupe avait *été identifié* avec la tendance radicale ou révolutionnaire du parti communiste et avec la révolution culturelle. L'utilisation des termes « *radical* » ou « *modéré* » a entraîné *beaucoup* de gens à conclure que le changement intervenu représentait un virage à droite. Ce n'est nullement ainsi que la majorité du peuple chinois a perçu le rôle du « *groupe de Changhaï* » dans le processus révolutionnaire.

Marx a observé qu'après la conquête du pouvoir une société socialiste entre dans une période de « *transformation révolutionnaire* » pour *passer du capitalisme* au socialisme et, comme il l'a expliqué dans la *Critique du programme de Gotha*, texte très étudié en Chine, il faut traiter cette société « *non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais, au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue* ».

En Chine, cette « *fange du passé* » a pris une *forme spécifique*, souvent extrêmement complexe. Une période de deux mille ans d'un féodalisme aux caractéristiques particulières à la Chine, pendant laquelle les idées de *Confucius avaient profondément* pénétré la conscience de la population à tous les niveaux, constituait une « *maladie héréditaire* » particulièrement redoutable. Beaucoup de spécialistes ont eu tendance à exagérer l'influence du passé sur la Chine d'aujourd'hui ; beaucoup d'autres, impressionnés *par* les progrès spectaculaires de l'économie et du niveau de vie, par les réalisations sociales et par l'apparition de millions et de millions d'ouvriers et de paysans désireux avant tout de « servir le peuple », n'ont au contraire pas accordé suffisamment d'attention aux survivances du passé dans la façon de penser et de se comporter, dans les relations sociales et la vie politique, tout particulièrement à certains niveaux supérieurs. Le phénomène remarquable n'est pas tant que nombre de ces séquelles subsistent mais que, dans un laps de temps relativement court — vingt-sept ans, — la majeure partie d'entre elles aient été éliminées. Il suffit de se souvenir de la description que faisait Owen Lattimore du peuple chinois avant sa libération pour se rendre compte du chemin parcouru depuis 1949 :

« *Le Chinois type est en réalité deux personnages tout à fait différents : le paysan, dont la fonction est à peine supérieure à celle d'un animal de trait, et le savant, dont les ongles allongés prouvent qu'il n'a pas travaillé durement. La culture est le monopole d'une classe qui combine la plus grossière corruption (...) avec le plus délicat raffinement artistique et la plus subtile formation de l'esprit.* »

C'est dans ce contexte d'un passé confucéen et féodal, du domaine voilé *de l'allusion politique, des analogies* historiques, des insinuations et des expressions à double sens (comprises des Chinois mais qui restent inintelligibles pour la majorité des non-*initiés*), *comme de la sphère* politique décrite par Chou En-lai, où une tendance erronée en dissimule une autre et où « *la bourgeoisie au sein du parti* » a recours aux complots, aux intrigues, à la *diffamation* et aux manœuvres les plus élaborées et les plus tortueuses, dans la tradition de la *Chronique des trois royaumes* (1), — c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les méthodes de la « bande des quatre » et de son petit nombre de partisans. Ces méthodes montrent précisément à quel point ils s'étaient écartés de la politique de la « ligne de masse » qui a caractérisé le parti communiste chinois, particulièrement depuis l'époque de Yenan. Elles donnent une pertinence accrue à l'admonestation de Mao Tse-toung : « *Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture ; et ne pas tramer complots et intrigues.* »

(Lire la suite page 18.)

* Voir ses articles précédents, notamment sur la politique financière de la Chine (août 1973) et sur les minorités nationales en Chine (novembre 1975).

(1) Troisième siècle avant J.-C. A partir du cinquième siècle avant J.-C., les rivalités féodales plongeant le monde chinois dans l'une des périodes les plus sanglantes de son histoire. C'est l'époque dite des Royaumes combattants (480-220 avant J.-C.).

Dans ce numéro :

Guerre totale contre les élites en Amérique latine (Pages 2 et 3.)

L'économie israélienne en crise (Page 4.)

Le P.C. catalan et les relations entre marxistes et chrétiens (Page 16.)

L'implacable dessein des technocraties militaires

GUERRE TOTALE CONTRE LES ÉLITES EN AMÉRIQUE LATINE

Une civilisation s'efface et meurt devant la progression de la dictature industrielle

Par HUGO NEIRA *

Le mot de « répression » est beaucoup trop faible pour désigner la véritable « guerre » entreprise depuis plusieurs années en Amérique latine en vue de domestiquer, éloigner ou éliminer tout ce qui peut « penser ». A la classique « fuite des cerveaux » se sont en effet ajoutés l'exil politique — qui touche des universitaires, fonctionnaires, cadres politiques et économiques, syndicalistes, militants, etc., — mais aussi la militarisation des universités, la mise au pas de la presse, et l'arrestation, la torture, l'assassinat de quiconque tente d'opposer une pensée libre aux puissants impératifs du marché libre. Dans l'article qu'il publiait peu avant son assassinat (voir le Monde diplomatique, octobre 1976), Orlando Letellier dénonçait les conséquences politiques d'une conception économique dont Hugo Neira analyse ici les effets dans les principaux domaines de la vie intellectuelle. Dans un prochain numéro, nous reviendrons sur les racines économiques de ce que le général Pinochet appelle fort bien une « démocratie totalitaire » étendue à l'échelle d'un continent pour les besoins de l'impérialisme.

L'AMERIQUE latine devient le continent de la diaspora et de l'exil. A la suite des derniers coups d'Etat, fuyant la répression politique et culturelle des dictatures militaires, des centaines de milliers de Sud-Américains abandonnent leurs foyers. Pour trouver des précédents dans le monde hispanique à une catastrophe d'une telle ampleur, à une émigration intellectuelle et politique aussi vaste, il faut remonter à l'expatriation des *républicains espagnols en 1936-1939* et, hors des temps modernes, à l'expulsion des juifs séphardites par les rois catholiques au seizième siècle, *qui* compromit l'évolution économique et culturelle de l'Espagne.

Usage indiscriminé de la torture ; extension de la violence gouvernementale aux hommes d'Eglise, aux juges, aux avocats et aux psychiatres ; *climat général d'intimidation* : il s'agit d'une véritable « guerre aux intellectuels » qui, s'ajoutant à la militarisation des universités et au contrôle de la presse, intensifie la vieille réaction de gêne des cadres compétents et engendre une désaffection à l'égard de la pensée et de la recherche scientifique, phé*nomène typique des sociétés sous*-développées. La conclusion est évidente : la fuite des cerveaux, commencée depuis des décennies, prend une intensité accrue.

Un continent se vide de ses « élites ». Un pouvoir militaire et technocratique prend la relève, dont rien ne permet de supposer que les plans économiques seront couronnés de succès. En attendant, l'Amérique *latine perd ses créateurs, ses scien*tifiques, ses penseurs. Peut-être dans un exil sans retour. Ainsi s'interrompt une entreprise culturelle dans laquelle la prise de conscience, le succès de la poésie et du roman latino-américains comme l'élaboration de plans de développement autonome témoignaient des liens unissant une intelligentsia radicale et le mouvement populaire. Cette rupture risque d'être décisive, tragique pour le destin de la civilisation latino-américaine, maintenant franchement menacée. L'intelligentsia européenne n'a peut-être pas perçu avec une suffisante netteté comment on assassine une intelligentsia qui lui est très proche et qui constitue, en quelque sorte, son prolongement dans des conditions adverses. Comment on assassine, avec ces hommes-là, le projet *d'une autre civilisation. Et d'un* autre homme.

La grande régression des années 70

Le tableau qu'offre le continent est on ne peut plus sombre. Entre 1973 et 1976, l'Uruguay, le Chili et, depuis peu, l'Argentine sont passés sous la botte des militaires. Quant au Brésil, il connaît depuis 1964 une dictature scientifique dont le modèle économique et les pratiques de répression en inspirent d'autres. Le ferment autoritaire, la grande régression continentale surgissent et se répandent à partir des pays les plus développés. Crise de croissance ? Néofascisme préventif inspiré par Washington ? Avant-goût de modifications encore plus profondes dans ces nations, à la veille de leur transformation en sociétés industrielles ? Le fait est, sans aucun doute, surprenant.

En effet, la tradition politique latino-américaine attribuait ce rôle sinistre aux nations gouvernées par des dictatures personnelles, aux « républiques bananières », aux Etats de l'Amérique centrale. Le rôle de « nations cultivées » était réservé à celles du « cône sud » ayant de hauts pourcentages d'alphabétisation, une forte population urbaine et où les partis politiques pouvaient jouer un jeu légitime. Ces termes se sont modifiés.

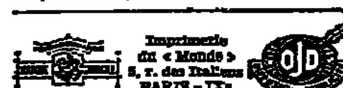
C'est dans le nord du continent que se réfugie aujourd'hui ce qui reste de démocratie représentative : au Mexique, en Colombie, au Venezuela (ce dernier favorisé par la hausse du pétrole). Un petit pays, Panama, affronte les Etats-Unis à propos du différend sur le canal. Et le Costa-Rica — petite et heureuse nation de l'Amérique centrale — est devenu ce qu'en d'autres temps on disait de l'Uruguay, la « Suisse de l'Amérique ». Au Costa-Rica, il n'y a pas d'armée...

Tragiques années 70. La rapide expansion de l'économie latino-américaine est arrêtée. Les gouvernements d'apparence démocratique *se comptent sur les doigts de la* main. On est bien loin de l'espérance d'une révolution socialiste à la manière de « Che » Guevara, du Régis Debray de Camiri. Alors, les démocraties représentatives paraissaient *un leurre*. De nos jours, elles sont un luxe. Le malaise est général. Partout s'installe une violence qui n'est plus marginale, mais celle de la classe dominante, du pouvoir, de l'Etat. Des milliers de personnes *sont arrêtées. La censure s'établit.* Les institutions se dégradent : universités, presse, syndicats, fonction publique, enseignement. La norme est l'arbitraire policier. On dirait un gigantesque dérèglement du système économique et social.

Si, politiquement, le continent est passé de l'euphorie révolutionnaire au contrôle totalitaire, sur le plan économique l'essor des quinze dernières années a fait place à une complète incertitude. Jusqu'en 1974, avant la crise de l'économie mondiale, les nations latino-américaines connurent un progrès remarquable et constant. Progrès qu'illustraient, entre autres, le doublement du produit brut et la diminution de l'écart avec les pays industrialisés. *(Rapport de la Banque interaméricaine de développement*, mars 1975.) Prospérité conjoncturelle qui renforce la dépendance. La tendance à l'expansion dans cette région restait soumise aux tendances à long terme du commerce mondial. La hausse du prix du pétrole, la récession de l'économie internationale secouent cette fragile et vulnérable « périphérie ». Les effets sociaux ne se font pas attendre : inflation, augmentation de la dette extérieure, déséquilibre des finances et de la production. Le vent de la conjoncture défavorable renverse Allende au Chili, interrompt le processus nationaliste de Velasco Alvarado au Pérou, accélère la décomposition institutionnelle en Uruguay, où l'ere de prospérité s'est terminée bien avant, en 1955. Même le Brésil, ce solide *« despotisme tropical »*, qui paraissait posséder une formule efficace pour juguler l'inflation, est touché à son tour par la crise. Obsédés par la notion de « sécurité » et leur rôle d'anges gardiens de l'ordre, les gouvernements militaires, pour contenir la poussée d'une base sociale de plus en plus surexploitée, en appellent à un vieux recours : l'implantation de la terreur.

* Essayiste péruvien. Ancien dirigeant du SINAMOS et ex-directeur du journal « socialisé » *Correo* à Lima.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438

Un « modèle brésilien » de la violence institutionnalisée

Les prisonniers politiques représentent une large catégorie sociale, un grand nombre d'individus dans un grand nombre de pays. Les sections nationales d'un organisme comme Amnesty International couvrent le monde entier. Et le fléau concentrationnaire est si répandu que cette organisation a envoyé trente-deux missions sur le terrain et ouvert des enquêtes sur les violations des droits de l'homme dans cent treize nations, au cours de la période 1975-1976 (Rapport annuel, page 203). Sans doute, certaines zones de cette géographie de la nuit ont davantage retenu l'attention de l'opinion publique européenne : les asiles psychiatriques en U.R.S.S., la multitude de marginaux politiques assignés à résidence en Asie et en Afrique du Sud. Sait-on, par contre, que c'est en Amérique latine que l'on torture le plus ?

Parmi cent cas dont s'occupe le département d'Amnesty International qui se consacre à l'abolition de la torture, quatre-vingts concernent l'Amérique latine (1). Triste record. On assassine, de préférence, à Buenos-Aires. On arrête massivement, au Brésil et au Chili. On exile en Bolivie. Mais, partout, on torture. La fréquence de cette pratique donne à penser que, en plus de l'anéantissement physique et mental du prisonnier politique, on désire atteindre un second objectif : *« la création d'un climat de peur et d'intimidation afin de décourager toute forme d'opposition »* (Amnesty International). Couvre-feu, lois d'exception, coups de filet, exécutions sans procès, enlèvements..., la persécution politique n'épargne personne. Pour le comprendre, il est nécessaire de rejeter une image *facile, celle d'une violence réservée* à des minorités, aux extrémistes de gauche. C'était ainsi il y a quelques années. La situation est bien différente à l'heure actuelle

Voir le cas de l'Uruguay : deux millions cinq cent mille habitants, un prisonnier pour quatre cent cinquante habitants (la proportion la plus haute du monde) Un citoyen sur cinquante subit des interroga*toires. Et Montevideo, ville libérale* et démocratique encore récemment, vit aujourd'hui un *« état de guerre interne »*. Les documents en provenance de l'Uruguay *révèlent* que l'usage de la torture y fait presque partie intégrante de la détention policière. Une lourde législation répressive pèse sur la population : *« Mesures de sécurité exceptionnelles »* (art. 168, n° 17, de la Constitution), législation de l'état d'exception, délit d'atteinte à la réputation de l'armée *(« vilipendio a las Fuerzas Armadas »)*. Au cours d'une cérémonie à l'occasion de la *fête* nationale, plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir chanté l'hymne national en mettant trop d'emphase sur les mots *« tremblez, tyrans »*... S'étonnera-t-on que pas moins de trois cent mille Uruguayens se soient expatriés après le *coup d'Etat ?*

C'est au Brésil, il y a douze ans, que s'est implantée pour la première fois la machine de répression sophistiquée des autocraties militaires modernes de l'Amérique latine. Depuis lors l'obsession de l'anticommunisme, la guerre antisubversive, l'*idéologie* du développement qui s'accompagne de la notion de « sécurité interne » ont débouché sur l'élaboration d'un réseau complexe d'organismes *et* de personnels répressifs, sous la responsabilité directe des forces armées de ce pays. *« Un des traits les plus saillants du régime brésilien est l'extension de l'appareil de répression et sa pénétration dans tous les rouages de la société civile. »* (« Brésil, le despotisme tropical », Julia Juruna, dans *le Monde diplomatique* de juin 1976.) Le Brésil peut se vanter de ses écoles de torture comme de ses centrales atomiques, achetées à l'Allemagne occidentale, ou de la route transamazonienne. D'une certaine façon, il y a aussi, dans l'univers concentrationnaire américain, un « modèle brésilien », notion qui semblait ne devoir s'appliquer qu'à l'économie.

Les militaires brésiliens ont raffiné les procédés. En matière de torture, ils ont innové dans plusieurs directions : *a)* Emploi de techniques spéciales (comme le *pau de arara*, le *churasquinho)* qui, depuis, ont fait fortune dans les prisons uruguayennes et chiliennes ; *b)* Des officiers de l'armée assistent aux séances de torture ; *c)* Des médecins et des infirmiers interviennent pendant les interrogatoires pour *prolonger les supplices et éviter* une mort prématurée du détenu.

Plus radicale que la torture, l'élimination rapide des adversaires relève des méthodes efficaces, mais peu connues, de l' « Escadron de la mort ». En 1976 l'opposition brésilienne de gauche, celle de l'époque de la « grande purge », paraît réduite à *néant*. Au mois d'août, le parti communiste brésilien (P.C.B.) admet que la moitié de ses dirigeants ont été tués au cours des dernières années. L'administration Geisel essaie de prendre quelques mesures de libéralisation, particulièrement en ce qui concerne la censure et les activités culturelles. Mais la « ligne dure » l'emporte. Après douze ans de dictature et avec leurs trente-trois sortes de tortures, les militaires brésiliens semblent tenir en main leur immense pays.

En Argentine, la persécution reprend avec plus de vigueur. Et d'une façon différente. On estime qu'il y a dans ce pays quinze assassinats politiques par jour. Depuis 1973, on en impute deux mille à l'Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.). En ce moment, Buenos-Aires est *peut-être* l'endroit du continent où règne *la* tension la plus forte. Tandis que les ambassades, sur la demande expresse du gouvernement argentin, refusent l'asile, plusieurs milliers de personnes sont arrêtées aussitôt après le coup d'Etat de mars 1976. Or, à cette date, les prisons étaient déjà pleines, legs d'Isabel Peron. Quant au *nombre* actuel des prisonniers politiques, plusieurs chiffres sont avancés. Les milieux de réfugiés argentins à Paris *parlent* de dix-huit mille. Le gouvernement du général Videla a reconnu l'existence de quatre *mille* détenus. *Parmi* eux, des fonctionnaires de l'ancienne administration péroniste, des syndicalistes et, en général, des gens suspects de *sympathie* pour la gauche. On torture à l'école n° 31 de Tucuman, à la Brigade d'investigations de Banfield, dans les casernements de Campo-de-Haya...

Les nouvelles cibles de la persécution

Certes, la violence n'est pas une nouveauté sur le continent. Pendant les années 60, il y eut des focos guerilleros en zone rurale, des occupations de terre comme au Cuzco (Pérou), des « ligues paysannes » dans le Nord-Est brésilien. Le début de la décennie suivante voit le « foquisme » pénétrer dans les villes : tupamaros uruguayens, armée de libération et montoneros argentins. Rien de plus logique qu'une riposte, violente elle aussi, de la droite. Mais ce jeu des symétries ne mène nulle part. Pas plus que la question : qui a tiré le premier ? Ne pourrait-on considérer que la guerre sociale commence en Amérique latine avec la conquête ? En tout cas, la violence réactionnaire de la droite a été bien au-delà de toute la violence révolutionnaire. La machine répressive mise en marche ne sait plus s'arrêter.

En fait, il n'y a plus de *tupamaros* quand l'armée uruguayenne s'empare complètement du pouvoir. Entre 1972 et 1973, les principaux dirigeants de la guérilla urbaine avaient été appréhendés et le mouvement pratiquement anéanti. A défaut de *tupamaros*, morts, prisonniers ou exilés, les prisons commencent à se peupler des dirigeants d'autres familles politiques. C'est le tour des modérés, des *non-violents : nacionales* et *colorados*, personnes appartenant au centre ou au centre-droit. Ce qui ressemble à l'élimination de toute la classe politique antérieure au coup d'Etat militaire.

La même chose se produit au Brésil : *le régime* harcèle ses propres créatures. Depuis 1975 — d'après le correspondant du *Monde*, — on évalue à un millier le nombre des arrestations parmi les membres du Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), le parti *légal* de l'opposition *tolérée*. Et ses chefs de file, les leaders aux Chambres, se voient signifier la cessation de leur mandat. C'est le cas de MM. Nadyr Rosetti et Nelson Fabiano Sobrino, en janvier 1976.

La guerre contre l' « ennemi intérieur » s'exacerbe. Les premières victimes en furent les militants chiliens de l'Unité populaire, les populistes brésiliens et les péronistes argentins, les partisans du *frente amplio* uruguayen. Dans une seconde *phase, elle s'attaque à des catégories* sociales dont la fonction est considérée comme gênante : prêtres, enseignants, juges. Assassinats de missionnaires au Matto-Grosso, disparition de prêtres à Buenos-Aires : l'Eglise catholique devient une des cibles favorites de l' « Escadron de la mort ». Réunis à Rio pour une conférence nationale (du 19 au 25 octobre), les évêques du Brésil condamnent l'assassinat, à la mission salésienne de Merure, du R.P. Rodolfo Lumbenkain et de Joao Bosco Benido, ainsi que la séquestration de Mgr Adriano, retrouvé nu, le corps enduit de peinture rouge. Devant ces faits, les évêques recommandent dans leur lettre pastorale *« foi et courage »* comme à l'heure de l'Apocalypse (2). Il est défendu d'avoir peur, ajoutent-ils. *Mais le climat de Buenos-Aires met*trait à l'épreuve les plus courageux. Rapts, cadavres retrouvés dans un état méconnaissable, criblés de balles, sont monnaie courante.

Pourquoi, au milieu de cette folie quotidienne, poursuit-on les psychiatres ? On serait tenté par une réponse d'inspiration freudienne. Ce qui est certain, c'est que, à Buenos-Aires, *d'après une information fournie* par le siège d'Amnesty International à Londres, l'école de psychiatrie argentine, une des plus anciennes du monde occidental, a été pratiquement démantelée. On a fermé les centres hospitaliers de Borda, Avellaneda, Lanus. Et la Fédération psychiatrique argentine a été décimée par le licenciement ou la détention.

A quelles raisons obéit la persécution des médecins ? A Santiago, trois cent cinquante d'entre eux ont disparu aux lendemains du coup d'Etat de Pinochet. Et aussi des biologistes comme Sandor Arancibia, des physiciens comme Gabriela Salazar et Hugo Urrestarazu. Ou le mathématicien uruguayen José Luis Massera, en faveur duquel un appel a été lancé par six prix Nobel Et des étudiants, des journalistes, des *écrivains... Amnesty International* note que *« les intellectuels sont la cible principale de la répression ». (Rapport sur l'Argentine.)* Désormais les avocats qui plaident la cause d'un inculpé détenu pour délit d'opinion risquent d'être victimes à leur tour de la répression. La crainte est si intense, dit un témoin, que dans certaines provinces, il ne se trouve personne pour prendre la défense d'un prisonnier.

Militarisation de la culture et fuite des cerveaux

« L'Université est infiltrée idéologiquement... » « L'éducation n'est pas conforme aux aspirations nationales. » ***D'après la junte militaire argentine, le nouveau Conseil fédéral de l'éducation (dix-neuf militaires, neuf civils) prévoit le lancement d'une réforme de l'enseignement. Pendant ce temps, quatre cent cinquante-cinq professeurs sont destitués, ce qui équivaut, dans les conditions actuelles, à les condamner à mourir de faim. Dans les écoles, on réintroduit les cours d'*** *« instruction civique »*, ***de religion et, nouveauté, de*** *« la famille argentine ».*

Quant aux universités, elles furent placées sous le contrôle de l'armée aussitôt après le coup d'Etat du général Videla. Des centaines de professeurs et de scientifiques ont été renvoyés.

Et au pays de l'éducateur Sarmiento, de Mitre, on projette la disparition définitive de disciplines universitaires telles que la sociologie, la psychologie et l'anthropologie (La Nacion, ***25 août, document attribué au ministère de la culture et de l'éducation).***

A Cordoba, on brûle des livres. La censure atteint les journaux : les épreuves doivent être présentées avant chaque impression. On a instauré le délit de presse (communiqué n° 19) et des revues comme *Crisis*, dirigée par Eduardo Galeano, des journaux comme *La Arena, El Independiante et une douzaine* d'autres ont cessé de paraître. La situation n'est pas plus brillante au Chili ou en Uruguay. Le recteur de l'université de Santiago est un général Et cela fait longtemps déjà que les journalistes uruguayens, dont ceux de la revue *Marcha*, connaissent l'exil, comme Carlos Quijano.

Enfin, l'hostilité grandit à l'égard des cadres. Sont considérés comme suspects ceux qui ont suivi des *stages de formation à l'étranger. « Ils se préparent pendant de longues années d'instruction et d'endoctrinement hors des frontières, et ils reviennent pour semer leurs idées dissolvantes au sein de nos universités argentines. »* (Général de brigade Vilar, *La Nacion*, 4 août.) Comme exemples de lieux suspects *« hors des frontières »*, on cite les universités de Grenoble et de Dauphine. Attitude et langage surprenants *dans un pays comme l'Ar*gentine, autrefois terre ouverte à l'émigration et aux courants intellectuels et artistiques. Aujourd'hui, en proie à une régression culturelle sans parallèle. Du cosmopolitisme au provincialisme...

La grande émigration des intellectuels et des hommes politiques de l'Amérique latine n'a encore suscité aucune étude d'ensemble. Les informations mentionnées ici *émanent donc de sources diverses* et gardent un caractère partiel. Pourtant, on pressent un phénomène de masse : il est toujours question de « milliers ».

Il y avait déjà quelques milliers de Brésiliens parcourant le monde. Puis la chute d'Allende au Chili déclencha la fuite en pays étrangers, via les ambassades et les missions internationales, de *« quelques dizaines de milliers de Chiliens » (Lettre n° 14*, France, Terre d'asile). Alors l'assistance internationale commence à fonctionner. Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) en place *« au moins dix mille »* en Colombie, au Costa-Rica, à Cuba, au Mexique, à Panama et au Venezuela. Au Pérou, en dépit des tensions frontalières entre les deux pays, des accords furent passés avec le gouvernement et l'Eglise et, au début de 1974, deux mille deux cent trente-huit Chiliens s'y étaient définitivement installés. Quinze *mille* autres trouvèrent refuge de la même façon dans les pays de l'Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis) et en *Europe (Autriche, Belgique, Dane*mark, République fédérale d'Allemagne, France, République démocratique allemande, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie Suède, Suisse, Royaume-Uni et Yougoslavie). D'autres sont en Algérie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais tous ne voyagent pas sous la protection humanitaire du H.C.R. Il y a une émigra-

(1) Nous avons utilisé, pour traiter ce sujet, la documentation publiée par Amnesty International, en particulier : *Uruguay*, dossier préparé à l'occasion de la campagne pour l'abolition de la torture et la libération des prisonniers d'opinion. Section française d'Amnesty International, Paris, mars 1976, 40 pages. — *Témoignages des prisonniers de la prison de la justice militaire fédérale de Sao-Paulo*, Comité France-Brésil, section française d'Amnesty International, Paris, octobre 1975, 60 pages. — *République argentine, violation des droits de l'homme dans le domaine des sciences, de l'éducation, de la culture et des moyens de communication*, secrétariat d'Amnesty International, Londres, novembre 1976, 17 pages. — *Rapport annuel 1975-1976*, section française d'Amnesty International, Paris, 1976, 223 pages.

(2) *Brésil : communication des évêques à propos de la situation d'insécurité et de violence.* Note DIAL, octobre 1976, page 13.

tion sauvage, désespérée, vers les frontières, le pays voisin. Vers Buenos-Aires...

La grande ville du Rio-de-la-Plata, malgré le malaise qui accompagnait *les derniers jours* du péronisme, était devenue le *foyer* de milliers de réfugiés politiques d'Uruguay, de Bolivie, du Chili qui, grâce à des racines culturelles et historiques communes, ne s'y sentaient pas trop dépaysés. Pour eux, le coup d'Etat du général Videla fut le coup de grâce. Combien de réfugiés y avait-il à Buenos-Aires *à cette* époque-là ? Amnesty International parle de *« centaines de milliers de réfugiés* de facto *ou reconnus tels »*, dans une situation précaire.

Le nouveau gouvernement argentin crée des dispositifs légaux contre eux. Un journal de Buenos-Aires les traite de *« terroristes »*. La chasse aux *réfugiés* se déchaîne. En juin, le général bolivien Juan José Torres est séquestré, puis assassiné. Les députés uruguayens Zelmar Michelini et Hector Gutierrez tombent : l'A.A.A. revendiquera ces crimes. Des policiers uruguayens, boliviens et chiliens, appuyés par les forces locales, recherchent leurs proies en toute tranquillité.

Ceux qui tombent dans le piège sont si *nombreux* qu'une protestation internationale ne tarde pas à se faire entendre. Le 7 juillet, le Par*lement européen* propose *aux gou*vernements de la Communauté de faire tout leur possible pour obtenir de l'Argentine le respect de la Déclaration des droits de l'homme. En septembre, la sous-commission des questions internationales de la Chambre des représentants des Etats-Unis ouvre une enquête sur la violation des droits de l'homme dans ce pays. Combien de réfugiés dans les pays du « cône sud » ? Combien d'intellectuels, d'artistes, de scientifiques et de cadres moyens parmi ces émigrants forcés ? Combien vont coûter au développement de ces pays ces pertes en capital humain, cette fuite massive des cerveaux ?

Une perte de 20 milliards de dollars

On peut prendre le pouls du mouvement *transcontinental* des réfugiés en *compulsant les chiffres d'arrivée en* France. De 1973 aux premiers mois de 1975, on constate une moyenne de trente-cinq *réfugiés par mois* (*France, Terre d'asile*). A partir du mois d'octobre de *la même année, le chiffre* passe à cinquante-cinq, puis en janvier 1976 à soixante-dix. A ce jour, il est de quatre-vingts. Une semblable tendance à la « hausse » apparaît au bureau parisien du H.C.R. Au début, il *s'agissait* surtout de Chiliens, *mais* maintenant arrivent aussi des Argentins. Qualifiée à *France, Terre d'asile* de « fuite d'hommes qui représentent les masses vivantes et dynamiques du pays », **la composition sociale de cette émigration se modifie au rythme des événements latino-américains...**

Les premiers à franchir l'Atlantique étaient des intellectuels, des personnes d'un niveau assez élevé ou des gens bien informés, des militants. Depuis peu, des ouvriers spécialisés commencent à arriver.

Emigration quantitative et qualitative. L'hypothèse la plus basse évalue à cent mille le nombre des *Chiliens* en exil, *dont huit mille* en Europe. Aussitôt après viennent les Argentins, qui composent la seconde grande vague. Quant aux Uruguayens, qui ont fui à leur tour une crise politique et économique sans précédent, leur nombre s'élève à trois cent mille au moins.

Certes, il y a longtemps que l'Amérique latine *« exporte »* ses élites techniques et professionnelles. Le continent contribue, dans des proportions importantes, au phénomène mondial, *appelé brain drain, c'est-à-dire* à l'émigration du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays industrialisés. Le *brain drain* latino-américain s'oriente de préférence vers les Etats-Unis. L'actuel désordre produit la ruée vers la sécurité et vers le dollar. Et si l'émigration résout *des problèmes individuels*, ses conséquences économiques et sociales mettent en question l'ensemble des politiques culturelles et éducatives. En effet, les pays latino-américains ont fait, au cours des dernières années, de gros efforts en matière d'éducation et ont formé un *personnel professionnel et technique de valeur. Il y a à peu près* trois cent cinquante mille médecins, ingénieurs et scientifiques dans cette *région*. Au minimum, deux millions de cadres moyens. *(Rapport Gregory Henderson,* Nations unies, 1970.) Mais la politique pour retenir ce personnel sur place ne correspond pas à celle qui est employée pour sa formation. A cela s'ajoute la nature instable de ces couches intermédiaires, l'attrait exercé sur elles *par* l'empire américain et l'*American way of life*. *En réalité, la région latino-américaine* est un immense réservoir de main-d'œuvre qualifiée dans lequel puisent les Etats-Unis.

Il est possible de chiffrer l'exode *des cerveaux en termes de* « pertes » pour le pays d'origine et de « profits » pour le pays d'accueil. Ce qui, précisément, a été fait aux Etats-Unis. Pour la seule année 1970, sur onze mille deux cent trente-six immigrants venus de tous les continents en majorité des ingénieurs et des médecins, les *Etats-Unis économisèrent* quelque 3 662 millions de dollars, *« c'est-à-dire presque un huitième du total de l'aide apportée à l'Europe pour sa reconstruction pendant l'après-guerre »* (de 1948 au milieu des années 50). L'Amérique latine perdait mille trente et un spécialistes et l'équivalent de 386 millions de dollars investis dans leur formation. (« Le transfert inverse des techniques », *Document ONU*, 1975, D.L. Genève.)

On doit ajouter la quantité de *capital-éducation qui fuit au Canada*, en Europe occidentale et dans les pays de l'Est. Ensuite, l'augmentation de la valeur du transfert des techniques due à l'augmentation de la productivité depuis 1970. Ainsi, une estimation sérieuse traduit en termes comptables le transfert des compétences hors de la région latino-*américaine* à 20 milliards de dollars au cours des derniers vingt ans. C'est une somme supérieure à celle reçue au titre de l'assistance pendant la même période. Situation aberrante : l'Amérique latine contribue ainsi pour 20 milliards de dollars au développement des Etats-Unis, du Canada et d'une partie de l'Europe !

Au *brain drain* classique, à motivations économiques et professionnelles, s'ajoute, pour des raisons politiques et de survie, l'émigration *d'une intelligentsia poursuivie et* persécutée.

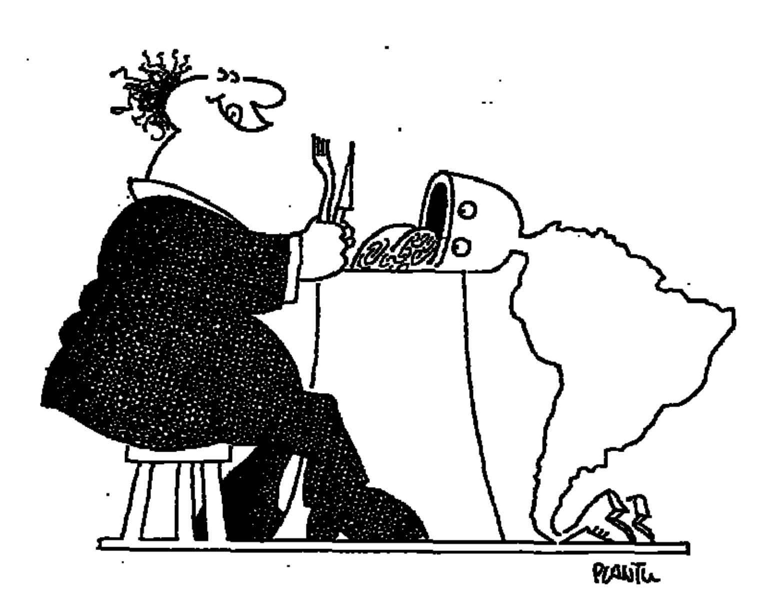
Le rôle historique de l'intelligentsia latino-américaine

***Intelligentsia* : pourquoi faut-il avoir recours à une notion qui a gagné ses lettres de noblesse non pas dans le contexte latino-américain de ce siècle mais dans la Russie du dix-neuvième ? *D'abord*, parce que *la notion d'* « intellectuel », *telle qu'on* l'entend dans les sociétés industrielles avancées, est ici insuffisante. Un membre de l'intelligentsia latino-américaine ne correspond pas à l'intellectuel des sociétés modernes parce que, entre autres traits, sa relation avec le pouvoir ne relève pas d'une alliance ou d'une subordination mais *d'une substitution. En Europe occidentale,* les** « clercs » **de Julien Benda,** l' « intellectuel organique » ***de* Gramsci sont toujours *associés* à un pouvoir bourgeois ou prolétaire qu'ils nient ou qu'ils diffusent, selon la formule de légitimité. *Sans être eux-mêmes* le pouvoir. Ce sont des *catégories* qui, comme le dit Raymond Aron,** « transmettent ou répandent des manières de penser ou de juger » (3). ***On les imagine rarement* —sauf dans les accidents de l'histoire, 1871, 1968 — en passe de se *substituer* à *l'élite au pouvoir*, à la minorité gouvernante, à la classe ou aux classes dirigeantes. En revanche, on conçoit mal les** « clercs » **latino-américains confinés dans le ghetto de la culture. On les voit plutôt à l'origine des partis politiques ou des mouvements importants.**

Là-bas, le *« bloc historique »* se constitue autour de ceux qui, par *déformation ou par autonomie historique*, ne se laissent pas enfermer dans un rôle, celui de *« transmettre »* ou de *« répandre »* seulement. Eux, ils décident.

De nouvelles élites, donc. Quelquefois *révolutionnaires*, dépassant leurs intentions premières, par accident. Situées à la périphérie du *monde industriel elles doivent faire* face à des situations inédites. Accoutumées également au mélange des rôles, celui de l'intelligence et de la force, celui du renard et du lion, que d'autres intellectuels, dans des sociétés plus vieilles, plus stables, se sont habitués à distinguer, à séparer.

La répartition des tâches à l'intérieur de chaque groupe politique, qui veut que les uns *« prennent les décisions »* et que d'autres influencent (les intellectuels, en l'occurrence) n'est jamais parvenue à s'établir pleinement dans les comportements publics des pays de l'Amérique latine. Il en résulte une grande capacité mobilisatrice des



idéologies et de leurs *« penseurs »*. L'*intellectuel de masses n'est pas* l'exception. Il est plutôt la règle. Il manque dans le continent ce que Jean-Paul Sartre, dans le film *Sartre par lui-même*, appelle l' *« intellectuel classique »*. La contestation de la société par l'intellectuel et l'universitaire, que découvre la gauche française quand elle descend dans la rue en mai 1968, était une pratique connue des Latino-Américains depuis 1918, depuis les années du « cri de Cordoba » et de la diffusion des réformes universitaires.

Une intelligentsia profondément politisée, radicale. Si, au dix-neuvième siècle, elle embrasse le libéralisme, étant née inévitablement romantique et jacobine, elle se fait par la suite positiviste, marxiste, et elle acclimate dans le continent tous les socialismes y compris les courants anarchiste et utopique. Et dans cette vaste entité de temps et d'espace que nous appelons Amérique latine, elle accomplit une fonction d'auto-interprétation, d'examen de *conscience. Elle apparaît liée* aux mouvements de masse, de 1920 à nos jours. Il y eut passage, ces dernières années, de la dénonciation à la recherche des solutions. Cette intelligentsia se trouve derrière — si elle n'en constitue pas une partie — la révolution mexicaine, l'aventure cubaine, la mobi*lisation péroniste, l'expérience* chilienne. Elle occupe, dans chacun de ces cas, la marge d'ambiguïté de ces *« révolutions partielles »* du tiers-monde, mais *elle est aussi leur* originalité. *Et, au long de ce siècle*, elle a préservé l'identité culturelle, la conscience de soi d'un continent.

Entre le réel et l'imaginaire, le *roman latino-américain a su se* libérer des influences et créer un courant original. Le Guatémaltèque Miguel Angel Asturias, le Péruvien *José Maria Arguedas, le Cubain* Alejo Carpentier, l'Argentin José Luis Borges. Et Julio Cortazar, Carlos Fuentes, Manuel Scorza. Des poètes universels comme le Chilien Pablo Neruda, le Péruvien César Vallejo. De l'essayiste José Carlos Mariategui à l'œuvre multiple de Octavio Paz de Marti à Garcia Marquez, la création littéraire forme une sorte d'éloquence populaire au moyen de laquelle cette région du monde a recouvré confiance en soi. Et, en marge de la littérature, il y a *la sociologie*, l'économie et la politique : Raul Prebisch, Celso Furtado, Paulo Freire. Le brassage des idées s'accompagnait de la synthèse émotionnelle de la poésie et *du roman*.

Ainsi, de Santiago jusqu'au Mexique, diverses organisations avaient couvert le territoire du continent de leurs études *et* enquêtes. Les premiers modèles propres de financement, de réforme agraire, d'éducation et d'urbanisation commençaient à prendre forme. *Projets de développement indépendant*, solutions inédites, un mouvement d'idées tendait à confirmer dans le domaine pratico-social les présages des écrivains et des artistes quant à l'originalité latino-américaine. Cette investigation sociale, cette invention de modèles que le Nord-Américain Wright Mills *a nommée « imagination sociale »* occupait un grand nombre d'économistes, d'anthropologues, de planificateurs, d'éducateurs. De nouvelles couches professionnelles *rejoignaient l'intelligentsia. Les* réformes de cette époque furent liées à la présence de ces innovateurs sociaux.

*Est-ce pour cela qu'on les pour*chasse, qu'on les expulse ? D'où vient cette guerre contre la culture ?

Nouveaux autoritarismes en quête de technocrates

Pour se faire une idée claire, il faut admettre, que cela plaise ou non, qu'il existe actuellement un projet militaire dans ces pays. Une émanation de ce *que l'on commence à appeler les* « Sorbonnes martiales ». ***Dans ce projet*, il n'y a de place ni pour les partis de gauche ni pour l'intelligentsia radicale. Identité culturelle ? Les autocraties militaires, telle la brésilienne, croient aux valeurs éternelles de l'Occident. *Modèle de développement autonome ?* Les nouveaux gouvernements estiment inévitable et bénéfique la dépendance par rapport aux pays riches. Une sorte de subordination de luxe. Socialisme autogestionnaire, pouvoir populaire ? Le mot d'ordre, de Rio à Santiago, est une évolution économique rapide dans la continuité sociale en vigueur. Intelligentsia ? Plutôt savoir technocratique.**

Un exemple de cette nouvelle « tentation totalitaire » : ***l'influence* des économistes chiliens, disciples de Milton Friedman, les** « Chicago boys », **sur la planification économique du gouvernement du général Pinochet. Ce que *dénonça* Orlando Letelier avant d'être assassiné à Washington (4).**

En effet, les autoritarismes militaires apportent un projet et des conceptions économico-sociales aux antipodes du nationalisme populiste de Peron, Goulart et Velasco Alvarado ; et, bien sûr loin d'Allende. Il s'agit d'abandonner le *rêve d'un décollage* économique qui diminuerait ou briserait la dépendance et d'adapter le plus rapidement possible l'économie de l'Amérique latine aux conditions draconiennes de *l'économie métro*politaine industrielle. Au nom du réalisme, contre les « extravagances » des projets d'autonomie partielle ou graduelle. Pour imposer ce projet théorique compulsif, il faut un pouvoir cruel et manipulateur à la fois.

L'élite de fer, en l'occurrence *militaire, pour parcourir l'étape que* traversa le Japon des Meiji, l'Allemagne de Bismarck et l'Espagne de Franco, exerce deux pressions. D'un côté, la dépolitisation de ces sociétés (ce qui inclut la persécution de l'intelligentsia). Et, de l'autre, la promesse d'un progrès matériel rapide, le *« miracle économique »*.

Les casques d'acier, qui ont remplacé *la vieille classe dirigeante* traditionnelle, entreprennent une gigantesque reconversion des *« minorités stratégiques »*. Une nouvelle situation, pour chacun des groupes, est prévue à l'intérieur du modèle théorique de l'autocratie modernisatrice-conservatrice (5). Elle propose aux chefs d'entreprise de devenir des associés, non plus des indépendants face à l'Etat et au capital international. Aux dirigeants syndicaux, la dissuasion politique, le contrôle ou la persécution. Aux ouvriers, *classe durement frappée*, la surexploitation à outrance. Enfin, aux catégories professionnelles que nous appelons, d'une façon imprécise, « classes moyennes », évin*cées de la participation politique* mais gagnées aux mécanismes de consommation — comme le montre la thèse de Delio Saes pour le Brésil (6) — on propose la récupération par le biais d'un emploi dans le secteur tertiaire et de l'élévation du niveau de vie. Dans ce dernier groupe, l'intelligentsia, du moins ce qui en reste.

Devant les intellectuels, une porte s'ouvre : la participation au système par le moyen de la connaissance appliquée. *« En tant que spécialistes du savoir pratique »*, pour employer une expression sartrienne. En somme, comme technocrates. Cette opération de reconversion de l'ancienne couche instable de l'intelligentsia en des catégories plus discrètes et réalistes est commencée dans les pays où le système autoritaire est implanté depuis le *plus longtemps. Au Brésil, par exem*ple. De nouveaux consommateurs surgissent membres associés du pouvoir autoritaire, écartés de l'action politique, nobles derrière le trône, acheteurs d'appartements coûteux, de voitures dernier modèle, de téléviseurs couleur et autres gadgets que l'élargissement de la *consommation de biens durables* réserve dans les sociétés du capitalisme périphérique non seulement aux classes supérieures mais aussi à une couche spéciale de salariés de service. Voilà les nouveaux pièges. Une alternative de répression-absorption s'ouvre, comme une tenaille, devant l'intelligentsia persécutée.

Le moment est-il arrivé pour l'intelligentsia de *se livrer* à un examen de son propre rôle historique ? Sans doute, et il faudra considérer son lourd *fardeau politique*. En partie populiste, liée à ces mouvements en plein essor des années 30 aux années 60 ; en partie radicale, liée aux tentatives révolutionnaires : elle a échoué deux fois. Pour l'instant, le résultat en a été la recomposition du pouvoir interne, la crise définitive des démocraties représen*tatives et l'apparition inattendue* de nouvelles catégories, surgies de groupes intermédiaires (comme l'intelligentsia elle-même) tels les militaires et les technocrates. La fin d'une marche vers le développement. D'une époque. D'un style de vie.

Mais qui pourrait, devant l'impasse actuelle, désavouer ceux qui s'engagèrent sur la route d'Allende ? Ou ceux qui employèrent des méthodes encore plus drastiques pour aller vers le socialisme ? L'intelligentsia fit alors ce qui était à sa portée en orientant les énergies collectives, en exprimant les intérêts globaux de ces sociétés, dans leur phase de lutte anti-impérialiste et de prise de conscience nationale. Jusqu'à la purge actuelle, jusqu'au grand exil. Assumer la diaspora comme un défi est peut-être l'une des propositions médiates de l'al*ternative. Une possibilité d'appren*tissage, car la science et la technologie ne peuvent rester aux seules mains des autocraties modernes. Il convient, à cette fin, d'abandonner certaines manies *antiscientifiques* certains tics irrationalistes.

Une *autre* possibilité, non moins importante, est la prévision d'une forme de relation avec les classes populaires qui ne *reproduise* pas, au niveau de la structure des partis de masse, la même hiérarchisation verticale caractéristique de ces *sociétés oligarchisées. Il faut tenir* compte, dans les projets d'organisation sociale, de la nécessaire *rupture* des relations créées par l'extrême spécialisation du travail, *de la mise en question de la divi*sion même établie entre travailleurs manuels et intellectuels. Mais cela appartient à l'avenir.

Dans l'immédiat, il s'agit de prison, de mort civile, de silence des créateurs d'Amérique. De ce génocide culturel de notre époque. De cette vaste opération de lobotomie *lancée par l'Empire et les sous-oli*garchies à son service. Lobotomie à l'échelle des peuples car, en dernière instance, il importe d'empêcher la production de symboles, d'une pensée supérieure et abstraite. De contraindre des collectivités à des actions mécaniques, routinières, qui permettent la continuation du travail productif, la reproduction du capital, l'accumulation brutale et rapide, sous la domination des sous-impérialismes des années 80. Dans ce but, on détruit le tissu social par où circulait l'intelligentsia *américaine*.

Si un jour on consacre une étude à l'ensemble de cette couche de nouveaux exclus, parmi bien des caractéristiques impossibles à confondre on trouvera leur curiosité universelle, leur facilité à assimiler des idées et des cou*rants contemporains, ce qu'Alfonso* Reyes appelait l' *« agilité américaine »*. Agilité et universalité dans lesquelles l'intelligentsia européenne elle-même peut reconnaître une filiation, une continuité historique, une sorte de prolongement, en d'autres circonstances et sous d'autres cieux, au carrefour des cultures amérindiennes et noires, de son propre élan créateur et de son goût pour l'aventure. Finalement, n'est-ce pas l'image d'un condottiere de la Renaissance italienne qu'un Ernesto « Che » Guevara choisissait pour s'expliquer ?

HUGO NEIRA.

(3) Raymond Aron, « Catégories dirigeantes ou classe dirigeante ? », *Revue française de Science politique*, vol. XV, n° 1, février 1965, page 15.

(4) Cf. *le Monde diplomatique*, octobre 1976.

(5) Ces régimes posent des problèmes *méthodologiques à la science* politique. Il faudra recourir de plus en plus fréquemment à des classifications binaires, ou à celles de « voie capitaliste réactionnaire », « orientation élitiste-autoritaire ». Voir l'analyse des systèmes autoritaires, par Guy Hermet : « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice », *Revue française de Science politique*, vol. XXV, n° 6, décembre 1975.

(6) Delio Saes : *Classe moyenne et système politique au Brésil*, thèse pour le doctorat de 3e cycle dirigée par Alain Touraine, Dactylocopie, Paris, 1974.

• Un important dossier intitulé *la Sécurité des étrangers en France* a été imprimé par la CIMADE (176, rue de Grenelle, Paris-7e). *Réalisé avec le concours* de nombreuses associations, ce texte constitue un guide extrêmement utile dans un domaine d'action souvent mal connu du public. Communiqué par ses auteurs aux parlementaires, il rendra service à tous les groupes en contact avec des réfugiés politiques.



Sous la pression des dépenses militaires et de la dette

L'ÉCONOMIE ISRAÉLIENNE S'ENFONCE DANS LA CRISE

Par AMNON KAPELIOUK

L'ETAT d'Israël dispose d'une puissance militaire sans précédent dans son histoire mais, en même temps, il traverse une crise économique d'une gravité exceptionnelle. Le poids des dépenses militaires, le fardeau de la dette et les impôts croissants qui en résultent nourrissent une inflation qui prend des proportions alarmantes (38 % en 1976) depuis la guerre d'octobre 1973. Le moral de la population s'en ressent, le mouvement d'émigration s'amplifie au point que ceux qui quittent le pays sont *presque aussi nombreux que les nouveaux immigrants* (dix-huit mille sorties contre vingt mille entrées environ en 1976).

Ces dernières années, la hausse des prix a été si forte que le pouvoir d'achat de la livre israélienne est maintenant cinq fois moindre qu'en 1970. Le dollar, qui valait 4,20 livres à l'automne 1973, était coté à 8,67 livres à la mi-décembre 1976. La monnaie avait déjà été dévaluée en 1974, mais depuis juin 1975 une politique de dévaluation « rampante » au rythme d'environ 2 % par mois fait perdre à la livre 25 % de sa valeur en un an.

La principale cause de cette détérioration est l'alourdissement constant des dépenses militaires. Pour l'année fiscale en cours, le budget de la défense nationale (32,5 milliards de livres israéliennes) représente à lui seul 38 % du budget de l'Etat (85 milliards de livres israéliennes) et 30 % environ du produit national brut. Israël détient le record mondial des dépenses militaires par rapport au P.N.B. (en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale et en Italie, le budget militaire constitue de 3 à 4 % du P.N.B.). En 1966, avant que l'Etat n'eût trouvé ses « *frontières de sécurité idéales* », ces dépenses ne représentaient pas 10 % du P.N.B., et moins de 25 % du budget annuel de l'Etat.

Les emprunts contractés à l'étranger sont principalement destinés à couvrir ces dépenses militaires. Avec les intérêts, la dette représente une charge de 18 milliards de livres, soit 21 % du budget en cours. Au total, le budget de l'Etat se voit donc accaparé d'emblée dans une proportion de 59 % par l'effort de guerre. Mais d'autres postes du budget supportent des sommes destinées directement ou indirectement au financement de dépenses de sécurité : finalement, les dettes et les affaires militaires absorbent presque les deux tiers du budget total (1).

La course aux armements au Proche-Orient exige un matériel de plus en *plus sophistiqué. A eux seuls*, les vingt-cinq avions F-15 achetés aux Etats-Unis — et dont les premiers sont déjà livrés — coûtent quelque 600 millions de dollars (5,2 milliards de livres), et ce n'est pas, tant s'en faut, les seules armes qu'Israël se procure à l'étranger. Combien de temps encore ce petit pays de trois millions et demi d'habitants pourra-t-il soutenir un tel effort ? « *Pour renforcer la sécurité d'Israël*, déclare le professeur H. Ben-Chahar, économiste réputé, *il faut réduire le budget militaire* » (2).

Dans ces circonstances, les crédits alloués aux services publics (éducation, santé, aide aux défavorisés, investissements de développement, etc.) sont rognés d'autant, pour ne plus représenter que le tiers environ du budget. Les universités et instituts de recherche sont parmi les plus touchés. Le professeur M. Rosen, recteur de l'université Ben-Gourion à Beersheva, proteste en ces termes (3) contre la décision du gouvernement de réduire de 15 % les crédits aux universités (qui a entraîné une hausse de 70 % des frais de scolarité, désormais de 5 000 livres israéliennes par an) : « *La puissance offensive d'un seul avion F-15, qui coûte plus de 20 millions de dollars, soit un budget d'un an et demi à l'université Ben-Gourion, égale-t-elle vraiment une promotion de quatre cents ingénieurs, cent cinquante diplômés en sciences naturelles, trois cent cinquante diplômés en sciences humaines et sociales, deux cents professeurs de lycée et cinquante médecins ?* »

Le poids de l'aide américaine

L'ECONOMIE se serait déjà écroulée sans l'aide américaine, qui a atteint ces dernières années des proportions sans précédent. De 1948 à 1973, elle se montait (assistance économique et militaire) à 3,050 milliards de dollars (dont 1,430 milliard pour l'aide militaire). Depuis la guerre d'octobre, le total cumulé atteint 7,075 milliards de dollars, dont 4,3 d'aide militaire directe. Pour les deux seules dernières années, l'aide globale de Washington se chiffre à 4,2 milliards de dollars. Et le gouvernement Rabin a déjà demandé pour 1977 une somme de 3,3 milliards aux Américains, dont 1,5 milliard pour financer ses dépenses militaires. Les milieux responsables israéliens sont optimistes quant à la ratification de ce crédit par le Congrès, mais de graves préoccupations se font jour pour les années ultérieures. Certains économistes israéliens estiment que l'assistance de Washington pourrait, dans quatre ou cinq ans, être réduite de moitié, ou plus (4).

Les Israéliens sont conscients des conséquences politiques de cette dépendance à l'égard des Etats-Unis. M. Yaakov Arnon, ancien directeur général du ministère des finances, constate ainsi que « *l'aide massive qu'Israël reçoit à l'heure actuelle des Etats-Unis, et sans laquelle son économie se serait effondrée, représente notre véritable faiblesse dans le domaine économique et politique et, en fin de compte, également dans le domaine militaire.* » (5.) M. Rabin l'admet aussi : il affirma au cours d'une réunion gouvernementale que, « *dans quelques années, nous pourrons parvenir au stade suprême de la sécurité mais nous serons politiquement à genoux* » (6). Pour M. Zanbar, gouverneur de la Banque d'Israël, « *notre dépendance économique à l'égard des Etats-Unis est si profonde que des hommes politiques, là-bas, à Washington, ont le pouvoir de décider si, ici, en Israël, il y aura du chômage et dans quelles proportions* » (7). De fait, les Américains se trouvent dans une position unique pour faire pression sur l'Etat hébreu.

L'aide américaine a tellement augmenté depuis la guerre d'octobre que les contributions versées par les juifs de la Diaspora (0,5 milliard de dollars), autrefois principale source de financement extérieur, ont proportionnellement perdu de leur poids dans la vie économique d'Israël. Au début des années 70, elles couvraient encore 85 % du déficit de la balance des paiements. Maintenant, l'immense déficit est pour moitié directement comblé par le gouvernement américain, le reste étant couvert par des emprunts auprès de diverses banques et par les dons des juifs du monde entier.

En raison de l'accroissement des dépenses militaires et de l'inflation interne et externe, le déficit de la balance des paiements constitue un record mondial : 4 milliards de dollars en 1976 (3,7 milliards en 1975) contre 1 milliard avant la guerre d'octobre (8). C'est là le talon d'Achille de l'économie du pays. Les exportations représentent la moitié des importations, et pour 30 % sont destinées à couvrir les besoins militaires. La dette extérieure atteint en 1976 9 milliards de dollars, somme qui dépasse le budget de l'Etat et égale presque le P.N.B. Cette dette croît à la cadence de plus de 1 milliard de dollars par an. De 5,1 milliards de dollars en 1973, elle est passée à 6,23 milliards en 1974 et à 7,8 milliards en 1975. En *venant au monde, chaque enfant israélien est déjà endetté de 3 000 dollars...*

Les réserves en devises étrangères détenues par la Banque d'Israël ne représentent plus que 1 milliard de dollars, tout juste de quoi couvrir, en cas d'urgence, un mois et demi d'importations. Selon les responsables de l'économie, l'impératif le plus urgent est donc de redresser la balance des paiements en augmentant la production destinée à l'exportation. Autre conséquence de la guerre d'octobre, la croissance rapide de l'économie israélienne est interrompue (9). En 1974, le P.N.B. a baissé de 4,2 % et de 3,9 % en 1975, atteignant cette année-là 76 milliards de livres israéliennes. Peut-être aura-t-il marqué en 1976 une augmentation de 1 %. Mais le recul est net.

Selon les prévisions des responsables de la planification économique, Israël ne pourra rattraper son rythme de croissance qu'en 1979, à condition qu'il ne se produise pas de nouvelle guerre ou de crise inattendue, et que des capitaux importants soient encore importés. Les mêmes responsables recommandent alors le transfert des travailleurs dans des entreprises produisant pour l'exportation. Or, selon le ministre du travail, la main-d'œuvre utilisée dans l'industrie n'a pas augmenté en 1976 tandis que, dans les services et le commerce, son effectif croissait de vingt-cinq mille personnes. Le nombre des employés dans les services financiers représentait en 1974 une proportion de soixante-cinq pour mille, l'une des plus élevées au monde. La main-d'œuvre fuit le travail productif dans l'industrie et dans l'agriculture à cause des mauvaises conditions de rémunération.

Il est pourtant une branche de l'industrie qui ne cesse de prospérer, c'est le complexe de l'industrie de défense nationale. Deux événements lui ont donné un nouvel élan : l'embargo français de 1967 et la guerre d'octobre 1793. On en a tiré la conclusion qu'il fallait développer l'industrie militaire locale pour ne pas trop dépendre de l'étranger. Aujourd'hui, l'industrie militaire produit quantité d'armes et de munitions, des avions (quatre modèles), des armes lourdes, des missiles, etc. Ces deux dernières années, les exportations de matériel militaire ont augmenté de 300 % pour arriver à la somme de 3,2 milliards de livres israéliennes, ce qui représente 15 % des exportations industrielles totales (10). M. Shimon Pérès, ministre de la défense, a révélé récemment que de nouvelles commandes d'une valeur de 700 millions de dollars (plus de 6 milliards de livres israéliennes) avaient été passées de l'étranger à l'industrie militaire. Le complexe militaro-industriel dépend uniquement du ministère de la défense et détient une énorme puissance économico-politique. Un quart de toute la main-d'œuvre est employée, d'une manière ou d'une *autre*, pour *les besoins de la défense* nationale.

Malgré les facilités accordées par le gouvernement aux industriels et aux investisseurs, le rapport de la Banque d'Israël fait ressortir une baisse considérable des investissements provenant de l'étranger depuis la guerre d'octobre. De 172 millions de dollars en 1973, ils sont tombés à 60 millions en 1974 et à 30 millions en 1975.

Face à la stagnation de l'industrie, le marché du capital financier s'est mis à prospérer dans des proportions énormes. Les capitaux se sont transférés du secteur productif dans le circuit de la spéculation, principalement au moyen des obligations (*indexées sur le coût de la vie, anonymes et non taxées*) émises par le gouvernement pour couvrir le déficit budgétaire. Ces opérations ont suivi le rythme de l'inflation ; on a vu quelques industriels vendre leurs entre*prises, et même quelques* paysans vendre leurs vaches, pour acheter des obligations : aucune branche de l'économie n'était en mesure d'assurer un profit aussi élevé (11). Avec ces obligations indexées, nul besoin de travailler : « *L'argent travaillait de lui-même.* » Ceux qui avaient accumulé un « *capital noir* » — notamment les « *nouveaux riches* » d'avant et d'après la guerre d'octobre — furent nombreux à acheter des obligations. A chaque hausse des prix, ils voyaient encore leur capital se gonfler. Evalué à 25 milliards de livres israéliennes, le « *capital noir* » (qui échappe au fisc) ne figure dans aucune statistique officielle, mais son influence néfaste se reconnait dans l'intensification des pressions inflationnistes et dans l'approfondissement des inégalités sociales. Et si, dans le passé, il était surtout considéré comme une atteinte à la moralité, c'est aujourd'hui un problème économique de premier ordre que le gouvernement tolère, sous le prétexte, entre autres, de freiner la fuite des capitaux à l'étranger.

Dans ces conditions, la dette intérieure de l'Etat s'accroît constamment, et à des taux considérables. Le remboursement des emprunts sur le marché intérieur a augmenté ces dernières années à un rythme vertigineux : 21 milliards de livres israéliennes dans le prochain exercice, contre 10 pour l'année en cours.

Comme toujours, c'est le salarié qui, le premier, doit payer le prix de l'inflation et de ses conséquences sociales. La consommation individuelle doit baisser si l'on veut tenter d'équilibrer la balance des paiements, aussi la politique officielle du gouvernement vise-t-elle à réduire le niveau de vie de la population. Les prix avaient commencé leur ascension immédiatement après la *guerre d'octobre. La* dernière vague (une hausse de 20 %) est intervenue en novembre 1976, à la suite de la diminution des subventions pour les denrées de base et de l'augmentation du coût des services publics. Le pouvoir d'achat a baissé de 2,3 % en 1974 et de 3,4 % en 1975 : en 1976, la chute sera du même ordre de grandeur. L'un des gains les plus précieux des salariés israéliens était l'indemnité de vie chère, destinée à préserver leur pouvoir d'achat face à la hausse des prix. Son application a été modifiée. Depuis l'été 1975, l'indemnité n'est plus calculée que deux fois par an pour compenser une élévation maximum de 70 % dans les prix, et elle est désormais frappée de l'impôt sur le revenu.

Pendant ce temps, la spéculation fleurit. Le contrôleur aux comptes de l'Etat fait remarquer qu'il existe un lien étroit entre la situation du système financier et l'apparition de divers symptômes de corruption récemment découverts et qui ont été ressentis avec amertume par la population (en particulier lors du procès de l'un des chefs de file de l'économie israélienne, M. Mikhael Tsour, condamné à quinze ans de prison, et avec le scandale qui a éclaté autour de M. Acher Yadlin, directeur de la caisse-maladie de la Histadrouth).

Le fardeau des taxes et des impôts qui pèse sur le citoyen israélien est le plus lourd au monde. En 1975, le gouvernement a prélevé 57 % du revenu national sous forme d'impôts et de taxes. Pour 1976, le pourcentage est de 62 %, et encore ne comprend-il pas les taxes municipales ni les cotisations à la Sécurité sociale. Les impôts sur les salaires sont prélevés automatiquement chaque mois. Les taxes sont nombreuses, et de toutes sortes (12). En juillet dernier, la T.V.A. (au taux de 8 %) a fait son apparition, entraînant une hausse des prix de 6 % : il semble bien qu'Israël ait été le premier pays à introduire cette taxation dans des conditions d'inflation galopante...

Les plus durement frappés par cette politique économique sont les juifs orientaux, dont plus du quart vit au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,434 L.I. (soit 817 francs) pour une famille de quatre personnes, le salaire moyen étant en juin 1976 de 2 860 L.I. (soit 1 630 francs). Tandis que s'accroît l'écart du niveau de vie entre les différentes couches sociales, les conflits du travail et les grèves se multiplient, particulièrement dans le secteur public. Le mouvement de revendications a été porté à son comble en novembre dernier, lorsque cent vingt-cinq mille salariés, en majorité du secteur public et du gouvernement, ont déclenché une campagne de « sanctions » (arrêts de travail partiels) et de grèves. Dans plus de la moitié des cas, les grévistes sont privés de l'appui de la Histadrouth, la grande centrale syndicale, qui a considérablement perdu de son indépendance à l'égard du gouvernement depuis que son ancien secrétaire général, M. Yitzhak Ben-Aharon, a été contraint de démissionner.

Devant la multiplication des grèves, le parti travailliste s'est joint au Likoud (droite nationaliste) pour faire passer au Parlement (Knesset) une loi reconnaissant le droit des patrons à retenir jusqu'à la moitié des salaires des travailleurs appliquant des « sanctions » : elle est entrée en vigueur en *novembre 1976. En cas de conflits du* travail, les autorités ont parfois recours aux tribunaux et même à la police. Des ordres d'urgence enjoignent aux ouvriers de poursuivre le travail.

EVOLUTION DES PRIX DE QUELQUES DENREES ALIMENTAIRES
(en livres israéliennes)

	Novembre 1974	Novembre 1976
— Pain (1 kg) ..	0,55	1,25
— Sucre (1 kg) .	2	5,50
— Huile (1 litre)	1,05	7,10
— Margarine (200 g.)	0,47	1,50
— Lait (1 litre) .	1	2,35
— Poulet (1 kg).	4,50	13,30
— Œuf (la pièce)	0,30	0,58
— Viande congelée (1 kg)	17	34

* 1 livre israélienne = 0,57 franc, le salaire moyen est de 2 860 livres, soit 1 630 francs par mois.

Un chômage réduit

SI, en général, l'inflation et la crise économique entraînent un chômage important, Israël fait exception à la règle. Le chômage n'y est guère ressenti — le taux était de l'ordre de 4 % en 1976 (cinquante mille personnes dans le secteur civil contre 3 % les deux années précédentes — et cela pour plusieurs raisons : 1) l'aide importante qui arrive sans interruption des Etats-Unis ; 2) l'absorption par le vaste appareil de la défense nationale des chômeurs licenciés par d'autres banches industrielles en difficulté (et qui passèrent, par exemple, du textile à la sidérurgie ou à l'électronique) ; 3) la durée du service militaire : trois ans pour les hommes, deux ans pour les femmes. En outre, depuis la guerre d'octobre, les jeunes s'engagent en plus grand nombre dans l'armée d'active. Les milieux économiques estiment que, sans le service militaire prolongé, Israël connaîtrait un taux de chômage semblable à celui des Etats-Unis (8 à 9 %) (13) ; 4) la baisse du nombre des immigrants et l'accroissement de l'émigration — depuis la guerre d'octobre, la main-d'œuvre augmente au rythme insignifiant de 1 % par an ; 5) la proximité des élections législatives en 1977, qui dissuade le gouvernement d'augmenter le nombre des chômeurs ; 6) enfin l'absence, dans les statistiques sur le chômage, de toute référence aux travailleurs arabes des territoires occupés qui sont les premiers à perdre leur emploi en cas de crise.

La question se pose maintenant de savoir comment évoluera le marché de l'emploi après les élections si la situation économique ne s'améliore pas.

En économie comme en bien d'autres domaines, le gouvernement Rabin aura été un gouvernement de continuation. Depuis son installation voilà trente mois, la crise s'est aggravée, la dépendance à l'égard des Etats-Unis s'est approfondie, les disparités sociales se sont accrues. Seul un danger réel venant de l'extérieur serait de nature à faire taire les revendications des travailleurs invités à « *se serrer la ceinture* » alors que l'absence de pressions sur les couches aisées permet à une minorité de s'enrichir. Si le prochain gouvernement veut surmonter cette crise, il devra prendre les mesures qui s'imposent pour augmenter la production destinée à l'exportation et pour encourager les travailleurs à passer dans l'industrie. Parallèlement, il lui faudra modifier la politique fiscale en prélevant des impôts sur le « *capital noir* » et en réduisant les facilités accordées aux capitaux non productifs. Il reste, évidemment, que le principal remède aux maux de l'économie israélienne serait un changement de politique qui permette de trouver un *modus vivendi* avec le monde arabe et, du même coup, de mettre fin à la ruineuse course aux armements.

---

(1) Contrairement à ce qu'on croit, le budget des territoires occupés ne constitue pas un fardeau économique. En 1976, il a atteint 935 millions de livres israéliennes (contre 731 millions en 1975), presque entièrement couverts par les recettes provenant des impôts et des taxes prélevés sur place. La balance commerciale entre les territoires occupés — vaste marché pour les marchandises israéliennes — et Israël accuse en 1976 un excédent de 140 millions de dollars en faveur de ce dernier (contre 103 millions en 1975 et 50 millions en 1974). Par contre des centaines de millions de livres sont dépensées chaque année pour la création et l'entretien des agglomérations juives dans les territoires occupés.

(2) Discours à l'université de Tel-Aviv le 15 juin 1976.

(3) *Haaretz*, 4 juin 1976.

(4) Par exemple le professeur M. Mikhaëil, de l'université hébraïque de Jérusalem, dans la *Revue mensuelle*, Editions de l'armée israélienne, mai 1976, p. 8.

(5) *Davar*, 4 novembre 1975.

(6) *Yediot Aharonot*, 22 décembre 1975.

(7) *Haaretz*, 7 avril 1976.

(8) Le déficit de la balance commerciale britannique n'est que de 1,5 milliard de dollars.

(9) Au cours de la période 1953-1970, le taux de croissance du P.N.B. atteignait 370 % en Israël (Japon : 359 % ; Mexique : 220 % ; Corée du Sud : 212 % ; R.F.A. : 176 % ; France : 143 % ; Etats-Unis : 75 % ; Grande-Bretagne : 38 %).

(10) *Haaretz*, 24 septembre 1976.

(11) Les profits énormes réalisés par les banques ces dernières années témoignent de la rentabilité des transactions financières. Aucune autre branche de l'économie, que ce soit l'industrie, l'agriculture et même le commerce, n'a réalisé des gains comparables à ceux des banques.

(12) Par exemple, la taxe sur les billets de voyage à l'étranger est composée d'une somme forfaitaire de 1 000 livres, plus 15 % de la valeur du billet. L'allocation de 450 dollars en devises pour tout Israélien se rendant à l'étranger est calculée selon un taux plus élevé (de 15 %) que le taux courant de la livre par rapport au dollar.

(13) *Al Hamichmar*, 22 juillet 1975.

NOUVEAUX ÉLÉMENTS POUR UN VIEUX DÉBAT

Les « voies nationales » du passage au socialisme

Par LILLY MARCOU *

LA polémique engagée entre Dezsö Nemes (1) dans la revue *Problèmes de la paix et du socialisme* (2) et Jean Kanapa dans *France nouvelle* (3) s'insère dans le débat qui se développe entre certains P.C. au pouvoir en Europe de l'Est et certains P.C. de l'Europe capitaliste autour de leurs stratégies et programmes politiques. La phase préparatoire et les travaux de la conférence de Berlin (juin 1976) n'ont laissé percevoir que partiellement, mais d'une façon combien révélatrice, l'ampleur et la nature du débat. La renonciation par le P.C. français au concept de dictature du prolétariat n'est qu'une des multiples causes qui engendrent, entre certains P.C., des relations conflictuelles ou qui, selon la formule de J. Kanapa, font « *l'objet de discussions* ».

En évoquant l'expérience hongroise de l'immédiat après-guerre, lorsque s'était posée la question de la nature du pouvoir en Hongrie — comme d'ailleurs dans toute la partie de l'Europe entrée dans la zone d'influence soviétique, — D. Nemes rappelle qu'en 1946 les communistes hongrois pensaient que « *la démocratie populaire était la voie qui menait au socialisme sans dictature du prolétariat* ». Mais, conclut-il, « *la vie réfuta ce point de vue* ».

Tout en prenant acte de ce rappel historique, Jean Kanapa s'interroge sur la portée de cette leçon : « *Parce que les choses se sont passées ainsi voici un quart de siècle en Hongrie, doivent-elles se passer demain et partout de la même façon ?* » La question posée par J. Kanapa est d'autant plus justifiée que les perspectives contemporaines de passage au socialisme dans des conditions nationales ne sont pas nouvelles. Généralement, on attache la notion même de « polycentrisme » et de pluralité des voies à l'époque post-stalinienne surtout au tournant pris par le vingtième congrès du P.C.U.S. Or le débat sur les voies nationales se posa dès la fin de la seconde guerre mondiale et se poursuivit plus ou moins jusqu'à la brèche yougoslave. Le conflit avec Tito marqua, en effet, un virage : à partir de juin 1948, date à laquelle le P.C. yougoslave fut expulsé du Kominform, toute référence aux voies nationales sera abolie, considérée comme une « *hérésie* », et le modèle unique, c'est-à-dire l'expérience soviétique de passage au socialisme, sera « sacralisé ».

Mais, dans l'immédiat après-guerre, les conditions internationales semblaient propices à l'élaboration du concept de *voies nationales*. Maurice Thorez en novembre 1946 (4), Georges Dimitrov (5) au début de 1947, les dirigeants du P.C. yougoslave tout au long de leur révolution, les idéologues soviétiques entre 1945 et 1947 (6) soulignèrent, dans leur réflexion théorique et dans leurs discours politiques, la possibilité du passage pacifique au socialisme par des chemins nécessairement différents de celui suivi par les bolcheviks russes.

La « guerre froide » mettra en veilleuse cette orientation qui semblait être unanimement celle du mouvement communiste international. En effet, la doctrine Truman (mars 1947) et le plan Marshall (juin 1947) déclenchèrent une réplique communiste concrétisée par la création du Kominform (septembre 1947), qui allait atténuer la tendance vers la pluralité des voies.

Cependant, même dans cette période intermédiaire, entre la création du Kominform et la rupture avec Tito, la mention de la diversité des voies et de la spécificité nationale ne fut pas absente du discours communiste. Thorez en octobre 1947, lors de la session du comité central du P.C. français, Togliatti en janvier 1948, lors du sixième congrès du P.C. italien, Tito dans ses nombreux discours de l'époque, continuèrent à prôner cette thèse.

Mais, survenu en pleine escalade de la « guerre froide », le conflit soviéto-yougoslave provoqua un durcissement du monolithisme communiste qui se traduisit par un repli défensif des P.C. occidentaux dans leur contexte national et, sur le plan international, par un rassemblement encore plus étroit autour de l'U.R.S.S., dont l'expérience, l'histoire, l'armée, le *chef suprême*, allaient devenir objets de culte.

Sur cette trajectoire rapidement évoquée, suivons de plus près le débat voies nationales-modèle unique, là où les problèmes concrets de prise et d'exercice du pouvoir par les partis communistes se sont posés, c'est-à-dire dans les pays qui devraient constituer le glacis défensif dont l'U.R.S.S. avait besoin.

On ne refait certes pas l'histoire, comme l'affirme, à juste titre, Jean Kanapa, en se demandant cependant si « *les choses* », à l'Est, « *n'auraient pas pu se passer un peu autrement* ». Mais ce rappel du débat théorique des années 1945-1949 éclairera peut-être l'inopportunité de toute comparaison entre les stratégies des partis communistes de l'Europe capitaliste et, dans le contexte d'une révolution par en haut, le cheminement idéologique qui devait aboutir à l'Est à une certaine forme de dictature du prolétariat.

De la démocratie d'un type nouveau...

AVANT que les régimes de l'Est ne soient désignés comme des *démocraties populaires*, on les qualifia du terme général de *démocratie d'un type nouveau* ou de *démocratie nouvelle*. Ce sont surtout les idéologues soviétiques qui essayèrent les premiers de donner une définition théorique de ces nouveaux régimes.

Eugène Varga, considéré comme le père de la théorie de ces régimes dans sa première version, esquissa une première définition : « *Par la démocratie d'un type nouveau, nous entendons la situation d'un pays où les vestiges féodaux — la grande propriété foncière — sont liquidés, où la propriété privée des moyens de production subsiste, mais où les grandes entreprises dans le domaine de l'industrie, des transports et du crédit sont étatisées et où l'Etat lui-même, ainsi que son appareil de coercition, ne défendent pas les intérêts de la bourgeoisie monopoliste, mais ceux des travailleurs des villes et des campagnes.* » En dégageant les caractéristiques du nouveau régime, Varga soulignait son aspect novateur, pris comme un développement du léninisme :

« *L'organisation sociale de ces Etats est différente de toutes celles que nous connaissons jusqu'à présent, c'est une chose absolument nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas la dictature de la bourgeoisie, mais ce n'est pas non plus la dictature du prolétariat.* »

Précision qui constitue l'aspect le plus intéressant de cette théorie, celui qui changera le plus radicalement lors de sa révision quand, après le clivage yougoslave, il fallut donner aux régimes de l'Est d'autres bases théoriques et politiques. Mais, à ce moment-là, leur caractère *intermédiaire, transitoire* — ni capitalisme ni socialisme — est volontairement souligné et on le retrouve constamment dans nombre d'analyses.

Quant aux conditions historiques qui engendrèrent ces régimes, elles sont énoncées dans un ordre significatif : 1° le discrédit des classes dominantes du fait de leur collaboration avec le fascisme ; 2° le rôle dirigeant des partis communistes dans le mouvement de résistance ; 3° *l'appui moral, diplomatique* et économique que ces pays trouvent en Union soviétique. Le rôle de l'Union soviétique ne vient qu'en troisième position — place qui changera dans les formulations ultérieures.

Un autre aspect important de ces thèses, surtout si on les analyse dans la perspective de leur changement ultérieur, est l'accent mis sur *la diversité des formes dans la construction* du socialisme. Rappelant que, à tort, dans les partis communistes, on pensait, en général, que toute « *domination politique des travailleurs* » devait prendre « *la forme du système soviétique* », rappelant aussi que telle ne fut pas « *l'opinion de Lénine* », les idéologues soviétiques de cette époque soulignèrent que le passage du capitalisme au socialisme suppose une immense variété de formes concrètes. Quant à la *démocratie nouvelle*, ils affirment que « *ni Marx ni Lénine n'ont prévu cette forme et ne pouvaient la prévoir. Elle est issue d'une situation historique tout à fait spéciale, de conditions particulières qu'il était impossible de prévoir à l'avance* ». Nous sommes loin du *modèle unique* qui, seulement un an plus tard, sera imposé. Plus encore, A. Leontiev insiste sur les différences qui existent entre les pays de l'Est, et donc sur l'impossibilité de mettre arbitrairement les nouvelles démocraties sous un dénominateur commun (7). Il précise que « *le mouvement vers le socialisme est issu des forces internes de chaque pays* ». Ces *forces internes* jouent donc un rôle primordial. Dans la démocratie deuxième version, dite populaire, elles seront estompées, reléguées au second plan.

Sur le plan économique, ces régimes sont marqués par deux transformations qui devaient modifier le caractère même de l'État : les *nationalisations*, considérées comme « *une révolution économique* » et qui devaient transférer à l'Etat la partie déterminante des moyens de production, et la *répartition des terres* pour éliminer les vestiges de féodalité. L'importance du partage des terres au profit des paysans pauvres et moyens est soulignée par Varga, qui évoque, à ce sujet, l'expérience manquée de la république hongroise de Bela Kun : « *Là ne fut pas répétée l'erreur des communistes hongrois, qui avaient cru, en 1919, pouvoir brûler l'étape historique nécessaire et qui avaient transformé les grandes propriétés terriennes nationalisées en sovkhozes, au lieu de les distribuer aux paysans et de satisfaire ainsi leur soif de terre.* » Bref répit, la collectivisation selon le modèle soviétique sera imposée aux pays de l'Est une année plus tard, et les leçons de l'histoire seront alors oubliées.

Quant à la thèse de l'exacerbation *de la lutte de classes dans cette phase* de passage au socialisme, elle n'est guère évoquée. Elle redeviendra d'actualité dans une nouvelle étape historique. Pour l'heure, si Varga rappelle l'existence d'une « *lutte de classes acharnée* », il ne la dissocie pas de celle qui se manifesta « *dans les anciens pays capitalistes* ».

Ainsi, la *démocratie d'un type nouveau* est conçue comme différente de la dictature du prolétariat et du modèle soviétique. Conditionnée par des facteurs historiques propres, par des forces internes et par un contexte international spécifique, elle doit évoluer avec des formes propres, indépendamment de l'U.R.S.S. — qui lui apporte, certes, son appui, — de l'armée rouge et de l'expérience du « pays du socialisme ». Par son aspect nouveau, original, typique, elle apporte une contribution, un développement à l'idéologie communiste.

Avec les années 1948-1949, lors du tournant marqué par l'excommunication du P.C. yougoslave, la volonté de donner un nouveau fondement théorique aux régimes de l'Est paraît en *filigrane tant dans la propagande* du Kominform que dans les travaux des P.C. de l'Est. « *L'hérésie yougoslave* » entraîna un durcissement dans le glacis et il devint important de redéfinir la nature du régime politique de ces pays. Toute formulation « *intermédiaire* », « *particulière* », « *transitoire* », dut être abolie et fut remplacée par des formules stables, définitives, à partir d'un modèle unique et immuable. Ce fut l'époque de la « canonisation » de certaines thèses léninistes et staliniennes.

La redéfinition doctrinale de ces régimes, nommés *démocraties populaires* et non plus *démocraties nouvelles*, commandait une exacerbation du sens donné à *l'internationalisme prolétarien* et impliquait la théorisation d'une série de notions — *l'Armée rouge, modèle soviétique, rôle de l'U.R.S.S., Staline* — notions qui deviendront de réels concepts idéologiques.

Les communistes yougoslaves furent expulsés du Kominform, entre autres raisons parce qu'ils s'attachaient à leur propre modèle révolutionnaire, parce qu'ils sous-estimaient le rôle de l'U.R.S.S. dans la libération des pays de l'Est et dans la construction du socialisme, parce qu'ils envisageaient une indépendance interne et externe à l'égard du « *pays du socialisme* ».

Il fallut établir une série de normes qui devaient empêcher avant tout une répétition du cas yougoslave, élaborer de solides bases idéologiques pour justifier un monolithisme qui commençait à *s'officialiser*.

Les premiers jalons de la nouvelle formulation furent posés par B. Bierut (8) lors du congrès d'unification des partis social-démocrate et communiste polonais, qui eut lieu à Varsovie du 15 au 21 décembre 1948. A partir du rôle de l'armée soviétique dans l'instauration des nouveaux régimes des pays de l'Est, il dégagea les premiers éléments conceptuels de la théorie de la démocratie populaire :

« *La démocratie populaire n'est pas le résultat d'un soulèvement armé qui proposait de prendre le pouvoir par la violence ; elle n'est pas née comme le pouvoir des Soviets en octobre 1917 en Russie, mais elle est le fruit de la victoire de l'Union soviétique sur les forces armées du fascisme allemand.* »

C'est ainsi que, d'emblée, on gomme le rôle primordial des forces révolutionnaires internes dans la formation du nouveau régime. Tout en soulignant qu'il s'agit d'une « *forme particulière* » de pouvoir révolutionnaire, Bierut essaye de dégager la conjonction entre lutte libératrice des masses populaires et marche victorieuse de l'Armée rouge. Mais cette conjonction est conçue comme un processus successif et non simultané : le rôle primordial revenait à l'Armée rouge. Grâce à celle-ci, cette forme de pouvoir révolutionnaire peut se développer sans secousses, sans guerre civile, sans un large recours à la violence. L'Armée rouge n'a pas seulement apporté la libération, mais, par sa présence, le danger d'une guerre civile fut écarté, les forces internes contre-révolutionnaires furent neutralisées. La présence de l'Armée rouge empêcha aussi l'intervention étrangère, en donnant « *la garantie que les puissances impérialistes ne pourraient décider du sort d'un pays donné contre les intérêts populaires* ».

...à la démocratie populaire

CETTE thèse selon laquelle l'Armée rouge joue un rôle déterminant dans les réussites des révolutions à l'Est trouve un corollaire historique dans l'incapacité des P.C. occidentaux à prendre le pouvoir dans les pays libérés non par l'Armée rouge mais par les forces alliées américaines (France, Italie).

B. Bierut dégagea aussi une esquisse des voies qui conduiront la démocratie populaire au socialisme : rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'alliance des ouvriers et des paysans et dans le front populaire démocratique ; exercice de la direction par un parti unique révolutionnaire ; lutte de classes irréductible ; liquidation du grand capital *et de la grande propriété foncière*. Ces éléments, tirés de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat, sont les premiers repères du programme des P.C. de l'Est à la suite du tournant des années 1948-1949.

Peu après Bierut, lors du cinquième congrès du parti ouvrier (communiste) bulgare, qui eut lieu à Sofia du 18 au 25 décembre 1948, Georges Dimitrov élargit le débat sur le nouveau sens donné au régime de démocratie populaire, en précisant son caractère, son rôle et ses perspectives (9). Selon le leader bulgare, l'Etat de démocratie populaire est caractérisé par quatre traits fondamentaux :

1) Il représente le pouvoir des travailleurs, de l'immense majorité du *peuple, et la classe ouvrière y joue le* rôle dirigeant ;

2) Il apparaît dans une situation transitoire (10), où il assure le développement du pays dans la voie du socialisme. Dans ce but, la thèse stalinienne de l'exacerbation de la lutte de classes doit agir jusqu'à la liquidation complète des éléments capitalistes. C'est là l'une des principales caractéristiques de l'Etat de démocratie populaire ;

3) Il s'édifie dans la collaboration et l'amitié avec l'Union soviétique et les pays du socialisme. Ainsi, la fidélité à l'U.R.S.S. devient un élément de la définition des régimes de démocratie populaire ;

4) L'Etat de démocratie populaire fait partie du camp démocratique anti-impérialiste.

Dimitrov précise, à l'intention des leaders yougoslaves, que, en l'absence des deux derniers points, un pays ne peut pas être considéré comme une démocratie populaire. Un Etat où la classe ouvrière a le rôle dirigeant, et où la lutte de classes est intense, est relégué dans le camp adverse et glisse vers une démocratie bourgeoise classique s'il ne collabore pas avec l'U.R.S.S. et s'il ne fait pas partie du camp démocratique.

Par le biais idéologique, on refusa donc au régime yougoslave une parenté avec les autres pays de l'Est. Toute définition des régimes de démocratie populaire est liée à la collaboration et à l'amitié avec l'U.R.S.S. et, plus généralement, toute chance de réussite d'une expérience révolutionnaire en marche vers le socialisme est suspendue au même impératif.

Cependant, la distinction est faite entre le régime de l'U.R.S.S. et celui qui est en train de se structurer dans les pays du glacis. En effet, malgré l'abolition des « *voies nationales* » et la sacralisation du « *modèle unique* », la démocratie populaire n'est pas identifiée au régime des Soviets. La différence tient justement à la portée historique de la révolution d'Octobre et de l'expérience de l'U.R.S.S., qui devait d'une part faire faire à ces pays l'économie d'une révolution violente, avec toutes ses conséquences — contre-révolution, guerre civile, intervention étrangère, — et d'autre part leur permettre de garder pour un temps les vieilles institutions héritées des régimes précédents.

Les nouvelles bases théoriques sont ainsi à l'opposé de celles qui avaient été formulées par les idéologues soviétiques avant la rupture avec Tito, et dont on peut se demander si elles avaient un but *tactique* ou si elles représentaient, au moment de leur formulation, le point de vue *authentique* du Kremlin. En d'autres termes, jusqu'en 1948, les Soviétiques envisageaient-ils la démocratie populaire comme un régime intermédiaire entre les deux systèmes, et qui n'était guère comparable à la dictature du prolétariat, ou bien, au contraire, toutes ces théories n'avaient-elles qu'un but tactique : ne pas inquiéter des partenaires occidentaux avec lesquels on comptait encore collaborer ? Il est difficile, en l'état actuel des connaissances, de répondre. Un élément du dossier est la déclaration de Mathias Rakosi, qui affirma en 1952 que, dès 1945, dans des cercles restreints du P.C. hongrois, des discussions portèrent sur l'évolution future du régime de démocratie populaire. Ces discussions allaient dans la perspective de l'enseignement stalinien selon lequel, « *si la classe ouvrière assume le rôle dirigeant dans une coalition, cette situation porte en elle-même le germe de la dictature prolétarienne* ». Cependant, reconnut le dirigeant hongrois, à l'époque, « *nous ne leur avons pas donné de publicité, car la discussion théorique de la dictature prolétarienne, envisagée comme une fin aurait effrayé nos alliés de la coalition et aurait rendu plus difficiles nos tentatives de rallier la majorité non seulement des petits bourgeois, mais aussi des masses ouvrières* » (11).

Pour Rakosi, « *la théorie léniniste de la dictature du prolétariat est valable sans changement* », quelles que soient les situations des pays libérés par l'U.R.S.S. Et elle fut, en effet, appliquée selon le modèle expérimenté par l'U.R.S.S. sans tenir compte, au moins dans la décennie kominformienne, des spécificités locales. A l'heure de la « guerre froide », il fallait mettre en veilleuse la *diversité des formes*. Tenter d'exagérer l'importance des particularités des divers pays constituait une position « *opportuniste* » et « *nationaliste* », maintes fois fustigée par la propagande communiste de l'époque.

Dezsö Nemes a raison d'évoquer la « guerre froide » comme une des causes qui poussèrent les communistes de l'Est à prendre le tournant de 1948 et à instaurer la dictature du prolétariat. Mais il oublie un autre aspect — et c'est par ce biais que nous pourrons affirmer que, malgré le monolithisme qu'elles contenaient en germe, ces thèses étaient porteuses d'une grande vérité lorsqu'elles accordaient à l'U.R.S.S. le rôle central, — à savoir que, lors de leur création, ces régimes, à l'exception de la Yougoslavie et partiellement de la Tchécoslovaquie, n'auraient eu aucune chance de se maintenir en place si l'U.R.S.S. ne l'avait voulu, sans la position et le prestige que l'U.R.S.S. occupait dans le rapport de forces dans le monde. Comme l'affirme d'ailleurs Jean Kanapa, « *ce n'est naturellement pas dans ce contexte que se situe la perspective de la transformation socialiste de la société française* ».

Que ce débat ait lieu aujourd'hui au sein du mouvement communiste est plus que logique. En pleine mutation, en plein processus de régionalisation et de diversification, dû à des stratégies spécifiques des P.C. qui engendrent des mutations idéologiques et conceptuelles capitales, le mouvement communiste est à la recherche d'un autre visage. Dans ce contexte, la lutte entre l'ancien et le nouveau est inéluctable. De l'universalisation et de l'unification à la spécificité et à la diversité, le passage ne peut pas se faire sans heurts, sans polémiques. Peut-il, cette fois, se faire sans un nouveau schisme ?

* Centre d'études des relations internationales, Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Dezsö Nemes est un des principaux idéologues du P.C. hongrois. Il fut, notamment à partir de 1950, le délégué permanent du P.C. hongrois au siège du Kominform lorsque celui-ci se trouvait à Bucarest.

(2) Dezsö Nemes, « Quelques leçons de la lutte de classes pour le pouvoir en Hongrie », *Problèmes de la paix et du socialisme*, septembre 1976. Cette revue, éditée à Prague, représente, avec le *Bulletin d'information* des P.C., les derniers vestiges d'une forme organique du mouvement communiste. Ayant une rédaction internationale, elle est éditée en plusieurs langues. L'article de Nemes est paru dans le numéro d'octobre 1976 de l'édition française, qui porte le titre de *la Nouvelle Revue internationale*.

(3) Jean Kanapa, « le Passé n'a pas réponse à tout ; A propos d'un article d'un camarade hongrois », *France nouvelle*, 4 octobre 1976.

(4) Cf. *Times* de Londres, 17 novembre 1946.

(5) Cf. Jean Mérot, *Dimitrov, un révolutionnaire de notre temps*, Editions sociales, Paris, 1972, pages 204-205.

(6) Cf. notamment T. P. Traïnine, « Démocratie d'un type nouveau », *Sovetskoe gosudarstvo i pravo*, janvier 1947 ; A. Leontiev, « les Fondements économiques de la démocratie nouvelle », *Planovoe Khoziastvo*, 4, 1947 ; et surtout Eugène Varga, « Démocratie d'un type nouveau », *Démocratie nouvelle*, septembre 1947.

(7) Dans les thèses de Varga, la Roumanie et la Hongrie ne figuraient pas sur l'échiquier des pays de démocratie d'un type nouveau.

(8) B. Bierut, « les Bases idéologiques du parti ouvrier polonais unifié », *Pour une paix durable...*, 1er janvier 1949.

(9) Cf. « Rapport du camarade G. M. Dimitrov au cinquième congrès du parti ouvrier (communiste) bulgare (sténogramme abrégé) », *Pour une paix durable...*, 1er janvier 1949.

(10) Lorsque le mot *transitoire* réapparaîtra dans les définitions ultérieures, il n'aura plus le même sens : il désignera la période de transition d'un système social à un autre — principe maintes fois souligné par les classiques du marxisme-léninisme.

(11) Mathias Rakosi, « la Tactique communiste pour la conquête du pouvoir », Articles et documents, 19 novembre 1952, dix-sept pages (Documentation française).

Nécessité et limites de l'aide au tiers-monde

L'HÉRITAGE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES EN SUÈDE

Par BENGT SVENSSON *

QUARANTE-QUATRE ans de gouvernement social-démocrate pratiquement ininterrompu avaient valu à la Suède sa réputation de « modèle ». Sa politique étrangère non alignée faisait bien entendu partie du « modèle », en particulier son attitude jugée « progressiste » à l'égard des nations en voie de développement et de leurs revendications pour un « nouvel ordre économique ». A tort ou à raison, la Suède donna l'impression d'être davantage prête à des concessions que bien d'autres Etats industrialisés. La question se pose maintenant de savoir comment le gouvernement bourgeois de coalition issu des élections du 19 septembre dernier va assumer cet héritage.

La Suède a été le premier pays à consacrer 0,7 % de son P.N.B. à l'aide au développement, conformément à l'objectif des Nations unies, et c'est sans doute ce qui a déterminé en premier lieu les jugements positifs en sa faveur. Pourtant, les opinions sont parfois plus nuancées, comme en témoigne un avant-papier publié par le secrétariat du gouvernement pour l'étude des problèmes de futorologie, dans le cadre d'un projet de recherche intitulé *« Les conditions internationales de la Suède »* : l'auteur, diplomate suédois, y soutient que son pays mène à l'égard des pays en voie de développement une politique à *« double face »*. Et, selon lui, son adhésion de principe au « nouvel ordre économique mondial » ne s'est pas toujours traduite par des actes concrets, par exemple, en ce qui concerne l'élimination des obstacles commerciaux à l'importation de produits en provenance du tiers-monde.

En revanche, ceux qui font moins de réserves sur la politique suédoise à l'égard du tiers-monde se demandent maintenant si le changement intervenu à la tête du pays peut modifier de manière substantielle le cours de cette politique. La Suède va-t-elle se rapprocher des tenants de la « ligne dure » qui se sont manifestés aux sixième et septième sessions spéciales de l'Assemblée générale de l'ONU et, en mai dernier, à la quatrième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ? Le parti du centre, le parti conservateur et le parti libéral qui sont maintenant au pouvoir ont déjà donné des éléments de réponse dans leur déclaration gouvernementale du 8 octobre. Le gouvernement y affirme que la coopération nordique sera développée, et les relations avec l'Europe approfondies : il continuera de donner son ferme appui aux Nations unies. Il adopte également une attitude très positive envers les revendications des pays en voie de développement pour un nouvel ordre économique mondial. Le soutien à la lutte des mouvements de libération de l'Afrique australe sera accru. L'assistance au développement dépassera son niveau actuel, les allocations d'aide officielle devant dépasser 1 % du P.I.B. La coopération pour le développement sera orientée vers la progression de la justice sociale et économique. Elle se concentrera sur les pays en voie de développement les plus pauvres.

On peut toujours interpréter une déclaration gouvernementale de différentes manières. Finalement, le gouvernement sera jugé sur ses actes plus que sur ses paroles. Et à cet égard il n'est pas sans intérêt d'analyser la politique du précédent gouvernement social-démocrate à l'égard du tiers-monde, ne serait-ce que pour mieux apprécier dans quelle mesure des changements sont possibles.

La politique étrangère n'avait pas tenu une grande place dans la campagne électorale. Un détail aujourd'hui a son importance : le nouveau ministre de la coopération pour le développement, M. Ola Ullsten (dont les conceptions sur l'aide au développement sont très proches de celles des sociaux-démocrates), est un membre éminent du parti libéral alors que son prédécesseur social-démocrate, Mme Gertrud Sigurdsen, était un nouveau venu sur la scène politique.

D'après la distribution des postes dans le nouveau gouvernement, il se pourrait que le parti libéral ait l'intention d'accorder davantage de poids à l'aide au développement et aux relations avec le tiers-monde. Dans le précédent gouvernement, c'était le ministre du commerce, M. Carl Lidbom, qui était chargé de conduire la délégation suédoise à la plupart des conférences sur le nouvel ordre économique mondial. Aujourd'hui, le ministre du commerce est un conservateur, M. Staffan Burenstam-Linder. Le nouveau ministre des affaires étrangères est un membre dirigeant du parti du centre, Mme Karin Söder — choix qui pourrait indiquer l'importance attachée à la politique étrangère par le parti du centre et par le nouveau gouvernement. Mais il est encore trop tôt pour juger clairement de la manière dont va s'organiser la division du travail entre ces trois ministères.

Non-alignement et conflit Nord-Sud

LA politique étrangère de la Suède est avant tout fondée sur la notion de non-alignement. Et il est essentiel de se souvenir que la doctrine de *« non-alignement en temps de paix, visant à la neutralité en cas de guerre »*, se réfère historiquement aux conflits Est-Ouest. Il n'y a pas de changement à attendre de la part du nouveau gouvernement sur ce point essentiel. En revanche, la question se pose de savoir si une telle politique est possible dans le contexte des conflits d'intérêts Nord-Sud. Un bref coup d'œil sur les relations commerciales de la Suède avec l'étranger, à l'aide du tableau ci-dessous (pourcentage des échanges de l'année 1975 avec les principales régions), apporte quelques éléments de réponse :

	Exportations	Importations
	%	%
— C.E.E.	45	53
— Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.)	22	17
— Pays socialistes	7	6
— Etats-Unis	5	7
— Autres pays industrialisés	8	6
— Pays en voie de développement	13	12

Plus de 80 % des exportations suédoises vers les pays en voie de développement sont constitués par des biens manufacturés, des machines et du matériel de transport. Les carburants d'origine minérale, les lubrifiants et les produits alimentaires comptent pour 65 % des importations. A eux seuls, les carburants d'origine minérale représentent plus de 50 % de la valeur totale des importations. Et le pétrole entre pour plus de 70 % dans les fournitures totales d'énergie. La Suède dépend entièrement de l'extérieur pour son approvisionnement en pétrole. Il faudrait aussi souligner qu'elle dépend largement de ses échanges commerciaux avec l'étranger, au même titre que la majorité des autres petites et moyennes puissances, comme en témoignent quelques chiffres. En 1974, son P.N.B. aux prix du marché s'élevait à 274 milliards de couronnes suédoises. Ses exportations de biens (FOB) et de services se montaient alors à 83 milliards de couronnes. En 1970, 8 % environ de la population active travaillaient dans l'agriculture, les forêts, etc., le reste étant employé dans les mines et l'industrie, la construction, les services, etc. Depuis lors, la part de l'agriculture et des forêts a encore décliné.

A en juger par la ventilation des revenus disponibles entre les différents groupes de population (en %) on peut soutenir que la réputation de la Suède en tant que société relativement égalitaire n'est pas injustifiée :

	Pays en voie de développement	Pays de l'O.C.D.E.	Suède
10 % des plus riches	40	26	21
40 % des plus pauvres	15	17	20

Toutes ces statistiques font apparaître la Suède comme un petit pays d'économie de marché, hautement industrialisé et relativement égalitaire, très dépendant de son commerce extérieur (en particulier pour ce qui concerne le pétrole) et bien intégré dans l'Europe occidentale. Toute formulation de la politique extérieure de ce pays doit tenir compte de ces données fondamentales. Ainsi, par exemple, la Suède a joué un rôle important dans la création de l'A.E.L.E. qui n'a jamais visé à la « supranationalité ». D'autre part, elle n'a pas pu envisager de se joindre au Marché commun car cette adhésion aurait mis en cause la crédibilité du non-alignement dans un contexte Est-Ouest. Elle a préféré, au contraire, se battre pour obtenir la conclusion d'un accord commercial favorable avec la C.E.E.

A propos du conflit Nord-Sud, il n'est pas sans intérêt de relever que la Suède a adhéré à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) au sein de l'O.C.D.E., avec, certes, une *« restriction de neutralité »*. Or l'existence de l'A.I.E. signifie que ses Etats membres vont s'intégrer davantage dans un ensemble occidental. C'est la nécessité d'économiser les fournitures de pétrole devenues rares, particulièrement en cas d'embargo de la part de l'OPEP, qui avait motivé la formation de ce « club pétrolier ». Ici, la politique suédoise illustre bien la nécessité économique d'une coopération très étroite avec les autres économies de marché occidentales, même si son adhésion à l'A.I.E. peut être interprétée comme une action dirigée contre les intérêts des pays en voie de développement exportateurs de pétrole. Dans ces conditions, on voit mal comment les relations avec l'Europe, ou du moins avec l'Europe occidentale, pourraient davantage encore se développer. Peut-être la déclaration gouvernementale du 8 octobre implique-t-elle une critique à l'encontre de l'intérêt réel que manifestait l'ancien gouvernement à l'égard du tiers-monde et qu'un autre équilibre sera recherché.

Une autre conséquence de la politique étrangère non alignée pose le problème des structures économiques de la Suède et la possibilité pour elle d'ouvrir son marché aux importations de produits en provenance des pays en voie de développement. La Suède a accepté le système des préférences spéciales généralisées (P.S.G.) qui s'applique aux importations venant des pays en voie de développement. Au plan industriel, beaucoup de ces pays ont fort bien réussi sur le marché suédois. C'est ainsi que les importations de textiles en provenance de pays à faibles coûts s'élèvent à 24 dollars par tête, ce qui représente un record en Europe (le Danemark vient au second rang, avec 12 dollars par tête, tandis que, pour la plupart des autres pays d'Europe occidentale, le chiffre tombe à 3 ou 4 dollars par tête). Cette situation n'a pas empêché de sévères critiques, en Suède et à l'étranger, quand on a restreint les importations de chaussures pour sauver ce qu'il restait de l'industrie nationale de la chaussure. Ces mesures étaient motivées par la nécessité de conserver une capacité de base pour produire les biens essentiels en cas de blocus. Le même argument est invoqué dans le cas des textiles et de l'agriculture : il repose sur le fait que, pour être crédible, la politique de non-alignement implique que le pays soit éventuellement en mesure de produire les biens essentiels en cas de blocus. Il existe bien sûr différentes méthodes pour sauvegarder la capacité de production nécessaire dans les domaines essentiels. Une politique efficace sur le marché du travail facilite aussi la restructuration de l'économie. Il reste que la politique de non-alignement pose des limites aux concessions qu'il est possible de faire aux pays en voie de développement. Et il ne serait pas inutile que la Suède puisse les définir clairement et présenter un calendrier pour la restructuration de l'économie en fonction de l'appréciation positive qu'a portée le nouveau gouvernement sur le nouvel ordre économique mondial. On verrait mieux alors comment il convient d'interpréter la déclaration d'intentions du 8 octobre.

Les limitations d'une économie de marché

DANS le domaine des relations commerciales, la Suède a conclu des accords de coopération économique (non assortis d'une aide au développement) avec un certain nombre de pays tels que l'Algérie, l'Egypte, la Libye, l'Iran et l'Irak. Des membres influents de l'ancien gouvernement s'étaient rendus, entre autres, au Nigéria, au Venezuela et au Mexique pour développer les relations commerciales avec ces pays et, parfois aussi, les relations politiques. Parce que la Suède est une économie de marché, il lui est parfois difficile de donner une suite concrète aux accords ainsi conclus. Le gouvernement n'a en effet aucun moyen de contraindre les entreprises privées à concentrer leurs activités sur un pays donné. Le secteur public est, de surcroît, relativement peu développé dans l'industrie. Les choses étant ce qu'elles sont, les nouveaux dirigeants rencontreront les mêmes obstacles lorsqu'il s'agira pour lui d'appliquer des accords qui, pour l'instant, ont surtout une signification politique : ils témoignent d'abord de la volonté croissante des Suédois de développer leurs relations avec ceux des pays du tiers-monde ayant déjà atteint un certain niveau de développement économique. Rien n'indique que le nouveau gouvernement envisage de modifier radicalement cette attitude.

Le régime d'économie de marché limite d'une autre manière encore les facultés d'adaptation de la Suède au nouvel ordre économique international. C'est ainsi qu'elle s'est jointe aux autres pays occidentaux pour repousser les propositions des pays en voie de développement visant à établir un lien entre les prix des produits importés par ces derniers et les prix de leurs biens d'exportation — ce qu'on appelle indexation. Il ne semble pas que la Suède ait la moindre possibilité d'accepter un tel projet, qui impliquerait un système de planification économique mondiale pour un certain nombre de matières premières essentielles. Des motivations similaires sont à l'origine de son attitude négative dans le problème de l'ouverture des marchés de capitaux du monde industrialisé aux nations en voie de développement.

De toute évidence, la Suède n'était pas prête non plus à accepter des mesures risquant d'entraîner des difficultés considérables pour l'équilibre de sa balance des paiements. Sa prise de position à propos du code des transports maritimes de la CNUCED illustre cette attitude de manière assez significative. Selon ce code, 80 % des activités de transport intéressant les biens d'importation et d'exportation seraient réservés aux bateaux appartenant aux nations intéressées dans ce commerce. 20 % seulement du commerce mondial resteraient livrés à la compétition internationale. Les pays nordiques, la Grande-Bretagne et la Suisse ont voté contre le code et, pour la Suède, l'explication est claire : chaque année, sa marine marchande lui procure 2,8 milliards de couronnes suédoises de rentrées. Elle a trente-cinq mille marins qui vivent de cette activité : le problème reste le même pour le nouveau gouvernement qui, d'ailleurs, n'a nullement manifesté l'intention d'envisager différemment la question.

Mais lorsque certaines mesures préconisées étaient compatibles avec le système d'économie de marché, elles ont reçu un accueil plus favorable. Tel fut le cas, par exemple, avec le programme intégré pour les produits de base élaboré par le secrétariat de la CNUCED. La Suède a aussi proposé l'établissement d'un schéma général visant à offrir des compensations aux pays en voie de développement victimes d'une baisse de leurs revenus d'exportation — un système très proche de celui qui a été mis en place dans le cadre de la convention de Lomé par la C.E.E. et les pays d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique qui lui sont associés.

Dans un autre domaine, les Suédois ont redoublé d'efforts — mais en vain — en faveur de la conclusion d'un accord international qui aurait permis d'annuler ou de reporter le paiement du service de la dette au titre des crédits publics pour le développement, et cela au bénéfice des pays les plus pauvres ou les plus sérieusement affectés par la crise économique. Au plan bilatéral, ils ont annulé le paiement du service de la dette pour un certain nombre de pays, et cela ne leur a d'ailleurs pas coûté trop cher, car les conditions du crédit suédois en faveur du développement sont très libérales : 93 % de l'aide bilatérale est fournie sous forme de dons.

Atteindre les couches les plus pauvres...

C'EST dans le domaine de l'aide au développement que les performances suédoises sont les plus remarquables — tenant compte, là encore, du système d'économie de marché. Les versements au titre de l'aide se montaient à 0,8 % du P.N.B. pour l'année 1975. Les allocations de crédits budgétaires atteignaient, quant à elles, 1 % du P.N.B. La loi de finances pour 1976, préparée par le gouvernement social-démocrate, fixe ainsi les caractéristiques de l'aide : *« Environ 85 % de l'assistance bilatérale iront aux pays les plus pauvres en 1976-1977. Toutefois, cette concentration sur les pays pauvres n'est pas une mesure suffisante pour servir les objectifs de la politique suédoise en matière d'aide au développement. Pour favoriser une redistribution des ressources internationales, l'assistance doit aussi atteindre les couches les plus pauvres de la population. Cela ne peut se faire qu'en coopérant avec les pays qui, eux-mêmes, s'efforcent de mener une politique active en faveur d'une distribution plus équilibrée des ressources. »*

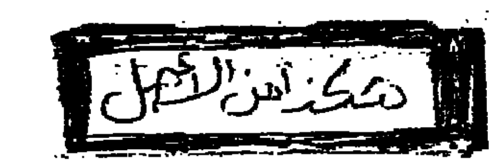
La déclaration gouvernementale du 8 octobre retient ce critère de pauvreté comme l'élément de base essentiel pour la planification. Déjà, il faut le noter, l'aide de la Suède est orientée dans une large mesure vers les nations les plus pauvres. On ne saurait évidemment exclure la possibilité que des nuances soient introduites dans le choix des partenaires. Ainsi, il est clair que la coopération en matière de développement avec Cuba ne sera pas reconduite à l'expiration des accords actuels. Mais, ce qui est encourageant, c'est que le nouveau gouvernement ait l'intention d'accroître le volume de l'aide par rapport à son montant actuel. Les sondages d'opinion montrent que la population a une attitude remarquablement positive à cet égard, ce qui pourrait s'expliquer par le fait — mentionné plus haut — que la Suède est une société relativement égalitaire.

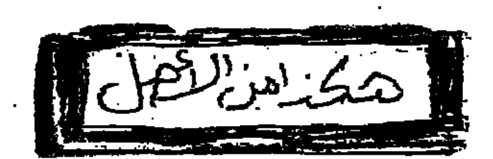
Comme son prédécesseur, le nouveau gouvernement a montré qu'il était animé de dispositions très favorables à l'égard des Nations unies. Les dirigeants sociaux-démocrates avaient souligné la nécessité de renforcer l'organisation mondiale comme moyen de préserver les intérêts des petits pays. Cette *« doctrine des petits pays »* se nourrit d'un scepticisme à l'encontre des grandes puissances qui défendent l'ordre politique et économique existant. Les Nations unies apparaissent alors comme un instrument de protection pour les petites nations. Mais ce n'est pas le seul : un autre moyen est la solidarité mutuelle et la coopération, une sorte de front commun des petits pays s'opposant à l'hégémonie des Grands. Cette doctrine implique que l'on s'efforce de s'identifier aux pays du tiers-monde qui sont des alliés contre les superpuissances.

Selon les conceptions des anciens dirigeants, la politique de non-alignement supposait aussi que la Suède assure un rôle de médiation ou de conciliation sur la scène internationale. C'est déjà dans ce pays une vieille tradition, remontant à l'époque de la Société des Nations. Depuis l'apparition du conflit Nord-Sud, la Suède a essayé, non sans succès, de l'appliquer à la situation nouvelle. De toute évidence, c'est cet état d'esprit qui l'a conduite à jouer un rôle non négligeable pour favoriser un accord par consensus à la septième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies à propos du nouvel ordre économique international. A Nairobi, durant la quatrième session de la CNUCED, elle compta parmi les rares nations qui se groupèrent pour élaborer, aux derniers jours de la conférence, le compromis qui allait éviter — ou du moins retarder — la confrontation entre nations riches et pauvres.

En fin de compte, le gouvernement social-démocrate s'appuyait sur une vaste adhésion pour mener à bien sa politique à l'égard du tiers-monde. Alors qu'ils étaient dans l'opposition, les partis aujourd'hui au pouvoir avaient eu une attitude positive lorsqu'il s'agissait de rechercher les moyens de l'améliorer. Les premières prises de position des nouveaux dirigeants semblent confirmer ce désir de poursuivre dans la même voie. Dans ce cas, l'héritage que leur laissent les sociaux-démocrates constituera pour eux une bonne base de départ.

* Chef adjoint du service d'études de l'Office central suédois pour l'aide au développement international (SIDA). L'auteur s'exprimant ici à titre personnel, ses opinions n'engagent pas la responsabilité de l'organisme auquel il appartient.





NAMIBIE

Du sort de Walvis-Bay à l'exploitation des richesses minérales

Les enjeux économiques de l'indépendance

EN Namibie, le phénomène du sous-développement ne diffère pas fondamentalement de celui que l'on retrouve partout ailleurs en Afrique australe. Mais l'avenir économique de ce pays est encore plus hypothétique puisqu'il se trouve intégré de facto à la République sud-africaine. Rien n'illustre mieux cet état de dépendance et la difficulté de résoudre la *question namibienne face aux intérêts* étrangers que la situation de Walvis-Bay.

Unique port en eau profonde dont dispose le pays, Walvis-Bay est le centre d'une florissante industrie de la pêche (avec conserveries et usines de transformation). Mais c'est aussi la deuxième ville de la Namibie et son principal centre de commerce d'importation et d'exportation (1). Bien que Walvis-Bay soit, comme le reste du territoire du Sud-Ouest africain, administré illégalement par l'Afrique du Sud, le régime Vorster la revendique comme partie intégrante de l'Afrique du Sud (2).

L'industrie de la pêche est aux mains de six sociétés sud-africaines. Ses ventes représentent 75 millions de dollars par an : combinée avec celle de l'Afrique du Sud, elle arrive au sixième rang dans le monde. Cependant, ce n'est que le second des « trois piliers » de l'économie, le premier étant les mines. L'agriculture vient en troisième place : il s'agit plutôt, à 98 %, de l'élevage du bétail et des moutons karakul (astrakan) (une valeur de 70 millions de dollars par an), principalement localisé dans le plateau central du hardveld (où se trouve la « zone de police ») et que pratiquent des fermiers afrikaners et allemands.

Walvis-Bay est une artère vitale pour l'important secteur minier (diamant, uranium, cuivre, plomb, zinc, étain, tungstène, vanadium et lithium — sans parler des références qui ont *pu être faites à la présence de gisements* appréciables de gaz et de pétrole) (3). L'équipement du port témoigne de l'afflux des capitaux et de la haute technologie qui s'investissent dans les affaires commerciales et l'infrastructure : réservoirs pétroliers, grues électriques perfectionnées pour le chargement, installations spéciales pour traiter le cuivre, le plomb et le zinc fournis par la société américaine Tsumeb Coporation, qui est le principal producteur de métaux de base en Namibie.

Une solution envisagée par Pretoria *consisterait à faire de Walvis-Bay* un « port libre » comme Hongkong et à construire des voies de chemin de fer débouchant dans des pays sans littoral tels que la Zambie et le Zimbabwe (Rhodésie). Ce qui permettrait d'accroître l'intégration du commerce d'exportation des produits primaires *de la région et de jeter les bases d'une* « plate-forme d'exportation » qui attirerait les investissements des sociétés multinationales dans les industries manufacturières, au détriment du développement de l'industrie nationale *namibienne. Actuellement*, deux routes et une voie de chemin de fer relient le port à la capitale, Windhoek. Privée de Walvis-Bay, la Namibie indépendante serait dans l'impossibilité de remodeler son économie selon un projet de développement autocentré. L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) a insisté avec vigueur sur le fait que Walvis-Bay fait « *partie intégrante de la Namibie* ». Et même aux « négociations constitutionnelles » de Turnhalle, il s'est trouvé des chefs tribaux pour dire que le port devait appartenir à la Namibie. L'un des arguments utilisés par M. Henry Kissinger pour inciter M. Vorster à accepter une conférence de Genève sur l'indépendance de la Namibie aurait été la promesse de la garantie d'une présence américaine à Walvis-Bay au cas où l'Afrique du Sud laisserait le port aux Namibiens (4).

Revendiqué par l'Afrique du Sud, Walvis-Bay pose un problème juridique spécifique dans l'ensemble des questions que soulève le transfert du pouvoir à un gouvernement namibien indépendant. Mais, pour ce qui concerne l'exploitation des ressources namibiennes, il n'est qu'une illustration typique du phénomène de développement du sous-développement sous l'égide sud-africaine.

Une croissance orientée vers l'extérieur

PRESQUE toutes les activités d'économie d'échange sont concentrées dans la « zone de police », au cœur du pays « blanc », entre les déserts de Namib et de Kalahari, et entourée par dix régions de bantoustans dont le schéma est calqué sur celui de l'Afrique du Sud. Exception faite des métaux de base produits dans les mines de Tsumeb au nord, près de l'Ovamboland, la majeure partie de l'économie d'échange et de l'infra*structure est concentrée dans la région* méridionale du pays, où se regroupent la majeure partie des soixante-dix-neuf mille Blancs (les Blancs représentant 12 % de la population, dont le chiffre total n'atteint pas le million).

Les deux principales compagnies minières (en tout, quatre-vingt-huit sociétés étrangères sont implantées en Namibie) se partagent 90 % de la production minérale totale : De Beers Consolidated Diamond Mines (C.D.M.) et Tsumeb Corporation. A lui seul, le secteur minier représente 60 % des *exportations* (5) (la pêche fournit 25 % du produit intérieur brut, et l'agriculture 15 % environ). Depuis la seconde guerre mondiale, du fait de l'expansion des économies industrialisées et de leurs besoins en produits primaires, la *Namibie a connu* un taux de croissance spectaculaire. Le produit intérieur brut y est passé de 36 millions de rands en 1946 à 368 millions de rands en 1970. De 1960 à 1969, il s'est accru de 153 %, soit 11 % l'an. En 1965, les exportations représentaient 91 % du produit intérieur brut de *la Namibie, ce qui était* une proportion exceptionnellement élevée même parmi les pays africains producteurs de matières premières (où le taux ne dépassait généralement pas 50 %, sauf pour la Libye, la Zambie et le Zaïre).

Par ROBERT A. MANNING *

L'industrie de la pêche offre un exemple classique de croissance orientée vers l'extérieur. La prise (759 225 tonnes métriques en 1975, sous forme de pilchards principalement) pourrait être une importante source de protéines pour les Namibiens ; cependant, tout ce qui n'est pas mis en conserve pour l'exportation à destination de l'Afrique du Sud et de l'Europe est transformé en huile et en aliments pour le bétail.

Mais ce sont les richesses minérales de la Namibie qui sont d'une importance cruciale pour l'économie mondiale en général et pour l'Afrique du Sud en particulier. La Namibie est au premier rang des pays africains pour la production de plomb raffiné, au deuxième rang pour celle de cadmium et au troisième rang pour le zinc. Le *World Mining* la classe au dix-septième rang dans le monde pour la production minière. Mais il s'agit de richesses qui ne se renouvellent pas, actuellement utilisées au profit de l'étranger : on estime que les réserves connues de Tsumeb *et* que les *mines de diamant* situées près d'Oranjemund, dans le Sud, seront épuisées dans vingt ans environ. Les mines de diamant d'Oranjemund, exploitées par la C.D.M., sont le premier centre de production de gemmes dans le monde.

De Beers, qui détient 20 % de la production mondiale de diamant et contrôle, par l'intermédiaire de son organisation centrale de ventes (C.S.O.), 85 % de toutes les ventes de diamant, tire un tiers de ses profits de sa filiale C.D.M. en Namibie. D'autre part, les revenus de l'industrie du diamant *représentent environ un tiers de toutes* les recettes que le gouvernement sud-africain se procure en Namibie. Les impôts payés en 1974 par la C.D.M. sur ses bénéfices ont rapporté à Pretoria quelque 50 millions de dollars (6).

Une grande partie du cuivre, du plomb, du zinc et du vanadium extraits en Namibie alimente l'industrie sud-africaine. Mais les statistiques sont aussi difficiles à obtenir dans ce secteur que dans tous les autres domaines car, en 1969, Pretoria a officialisé, par la « loi sur les affaires du Sud-Ouest africain », l'intégration économique et administrative de la Namibie à l'Afrique du Sud. Depuis lors, il n'est plus publié de chiffres séparés.

Actuellement, les deux plus grands projets de développement sont la *mine* d'uranium de Rossing et le complexe hydro-électrique du Cunene : tous deux sont axés sur les objectifs économiques et politiques de l'Afrique du Sud.

La mine de Rossing, près de Swakopmund, est sous le contrôle d'intérêts fort divers, que dominent la société britannique Rio Tinto Zinc (R.T.Z.) et des capitaux sud-africains. C'est le projet qui attire le plus de capitaux dans ce pays et, finalement, 250 millions de dollars y auront été investis : ce sera alors la plus grande exploitation minière à ciel ouvert de l'Afrique australe. Elle comprendra notamment une usine de traitement de l'uranium qui produira 1 000 tonnes d'oxyde d'uranium par an (la Namibie détiendrait jusqu'à 10 % des ressources mondiales d'uranium). Pour l'industrie nucléaire britannique, elle sera la principale source d'uranium.

Quant au complexe sur le Cunene, dont la première phase doit être achevée en 1977, sa vocation est de fournir de l'eau et de l'électricité à bon marché pour l'expansion de l'industrie minière en Namibie et aussi en Angola (il comprend une série de barrages en Angola, dont le premier, à Caleuque, *alimentera la centrale de Ruacana en* Namibie). Il est financé par le gouvernement sud-africain — qui prévoit aussi des centrales près de Windhoek, Walvis-Bay, Swapokmund et Tsumeb.

Sur le papier, il existe des plans pour assurer l'approvisionnement en eau des « homelands ». Toutefois, ces deux grands projets ignorent complètement les besoins de la grande masse des populations africaines. Par exemple, la moitié de l'Ovamboland au Nord (les Ovambos sont au nombre de quatre cent cinquante mille, soit 45 % à 50 % de la population totale du pays) n'a pas d'eau. Le Kaokoveld en manque à 70 %, l'Okavangoland à 90 % (7). Les pâturages ne couvrent que la moitié de la superficie de l'Ovamboland, où 50 % de la population se massent sur 7 % des terres, alors que, selon les experts agricoles, une unité de moins de 2 500 hectares n'est pas jugée suffisante pour que des Blancs puissent s'y adonner à l'élevage du bétail dans des conditions rentables.

Le système du contrat de travail est l'un des points de polarisation des conflits, comme l'a montré la grève générale qui immobilisa vingt mille travailleurs à Tsumeb en 1971-1972. A Windhoek, le seuil de pauvreté est fixé à 81,25 rands par mois, mais le salaire moyen des Africains employés dans le secteur minier est de 30 rands (estimation) (8).

Les plans de la SWAPO

A longue échéance, des projets comme ceux du Cunene et de la mine de Rossing seraient d'une importance inestimable pour l'économie d'une Namibie indépendante, *sous la direction* de la SWAPO. Le premier pourrait favoriser la diversification du développement agricole et industriel, tandis que l'uranium pourrait assurer de fortes rentrées de devises.

Dans la nouvelle version de sa Constitution et de son programme politique (9), la SWAPO s'est engagée à « *construire une société sans classes, libérée de l'exploitation et fondée sur les principes et les idéaux du socialisme scientifique* ». Elle a préparé des projets de réforme agraire et de redistribution des terres du hardveld blanc. Elle a aussi déclaré que toutes les concessions minières devront être renégociées. L'Afrique du Sud contrôle entièrement l'infrastructure : services postaux, transports, routes, chemins de fer, etc., et la perspective d'avoir à transférer tous ces biens à un gouvernement de la SWAPO inquiète Pretoria. Qui plus est, la SWAPO a publié une déclaration en mai 1976 dans laquelle elle informa les sociétés étrangères que tous les titres de prospection minière attribués après 1966 (date à laquelle l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud fut déclarée illégale) seront eux aussi considérés comme illégaux. Les sociétés étrangères multinationales craignent alors que la SWAPO, une fois au pouvoir, ne veuille suivre l'exemple du gouvernement Allende au Chili et ne demande des compensations pour les profits excessifs réalisés dans les mines et autres champs d'activité du temps de l'occupation sud-africaine.

*Journaliste américain.

(1) Pour une analyse détaillée du rôle de Walvis Bay, voir *Africa*, juillet 1976.

(2) Cf., notamment, les déclarations de M. Vorster au *New-York Times* du 19 octobre 1976.

(3) Cf. le *Star* de Johannesburg du 3 novembre 1973.

(4) *Los Angeles Times*, 1er octobre 1976.

(5) *The Role of Foreign Firms in Namibia*, Study Project on External Investment in South Africa and Namibia, Africa Publications Trust, Londres, 1974 : c'est l'étude la plus importante qui ait été publiée jusqu'à ce jour sur la dynamique du sous-développement en Namibie.

(6) Sur l'industrie du *diamant et le monopole de De Beers*, voir *Africa*, juin 1976.

(7) Cf. le rapport Odendaal, publié par le gouvernement sud-africain en 1964.

(8) *The Role of Foreign Firms in Namibie*, op. cit.

(9) Pour le texte intégral de la nouvelle version de la Constitution et du programme politique et économique de la SWAPO, voir : *Focus on Namibia*, L.S.M. News special edition, novembre 1976 (L.S.M. Information center, P.O. Box 94338, Richmond, B.C., Canada V6Y 2A8).

JAMAÏQUE

Succès aux élections, irritation de Washington

Le « socialisme démocratique » de M. Manley à l'épreuve

LA JAMAÏQUE sera-t-elle un nouveau « point chaud » dans l'hémisphère sud-américain ? Cette île est en tout cas devenue, au même titre que Cuba dont elle n'est distante que de quelque 150 kilomètres, l'un des sujets de préoccupation du gouvernement de Washington dans la région caraïbe. Les Jamaïcains se sont en effet prononcés, lors d'élections générales le 15 décembre dernier, en faveur de la *poursuite de l'expérience* de « socialisme démocratique » amorcée en 1974 par le gouvernement du premier ministre Michael Manley, et qui provoqua à plusieurs reprises les foudres de Washington. Le P.N.P. (parti national populaire), au pouvoir depuis 1972, ne devait pas remporter moins de quarante-huit sièges à pourvoir contre douze au seul parti adverse, le J.L.P. (parti travailliste jamaïcain), partisan d'un retour au « capitalisme » face à l'instauration du « communisme » amorcée, selon lui, par le gouvernement de M. Manley.

En affirmant que les mesures prises au cours des deux dernières années dans le but de construire une société « *juste* », basée sur « *l'indépendance, l'égalité et la démocratie* » (1) ne visaient à rien de moins qu'à établir un « *second Cuba* » dans la région des Caraïbes, le J.L.P. espérait recueillir les voix — supposées nombreuses — de tous ceux qu'une telle perspective effrayait. La bourgeoisie jamaïcaine n'avait d'ailleurs pas attendu les élections du 15 décembre pour transférer illégalement à l'étranger plus de 200 millions de dollars entre 1974 et 1976, ou tout simplement quitter le pays. Mais l'opposition a sous-estimé un certain nombre de facteurs qui furent déterminants lors de cette consultation. L'abaissement de la majorité électorale de vingt et un à dix-huit ans permettait à plusieurs milliers de personnes de s'exprimer pour la première fois. Or, comme le faisait remarquer un journal de l'île, les jeunes Jamaïcains ne partagent pas les craintes de leurs aînés à l'égard du régime de M. Fidel Castro et ne pouvaient donc pas se ranger aux arguments du chef de l'opposition, M. Edward Seaga.

Plus convaincant dans un pays où le taux de chômage est *supérieur* à 20 % et affecte surtout les jeunes, et où le chiffre de 860 dollars jamaïcains (2) de revenu par tête d'habitant recouvre d'importantes disparités, aura été le programme du P.N.P. pour une « *distribution équitable des richesses* ». D'autant que le gouvernement Manley avait déjà fixé le salaire minimum à 20 dollars jamaïcains par semaine, décidé la gratuité de l'enseignement secondaire, la mise en route de programmes spéciaux pour réduire le chômage et l'allocation de terres cultivables à plus de vingt mille agriculteurs.

La défense des richesses nationales

LES efforts du gouvernement de M. Manley pour réduire la dépendance de l'économie jamaïcaine par rapport aux six compagnies américaines et canadiennes qui exploitent la bauxite, première ressource de l'île, et son militantisme tiers-mondiste au sein de certaines instances internationales lui ont également valu une incontestable popularité auprès d'une large fraction de la population. L'adoption en 1974 d'une nouvelle législation en matière de taxes et de royalties a, en effet, permis d'augmenter les revenus de la bauxite de 24 millions de dollars jamaïcains en 1973 à près de 200 millions de dollars en 1975. Le gouvernement de M. Manley a également porté à 51 % la participation de l'Etat au capital de trois des compagnies exploitatrices de bauxite (le programme électoral « nationaliste » du J.L.P. préconisait des mesures similaires). La Jamaïque a en outre joué un rôle déterminant dans la création de l'Association internationale des pays exportateurs de bauxite, dont le but est de réduire la dépendance des pays producteurs face aux Etats consommateurs. Convaincue que l'unité du tiers-monde est le meilleur moyen de faire aboutir ses revendications, la *Jamaïque est également* membre d'un certain nombre d'autres associations de producteurs de matières premières, dont celle qui groupe les pays en voie de développement exportateurs de sucre.

La Jamaïque fut aussi, avec l'un de ses partenaires de la Communauté économique *des Caraïbes, la Guyana, l'un* des plus ardents défenseurs de la cause des pays en voie de développement lors des négociations entre la C.E.E. et les A.C.P. (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) signataires de la convention de Lomé, entre 1973 et 1975. C'est en particulier sous leur impulsion que fut abandonné le principe de la « réciprocité » (des avantages économiques entre les Etats industrialisés et le tiers-monde).

Plus encore, peut-être, qu'à la popularité de ses positions sur certains problèmes internationaux ou à sa politi*que sociale*, le P.N.P. doit sa victoire à l'efficacité des mesures prises par le gouvernement de *M.* Manley pour venir à bout de la violence qui affectait la vie de l'île depuis quelques mois. Certes, la délinquance et la criminalité ont toujours constitué une réalité quotidienne à la Jamaïque, mais, au cours de l'année 1976 — tout au moins jusqu'au mois de juin — elles avaient enregistré une véritable escalade. Le tourisme commençait à s'en ressentir. La proclamation de l'état d'urgence le 19 juin dernier visait à remédier à cette situation. Stigmatisée par le J.L.P. qui n'y voyait qu'un moyen pour le gouvernement de le mettre en position

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

défavorable à la veille des élections, cette initiative a toutefois permis de faire baisser de moitié le taux de criminalité dans l'île.

Mais ce sont les mesures économiques du gouvernement de M. Manley qui constituèrent la principale cible du J.L.P. durant la campagne électorale. La crise économique des années 1974 et 1975 a, en effet, sérieusement affecté l'île, du fait notamment de la diminution de la demande de bauxite. Le tourisme a marqué un recul de 3 % au cours des six premiers mois de 1976. Quant aux exportations de sucre, la chute des cours de ce produit aurait pour la Jamaïque représenté une perte de l'ordre de 6 millions de dollars en 1976. La convention de Lomé constitue bien une certaine garantie pour le sucre jamaïcain, mais l'île n'écoule sur le marché de la C.E.E. que la moitié environ du *volume de ses exportations*. Au total, les revenus de la bauxite, du sucre et du tourisme ont enregistré entre août 1975 et décembre 1976 une baisse de 185 millions de dollars.

Dans ces conditions, le gouvernement s'efforce en particulier d'enrayer la diminution des réserves de devises (pour *le seul mois d'avril 1976*, la Jamaïque enregistrait dans ce domaine un déficit de 12 millions de dollars) et de juguler une inflation de l'ordre de 30 % par an. En mars 1976, toute importation de véhicules fut interdite pour le reste de l'année, et celle d'un certain nombre de produits de consommation de luxe, sérieusement réglementée. Dans le même temps intervenait une augmentation de l'impôt sur les revenus les plus importants, un gel des prix ainsi que des salaires les plus élevés. En juillet 1976, le plafond fixé aux importations (en valeur) était ramené de 846 à 820 millions de dollars jamaïcains. Ces initiatives devaient déclencher une levée de boucliers parmi les couches les plus favorisées. Malgré la préférence avouée de M. Manley pour l'économie mixte, « *plus appropriée* » (3) aux réalités du pays que la nationalisation intégrale, ou pour la « *démarche démocratique* » plutôt que pour le système du parti unique, M. Seaga n'y vit que des mesures visant à instaurer à la Jamaïque un régime « *communiste, d'inspiration cubaine* ». Car Cuba était bien au centre du débat.

Une politique d'ouverture au tiers-monde

A LA suite d'une visite du premier ministre jamaïcain à Cuba en 1975, les relations entre les deux pays s'étaient en effet développées. Cuba fournit à la Jamaïque une aide technique en matière de construction de logements et de barrages. La Jamaïque apporte, de son côté, un concours *au développement du tourisme cubain*. Depuis 1975, la compagnie aérienne cubaine relie La Havane à Kingston ainsi qu'à Bridgetown à la Barbade, Port-of-Spain à Trinidad et Georgetown en Guyana, tous membres de la Communauté économique des Caraïbes.

Bien que limités, les nouveaux liens tissés entre la Jamaïque et Cuba au cours des dernières années provoquèrent un véritable tollé dans certains milieux jamaïcains et étrangers. Le J.L.P. en fit, avec les problèmes économiques de l'île, le thème central de sa campagne électorale. A Washington, les prises de position du gouvernement de M. Manley — tout comme celles du premier ministre de la Guyana, M. Forbes Burnham — en faveur de l'aide cubaine au M.P.L.A. en Angola provoquèrent une irritation particulière. M. Dudley Thompson, ministre jamaïcain des affaires étrangères, déclarait au cours d'une réunion de l'Organisation des Etats américains à Santiago-du-Chili, en juin dernier : « *La présence des troupes cubaines en Angola n'a pas été une intervention, mais un salut, et nous ne considérons pas Cuba comme un impérialisme interventionniste. L'ennemi, là-bas, c'est l'Afrique du Sud, qui maintient par son racisme la répugnante division de l'apartheid.* »

Pour le gouvernement jamaïcain, les désordres dont l'île a été le théâtre l'année dernière ne seraient pas sans lien avec le mécontentement suscité par de tels propos et, d'une façon générale, par le rapprochement avec Cuba. M. Manley a, en effet, accusé des « *éléments extérieurs* » d'ingérence dans les affaires du pays, dans le but de « *déstabiliser* » l'économie de l'île. Le premier ministre de la Barbade, (évincé par les élections législatives de septembre 1976), M. Errol Barrow, fut plus explicite, attribuant formellement aux Etats-Unis la responsabilité de tentatives de sabotage de l'économie de la Jamaïque, de la République coopérative de Guyana ainsi que de son pays. Washington aurait reçu un message de protestation au nom de la Communauté économique des Caraïbes si le Dr Eric Williams, premier ministre de Trinidad, n'avait désavoué une telle initiative. Certains membres du parti pro-occidental au *pouvoir dans cette île n'en qualifièrent* pas moins d' « *impardonnable insulte au pays* » l'appel — lancé par l'ambassadeur des Etats-Unis à Port-of-Spain, M. Albert Fay — au soutien à la politique américaine face « *à toute autre aventure cubaine* » aux Caraïbes ou ailleurs. Quelques mois avant les élections qui devaient reconduire le Dr Williams dans ses fonctions en septembre, cette affaire ne pouvait manquer de mettre dans l'embarras le gouvernement de Port-of-Spain.

En tout état de cause, M. Manley estime que le rapprochement avec *Cuba ne représente qu'un aspect de* sa politique d'ouverture vers le reste du tiers-monde. Les liens de la Jamaïque avec un certain nombre d'autres pays en voie de développement se sont en effet considérablement renforcés, notamment avec quelques pays latino-américains, dont le Venezuela et le Mexique. La Jamaïque a entrepris avec chacun de ces deux pays plusieurs projets économiques communs, dont la construction de fonderies d'aluminium. Le gouvernement de M. Manley a également noué des relations d'amitié avec plusieurs pays africains, dont la Tanzanie. Pour le premier ministre, une telle politique relève de la *logique*, car la perpétuation de liens traditionnels exclusifs avec les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne serait, à long terme, préjudiciable aux intérêts du pays. Le gouvernement de Kingston entend bien d'ailleurs conserver ses relations avec le monde anglo-saxon, dont les techniciens présents à la Jamaïque sont nettement plus nombreux que ceux de Cuba.

(1) *The Politics of Change*, 1974, Michael Manley.

(2) 1 dollar jamaïcain = 1,01 dollar américain.

(3) Michael Manley, op. cit.

LE P.C.I. ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Les pièges du « compromis historique »

(Suite de la première page.)

Dans chacune de ces trois occasions, la démocratie chrétienne et la droite conservatrice ont cherché l'affrontement avec le P.C.I. et la gauche. Le P.C.I. en est sorti avec un grand succès et la gauche a atteint près de 47 % des voix. Après un premier désarroi, la démocratie chrétienne s'est ressaisie : faisant le vide autour d'elle, elle est arrivée le 15 juin à plus de 38 % des suffrages. Mais l'objectif de la rencontre décisive qui devait déplacer le pays vers la droite a été manqué. C'est la D.C. elle-même qui a glissé à droite : elle devient toujours moins populaire, toujours plus représentative des intérêts — inextricables en Italie — du patronat industriel conservateur et des très larges couches parasitaires de la bourgeoisie d'Etat.

Bien que le P.C.I. continue de décerner au parti catholique des brevets qui l'authentifient comme une « *force populaire* », la démocratie chrétienne devient toujours plus concrètement conservatrice. Deux faits semblent le prouver de façon évidente :

1) Le Mouvement social italien (M.S.I.), parti de droite fasciste qui avait enregistré d'importants succès aux élections de 1972, vient de se scinder après une longue crise ; en effet, il n'y a plus un grand espace politique à la droite de la D.C. ;

2) C'est au contraire à l'intérieur de la D.C. que sont en train de se manifester les phénomènes de droite les plus significatifs. Ainsi, le jeune député Massimo De Carolis (très largement élu avec 150 000 suffrages préférentiels), l'un des leaders de la « majorité silencieuse » qui, pendant les dures années de la violence milanaise, défilait dans les rues, ceint d'une écharpe tricolore, est peut-être un personnage ridicule et grotesque, même si certains dirigeants de la « majorité silencieuse » ont par la suite été impliqués dans la préparation des « meurtres d'Etat » ; mais, en compagnie d'autres jeunes loups de la D.C., il s'est mis à la tête de la campagne revancharde contre le P.C.I. et contre les travailleurs, à l'intérieur du parti démocrate-chrétien.

Un autre signe de cette évolution est fourni par M. Umberto Agnelli qui, avec son frère Gianni, président de la Fiat, est porteur d'une stratégie plus moderne et plus raffinée de la droite, sous sa forme technocratique européenne ; cette stratégie se fonde sur les analyses de la « *Commission trilatérale* » et vise à l'absorption des communistes dans l'océan de la supranationalité européenne tout en cherchant à reprendre en main la situation par une gestion technocratique au niveau supérieur de la société. Les réunions politiques du sénateur Agnelli remplissent de grands hôtels et des salles immenses, et son pouvoir commence déjà à préoccuper les barons démocrates-chrétiens. Mais M. Andreotti a expliqué dans une récente interview à *Time* que l'aventure européenne est une « *révolution silencieuse* » qui changera de fond en comble les données politiques du continent et qu'il convient de profiter des bonnes dispositions du P.C.I. dans ce domaine décisif.

L'absence de contreparties

TEL est le visage actuel de la D.C. Du reste, avant même la campagne électorale, elle avait refusé la proposition communiste et socialiste d'un gouvernement unitaire de salut public pour affronter les problèmes économiques les plus graves, et elle a continué à la refuser ensuite. Sa seule concession a été d'accepter — et avec quelles précautions et quelle condescendance ! — l'important appui du P.C.I. à un gouvernement qui se préparait à donner un terrible coup de barre contre les conquêtes sociales et le niveau de vie des travailleurs.

La décision d'abstention avait été accompagnée, au P.C.I., de solennelles déclarations de « *responsabilité nationale* » à l'égard de la crise, d'une évidente satisfaction pour l'abandon du préalable anticommuniste, et de l'engagement de faire peser la force du parti et du mouvement démocratique de façon à entreprendre enfin les réformes, d'une urgence extrême, sans lesquelles toute mesure de lutte contre la crise ne serait qu'un pansement chaud pour soigner une maladie qui renaîtra, plus violente que jamais, des mêmes foyers.

Les dirigeants furent expédiés à travers tout le pays afin d'expliquer à une base perplexe, au cours de milliers d'assemblées, qu'il s'agissait d'un premier et important pas en avant et que les sacrifices seraient accompagnés de contreparties substantielles. Il faut qu'il y ait ces contreparties, avertissait le président du parti, M. Luigi Longo, le 28 septembre : le P.C.I. est et doit rester un parti de gouvernement et un parti d'opposition.

Six mois ont passé depuis la formation du gouvernement Andreotti : ces contreparties ont-elles jamais existé ? A-t-on mis en marche un dispositif véritablement efficace pour repérer et frapper les grands fraudeurs fiscaux cependant qu'on attaquait les salaires et le niveau de vie des travailleurs ? On a plutôt décidé de passer largement l'éponge au profit de ceux qui ont exporté, de façon illégale, d'énormes quantités de devises, provoquant ainsi l'écroulement de la monnaie nationale.

A-t-on amorcé l'effort de renouvellement du dispositif de production, sans lequel il n'y a pas d'avenir possible pour l'économie italienne ? A-t-on obtenu des garanties sur la gestion des prélèvements supplémentaires, ou bien ceux-ci ne vont-ils pas, comme d'habitude, aller boucher les trous des gestions parasitaires, publiques et privées ?

M. Berlinguer lui-même déclarait au cours d'une récente interview : « *Nous ne réussissons pas à faire ressortir la liaison politique et de principe qui doit exister entre austérité et renouvellement.* »

Ce qui, en revanche, s'étale aux yeux de tous, c'est l'attaque désormais ouverte contre le niveau des salaires ouvriers et contre les conquêtes des syndicats dans les usines.

L'ex-gouverneur de la Banque d'Italie, M. Guido Carli, qui est passé avec quelque désinvolture au service de la Fiat tout d'abord puis, à l'heure actuelle, à la direction de la Confédération du patronat, a présenté aux syndicats une série d'exigences qui constitue une véritable invite à une reddition sans conditions.

L'accusé numéro un de tous les malheurs du pays est devenu le « *coût du travail* », qu'il faut absolument réduire, dit-on, d'au moins 15 %. Or il est vrai que le coût du travail est élevé en Italie, mais depuis quand, et pourquoi ?

Avant tout, la population active est descendue au-dessous de 35 % de la population globale. De plus, sept cent mille personnes qui appartiennent à la bourgeoisie financière et spéculatrice et à la bourgeoisie bureaucratique parasitaire reçoivent une tranche du revenu national qui est, en gros, égale à celle distribuée aux ouvriers de l'industrie, pourtant douze fois plus nombreux. Le potentiel inflationniste des deux masses de revenus est à peu près égal, de même que leur incidence sur les coûts du travail : pourquoi ponctionner une seule des deux ?

La crise économique atteindra bientôt des niveaux tels qu'ils provoqueront des réactions graves et incontrôlées dans les classes les plus durement frappées et les moins politisées. Mais, selon le commentaire plein d'amertume du secrétaire du syndicat des métallos, M. Bruno Trentin, le véritable risque n'est pas celui d'une explosion de la classe ouvrière (les explosions des chômeurs ou des travailleurs sous-employés du Sud peuvent être plus redoutables). Le danger est la déception, le désespoir, qui pourraient briser ce qui a constitué le seul barrage démocratique contre la volonté de renverser des institutions passablement fragiles.

Les bombes ont recommencé à tuer à la fin de 1976. Il y a des gens qui misent sur la lassitude et sur la désillusion d'une classe ouvrière qui, en quelques jours, a vu remettre en jeu ce qui lui a coûté des années de luttes très dures, qui commence à assister à des phénomènes de corruption, encore limités, jusque parmi certains représentants communistes dans les administrations locales, qui se sent un peu abandonnée, un peu trompée. Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière abandonnera le P.C. : de récentes élections partielles montrent au contraire que le parti communiste poursuit son avancée électorale. Comment pourrait-il en être autrement alors que, sur sa gauche, l'espace politique est très limité ?

A quoi bon avoir remporté les batailles si les généraux vous font ensuite perdre la guerre ? Ou bien la motivation profonde du « *compromis historique* » doit-elle être recherchée dans un profond pessimisme des dirigeants du P.C.I. sur la volonté réelle de réformes, sinon de révolution, de la classe ouvrière italienne ?

L'un des principaux leaders communistes, M. Armando Cossutta, a affirmé au cours de la dernière réunion du comité central du parti qu'il faut désormais s'attendre à un dur affrontement politique dans le pays. Il est malheureusement clair, depuis un bon moment, qu'il faut effectivement s'y attendre. Jusqu'ici, les communistes ont essayé, de façon assurément louable, de l'éviter et d'en épargner les conséquences à un pays déjà éprouvé. Le risque est qu'ils exposent à cet affrontement, peut-être inévitable, la classe ouvrière après avoir contribué à l'affaiblir et à la désarmer politiquement et moralement. Dans ce cas, c'est la démocratie italienne elle-même qui serait en danger.

FERDINANDO SCIANNA.

«Diluer» les communistes dans une Europe intégrée

Dans une interview accordée à *France-Soir* le 10 juillet 1976, M. Gianni Agnelli, président du groupe Fiat, déclarait notamment :

« Dans une Europe intégrée, le problème posé par une forte présence communiste en Italie et en France serait, pour une large part, dilué. Les communistes auraient ainsi le temps nécessaire pour aller jusqu'au bout de leur évolution démocratique (s'ils en sont capables) et nous aurions le temps de vérifier la sincérité du respect qu'ils portent au pluralisme, non seulement politique mais aussi économique, et aux liens qui nous unissent en Occident et auxquels nous ne voulons pas renoncer. »

Dans les revues...

■ Quatre ans après le premier, **POLITIQUE AUJOURD'HUI** ouvre un nouveau dossier sur l'Italie, à l'heure du « compromis historique ». Ce numéro se donne à tâche d'être un guide pour aider à s'y retrouver dans cette « Italie déroutante ». Dossier exclusivement politique (la crise économique et financière n'est évoquée qu'incidemment ou par contrecoup) : communistes, socialistes, syndicats... Comme toujours, les photographies sont originales et en disent plus qu'un long discours. Ainsi de cette charmante ragazza, poing levé et croix (de Malte) au cou. (Nº de septembre-octobre, bimestriel, 17 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris-10e.)

■ Les **LETTRES NOUVELLES** (dont les jours sont maintenant comptés, l'éditeur renonçant à cette excellente revue fondée et dirigée par Maurice Nadeau) publient un numéro spécial triple consacré aux écrivains italiens actuels. C'est non seulement une anthologie, mais tout un tableau de littérature et de société. (Nº de décembre, mensuel, ce nº : 36 F. - Ed. Denoël, Paris.)

■ Les **ETUDES** publient un témoignage de première main sur le Portugal : il émane de M. de L. Pintasilgo, ambassadeur de son pays près de l'UNESCO, et qui fut ministre dans les gouvernements provisoires. De la difficulté de faire une révolution : ou de tout ce qui, de l'extérieur ou des idéologies, vient brouiller les aspirations d'abord très claires d'un peuple. (Décembre, mensuel, 13 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7e.)

■ Dans **L'EUROPE EN FORMATION**, Laurence Tallchet considère la fin d'un long isolement et le retour du Portugal à l'Europe, à travers une étude du « profil économique » de ce pays et de ses relations avec la C.E.E. (Nº 200-201, novembre-décembre 1976, mensuel, 5 F. - 6, rue de Trévise, Paris-9e.)

■ Dans la **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE**, Marie-France Toinet publie une étude très poussée sur le système électoral aux Etats-Unis. (Nº 5, octobre, trimestriel, 20 F. - 27, rue Saint-Guillaume, Paris.)

■ **CULTURE FRANÇAISE** marque à son tour le bicentenaire en consacrant un numéro aux relations culturelles de la France et des Etats-Unis : histoire depuis les origines et, pour aujourd'hui, politique et réalités de la coopération : enseignement du français, etc. (Automne 1976, trimestriel, 10 F. - 96, Bd Raspail, Paris-7e.)

■ La revue **PROJET** s'interroge, quant à elle, sur le « futur américain », avec notamment une étude d'Emile Jean Pin : « Où est passée la gauche ? » Marie-France Toinet tente de ramener à ses justes proportions — souvent déformées à dessein — le phénomène de la criminalité dans ce pays. (Nº 110, décembre, mensuel, 10 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ La livraison de septembre 1976 de **THE BLACK SCHOLAR** aidera la communauté noire américaine à prendre meilleure conscience de ses liens avec l'Afrique. Héritage culturel : John Henrik Clarke rappelle le rôle de la culture africaine lors des révoltes d'esclaves dans le Nouveau Monde. Communauté d'intérêts politiques aussi, à l'occasion du combat des victimes de l'apartheid en Afrique du Sud : Jean Damu dresse le bilan de la coopération militaire entre les pays de l'OTAN (notamment les Etats-Unis) et l'Afrique du Sud. (Vol. 8, nº 1, septembre, mensuel, 1,50 dollar. - P.O. Box 908, Sausalito, CA 94965).

■ Sous le titre « Le Corps du pauvre », **SOCIOLOGIE DU TRAVAIL** traite de la santé des travailleurs, de la « filière des soins », de la psychiatrie aux Etats-Unis, « fléau du pauvre et des minorités raciales » ; de l'alcoolisme, de l'habitat. (Novembre-décembre, trimestriel, 25 F. - Ed. du Seuil, Paris.)

■ **QUESTION DE...** a pris l'initiative d'une enquête sur la vie religieuse dans les pays de l'Est. (Nº 15, bimestriel, 18 F. - Retz, 114 Champs-Elysées, Paris-8e.)

■ **ESOPE** consacre une large place, dans son dernier numéro, à l'Union soviétique : « crise grave », dont l'affaire du « nouveau Potemkine » est un symptôme insolite : « double langage » à propos des multinationales. P. Turot, dépouillant les chiffres, donne des précisions en pourcentage sur l'aide de l'U.R.S.S. au tiers-monde : elle représenterait 5,2 % de l'aide mondiale et 7,2 % de l'aide occidentale. D'autre part, reproduit de la **REVUE POLITIQUE INTERNATIONALE**, publication yougoslave, un texte de Berislav Sefer, vice-président du conseil exécutif fédéral, sur — ou pour — le « nouvel ordre économique international ». (Nº 381, novembre, mensuel, 10 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-2e.)

■ Dans la revue d'esthétique **LIRE**, enfin un essai lucide sur Soljenitsyne et l'accueil fait à ses idées en Occident : l'auteur, Daniel Singer, s'efforce de dissiper la confusion idéologique dans laquelle s'empêtre la pensée de gauche à ce propos. (Nº 2-3, 1976, 4 numéros par an, 16 F. - Union générale d'éditions, 10/18, 8 rue Garancière, Paris-6e.)

■ Serge-Christophe Kolm se livre à une analyse critique du programme commun de la gauche dans **LES TEMPS MODERNES**, s'intéressant surtout au type d'économie qui a la faveur de l'union de la gauche et aux faiblesses du programme quant à la démocratie dans la production. (Nº 365, décembre, mensuel, 15 F. - 26, rue de Condé, Paris-6e.)

■ **REPERES**, cahiers du CERES, s'interroge sur « la décomposition du gaullisme », de l'U.D.R. au R.P.R., et notamment sur les bases de classe de ce mouvement. (Décembre, mensuel, 10 F. - 5, rue Payenne, 75003 Paris.)

■ **LA PENSEE NATIONALE** donne la parole aux amiraux de Joybert et Sanguinetti, aux généraux Buis et Gallois, pour cerner les conditions d'une défense nationale face aux « incertitudes actuelles ». (Nº 13, novembre-décembre, bimestriel, 8 F. - 10, rue de la Bourse, 75002 Paris.)

■ Dans **LA REVUE DE L'EUROPE**, que publie le Mouvement pour l'indépendance de l'Europe présidé par M. Alain Guichard, J.-Cl. Empereur (ancien adjoint au délégué à l'informatique) plaide pour une indépendance technologique de l'Europe, condition de l'indépendance politique et culturelle. D'autres articles sont consacrés à l' « Allemagne et l'Europe ». (Nº 2, octobre, trimestriel, 10 F. - 112, bd Saint-Germain, 75006 Paris.)

■ Les activités navales soviétiques retiennent l'attention de **LA REVUE DE L'OTAN**. L'amiral Isaac C. Kidd Jr., commandant suprême allié de l'Atlantique, expose dans ses grandes lignes « La stratégie atlantique et la nouvelle dimension en mer ». (Nº 6, décembre, bimestriel. - Service d'information de l'OTAN, Bruxelles.)

■ Dans un supplément consacré au symposium sur le sionisme organisé à Bagdad du 8 au 12 novembre dernier, **FRANCE-PAYS ARABES** reprend les textes présentés par deux participants français, Roger Garaudy et Elisabeth Mathiot. Roger Garaudy y analyse « les prétextes religieux et historiques du sionisme » : il conteste notamment la théorie des « droits historiques » et conclut : « Le problème palestinien est un problème politique et social. La clé en est la reconnaissance pour tous du droit à l'autodétermination. » (Nº 63, abonnement annuel : 40 F. - 12 et 14, rue Augereau, 75007 Paris.)

■ Comment la Norvège utilise ses recettes pétrolières pour l'industrialisation ; comment l'Iran et l'Arabie Saoudite gèrent leurs revenus tirés du pétrole : deux articles à signaler dans **FINANCE ET DEVELOPPEMENT** qui dresse, d'autre part, un bilan de la dernière réunion du Fonds monétaire international. (Vol. 13, nº 4, décembre, trimestriel, abonnement gratuit. - F.M.I., Washington D.C. 20 431.)

■ Le dernier cahier d'**ETHIOPIQUES** est presque exclusivement cultural : un texte de L. Sedar Senghor sur Manessier ; un dossier sur le « conte nègre » (africain et américain) ; et bien d'autres études, réflexions et notes de critique et d'esthétique. Une seule exception, purement socio-politique : la classe bourgeoise au Sénégal. (Nº 8, trimestriel, 28 F. - 10, rue Thiers, B.P. 260, Dakar.)

■ Les femmes, dans le tiers-monde, sont les principales victimes de la faim et du sous-développement. **LES CARNETS DE L'ENFANCE** rappellent aussi qu'elles supportent la plus lourde part du travail et envisagent les moyens d'alléger ce fardeau grâce à la modernisation des technologies dans la vie domestique et aux champs. Ils donnent, du même coup, une idée concrète de la condition réelle des femmes, particulièrement en Afrique (Nº 36, octobre-décembre, trimestriel, 6 F. - UNICEF, Palais Wilson, case postale 11, CH 1211 Genève 14.)

■ L'insertion de la femme africaine dans l'activité économique fait aussi l'objet d'une étude dans **POLITICA INTERNAZIONALE**, sous la signature de Maria Rosa Cutrufelli. Dans le même numéro : un débat sur la crise libanaise dans le contexte du Proche-Orient et des relations internationales. (Nº 10, octobre, mensuel, 1 000 lires. - Istituto per le Relazioni fra l'Italia e i paesi dell' Africa, America latina et Medio Oriente (IPALMO), via del Tritone 62/B, 00187 Rome.)

■ L'Institut national pour la Namibie, qui a commencé à fonctionner le 26 août dernier, accueille actuellement trente-quatre femmes et soixante-six hommes de Namibie — pour 80 % membres de la SWAPO — suivant une formation en vue de l'accession à l'indépendance de la Namibie. Des précisions sont apportées sur la vocation et le fonctionnement de cette institution dans **ACTION DU PNUD**. (Nº de novembre-décembre 1976. - 1 United Nations Plaza, New-York, N.Y. 10017.)

■ **CAURIS**, « revue d'études des institutions africaines comparées », publie sous la signature de J.M. Nzouankeu une analyse de la convention fiscale franco-camerounaise du 10 juillet 1965. (Nº 10-11, avril-septembre, trimestriel. - B.P. 341 R/9, 67000 Strasbourg.)

■ Dans **PEUPLES**, organe de la Fédération internationale pour le planning familial, des précisions sur la politique officielle de planification des naissances en Inde, avec une interview du ministre responsable et de médecins favorables à la stérilisation. (Vol. 3, nº 4, 1976, trimestriel, abonnement : 3,85 livres. - 18-20 Lower Regent Street, Londres SW1Y 4 PW.)

■ **TRIBUNE ANARCHISTE COMMUNISTE** (modeste revue de trente-deux pages) reproduit, dans son dernier numéro, un texte émanant de la rédaction de la revue italienne **ANARCHISMO** sur la perspective autogestionnaire, avec les commentaires des responsables de la revue française. (Nº 19, novembre 1976, trimestriel, 15 F les quatre numéros. - 22 bis, rue de la Réunion, Paris-20e.)

■ « Marxisme et question nationale » : tel est le thème du dernier numéro de **CRITIQUE COMMUNISTE**, organe de la Ligue communiste révolutionnaire. Des articles sur la Bretagne, sur la Corse, et une étude de Régis Debray — qui « à sa manière reste un militant socialiste », dit le texte de présentation. (Nº 10, novembre, abonnement à dix numéros par an : 80 F. - 10, impasse Guéménée, 75004 Paris.)

■ Le quatrième numéro de la revue d'Yves Lacoste, **HERODOTE**, se consacre à la géographie scolaire et universitaire : « Brader la géographie... brader l'idée nationale ? » c'est la question posée, à l'occasion de la réforme de l'enseignement et des problèmes politiques et pédagogiques qui en découlent. (Nº 4, trimestriel, 18 F. - Ed. Maspero, Paris.)

■ La dernière livraison de **CA-CINEMA** est consacrée à l'étude des rapports du cinéma et de l'histoire. Le sommaire, extrêmement riche, réunit les signatures de Marc Ferro, Michel de Certeau, E. Le Roy Ladurie, Jacques Rougerie... Parallèlement, les rédacteurs de la revue, Joël Farges et Vincent Nordon, expliquent leur démarche pour la mise en scène de « Guerres civiles en France » qu'ils ont réalisé avec François Barat. (CA-CINEMA, nº 10/11, bimestriel, 32 F. - 14, rue de l'Armorique, Paris-15e.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) :
VOIE NORMALE

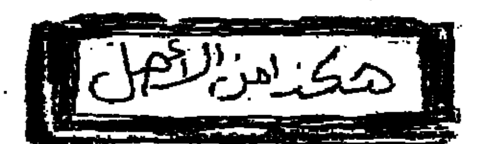
France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco	55
Autres pays	73

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	87
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et Issas	96
TOM (sauf T.F.A.I.), République malgache, Etat comorien	116
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	101
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	140
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	121

(Chèque postal : Paris nº 4207-23)

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. Rédaction : 246-72-23 — Tél. Abonnements : 820-63-03
Adresse télégraphique : Journonde, Paris — Télex : Le Monde 650-572 Paris



LA DROITE EN EUROPE

Permanence et diversité



(Photo Christian Vioujard - Gamma.)

Le mot « droite » apparaît dans le vocabulaire politique pendant les premiers mois de la Révolution française. Dès l'automne 1789, il désigne les députés assis à la *droite du président*, pendant les débats de l'Assemblée constituante. Là se réunissaient les partisans de la monarchie absolue. Avec des fortunes diverses, le terme resurgit au dix-neuvième siècle. Il s'applique, dès lors, à l'ensemble des conservateurs. La mondialisation du vocabulaire politique étend désormais ce sens à l'ensemble de la planète.

Un seul vocable ne peut cependant définir complètement des forces sociales, des idéologies fort différentes d'un *continent* à *l'autre, déjà même très contrastées* dans un seul pays. Certes, les conservateurs professent tous quelques idées simples. Ils considèrent l'Ordre, l'Autorité comme des biens sociaux essentiels, ne croient pas l'avenir nécessairement porteur de progrès ni de félicités pour l'espèce humaine.

De telles notions ne correspondent pas forcé*ment à un égoïsme de classe*, comme on *le* croit peut-être trop souvent, mais à des choix philosophiques, et même à des nécessités historiques *indiscutables*. Elles ne sont pas pour autant indépendantes des intérêts en place. Mais, après *tout*, aucun pays au monde ne peut vivre longtemps dans une généreuse effervescence révolutionnaire. Indépendamment des doctrines dont ils se réclament, tous possèdent ou restaurent des institutions identifiables aux valeurs de la droite.

A ce titre, celle-ci possède une permanence dont il *serait dangereux de méconnaître* la *force* et l'ambiguïté.

La droite s'incarne naturellement de diverses façons, selon le caractère national, les traditions historiques. Elle n'a pas le même sens là où des conservateurs traditionalistes possèdent une certaine idée du bien commun, se conçoivent intégrés à un ensemble social solidaire, ou dans les Etats d'Amérique latine, d'Afrique, du Sud-Est asiatique, où une bourgeoisie *parasitaire, de fraîche date*, n'envisage l'ordre qu'à travers la défense de ses intérêts les plus immédiats, liés au capital étranger.

Les articles ci-dessous, dans des optiques diverses, concernent essentiellement la droite en Europe, continent où elle apparut pour la première fois, où elle plonge ses racines les plus anciennes, les plus classiques, et certainement les mieux identifiables.

De la « révolution nationale » à l'enthousiasme industriel

Par GILBERT COMTE

Refus des filiations historiques et métamorphose sans précédent

DEPUIS une trentaine d'années, la France vit l'un des plus étranges paradoxes politiques de son histoire. Toute cette partie conservatrice de la nation nommée naguère la droite, pourvue pendant plus d'un siècle de partis, de journaux considérables, de théoriciens influents, n'offre plus d'elle-même aucune représentation officielle, franche et admise. M. Chirac en rameute à peine les troupes, la clientèle, qu'il marque aussitôt ses distances avec l'étiquette. « *Ceux qui veulent nous enfermer dans je ne sais quelle notion droitière perdent leur temps, se trompent et trompent les Français* », affirmait-il récemment. « *Je ne suis pas un candidat de droite* », jurait déjà, dans le même esprit, M. Tixier-Vignancour, au début de la campagne présidentielle en 1965. Le mot, sinon la chose, effraie apparemment ceux-là mêmes qu'une longue lutte contre la gauche devrait conduire à s'en réclamer...

Sous diverses formes, excepté de rares et brefs intermèdes comme l'expérience Mendès France en 1954, ceux qu'il intimide ne cessèrent pourtant pas de tenir l'État depuis qu'en 1953 le président de la République, Vincent Auriol, chargea M. Antoine Pinay de former le gouvernement. Dès cette époque, néanmoins, ils refusaient énergiquement toute filiation directe avec la droite historique, dans un rejet de soi sans précédent.

Jamais des hommes identifiés à une image n'y renoncèrent avec autant d'obstination. Les royalistes se proclamèrent comme tels sous trois Républiques. Les républicains revendiquèrent leur nom de parti comme un titre de gloire sous les Bourbons, les Orléans et l'Empire. Chacun à son tour, dans des camps opposés, bonapartistes *ou socialistes* gardèrent pareillement leur identité. Les répugnances de la droite actuelle à porter ses propres couleurs ne trompent certainement personne. Par-delà l'opportunisme, la versatilité des individus, elle trahit la persistance d'un trouble profond, d'une espèce de fracture morale, à l'intérieur même de la France contemporaine.

Le mal remonte aux heures sombres et tragiques de l'occupation, tandis qu'un parti plus puissant évolua *entre 1940 et 1944* de l'attentisme vichyssois à l'attentisme tout court. Dès l'été de la défaite, chefs *et adhérents* des Ligues s'étaient précipités dans le pétainisme, avaient cautionné la « révolution nationale ». *A commencer par son inspirateur*, la « dissidence » gaulliste n'attira pas, d'abord, les gens de gauche. Beaucoup d'entre eux se méfiaient d'un général à particule, d'origine et de formation monarchistes. Bien des membres, des sympathisants de l'Action française rejoignirent Londres à l'époque où la Chambre du Front populaire votait les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, quand l'ancien communiste Jacques Doriot, le « néo »-socialiste Marcel Déat, *composaient avec Hitler. Mais dès* l'automne suivant, les conservateurs nationalistes rejoignaient Londres en solitaires, quand les antifascistes s'y présentaient en corps constitués.

Numériquement, les uns et les autres entrèrent à équivalence dans les camps adverses. Le partage ambigu de choix, opérés ici par des individus, là par des groupes, ne brouilla cependant pas à lui seul la perspective historique. Une contradiction trop insoutenable apparut entre la germanophobie droitière d'avant 1939, puis les complaisances ou la résignation d'après 1940, sans *parler des engagements* dans la Milice ou dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (L.V.F.), pour qu'un parti tout entier n'en sorte pas compromis, touché au cœur. Charles Maurras forcé d'admettre le service du travail obligatoire, l'envoi des jeunes Français en Allemagne, c'était comme si l'on eût entendu le pape chanter la messe noire.

Les mots, les symboles enfin, l'emportèrent sur tout. Les termes *nationalisme, hiérarchie, discipline, autorité, tradition*, avaient orné pendant plus de cinquante ans tous les programmes *conservateurs. La libération*, puis la victoire, les retrouvèrent en morceaux sous les décombres du fascisme. Certes, tous leurs fidèles ne partageaient pas le désastre, mais tous en furent éclaboussés. Simultanément, les vainqueurs établissaient, d'un bout de la planète à l'autre, les dogmes contraires à ceux des vaincus : démocratie, socialisme ! La droite française avait consacré toutes ses forces à les tourner en ridicule. Comment ne se serait-elle *pas sentie misérable, dérisoire*, au moment où ils atteignaient une suprématie, un rayonnement planétaires ?

1947 : schisme de la gauche

AU début, ses héritiers opposèrent une stoïque patience à la mauvaise fortune. Familiers cinq ou six ans plus tôt des idées à la mode, des succès, des honneurs, ils se refusaient à croire leur défaite sans recours. L'anomalie, le scandale, cesseraient, dans leurs esprits, avec *l'agitation de l'après-guerre*, le retour à une situation stable. Hélas ! la revanche n'arriva jamais à visage découvert. Les conservateurs purent bien reprendre le pouvoir dans l'Hexagone, socialisme, communisme, ne s'en étendaient pas moins dans le reste du monde. Les frustrations du dehors succédaient de trop près à celles du dedans pour permettre un redressement *psychologique. Ce* rendez-vous manqué avec le miracle laissa tout un camp dans ce désarroi *intérieur* où il *se* trouve encore.

Avec le gaullisme de 1947, une droite nouvelle surgit non pas des cendres de l'ancienne, mais d'un schisme survenu à l'intérieur de la gauche victorieuse à la libération. La guerre d'Indochine divisa celle-ci moins de six ans après le procès Pétain. D'instinct, les conservateurs, entrés dans la Résistance par nationalisme, refusèrent pour les mêmes raisons de composer avec Ho Chi-minh. Les antifascistes, eux, ne songeaient *déjà plus qu'à étendre* à l'Empire, puis à l'Union française, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La création du Rassemblement du peuple français (R.P.F.), à l'intérieur, la « guerre froide » à l'extérieur, élargirent la séparation. Mais la droite ne retrouvait pour autant ses têtes, ses doctrines, ni son nom d'avant 1939. Simplement, des forces morales et sociales *survivaient, se* redressaient sous d'autres étiquettes, avec l'espoir de reprendre un rôle.

La Résistance, l'épuration, laissaient entre les anciens et les nouveaux trop d'aigreurs, de rancunes, pour qu'ils puissent aisément s'unir. Des chefs responsables auraient dominé l'amertume, tenté une synthèse. De Gaulle supposait son destin trop au-dessus de telles contingences pour envisager un seul instant l'effort. En face de lui, il n'aurait d'ailleurs trouvé personne. Après *de trop dures* épreuves, les partis comme les nations tombent parfois dans une *extrême léthargie. Leur imagination* se sclérose. Leur élite s'appauvrit.

Maurras triplement captif de la prison, de ses erreurs, de son âge, ses lieutenants compromis, l'héritage « réactionnaire » échut, au hasard, à des meneurs de faculté, à des publicistes fantasques : au mieux, à des chefs de bandes. Pendant un lustre ou deux, deux ou trois purent faire illusion. Grandis dans l'ombre de l'Action française, formés par sa rude et puissante *discipline, ils* en imitaient le verbe fier, l'allure indépendante, le goût du raisonnement. *Mais, derrière cet éclat d'emprunt*, ils n'élaboraient aucune œuvre originale. La nuit, les astres morts dé*robent* ainsi les rayons de lointains soleils, et renvoient autour d'eux une lumière qu'ils ne produisent pas.

Livrée à des sectaires irresponsables, à des intrigants sans principes, ou à des nouveaux venus, la tradition conservatrice, contre-révolutionnaire, demeurée intacte depuis 1789, sombra dès lors dans une apparente dérision. Au hasard des circonstances, il ne restait plus aux survivants des Ligues, aux amis de M. Pinay qu'à suivre, au gré des circonstances, le premier parachutiste de passage, porter sur un pavois, MM. Le Pen, Lagaillarde, Tixier-Vignancour, *le colonel Thomazo, le* général Massu, ou même à faire carrière sous de Gaulle, des brigades *anti-O.A.S. à l'U.D.R.*

1950 : l'anti-intellectualisme

LES souvenirs de l'Europe alle*mande, le culte du parachutiste*, ceux — antagonistes mais complémentaires — du maréchal et du *général*, pour ne rien dire de la nostalgie des « réseaux », laissèrent un certain goût pour le style martial. Depuis la chouannerie et Cadoudal, le courage physique figura toujours en excellente place dans l'héritage de la droite. Mais de Rivarol à Bainville, ses chefs aimèrent aussi longtemps argumenter. Souvent avec une élégance, une force de *plume* admirables. Après *1945*, le dépérissement de la doctrine, l'insuffisance des exégètes, détournèrent les *disciples des choses de l'esprit*. Au mot *culture*, tous ne sortirent pas leur revolver. Mais, par bravade, beaucoup affectaient d'en être capables. Avec la conviction délicieuse de scandaliser la gauche et ses professeurs, ils affichèrent souvent un anti-intellectualisme redondant, sans voir quelles fortunes ils ouvraient aux prophètes de brasserie.

L'univers déjà passablement compliqué dont ils héritaient leur devint, dès lors, tout à fait incompréhensible. Ils ne virent venir ni la révolte du tiers-monde, ni le schisme russo-chinois, ni l'ébranlement de l'empire soviétique, ni la débâcle morale des pays occidentaux, asservis au triple esclavage du sexe, de la technique et de l'argent. *L'embourgeoisement* des Soviets confirmait cependant d'utiles pronostics sur l'échec à long terme des révolutions. Sous un vocabulaire progressiste, la crise coloniale exprimait pourtant la réaction médiévale de peuples blessés par le modernisme. Des conservateurs de 1840 ou de 1890 auraient pu le comprendre. Ceux de 1950 à 1970 laissèrent aux *ethnologues* marxistes l'insigne privilège de déclarer les traditions obscurantistes en Europe, mais pleines de grâce et d'intérêt en Afrique ou en Asie.

Un éloignement progressif pour les idées, qu'on aurait pu croire circonstanciel, n'épargna pas, à la longue, des principes tenus pour *intangibles. La droite critiqua longtemps* l'individualisme légué par la Révolution française. Elle s'indignerait plutôt, désormais, de voir la société réduire le droit des individus. De même, elle dénonça tour à tour le communisme comme un désordre, puis comme une tyrannie, sans s'émouvoir de la contradiction entre les deux termes. Les évolutions du *marxisme soviétique*, depuis 1917, justifient bien des variantes. Mais les conservateurs l'accusèrent aussi *de ne pas changer* ! A ce régime, faut-il s'étonner si quelques-uns *d'entre eux finirent par prendre le* président Johnson, ou son successeur, pour le plus sûr descendant des *« quarante rois qui en mille ans firent la France »* ? Devant un univers devenu hostile, hermétique, ils se rattachent à n'importe quelle bouée de sauvetage.

Dans ce désarroi, le nationalisme, l'anticommunisme, l'antiparlementarisme, purent satisfaire assez longtemps les vieilles passions de l'ancienne droite et les intérêts matériels de la nouvelle, sans réclamer à personne de gros efforts d'imagination. Grâce à ce syncrétisme assez court, tout un parti éprouva l'impression de renaître, de gagner, après 1958, sans ressentir le besoin *de devenir meilleur*. Ce confort acheva sa stérilisation.

La décomposition sociale des classes d'où il tirait ses forces acheva de rendre son sort plus dramatique encore. Naguère, il recrutait ses partisans dans une aristocratie cultivée, une grande et moyenne bourgeoisie stable, laborieuse. *Pendant le dix-neuvième siècle*, les quarante-cinq premières années du vingtième, ces élites avaient connu bien des orages, résisté victorieusement à bien des épreuves. L'affaire Dreyfus, le Front populaire, les équivoques de Vichy et de l'épuration n'entamèrent pas leur fidélité. Jusqu'aux alentours de 1955, il en subsista d'imposants vestiges, des *réserves intactes en province*, dans certaines professions libérales.

Ils n'auront pas tenu dix ans devant *l'invasion du confort*, les vacances en Espagne, Noël aux sports d'hiver, le réfrigérateur, le féminisme, la télévision. Leurs femmes et leurs filles s'habillent maintenant d'après les conseils des hebdomadaires à grand tirage. Entre deux essayages, elles adoptent les idées de Mme Françoise Giroud, soutiennent la gauche le matin, et le libéralisme giscardien le *soir. Leurs maris, leurs frères ni leurs* fils ne s'encombrent plus l'esprit de sociologie bonaldienne, de considérations sur l'histoire à la Joseph de Maistre. Respectueux des gloires en place, ils concèdent à l'occasion quelque révérence à M. Raymond Aron. Non qu'ils aient lu *les Guerres en chaîne, l'Opium des intellectuels*, livres assurément remarquables. Simplement, un philosophe de *la société* industrielle mérite du respect à leurs yeux parce que le mot « industrie » figure dans ses occupations.

Grandis dans des familles politiquement battues en 1945, traumatisées par leur *défaite* intellectuelle, ils en héritèrent une profonde méfiance envers les idéologies compromettantes. Les intérêts, seuls, restaient debout au milieu des décombres. Ils trouvèrent dans leur défense une première compensation. Cette droite économique s'éloigna d'autant plus vite des anciennes références doctrinales qu'elle se libérait par cette rupture de principes devenus pesants. Elle se lança dès lors à corps perdu dans le monde infiniment *plastique, mobile, des affaires* en essor, et trouva dans cette évolution une correspondance vague avec l'esprit transformateur du temps, dominé par le dynamisme de gauche devenu à la mode.

En vingt-cinq ans, la bourgeoisie française réalisa ainsi l'une des mues les plus singulières de son histoire. Vichyssoise ou gaulliste, toute une génération de bourgeois « nationaux » pétris de valeurs traditionnelles, attachés à l'ordre, à la famille, *au calme champêtre, amateurs de* bons livres, de beaux tableaux, de cuisine raffinée, engendra une caste de technocrates à l'américaine toujours entre deux avions, jeunes cadres dynamiques prêts à couvrir la France de tours, de « snack-bars », de péages, épris de « marketing » efficace, de modernisme dans les mœurs comme en architecture, indifférents à la nation mais férus de « développement ».

Pour ces déracinés — au sens bar*résien du terme, — le mot droite* n'a plus aucun sens, n'éveille guère de souvenirs sentimentaux. Ils lui préféreraient vraiment le libéralisme avancé, si l'avenir du « plan Barre » paraissait plus sûr. D'abord, ils se veulent de leur temps, pompidoliens hier, giscardiens aujourd'hui, chiraquiens demain, ou n'importe quoi d'autre, pourvu qu'une quelconque raison *sociale* politique les protège du « collectivisme ».

Evidemment, ils ne lisent pas *Aspects de la France, Rivarol*, d'austères et sérieuses revues traditionalistes comme *Itinéraires*, mais *l'Expansion*, les articles de Jean Cau dans *Paris-Match*, jettent quelques minutes par semaine un regard distrait sur *Le Point*. Sans doute n'est-ce pas tout à fait par hasard si le président de la République lui-même sort d'une de ces familles pétainistes *métamorphosées par l'industrialisation*. Symboliquement, les années 1945-1946 rappellent toujours les grands procès de l'épuration ou sombra tout un personnel politique. L'histoire, sans doute, retiendra davantage qu'elles correspondent à l'époque ou de jeunes inconnus nommés Valéry Giscard d'Estaing, Michel Poniatowski, entraient à l'Ecole natio*nale d'administration pour y prépa*rer la conquête des nouvelles formes du Pouvoir.

Lire pages 10 à 15 :

P. 10-11. — Allemagne : Un changement radical dans les cœurs et les esprits, A. von Kageneck. — Espagne : Trois visages qui font des siècles d'histoire, Ph. Marcovici. — L'extrême droite en France, J.-J. Mourreau.
P. 12-13. — Suite des articles de *Ph. Marcovici et de J.-J. Mourreau*. — Grande-Bretagne : Vitalité du conservatisme, F. Bedarida. — La droite livrée au pillage, P. Thibaud.
P. 14-15. — Suite de l'article de F. Bedarida. — A l'Est : L'héritage des « Césars fous » et du « sultanisme », F. Fejto. — Valeurs traditionnelles, divisions politiques et affairisme, B. Brigouleix.

●

Le mois prochain, dans la page « Littérature et politique » : la droite littéraire en France, par GEORGES LAFFLY.

Du traumatisme de la défaite à la révulsion contre tous les excès

ALLEMAGNE : un changement radical dans les cœurs et les esprits

Par AUGUST VON KAGENECK *

PENDANT l'hiver 1944-1945, à peu près onze millions d'Allemands quittaient leurs habitations en Prusse orientale et occidentale, en Poméranie et en Silésie pour fuir les chars vengeurs d'une Armée rouge victorieuse. Parmi eux, emmitouflés dans des fourrures témoins d'une autre époque et se balançant sur des caisses contenant l'argenterie des ancêtres, les femmes et enfants de hobereaux qui se battaient désespérément, sur un front de 2 000 kilomètres, dans les rangs d'une Wehrmacht au bord de la désintégration, contre une vague que le maître du Troisième Reich avait délibérément soulevée quatre ans auparavant.

C'étaient pourtant eux, ces gros terriens, qui, alliés aux barons de la Ruhr et aux grands argentiers de Francfort, avaient donné, quoique indirectement, leurs voix à Hitler. Dans la foulée de la Grande Guerre perdue et d'une défaite jamais acceptée, ils avaient voté pour des partis « deutsche-national » qui, attachés à la légende du coup de poignard donné dans le dos d'une armée « jamais battue sur le terrain », prônaient la reconquête des territoires perdus à l'Est et la lutte contre le bolchevisme. Ils apportèrent ainsi le supplément de voix nécessaire à la formation d'un gouvernement de coalition, en 1933, entre les nationaux bon teint, représentés par Papen et Schleicher, et les nationaux-socialistes.

Quand, un an plus tard, Hitler eut pris le pouvoir total en éliminant d'abord les partis et syndicats de gauche et du centre, ensuite leurs propres amis au gouvernement, il était trop tard pour faire marche arrière.

Le rusé caporal autrichien avait parfaitement roulé les distingués messieurs à à la tête carrée et aux mains soignées qui lui avaient tenu l'étrier quelques années plus tôt pour le mettre en selle au pouvoir — et qui le détestaient copieusement.

Certes, ils applaudirent encore une fois lorsque Hitler rétablit, en 1935, la *« dignité militaire et défensive »* du Reich en ordonnant la conscription générale et lorsqu'il lança, un an plus tard, ses bataillons sur la rive gauche du Rhin. Même l'incorporation de l'Autriche au sein de l'Allemagne fut encore fêtée par eux comme le juste retour au bercail de frères allemands qui avaient clairement manifesté leur volonté de rester allemands en 1919 et en avaient été empêchés par les vainqueurs. Les Sudètes furent, à la rigueur, affublés du même label, même si le procédé de leur incorporation et les remous internationaux soulevés par l'affaire firent passer le premier frisson dans le dos des sympathisants. L'occupation du reste de la Tchécoslovaquie, six mois plus tard, ouvrit les yeux des derniers incrédules sur les véritables intentions du dictateur.

Quand, en septembre 1939, les premiers coups de feu furent échangés à travers la frontière germano-polonaise, rien ne pouvait plus arrêter la fatalité. Le sursaut du vieux maréchal von Hindenburg devant son secrétaire d'Etat Meissner, en 1933 — *« Je ne peux tout de même pas confier le sort du Reich à un caporal autrichien »* — était parti d'une juste vision. Seulement, personne ne l'avait pris au sérieux dans l'euphorie de la victoire sur la détestable République « servile » de Weimar.

Ceux qui se taisent

QUOI qu'il en soit — la « droite » allemande, la vieille, la classique, caste traditionnaliste, militariste et fondée sur la foi protestante, l'obéissance au roi, le respect des traditions et l'amour de la patrie, éternellement au bord de la faillite et à la recherche de crédits pour être en mesure de transmettre le patrimoine aux fils, mille fois exsangue du fait des guerres et mille fois reconstituée, cette droite là fut emportée, déracinée et socialement détruite, littéralement écrasée par la débâcle. Ceux qui ne furent pas rattrapés par les tanks à l'étoile rouge et arrivèrent aux rivages sauveurs de l'Elbe et de la Weser, frappèrent à la porte de leurs parents plus heureux qu'eux et se turent. Surtout se turent.

Devant le désastre, devant les montagnes de cadavres dans les camps libérés par les vainqueurs, les ruines de villes écrasées sous les bombes, devant les balbutiements des maîtres d'hier en face des tribunaux alliés, qu'auraient-ils bien pu dire ? Comment expliquer à ceux qui subirent la catastrophe qu' *« ils n'avaient pas voulu cela ? »* Comment oser, surtout, se reconstituer en un quelconque mouvement politique défendant le régime défunt ou rappelant seulement les *« droits du peuple allemand aux frontières d'avant le conflit »* ? Toute tentative de réhabilitation, voire de glorification, ou seulement de justification des mobiles qui avaient jadis conduit un grand nombre d'entre eux à voter « à droite », n'était pas seulement vouée à l'échec : elle aurait rencontré la haine de ce peuple battu et frustré, la persécution des vainqueurs.

La droite « classique », donc détruite et disparue, où en est la droite dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? Laissons de côté tout de suite la partie de l'ancien Reich tombée dans la corbeille des vainqueurs orientaux et qui vit à présent, et, certes, pour longtemps encore, sous un régime qui exclut toute notion de propriété. Mais dans l'autre partie, appelée « République fédérale d'Allemagne », le régime des partis politiques est libre, la presse non censurée, la publication de livres glorifiant le passé autorisée — et Dieu sait quel emploi a été fait, ces dernières années, de cette liberté. Une droite restituée, néo-classique en un certain sens serait donc tout à fait possible, à l'instar du Mouvement social italien néo-fasciste, par exemple, ou de la Phalange espagnole.

Pourtant, allez demander aujourd'hui, dans les rues de Düsseldorf ou de Hambourg, à un jeune Allemand de vingt ans où est la droite allemande. Il vous rira d'abord à la figure, et, ensuite, il vous citera le nom de Franz-Josef Strauss. Si vous posez la même question à un Allemand de dix ans plus âgé, il creusera un peu sa mémoire et vous parlera de Remer, de Rudel, d'Oberländer (ancien ministre des réfugiés d'Adenauer et ex-haut fonctionnaire du parti nazi), ou de Adolf von Thadden, fils d'un hobereau prussien, fondateur du défunt « parti national-démocrate allemand » (N.P.D.) — dont une sœur fut pendue pour avoir participé au putsch des généraux contre Hitler — qui a sombré dans l'alcool et est aujourd'hui bien oublié. Et il vous dira qu'il est incapable de vous citer un seul parti de droite militant dans le cadre de la lutte politique de l'Allemagne de nos jours.

Il y en avait cependant à un moment donné, et même à profusion. Passé le premier choc de la défaite, estompés les horreurs et les crimes du national-socialisme hitlérien, la montée des tensions entre les alliés de la guerre aidant, des gens se souvenaient petit à petit qu'il y avait eu une Allemagne d'avant Hitler, une Allemagne bonne et généreuse qui ne pouvait pas être tenue responsable de ce qui s'était passé entre 1939 et 1945, surtout une Allemagne unie qui avait le droit de vivre dans des frontières couvrant à peu près le terroir national, les frontières de Versailles en quelque sorte. Ce furent d'abord les réfugiés de l'Est qui se souvinrent et qui postulèrent qu'aucun vainqueur n'avait le droit de chasser des populations entières d'un territoire qui fut allemand pendant des siècles et qui restait, juridiquement et par un commun accord entre vainqueurs, *« sous administration »* jusqu'à la signature d'un traité de paix en bonne et due forme.

Populisme et nostalgie

C'EST parmi eux que se recrutèrent les premiers adeptes d'hommes politiques qui osaient proclamer les *« droits inaliénables »*, tels un Rudel, ancien as des pilotes de Stuka, un Remer, ancien officier qui commandait en été 1944 les troupes qui écrasaient le putsch anti-hitlérien de Stauffenberg dans Berlin, ou encore un von Thadden dont le demi-frère, Reinhard, dès 1949, rassemblait les protestants allemands dans un vaste mouvement de solidarité pan-allemande sous le slogan : *« Nous restons des frères. »* Des « partis » fusaient, aux noms nostalgiques, populistes, fantaisistes parfois, tels l'« Association d'Allemands indépendants », le « Bloc d'unification patriotique », le « parti allemand du Reich » ou le « parti socialiste du Reich ». Ils se présentèrent aux élections, dans les Laender d'abord, dans la Fédération ensuite. Nulle part ils récoltèrent de vrais succès, partout ils restèrent marginaux, éphémères même, et disparurent sans laisser de traces.

Leur nombre — une trentaine environ en 1946-1949 — diminua sans cesse, ainsi que leurs effectifs et leurs finances. Leurs chefs ne furent jamais connus d'un public digne de ce nom. Mise à part la « Fédération des expulsés et réfugiés », qui se déclarait solidaire de la nouvelle Constitution, envoyait des ministres au cabinet et fut représentée au Bundestag jusqu'en 1957, aucun parti dit « de droite » n'accéda jamais à la représentation nationale dans la République fédérale.

Ce n'est qu'en novembre 1964 que du magma confus de groupuscules plus ou moins néo-nazis fusa un « parti » digne de ce nom, le « parti national-démocrate allemand » (N.P.D.) de von Thadden, déjà mentionné. Aux élections fédérales de 1965, il obtenait 2 % des voix, 3 % de moins qu'il n'était nécessaire pour avoir un siège au Bundestag. Par contre, aux élections régionales des années suivantes, les amis de M. von Thadden réussirent une certaine percée dans les Parlements de huit des onze Laender dont est composée la République fédérale. C'est ainsi qu'ils obtinrent 12 sièges sur 127 au Parlement de Stuttgart en 1968, 15 sur 204 à Munich en 1966, 8 sur 100 à Brême, 10 sur 149 en Basse-Saxe. Ce n'est qu'à Hambourg, Berlin et dans la Ruhr qu'ils ne parvinrent pas à franchir la barre des 5 %. L'alerte avait été chaude, surtout au-delà des frontières. Les analystes allemands gardèrent la tête froide et attribuèrent le brusque succès des extrémistes de droite au vaste mécontentement des Allemands devant la politique de « grande coalition » entre socialistes et démocrates-chrétiens, que le déclin de la C.D.U. avait imposé à Bonn. Aux élections de 1969, le N.P.D. touchait presque au but, avec 1,4 million de voix (4,3 %). Mais c'était la crête de la vague. Aux élections régionales suivantes, il perdit successivement tous les sièges conquis quatre ans auparavant et, aux élections générales de 1972, le nombre de ses voix tombait à 207 000 (0,6 %). Plus jamais il ne se releva de cet échec. Les consultations dans les Laender depuis 1972 lui donnent des participations au scrutin de l'ordre de 0,2 % à 1,1 %. Von Thadden, quant à lui, quitta en 1975 le parti dont il avait été le fondateur, en signe de protestation contre la tendance ultra-nationaliste représentée par l'éditeur Frey qui publie, avec la *Deutsche National Zeitung* (94 000 exemplaires en 1975), le seul organe de presse d'extrême droite en R.F.A. qui peut se flatter d'un certain renom. Son successeur, l'avocat Mussgnug, de Tuttlingen, règne aujourd'hui sur une formation qui compte quelque 20 000 membres et n'a plus aucun siège dans aucun Parlement allemand.

On peut donc dire que, sur le plan de la politique pure, tangible, une néo-droite allemande n'a pas réussi son implantation en R.F.A. et n'existe pas — ou plus — en tant que force politique sérieuse. Peut-on dire pour autant que toute « tentation droitiste » a disparu de la scène allemande ? La question est complexe et mérite un examen attentif. Qui est de droite, en Allemagne aujourd'hui ? Tout d'abord, incontestablement, tous ceux qui sont contre la gauche. Mais qui est « de gauche » ? Chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates rejettent avec un bel ensemble et tout à fait sincèrement le communisme et le radicalisme de gauche (comme de droite d'ailleurs). Les deux grands partis démocratiques allemands luttent, presque la main dans la main, pour le maintien de l'économie de marché qui laisse libre cours à la *« concurrence farouche »* tant décriée par la droite et la gauche. Tous deux se déclarent, sur la base de l'article premier de la « Loi organique » de 1949, pour la réunification du peuple

* Journaliste ouest-allemand, correspondant à Paris du quotidien *Die Welt*.

L'extrême droite en France

UN PURGATOIRE POUR INCIVIQUES

Par JEAN-JACQUES MOURREAU *

L'EXTRÊME DROITE n'est-elle que l'invention des autres ? De François Brigneau à Jean-Marie Le Pen, de Maurice Bardèche à Jean-Louis Tixier-Vignancour, de Pierre Sidos à l'abbé Georges de Nantes, tous ceux qui portent son étiquette la refusent et s'accordent pour dire : « On est toujours l'extrémiste de quelqu'un. »

En France, il n'existe pas de radicalisme de droite, au sens allemand du terme. Dans ce pays où la droite traditionnelle veut à tout crin se faire passer pour le centre gauche, les seuls à s'en réclamer ouvertement en sont systématiquement écartés. Relégués à l'extrême droite par une droite qui n'ose plus s'avouer, ils protestent et dénoncent ce classement qui comporte, selon eux, une « notion péjorative ».

LES racines de cette situation plongent dans la défaite des idées de droite qu'entraîne la fin de la seconde guerre mondiale. Guillain de Bénouville, Estienne d'Orves, Henri de Kérillis, Gilbert Renaud, Alexandre Sanguinetti, ont pu appartenir à la Résistance, ils ne peuvent lever l'hypothèque de la collaboration qui pèse désormais sur leurs familles de pensée. L'avenir est à la gauche.

Du jour au lendemain, l'homme de droite qui ne peut brandir son certificat de résistance devient un « incivique ». Fasciste ou pas, collaborateur ou non, il doit désormais porter le poids de la condamnation des « vaincus de la Libération ».

En août et septembre 1944, il devient la cible de ces scènes horribles que le poète Paul Eluard dénoncera dans les Lettres françaises. Il fournit des contingents aux exécutions sommaires que Robert Aron évaluera entre trente et quarante mille (1) et que Paul Sérant estimera à près de cent mille (2).

Cent mille personnes accusées de collaboration sont en prison le 1er janvier 1945. Le jour même, le romancier Paul Chack est exécuté à Paris. Dans les semaines qui suivent, Robert Brasillach est fusillé, Charles Maurras condamné à la réclusion perpétuelle. Bientôt, Pierre Drieu La Rochelle disparaît en se suicidant.

Aux exécutions sommaires d'août et septembre 1944 succèdent les procès : général Dentz, amiral Estéva, Marcel Déat, maréchal Pétain, Abel Bonnard, Pierre Laval... L'épuration s'abat sur les têtes politiques et militaires de Vichy. Elle frappera aussi, par la prison et l'indignité nationale, les écrivains, les journalistes et les artistes comme Sacha Guitry, Henri Béraud, Tino Rossi, Jean Giono et Germaine Lubin, marquant la « fin d'un monde » et touchant des militants de tous bords, voire des hommes et des femmes sans engagements politiques, elle éliminera une bonne partie des cadres de la droite française.

Pour les « vaincus de la Libération », ces événements vont déterminer des reclassements sociaux et engendrer des attitudes nouvelles. Les moins chanceux ne s'affranchiront plus jamais du ghetto où ils ont été rejetés. C'est le repli sur soi-même, la nostalgie d'autres temps : traits caractéristiques de ces familles hétérogènes d'une extrême droite en formation qui cultive dès lors le style « émigré de l'intérieur » et ne se trouve d'unité que dans une solidarité du malheur.

Une presse renaissante

GÉNÉRALEMENT inéligibles, les rescapés de l'épuration ne peuvent reprendre pied dans la nouvelle vie politique. Ils doivent s'organiser sur d'autres bases. En dépit des difficultés d'impression et des restrictions de papier, une presse clandestine se développe dans les catacombes. Certains titres ne durent que le temps de deux ou trois numéros.

Axée sur la défense des militants antinazis de Vichy, la presse d'inspiration maurrassienne est la première à sortir à l'air libre. Paraissent ainsi les Documents nationaux, **qui donneront naissance à** Aspects de la France **et que dirige déjà Georges Calzant. Suit bientôt** la Croisade, **éditée par le Mouvement socialiste monarchiste (M.S.M.), qui se réclame à la fois de Maurras et de Valois. Son animateur, Jean Bourquin, obtiendra sept mille voix aux élections municipales de 1945.**

Quelques mois plus tard, René Malliavin, qui va jouer un rôle important dans la presse d'« opposition nationale », lance un bulletin confidentiel, Questions actuelles, **l'ancêtre de la revue** les Ecrits de Paris. **Imprimés, les** Documents nationaux **passent de trois mille à quinze mille exemplaires. Dans le même temps,** l'Epoque, **fondée en 1937 par Henri de Kérillis, antigaulliste et résistant de la première heure, reparaît avec Raymond Cartier pour rédacteur en chef.**

En novembre, alors que de Gaulle est élu chef du gouvernement, Paroles françaises, **le premier grand journal de droite de l'après-guerre, voit le jour. Dès sa parution, cet hebdomadaire, qui va tirer jusqu'à cent mille exemplaires, fait campagne contre l'épuration et pour l'amnistie. Sur un ton violemment anticommuniste, il dénonce «** les crimes du résistancialisme **».**

Son directeur-fondateur, André Mutter, est un ancien Croix-de-feu et du parti social français (P.S.F.) du colonel La Rocque. Résistant, il a appartenu au Conseil national de la Résistance (C.N.R.). Député indépendant de l'Aube de 1946 à 1958, il sera plusieurs fois ministre de la IVe République et détiendra le portefeuille de l'Algérie dans l'ultime gouvernement de Pierre Pflimlin.

Pour l'heure, Mutter tend la main aux « inciviques ». Pierre Boutang, ancien collaborateur de l'Action française **de 1939 à 1940 et antifasciste virulent, ce qui n'a pas empêché sa révocation en 1944, est du nombre. De même que son complice Antoine Blondin et François Brigneau.**

Les partis de la réconciliation

SOUTENU par René Coty, Joseph Laniel, Michel Clemenceau et Frédéric-Dupont, André Mutter lance le parti républicain de la liberté (P.R.L.) en décembre 1945. Groupant à la fois d'anciens vichystes et des résistants de droite, ce mouvement occupera la scène

(1) Robert Aron : *Histoire de la libération de la France*, Paris, 1959.
(2) Paul Sérant : *les Vaincus de la libération*, Paris, 1964.

* Journaliste.

Les principales organisations

● **LE FRONT NATIONAL**

Constitué en novembre 1972 pour assurer la participation des « nationaux » aux batailles électorales, il se veut le représentant de la *« droite sociale, populaire et nationale »*. Aux récentes élections cantonales, ses candidats ont fait une moyenne de 5,7 % des voix.

Bras droit de Me Tixier-Vignancour durant la campagne présidentielle de 1965, son président, Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste et indépendant, a été la cible d'un récent attentat et a fait parler de lui à propos d'un important héritage.

Hostile à tout ralliement à l'actuelle majorité, son dernier congrès, tenu du 30 octobre au 1er novembre dernier, devait adopter une motion sur *« la sécurité des Français »* et adresser un message de soutien à Mgr Lefebvre, *« non sur le fond du problème religieux, qui ne concerne pas une organisation politique, mais sur celui de la liberté d'expression, qui doit être défendue dans l'Eglise comme ailleurs »*.

Son insigne : une flamme tricolore qui s'inspire du M.S.I. (Mouvement social italien). Edite un mensuel : *le National*. Sa branche jeune, le Front national de la jeunesse, dispose d'un mensuel : *Volontaire*.

● **LE PARTI DES FORCES NOUVELLES**

Issu d'une scission interne au Front national et constitué à l'automne 1974 sur la base d'anciens militants d'Ordre nouveau, il se présente comme *« la nouvelle droite »*. Ses dirigeants, Pascal Gauchon, Alain Robert, Roland Gaucher et François Brigneau, s'attachent à en faire *« un parti de la majorité »*.

Anime le Groupe Union et Défense (GUD) implanté à la faculté de droit et de sciences économiques de la rue d'Assas, le Front de la jeunesse (F.J.) et le Comité de soutien à l'armée (C.S.A.) du sergent Joël Dupuy.

Le 25 novembre 1975, après une manifestation de rue en hommage à Franco, le P.F.N. faisait célébrer une messe à sa mémoire avec la participation de Mgr Ducaud-Bourget, figure pittoresque de l'intégrisme. En avril dernier, il organisait une *« semaine du cinéma de droite »*.

Dans le souci *« de représenter la nouvelle droite dans le combat de l'antigauche contre la gauche »*, son dernier congrès, tenu à la mi-novembre, s'est prononcé favorablement à l'égard de l'appel lancé par Jacques Chirac.

S'efforce de multiplier les contacts avec les parlementaires de la majorité musclée : Guy Dronne, Philippe Malaud, Jean Royer et Jean Kiffer.

Reçoit le soutien de plusieurs écrivains : Jean Cau, Louis Pauwels, Michel de Saint-Pierre, Maurice Bardèche.

Positions : décentralisation culturelle et économique, sans autonomie politique ; suppression de la notion de syndicat représentatif ; arrêt effectif de l'immigration ; création d'une armée de métier ; hostilité à toute supranationalité.

Edite un mensuel : *Initiative nationale*.

● **L'ŒUVRE FRANÇAISE**

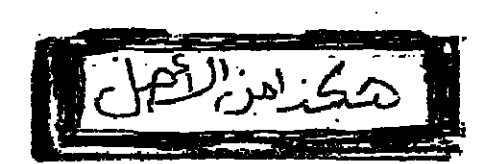
Lancée en 1968, semble désormais réduite à une audience confidentielle et strictement parisienne. Son animateur, Pierre Sidos, l'un des responsables de Jeune Nation, s'applique à développer un nationalisme étroit, volontiers anti-européen et antisioniste. Son objectif : *« Œuvrer ardemment pour délivrer la France et les Français de la prédominance d'un cosmopolitisme idéologique et économique. »*

A soutenu la candidature de Jean Royer aux dernières présidentielles.

● **LA RESTAURATION NATIONALE**

Fondée en 1947, l'héritière de la Ligue d'action française s'efforce de maintenir la flamme royaliste. Mais les effectifs diminuent et la scission de la Nouvelle Action française (NAF) a fortement ébranlé ses vieilles structures.





allemand « *dans la paix et la liberté* ». Tous deux ont finalement accepté, l'un activement, l'autre passivement, de tirer un trait définitif sous toute revendication des territoires perdus à l'Est, en signant, en 1970, les fameux « traités de l'Est ».

La vie politique allemande s'organise donc, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, et, comme dans pratiquement toutes les *grandes démocraties d'Occident*, autour d'un « centre » plus ou moins à gauche ou à droite selon les fluctuations des élections, rejetant les extrémismes des deux bords vers les abîmes de la marginalité, voire de la clandestinité. C'est donc là qu'il faut chercher, dans les marges, dans l'« *opposition extra-parlementaire* », les traces d'une droite comme d'une gauche et examiner s'il existe des forces occultes susceptibles un jour de relever la tête et de devenir un danger pour la démocratie.

Et si ce n'était pas vrai ? Si la droite, la vraie, était partout, et pas du tout seulement dans quelque université, quelque association nostalgique, quelque défilé de dimanche dans une ville moyenne derrière un drapeau à croix gammée ? Qui est donc de droite en Allemagne, pour un observateur étranger, avide de trouver la justification de ses soupçons ?

Le déclin de l'extrémisme

POUR un tel observateur, il serait facile de satisfaire sa curiosité. Partant du constat qu'est « de droite » quiconque maintient la revendication sur la réunification de l'Allemagne ou prône la lutte contre le communisme, il devrait ranger dans cet extrémisme pratiquement tous les hommes politiques de la C.D.U. - C.S.U. et d'une bonne partie du S.P.D. — Strauss, Kohl, Dragger, Schmidt, Leber, même Brandt ou le libéral Genscher — et des publicistes comme Springer qui, en érigeant le centre de son empire de presse sur le mur même de Berlin, a non seulement manifesté sa conviction qu'un jour serait rétabli le « statu quo ante », mais qui ne rate pas une occasion de professer sa foi dans la fin prochaine des oppresseurs de l'autre Allemagne et qui fait mettre dans ses journaux, vingt-sept ans après la fondation de l'Etat communiste allemand, le sigle « D.D.R. » entre guillemets.

Que penser, en effet, d'une phrase de Springer, dans une allocution de juin dernier devant la société Fugger, de Munich, *dans laquelle il désigne les* signataires sociaux-démocrates des accords avec l'Est *comme les « soldeurs de l'Allemagne »*. N'est-il pas là, pour un étranger, sur la même ligne que la *Deutsche National Zeitung*, de M. Frey, qui en 1972 traita le gouvernement de Willy Brandt de « *gouvernement de la trahison* » et parla durant l'été 1975 de la « *soumission* » de Helmut Schmidt devant les Rouges à Helsinki ? Pourtant *Springer est le seul éditeur allemand* qui fait de la réconciliation entre Allemands et juifs et du soutien inconditionnel à la cause israélienne une clause de travail obligatoire pour tous ses rédacteurs, ainsi d'ailleurs que de la lutte contre tous les extrémismes de gauche et de droite.

La défense, donc, de l'unité allemande, le refus de reconnaître les frontières de 1945 sont-ils des émanations d'un esprit revanchard, d'une mentalité néo-fasciste et impérialiste ? N'oublions pas que la Constitution de 1949 oblige les gouvernements de la République fédérale à agir en priorité pour la réunification allemande, et qu'aucun chancelier social-démocrate ne s'est soustrait à cette obligation jusqu'à nos jours. Que, dans maintes casernes de la Bundeswehr, des cartes murales montrent encore la patrie dans ses frontières de 1937, qu'une grande partie de la presse allemande continue d'appeler des villes comme *Wroclaw ou Szczecin par leurs anciens* noms allemands, et qu'un fort résidu des *réfugiés de 1945 demandent dans leurs* réunions annuelles le droit à un impossible retour sur leurs terres de jadis : tous ceux-là sont-ils des marginaux, des incorrigibles, des fous dangereux ?

« *L'insignifiance politique de l'extrémisme de droite s'est confirmée à nouveau en 1975* », constate le rapport annuel du ministère de l'Intérieur de Bonn « sur la protection de la Constitution ». « *Les organisations, particulièrement le N.P.D., ont enregistré une nouvelle baisse de leurs effectifs. L'écartèlement de l'extrémisme de droite s'est poursuivi. Cela a conduit à une augmentation du nombre des groupuscules — souvent constitués seulement de quelques fanatiques — et du nombre des publications en circulation. Des activités individuelles et militantes montrent cependant*, conclut le rapport, *que les efforts de l'extrémisme de droite restent un foyer de danger et doivent être attentivement observés.* »

Le rapport confirme seulement ce que chaque Allemand sensé pense depuis longtemps dans son for intérieur : un retour du fascisme sous sa forme la plus brutale, la plus abhorrée est impossible dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Le régime libéral, fondé sur deux grands partis du centre, est devenu indéracinable. La jeunesse allemande n'est pas *nostalgique* du nazisme. L'école et *l'Université n'ont plus de complexe pour* parler ouvertement des crimes du passé récent. Une certaine résurgence d'une littérature racontant — et parfois glorifiant — les faits de la Wehrmacht et de ses chefs n'est rien d'autre que le besoin d'une génération déclinante de se réconcilier avec elle-même, et bien tardivement en quelque sorte, de sortir *d'un ghetto: Les aspirations à un toit* commun pour tous les Allemands, dans une Europe réconciliée et pacifiée, sont légitimes et professées sans complexe par ceux mêmes qui n'ont pas connu le « Reich ». Aucune formation politique ne met en cause les traités abandonnant définitivement un tiers du territoire national d'avant-guerre à la Pologne et à l'U.R.R.S. Toutes ces formations se prononcent, depuis plus de vingt ans maintenant, pour la construction d'une Europe unie et l'abandon de larges parts de la souveraineté nationale. Tout le reste est marginal.

Il serait bon que l'étranger puisse un jour regarder cette Allemagne nouvelle également « sans complexe » et sans une hypocrisie qui ferme les yeux volontairement devant les changements radicaux intervenus dans les cœurs et les esprits de l'immense majorité des Allemands.

AUGUST VON KAGENECK.

Autoritaire et révoltée, dure et idéologique, ou civilisée ?

ESPAGNE : trois visages qui font des siècles d'histoire

Par PHILIPPE MARCOVICI *

« AU *début était la droite* », écrit l'historien Ricardo de *la Cierva*, parlant de l'Espagne. Vérité indiscutable et étrange paradoxe. Paradoxe parce que, si l'on fait remonter, comme le veulent la tradition et l'histoire, le concept droite-gauche à la Révolution française, on se doit de constater qu'il demeure absent de la vie politique espagnole jusqu'à la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Surprenante découverte à deux égards : d'abord parce qu'elle témoigne de l'échec — peut-être unique en Europe occidentale — de la pénétration des idées révolutionnaires exportées dans les havresacs des soldats de l'Empire ; ensuite parce qu'il est licite de s'étonner de ce que l'Espagne, si encline au manichéisme sous toutes ses formes, ait pu si longtemps ignorer ce facteur nouveau de division et d'antagonisme. *Que l'Espagne, pays où* l'inégalité était encore plus enracinée qu'ailleurs, eût dû être plus réceptive que d'autres au concept nouveau ne change rien à la réalité. Comme le dit Ortega y Gasset : le « *devrait être* » reste insignifiant par rapport à l'« *être* ».

Paradoxe donc, mais surtout vérité. En effet, que l'on analyse la droite espagnole hors de tout esprit relatif, c'est-à-dire sans l'opposer à la gauche son contraire, ne retenant pour en cerner le sens que ses valeurs intrinsèques, et l'on voit aussitôt qu'elle représente dans la péninsule un tout, à la fois permanent et universel. « *Au début était la droite* »... Ce début, nous le pouvons situer entre 1450 et 1500, quand l'Espagne devient historiquement une nation, le premier Etat européen. Cela au moment — il n'est peut-être pas vain de le rappeler — où la France, sous le règne de Louis XI, ne fait qu'entamer le processus qui la conduira vers son unité au dix-septième siècle, de Henri IV à Louis XIV.

L'unité espagnole se place sous le double signe de la « Reconquête » et de la conquête. Décolonisation à l'intérieur et colonisation à l'extérieur, voilà qui est essentiel. Il est significatif à cet égard que 1492 soit à la fois l'année de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et l'année de la prise de Grenade, dernière place forte de l'occupant arabe. Les deux événements sont complémentaires, ils se mêlent et s'enlacent *pour gâcher cinq siècles de ciment* espagnol.

La « Reconquête » est, au sens propre du terme, une « croisade ». Elle allie donc intimement le sabre et la Croix, l'Etat et l'Eglise. La conquête de l'Amérique est un acte « missionnaire » alliant tout aussi intimement le sabre et la Croix, l'Etat et l'Eglise. Cette alliance, due aux circonstances, résistera pendant des siècles à l'usure du temps. La nation forgée contre l'envahisseur se trempera outre-mer, et la religion, phare de la libération, illuminera la colonisation. Dès 1492, l'Espagne est donc une « unité », une « nation », une « religion », un « ordre ». Pour « conserver » cet acquis elle va établir une « tradition ». Unité... nation... religion... ordre... tradition. Aucun doute ne peut subsister : *dès 1492, l'Espagne est à* droite. Elle va y rester longtemps, pendant cinq siècles. Elle va y rester parce que l'Espagne est et sera longtemps un pays de paysans, un Etat rural, une nation de « fellahs » comme dira plus tard Ortega y Gasset (1), analyste amer mais lucide entre tous. Ce monde de « fellahs », méfiant, ombrageux, soupçonneux, va pendant des siècles se fermer sur lui-même : manifester une profonde hostilité à toute invasion étrangère, fût-elle idéologique ou militaire. Ce refus des ingérences s'exacerbe encore du fait que l'Espagne, fait lui aussi unique en Europe, est une nation sans *féodalités ni féodaux que viendraient* soutenir des puissances étrangères dans leur lutte pour le pouvoir. Pendant cinq siècles, l'Espagne de « droite » va donc se figer sur elle-même *et* refuser *toute* tentation d'une « gauche » venue d'ailleurs.

Jusqu'au dix-neuvième siècle la droite historique va se maintenir, massive, puissante et rectiligne comme les murailles de l'Escorial. Puis, subtilement et progressivement, des fêlures viennent menacer l'édifice : l'industrialisation, l'urbanisation, le capitalisme. Ainsi naît un *prolétariat ouvrier plus ouvert aux* rumeurs de l'extérieur. Ainsi se développe la notion de lutte des classes. Face à cette évolution sociale, la droite vieillit sans se rénover. A la découverte, elle ne sait opposer que la tradition. Usée par un trop long exercice du pouvoir et par ses querelles intestines elle s'adonne aux délices de ce qu'Ortega, toujours lui, appelle les « *particularismes* », qui ne sont autre chose que des intérêts particuliers. La droite politique découvre les régionalismes — basque, catalan ou galicien — et succombe à la tentation des nationalismes. La *droite économique se vautre dans la* recherche du capital et de la seule prospérité. Les caciques de province, abandonnés du pouvoir central, ne *s'occupent que de préserver leur* autorité. L'Eglise se mure dans la hauteur de ses cathédrales et en oublie la vocation populaire, démocratique même, qui fut la sienne. L'armée, enfin, bascule dans la politique et, marquée du sceau des guerres carlistes, tourne bientôt au libéralisme.

Sous ces coups de boutoir, le pouvoir chancelle et déjà se dessine l'esquisse *d'un contre-pouvoir*. A peine les armées de Napoléon sont-elles boutées hors du territoire qu'une nouvelle guérilla, civile cette fois, c'est-à-dire interne, mobilise l'Espagne. Convoquées en 1812, les Cortès constituantes de Cadix marquent l'avènement d'une tendance libérale. Nous sommes loin d'un débat gauche-droite, mais on y vient. Trop tôt, il faut croire, puisque survient le « Désiré » Ferdinand VII que vingt ans de règne feront surnommer « l'indésirable ». Le premier soin de Ferdinand — « *premier homme de la droite intégrale dans l'histoire contemporaine* » (de l'Espagne), *affirme* La Cierva — sera de se livrer à une véritable chasse aux sorcières libérales.

(Lire la suite page 12.)

* *Journaliste, collaborateur du Quotidien de Paris.*

(1) *L'Espagne invertébrée.*

---

jusqu'à la création du Rassemblement du peuple français (R.P.F.). Il fera campagne contre le premier projet de Constitution et obtiendra trente-cinq sièges de député aux législatives *de 1946. Candidat du P.R.L. à la présidence* de la République en janvier 1947, Michel Clemenceau, le neveu du « Tigre », recueillera soixante voix sur huit cent quatre-vingt-trois.

Quelques mois plus tôt, d'anciens membres du P.S.F. ont créé le parti républicain et social de la réconciliation française. L'objectif est voisin : « Le relèvement de la France ne sera obtenu que dans la réconciliation préalable de *nos concitoyens* », déclarent ses dirigeants, au nombre desquels figurent André Potier, André Voisin et l'ancien député Ybarnegaray.

Comme ceux du P.R.L., les élus et les cadres de Réconciliation française rejoindront plus tard le Centre national des indépendants (C.N.I.). Ces tentatives pour une nouvelle droite feront donc long feu. Elles n'auront été qu'un passage et, pour certains, un tremplin. Le processus se reproduira souvent par la suite.

En 1950, Jacques Isorni rééditera la manœuvre en lançant l'Union des nationaux indépendants et républicains (UNIR). Appuyées par deux associations maréchalistes, ses listes obtiendront deux cent quatre-vingt mille voix et remporteront plusieurs sièges au Palais-Bourbon. Elu, le défenseur du maréchal Pétain sabordera son mouvement pour loucher vers le C.N.I.

En 1951, *la Fronde*, pamphlet où signaient Antoine Blondin, Julien Guernec alias Brigneau, Ben, Maurice Gaït, cède le pas à *Rivarol*. Avec René Malliavin, d'excellentes plumes « inciviques » retrouvent un public à leur sortie de prison : Pleyber, Dominique, Thérive, Paraz, Cousteau et Rebatet rejoignent. Alfred Fabre-Luce lui-même viendra un temps. L'objectif est de faire un grand journal d' « opposition nationale ».

Héritiers du fascisme

AU-DELA de cet œcuménisme très large, un courant cherchant sa cohérence se dessine. Maurice Bardèche en sera le maître d'œuvre. Beau-frère de Brasillach, « héritier spirituel du poète assassiné » (3), il va devenir « l'écrivain fasciste » par excellence. En publiant sa *Lettre à François Mauriac* en 1947 et son *Nuremberg ou la terre promise* en 1948, Bardèche, qui n'a jamais été engagé jusqu'ici, essaie, en effet, une réhabilitation intellectuelle du fascisme.

Autour de lui et de sa maison d'édition, très en marge des chapelles maurrassiennes ou maréchalistes, se constitue un noyau vibrant aux thèses d'un socialisme européen qui ferait de l'Europe une troisième force entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Regroupant différents groupuscules, il débouchera sur la création du célèbre Mouvement social européen (M.S.E.), dont la naissance, à Malmoë, fera un certain bruit.

En dépit d'avatars divers, ce courant se stabilisera autour de la revue *Défense de l'Occident*, que Bardèche lancera en 1951. Il ne cessera d'occuper une place originale en refusant de cautionner le libéralisme économique et l'atlantisme, et surtout en s'employant à redéfinir le fascisme comme « une volonté très obscure et très ancienne » ou comme « l'idée de ceux qui sentent plus fortement que les autres, plus désespérément que les autres » (4).

Fidèles de Maurras et soldats du Christ

QUATRE ans plus tôt : marquée par la découverte du « plan bleu » ou « complot de Pentecôte », péripétie qui se traduit par l'arrestation de plusieurs officiers, dont Georges Loustaunau-Lacau, organisateur de « la Spirale », l'année 1947 voit la création de la Restauration nationale.

Héritière de la vieille Ligue d'action française, fidèle à son antiparlementarisme et à son nationalisme intégral, elle va désormais perpétuer l'œuvre de son chef Charles Maurras, mais devra aussi s'évertuer à maintenir sa cohésion, qu'ébranleront l'activisme et les dissidences.

Un an avant, Jean Ousset a mis en place son Centre d'études critiques et de synthèse. Connu bientôt sous le nom de Cité catholique, ce groupe ne va pas cesser de se développer. De façon discrète, à la manière des sociétés de pensée, il progresse au niveau de cellules. Sa doctrine, diffusée par la revue *Verbe*, influencera fortement l'orientation de certains mouvements activistes de la période algérienne. Reprenant les thèmes de la défunte Révolution nationale, elle va inspirer le corporatisme du Mouvement populaire du 13 mai (M.P.-13), *dont le chef, Robert Martel, fait l'élément* essentiel de son combat. Elle va guider l'évolution du colonel Château-Jobert, qui, de la Résistance à l'O.A.S., découvre la nécessité d'une « contre-révolution ».

L'équivoque du R.P.F.

L'ÉVÉNEMENT *le plus spectaculaire de ces* années reste cependant le lancement, par de Gaulle, du Rassemblement du peuple français (R.P.F.). Autour du chef charismatique qui appelle à l'union nationale et à la croisade contre le communisme, hommes de droite et de gauche se retrouvent pour un temps dans un élan surprenant, que certains qualifieront dès lors de néo-fasciste.

A l'ombre de la croix de Lorraine, Gilbert Renaud et Guillain de Bénouville, ancien camelot du roi, retrouvent ainsi André Malraux, l'ancien des Brigades d'Espagne, et Jacques Soustelle, autrefois engagé dans la lutte antifasciste. Rassemblant cinq cent mille membres et recueillant six millions de voix aux élections municipales, le R.P.F. regroupe une clientèle pour le moins hétéroclite où petits bourgeois anticommunistes, maréchalistes reconvertis, maurrassiens dissidents et exaltés de l'antiparlementarisme et du nationalisme intransigeant affluent. Et si, dans la revue *Liberté de l'esprit*, Jules Monnerot, Raymond Aron et Jacques Soustelle s'en tiennent à un libéralisme de droite, le R.P.F. semble retrouver l'esprit des foules, le chemin des ligues et des faisceaux.

Ce style et la promesse d'un destin de grandeur séduiront aussi bien le hussard Nimier, les baroudeurs de la Résistance comme Figueras que les jeunes Jean-Jacques Susini et Jacques Dominati. Déjà, Jean-Baptiste Biaggi, Jean Dides et Léon Delbecque, que nous retrouverons plus tard mêlés à l'activisme du 13 mai 1958, sont présents.

Une nouvelle droite

OPÉRATION Pinay et lancement du C.N.I., qui absorbe une partie des notables, coalition avec les communistes contre le projet de *Communauté européenne de défense* (C.E.D.), autant d'éléments qui hâtent la dilution de ce cocktail étrange.

(Lire la suite page 12.)

(3) François Duprat : *les Mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*. Paris, 1972.

(4) Maurice Bardèche : *Qu'est-ce que le fascisme ?* Paris, 1961.

---

organisatio

extrémistes

Aux dernières présidentielles, elle soutenait Jean Royer. A son dernier congrès, les 27 et 28 septembre dernier, le plus morose de son histoire, Pierre Juhel, son secrétaire général, a prononcé l'exclusion de ses *derniers animateurs étudiants*.

Autres animateurs : Pierre Pujo et Jacques Maurras.

Edite un hebdomadaire : *Aspects de la France*.

● **LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE**

Apparue en avril 1971 et constituée par une jeune équipe ayant rompu avec la Restauration nationale, elle s'est efforcée d'adapter la doctrine maurrassienne aux courants du gauchisme actuel, tout en restant fidèle à un christianisme intransigeant, proche de celui professé par l'abbé de Nantes, avec lequel elle entretiendra des relations un temps.

Ses buts : « *Préparer un « mai » royaliste, un « mai » révolutionnaire et contre-révolutionnaire à la fois.* » Ses animateurs : Ivan Aumont, Philippe Beaume et Bertrand Renouvin. Ce dernier, qui fait figure de leader, devait obtenir quarante-trois mille voix à la dernière élection présidentielle. Dans son ouvrage, *le Désordre établi*, il s'est prononcé contre *Israël*.

Edite un hebdomadaire : *la Nouvelle Action française*.

● **LA LIGUE DE LA CONTRE-REFORME *CATHOLIQUE***

Apparue dernièrement, cette organisation connaît actuellement un certain développement dans les milieux « *nationaux-catholiques* ». Au-delà d'un retour à la tradition religieuse, elle prône un « *nationalisme catholique, seule force décisive dans la lutte mondiale contre le casse-noisettes d'Henry Kissinger et de son larbin Giscard d'Estaing* ». Favorable au corporatisme, elle entend dégager « *un esprit de phalange* ».

Devant mille cinq cents personnes réunies à la Mutualité, le 13 novembre dernier, son animateur, l'abbé Georges de Nantes, a fait applaudir les « *mérites du général Franco* » et appelé à la fois « *une dictature en France* » et « *une contre-révolution* ».

Condamné en justice pour antisémitisme, l'abbé de Nantes a surpris une partie des « *nationaux-catholiques* » par ses appels à l'épiscopat contre les amis de Mgr Lefebvre. Son projet de doubler sa « ligue » de « *phalanges catholiques* » déplairait aux milieux de l'Office international des œuvres de formation civique et d'action culturelle selon le droit naturel et chrétien (nouvelle version de la Cité catholique).

Son symbole : le cœur surmonté de la croix et les lettres « C.R.C. ». Sa devise : « *Si Dieu le veult.* »

Edite un mensuel : *la Contre-Réforme catholique du XXe siècle*

● **LE GROUPE ACTION JEUNESSE**

Né d'une nébuleuse où l'on retrouve à la fois des éléments du Mouvement solidariste français (M.S.F.) — issu lui-même du Mouvement Jeune Révolution (M.J.R.) fondé en 1966 par d'anciens membres de l'O.A.S.-Métro-Jeunes inspirés par le capitaine Pierre Sergent, — mais aussi des anciens d'Ordre nouveau et de l'Action nationaliste, le GAJ s'est longtemps caractérisé par un intense activisme en milieu universitaire. Des heurts violents l'opposeront un temps au GUD du P.F.N. Se réclamant d'une « *ligne nationaliste révolutionnaire, avant tout anti-américaine* », il vient de décider de participer aux prochaines batailles électorales.

Hostile à tout ralliement à la majorité, plus *particulièrement opposé à son aile atlantiste*, il considère « *avec un scepticisme total l'aventure boulangiste de Jacques Chirac* ».

Dirigé par une direction collégiale « *refusant le vedettariat* ».

Edite un mensuel : *Jeune Garde solidariste*.

J.-J. M.

(Suite de la page 11)

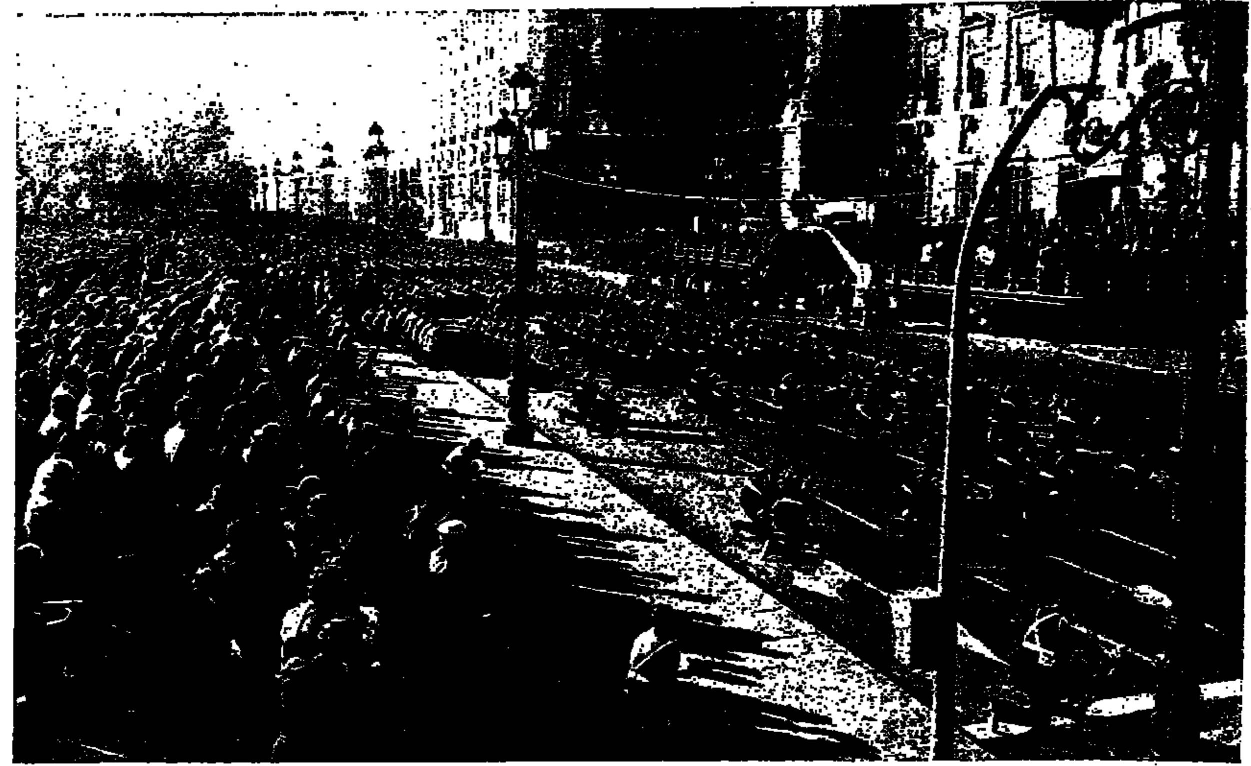
Il réduit à néant l'acquis « progressiste » des Cortès de Cadix et, dans la répression, il installe un régime autocratique et absolu. C'est le dernier sursaut de la « droite historique » qui suivra le triste Ferdinand dans son tombeau en 1833.

Après une courte régence de la reine Christine, Isabelle II, fille de Ferdinand VII, monte sur le trône. Elle n'a pas l'aigreur de son père ni surtout sa poigne ; aussi va-t-elle s'effacer pour laisser trois hommes dominer son règne. Moment décisif dans l'histoire d'Espagne, car avec ces trois hommes, deux généraux : Narvaez et O'Donnell, et un civil : Bravo Murillo, naît la droite espagnole contemporaine. Narvaez, c'est la droite autoritaire; O'Donnell, c'est la droite « civilisée », tandis que Bravo Murillo partage avec Donoso Cortès le leadership de la droite idéologique. Ces trois droites qui se succéderont alternativement au pouvoir ne le quitteront plus jusqu'aujourd'hui, sauf à l'occasion de deux brèves parenthèses. La première, née en 1868 avec la Révolution de septembre, se refermera en 1874 avec l'effondrement de l'éphémère Première République (1873-1874). La seconde, née sous la Deuxième République, s'écroulera avec le soulèvement du 18 juillet 1936.

Ce qui a changé sous Isabelle, c'est essentiellement que la droite historique est devenue sociologique. La croissance vertigineuse du prolétariat urbain (au dix-neuvième siècle, Barcelone est passée de cent mille à un million d'habitants), le perfectionnement des moyens de communication, l'industrialisation, le développement de la presse, ont contribué à renforcer puissamment un parti libéral qui, influencé par l'étranger, va de jour en jour se teinter de socialisme. Le rapport gouvernant-gouvernés s'en trouve naturellement modifié au profit des gouvernés. Les masses espagnoles, pour la première fois, deviennent un enjeu, une clientèle, un objectif. C'est vrai pour les conservateurs comme pour les libéraux, les étiquettes de droite et de gauche restant toujours étrangères au vocabulaire politique de l'Espagne.

Canovas del Castillo, brillant premier ministre d'Alphonse XII, mesure avec subtilité l'évolution des mœurs politiques. Fervent admirateur du système anglo-saxon — il croit les pays latins ingouvernables, — il exerce le pouvoir avec modération, laissant les libéraux croire à l'alternance et maniant avec habileté les procédés électoraux. Le passage de l'Espagne au vingtième siècle s'effectue donc sous le règne d'une droite moderne, intelligente et libérale, dans le courant européen. Peut-être Canovas ne fut-il pas totalement sincère dans sa tentative libérale et parlementaire, comme semble l'indiquer cette réflexion : *« Je reste un adversaire déterminé du suffrage universel, mais son maniement pratique ne me fait pas peur »* (2) : peut-être, comme le rapporte l'historien José Maria Peman, *« endossa-t-il, pour être à la mode, un habit qui ne lui plaisait pas vraiment »*. Peut-être... Toujours est-il que c'est au pragmatisme de Canovas que revient le mérite d'avoir ouvert un véritable débat idéologique et politique en Espagne.

Cet essai de dialogue va prendre fin sous le règne d'Alphonse XIII avec la dictature de Miguel Primo de Rivera, qui ouvre une ère nouvelle pour la droite : celle des militaires. Ce qu'il y a de nouveau avec Primo de Rivera, c'est que l'armée, remise de la « maladie » carliste, qui, pour un temps, l'avait fourvoyée dans les sentiers du libéralisme, ne se contente plus de se mêler des affaires politiques mais qu'elle gouverne. Il n'y a plus intrusion des militaires dans le pouvoir civil, il y a pouvoir militaire. Un pouvoir qui restaure l'économie en déroute, qui donne la victoire à l'armée d'Afrique et restaure le prestige de l'uniforme, terni dans la débâcle américaine de 1898, qui, enfin, restaure l'ordre dans la rue. L'armée apparaît comme un recours, et les Espagnols ne l'oublieront pas.



(Photo Gamma.)

DERNIER ACTE DE SUBLIMATION, PLACE DE L'ORIENT A MADRID
Avec Franco, s'éteint le règne de la droite intégrale.

Retour aux sources

SOMBRANT dans la crise de 1929, Primo de Rivera part pour l'exil. La monarchie ne tardera pas à l'y suivre. Quiproquo, malentendu, patriotisme, lâcheté... on épilogue encore aujourd'hui sur les raisons ayant poussé Alphonse XIII à abandonner son trône alors que la monarchie venait de remporter un éclatant succès aux élections municipales du 12 avril 1931, totalisant 22 150 élus contre 5 875 seulement aux Républicains (3). En simplifiant beaucoup, on peut dire que, ce 12 avril, la droite venait de gagner une bataille alors que la gauche, elle, gagnait la guerre. En simplifiant, car on ne peut oublier qu'il existait en 1931 une droite républicaine et une gauche monarchiste, des royalistes athées et des républicains pratiquants. Ce qui a joué ce 12 avril, c'est le clivage antique entre les campagnes et les villes. L'Espagne des « fellahs » d'Ortega y Gasset démontrait une fois de plus qu'elle avait la vie dure. Pendant les cinq années de la République, droite et gauche alternent au pouvoir : la gauche aux élections législatives de 1931 — la droite aux législatives de 1933 — la gauche aux législatives de 1936...

« Pronunciamientos » et révoltes émaillent ces cinq années. La gauche portant, en tout état de cause, l'accablante responsabilité du soulèvement général de 1934, qui sape définitivement l'autorité de la République. La gauche aussi commet trois erreurs majeures qui conduiront à sa perte et à la rébellion de juillet 1936.

Elle laisse le désordre s'installer dans la rue, elle pratique une politique furieusement anticléricale, elle s'attaque aux structures de l'armée. C'est sur ces trois terrains que la droite va puiser les arguments de son combat et... trouver ses alliés. Cette droite est brutalement confrontée à la mémoire de ses origines. La foi est menacée, l'armée est humiliée, les clans s'affrontent : c'est le retour au passé, c'est 1492 ! Et puis, l'unité de la nation n'est-elle pas elle-même narguée par les déclarations d'indépendance du Pays basque et de la Catalogne ? On n'avait encore jamais vu cela ! *« Les séparatismes ne sont que des ressentiments de villageois »*, dit, avec une tragique amertume, le philosophe Unamuno à José Antonio, le « caudillo » phalangiste venu le visiter à Salamanque. La droite, oubliant que c'est elle qui avait « inventé » le régionalisme, accuse la gauche de brader la patrie. Alors la droite divisée, les droites, qu'elles soient autoritaires, idéologiques ou civilisées, s'unissent et se durcissent en un retour aux sources d'autant plus inéluctable que le centre a été écrasé entre les deux grandes forces du pays. La droite ressuscite l'esprit de « croisade » du quinzième siècle ; il est significatif à cet égard de voir la Phalange, dont pourtant le sentiment monarchique n'est guère prouvé, choisir comme emblème le joug et les flèches des rois catholiques. Le plus grand parti d'Espagne, la CEDA (4), représentant une droite modérée qui, aujourd'hui, porterait les couleurs de la démocratie chrétienne, ne peut échapper au mouvement.

Dès lors, l'histoire est déjà écrite, c'est celle de l'affrontement. Au niveau des idées, il sera indiscutablement celui de la droite contre la gauche, du Christ-Roi contre l'anarchie, d'autant plus qu'il sera, comme un écho, amplifié, repris et répercuté par la droite et la gauche de l'Europe entière, qui fera de l'Espagne son banc d'essai idéologique et militaire. Cela est moins vrai au niveau des hommes. On oublie trop souvent qu'en Espagne l'engagement sera souvent le fruit d'un hasard géographique plus que d'un choix partisan. Des cinq cent mille morts de la guerre d'Espagne, peut-on dire combien sont morts sous les plis d'un drapeau et non sous ceux d'un autre, du seul fait que, le 18 juillet 1936, ils se sont réveillés dans une zone et non dans l'autre ? Le 1er avril 1939, le sort des armes a décidé du vainqueur. Le général Franco n'est plus un chef rebelle, il est le Caudillo de l'Espagne « une, grande et libre ». Avec lui, c'est la droite, toute la droite et rien que la droite, qui s'installe au pouvoir pour près de quatre décennies.

Le franquisme, c'est le règne de la droite intégrale, de la droite absolue. Absolue parce que, pendant quarante ans, les valeurs de la tradition espagnole vont se sublimer dans le régime, dans la vie sociale et dans la vie politique. Absolue aussi parce que, en situation de monopole, elle ne laissera l'action ni l'expression à un courant qui ne soit pas issu d'elle. Pendant longtemps, Franco gouverne appuyé sur trois piliers : l'armée, l'Eglise et la grande bourgeoisie, comme autrefois il y avait l'armée, l'Eglise et l'aristocratie. Tout semble figé, et pourtant tout évolue, subtilement, lentement mais sûrement. Le vieillissement des cadres et la progressive disparition des vainqueurs de 1939 libéralisent l'armée. Le souffle de Vatican II parvient jusqu'aux prêtres d'abord, jusqu'aux évêques ensuite, et libéralise l'Eglise. La formation d'une classe moyenne et une relative érosion du fossé social libéralisent la grande bourgeoisie. La droite ne se regarde plus dans le miroir déformant de sa seule autorité. Elle comprend qu'imposer ne suffit plus et qu'il lui faut aussi devenir efficace. L'Opus Dei balaie les rescapés de la Phalange et sécrète une caste de technocrates plus habiles et plus modérés.

La relève est prête et attend son heure. Elle la trouve à la mort du Caudillo avec l'accession au trône de l'héritier des Bourbons. Juan Carlos Ier ne renie pas la sociologie espagnole. Il sait l'Espagne à droite, mais il veut une autre droite. Elle existe. C'est celle du temps de Canovas del Castillo. Une droite aux trois visages : autoritaire et révoltée, c'est l'extrême droite ; dure et idéologique, c'est M. Fraga Iribarne ; « *civilisée* », c'est M. Jose Maria de Areilza.

De la première « croisade » à Canovas, il aura fallu quatre siècles. De la seconde « croisade » à Adolfo Suarez, il n'aura fallu que quatre décennies. La différence se mesure en accélération. Née à droite, l'Espagne a passé là toute son histoire, et nul ne sait encore si elle est maintenant prête à rompre avec un tel passé.

PHILIPPE MARCOVICI.

(2) Cité par Peman dans *Histoire de l'Espagne.*
(3) Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne.*
(4) Confederacion Española de Derechas Autonomas.

(Suite de la page 11)

De Gaulle se retire sous sa tente. Les débris du R.P.F. deviennent les Républicains sociaux. Ils s'orienteront à gauche et soutiendront bientôt Mendès France.

Farouchement nationaliste, la droite gaulliste, plus ou moins bonapartiste au sens où l'entend René Rémond (5), refuse ces ralliements. Telle sera l'attitude des anciens du service d'ordre du R.P.F. Avec le bouillant Biaggi, ils vont se lancer dans l'agitation qui ponctue la chute de la IVe République. En lutte contre le « système », ils se retrouvent aux côtés de ceux que l'on nommera bientôt les « ultras ».

Née des contradictions des vainqueurs de 1945, c'est l'apparition d'un véritable schisme. L'extrême droite s'enrichit d'une nouvelle composante. Hors des chemins de la droite traditionnelle intégrée au système, celle-ci va prétendre agir au nom d'une certaine légitimité, pour finir, elle aussi, dans l'incivisme.

Pour le salut de l'empire et contre le système

L'ENSEMBLE des familles de l'extrême droite ne pèse guère. Guerre froide, conflits coloniaux, contradictions et faiblesses du régime vont cependant lui fournir des thèmes de mobilisation et déterminer l'apparente unité de ses différents courants. Conséquences de cette situation : le renforcement de la notion d'opposition nationale et le développement de l'activisme.

Fondé en 1949 par Pierre Sidos, Albert Heuclin et Jean-Louis Tixier-Vignancour, le mouvement Jeune Nation (J.N.) en sera le fer de lance. Grossi par des anciens d'Indochine, animé d'un nationalisme ennemi de toute compromission, il se manifeste brutalement au cours de l'année 1954, que marque la fin du drame indochinois avec le siège et la chute de Dien-Bien-Phu. Ses militants, qui arborent la croix celtique, giflent publiquement Joseph Laniel, président du conseil, et René Pleven, ministre de la défense. Quelques semaines plus tard, ils attaquent une camionnette de livraison de l'Humanité..

Dans le même temps, le mouvement Poujade est entré spectaculairement dans l'actualité en lançant sa guerre au fisc. Rompant avec les communistes, il va se renforcer de cadres issus de l'opposition nationale. En 1955, la dissolution de l'Assemblée lui fournit l'occasion d'emprunter la voie parlementaire et de promettre le « ménage de la Chambre ».

Pierre Poujade fera, en effet, campagne sur le slogan « sortez les sortants ». Alors que les observateurs ne lui donnent que cinq ou six élus, sa « bombe » explose le 3 janvier 1956 au matin : cinquante et un élus, parmi lesquels Jean-Marie Le Pen, Jean Dides, Jean-Maurice Demarquet et Jean Berthommier.

La situation algérienne va brasser et cristalliser toutes ces énergies éparses. On mobilise contre les « bradeurs », la politique d'abandon et le système. Le 6 février 1956, à Alger, une manifestation est organisée contre la venue de Guy Mollet et la nomination du général Catroux. Le même jour, l'activiste et gaulliste Biaggi, qui devient bientôt l'ennemi numéro un du régime, constitue le premier Comité de salut public. L'idée fera son chemin.

Dans le même temps, alors que se multiplient les manifestations de rue et les réunions, les mouvements de l'opposition nationale recrutent. En Algérie, des groupes contre-terroristes passent à l'action. Jugé trop « à gauche », le général Raoul Salan, alors commandant interarmes, échappe de peu à un attentat. On évoque une mystérieuse « Main rouge » et l'on parle d'ultras.

L'affaire du bazooka, qui coûtera la vie au commandant Rodier, est significative du climat et des jeux clandestins de l'époque. Montée par l'Organisation de résistance de l'Algérie françaises (ORAF), que dirige le docteur Kovacs, elle aurait été téléguidée par les milieux gaullistes. Le 29 janvier 1962, le général Salan accusera d'ailleurs Michel Debré d'en avoir été l'instigateur véritable.

La défense de l'Algérie française est désormais le leitmotiv d'une opposition nationale qui va des anciens épurés aux gaullistes orphelins. Elle fait monter une fièvre inquiétante pour le régime en place. Dans le Courrier de la colère du 20 décembre 1957, Michel Debré annonce : « Les insurrections qui seraient nécessaires en cas d'abdication ou de compromission seraient marquées du sceau sacré de la légitimité. »

L'activisme devient roi, et l'on parle de plus en plus ouvertement de complots. Unies sur le slogan d'« Algérie française », les forces de l'opposition nationale demeurent divisées quant aux objectifs à réaliser, et finalement trop faibles pour maîtriser l'agitation qu'elles entretiennent.

En Algérie, Robert Martel lance les Centres de renaissance française (C.R.F.) après la dissolution, par Robert Lacoste, de l'Union française nord-africaine (U F N A). Animés par Joseph Ortiz, les poujadistes algérois s'organisent. En France, « en métropole », comme on dit alors, Tixier-Vignancour a rompu avec Jeune Nation et fait illusion, un temps, avec son Rassemblement national.

Des querelles de personnes agitent le mouvement Poujade, qui se meurt lentement. Dides, Le Pen et Demarquet l'ont quitté pour créer le Mouvement national d'action civique et sociale (M.N.A.C.S.). Sous l'impulsion de Le Pen, qui revient d'Algérie, où il a été se battre, apparaît bientôt le Front national des combattants (F.N.C.). Durant l'été 1957, celui-ci organise une « caravane Algérie française ». En février 1958, il tient un meeting à Paris. Georges Sauge, Robert Martel, Jean Dides, Jean-Marie Le Pen et Pierre Sidos y prennent la parole et annoncent l'insurrection.

Jeune Nation, où aux côtés des frères Sidos s'affirme Dominique Venner, se spécialise dans l'action directe. Des peines de prison frapperont à plusieurs reprises ses militants, sans pour autant les décourager. Ils luttent « pour une seconde révolution française ».

Le baroudeur Biaggi reste sur la brèche. Aux Volontaires de l'union française (VUF), où le colonel Barberot jouera un certain rôle, il fait succéder un éphémère parti populaire révolutionnaire (P.P.R.), où l'on parle de mitraillettes et où l'on applaudira le nom de l'ermite de Colombey.

Ce fait suscitera la méfiance de la partie non gaulliste de l'opposition nationale. Mais l'engrenage des complots est déjà en marche. Son dénouement s'achève le 1er juin 1958 par le retour au pouvoir de Charles de Gaulle. En dépit de leurs réticences, les « ultras » ne pourront que s'incliner.

De l'activisme à la clandestinité

LOIN de calmer l'activisme, le retour aux affaires de l'homme de Colombey et la tournure que prend sa politique algérienne vont l'amplifier et le placer sous le signe de l'antigaullisme le plus violent. Mais celui-ci restera le seul élément de cohésion.

Misant sur un hypothétique sursaut national ou fondant ses espoirs sur la révolte des militaires, les mouvements de l'opposition nationale vont aller d'échec en échec. Tout en se gonflant au fil des années de gaullistes déçus par leur chef, comme Jacques Soustelle, ils vont passer lentement de l'activisme à la lutte clandestine.

Tournant décisif : l'affaire des barricades, en janvier 1960. Les hésitations des colonels conduisent les chefs activistes en prison ou en exil. Face à un régime qui n'est plus celui de la faiblesse, le soutien de la droite politique s'effiloche. L'action ne peut plus se dérouler au grand jour. La naissance de l'O.A.S. (Organisation armée secrète) va procéder de ce constat.

Le putsch des généraux du 22 avril 1961 fait renaître des espoirs. Mais il échoue. Entre les tenants de l'Algérie française et l'opinion, le fossé se creuse. Les plastiquages ne feront que l'accentuer. Il ne reste plus qu'une solution : l'élimination physique du chef de l'Etat. Elle sera vainement tentée à plusieurs reprises.

Les accords d'Evian interviennent le 18 mars 1962. Le 26 mars, la fusillade de la rue d'Isly va multiplier les départs des « pieds-noirs », qui préfèrent la valise au cercueil. Le 20 avril, le général Salan est arrêté. Les commandos de l'O.A.S. livrent leurs dernières batailles. Certains de leurs chefs songent à la partition. Jean-Jacques Susini tente de négocier avec le F.L.N. algérien et espère encore pouvoir retenir les Européens sur la terre algérienne. Le 3 juillet, le gouvernement français reconnaît l'indépendance de l'Algérie. La page est tournée.

De l'antigaullisme aux ralliements

POUR les tenants de l'Algérie française, elle ne l'est pas encore. Au poids de la défaite s'ajoute celui des fusillés et des emprisonnés. L'antigaullisme est devenu une haine. Il va maintenir la mobilisation. La candidature de Tixier-Vignancour à l'élection présidentielle de 1965 résultera de ce climat.

Sur le nom du défenseur de Salan se refait l'unité de l'opposition nationale. Une campagne vigoureuse attire des foules nombreuses et grise le candidat. Un slogan en résume l'esprit : « Le gaullisme : cinq ans de malheur ».

Les auditeurs de Tixier préféreront cependant voter pour Lecanuet. La faiblesse du score, 5,1 % des voix, installera la discorde. L'unité s'effondre. Nombreux sont ceux qui reviennent à leurs familles politiques d'origine. Les clivages nés de l'affaire algérienne s'estompent. L'extrême droite de l'Algérie s'est dispersée. Ne restent que les irréductibles. Ils s'enfoncent dans la violence ou de nouveaux ghettos.

Mai 1968 va accentuer le processus et redistribuer les cartes. Le 30 mai, une partie de l'extrême droite défile aux Champs-Elysées et mêle ses croix celtiques aux croix de Lorraine d'une majorité soulagée. Certains militants rejoignent les C.D.R. (Comités de défense de la République) pour donner naissance à une droite du maintien de l'ordre.

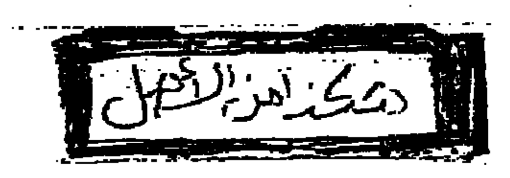
Le 28 avril 1969, le général de Gaulle quitte la scène politique. Son départ permet des ralliements. L'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (A.R.L.P.) de Tixier-Vignancour en donnera le signal. Elle choisira Pompidou plutôt que Poher, et, lors de son congrès de novembre, affirmera son appartenance à la majorité.

D'autres rapprochements se produiront lors de la dernière campagne présidentielle, où d'anciens militants d'Ordre nouveau assureront le service d'ordre de Giscard d'Estaing et où des soldats perdus fréquenteront les allées du pouvoir. Tout récemment, séduit par les vertus d'un nouveau rassembleur, le parti des forces nouvelles (P.F.N.), qu'animent Pascal Gauchon, Alain Robert, Roland Gaucher et François Brigneau, décidera d'une démarche semblable en répondant favorablement à l'appel de Jacques Chirac.

Périodiquement, une partie de l'extrême droite frappe aux portes de la majorité. Celle-ci veut bien utiliser ses bras, lui payer sa peine, assurer éventuellement la réhabilitation de l'un ou l'autre de ses membres. Mais elle refuse de la sortir de son exil. Il est vrai que, en dépit de la bipolarisation, la droite n'existe pas en France.

JEAN-JACQUES MOURREAU.

(5) René Rémond : *la Droite en France depuis 1815*, Paris, 1968.





Mélange d'élitisme et de pragmatisme, recherche du juste milieu

GRANDE-BRETAGNE : vitalité du conservatisme dans une société en crise

Par FRANÇOIS BEDARIDA *

IL y a quelque vingt-cinq ans, l'un des maîtres de la psychologie sociale en Grande-Bretagne avait eu l'idée de dresser un catalogue d'affirmations-tests à partir desquelles l'on pouvait dessiner une sorte de *portrait-robot de l'Anglais de droite*. Au nombre de ces affirmations, variées à dessein, mais toutes conçues comme critères d'une mentalité conservatrice, on relevait : la croyance dans la valeur et les droits de la propriété, l'idée qu'il y a inégalité d'aptitudes entre les individus à la *naissance*, la *nécessité de la religion* (et, par là, d'une éducation religieuse pour tous), l'incapacité des nationalisations à assurer une marche *efficace de l'industrie*, la volonté de punitions sévères pour les crimes (peine de mort) et les actes de violence (fouet), la stérilisation obligatoire des individus tarés, l'infériorité des races de couleur et le danger des mélanges raciaux, l'inégalité entre les sexes... *Sans qu'il soit besoin de poursuivre* l'énumération, il est facile de constater la validité, encore aujourd'hui, de tous ces critères, puisqu'ils continuent de former *les postulats de base* de la pensée de droite.

Mais, dira-t-on, est-il légitime, à propos de l'Angleterre, de parler d'une pensée de droite ? D'abord parce que le monde conservateur britannique a *toujours récusé le concept. Protestant* hautement contre l'esprit de système et contre le penchant à l'abstraction, tout un chœur de voix s'est élevé pour affirmer avec unanimité que, s'il existe bien un esprit conservateur, il n'y a pas une **doctrine** conservatrice. Dans cette optique, le conservatisme est une manière d'être, non point une construction théorique autour d'une idée centrale et unique. Défini comme une *pratique politique concrète, il baigne* dans la vie, au contact des réalités de chair et d'os — l'individu, la famille, la communauté, le groupe, avec leurs aspirations et leurs intérêts, — loin des généralisations abstraites et fumeuses. En second lieu, à partir du moment où l'on introduit le terme **conservatisme** (terme lui-même lié à un parti, à une politique, à des gouvernements successifs), *n'introduit-on pas la confusion ? En* effet, les conservateurs britanniques ont toujours eu pour caractéristique, au lieu de s'enfermer dans la **conservation** étriquée du passé, d'aller vigoureusement de l'avant, jusqu'à parfois prendre de court l'adversaire par leur audace novatrice.

Trois courants

POUR sortir de la difficulté, il convient, selon nous, d'abord de mieux définir les composantes du conservatisme dans sa version anglaise (qu'est-ce qui fait l'esprit tory ? D'où tire-t-il son inspiration ?), ensuite d'analyser l'évolution récente de la droite, sur le plan des idées comme sur celui des choix politiques et économiques. *Dans la première perspective*, je discernerai, pour ma part, trois grands courants. Ces courants, bien que souvent entremêlés dans la pratique, doivent être clairement distingués si l'on veut comprendre, aujourd'hui comme hier, la diversité des tendances, et même *les divergences*, à l'intérieur du conservatisme. Chacun de ces courants — que j'appellerai l'**élitisme autoritaire**, le **pragmatisme modernisateur** et le **traditionalisme paternaliste** — s'alimente à une source différente.

Dans le premier *cas*, celui de l'« **élitisme autoritaire** », on trouve à la base une philosophie sociale fondée sur les valeurs *aristocratiques* et sur le principe d'inégalité. Selon cette conception, d'une part il existe une loi naturelle à laquelle la société doit se conformer, en *respectant précisément* les diversités et l'ordre inégalitaire de la nature ; d'autre part, l'imperfection foncière de l'homme, conséquence de la corruption de la *créature* et du péché originel, rend vaines et erronées toutes les utopies optimistes : d'où la nécessité de la contrainte, sinon de la répression. Il en découle, comme il sied à une nation où prédomine l'aristocratie, une hiérarchie stricte, un *ordre voulu d'en haut, ainsi que l'obli*gation de se soumettre aux supérieurs (Oastler disait : « **Une place pour chaque chose et chaque chose à sa place.** »). La morale qui s'en dégage est une morale de l'énergie, de la discipline, du respect de l'autorité. Si les *sujets, suivant malheureusement la* pente spontanée de leur nature, ne sont pas prêts d'eux-mêmes à obéir, il revient à la société de l'imposer : « la loi et l'ordre » sont là pour protéger la collectivité contre débordements et déviations et pour défendre *avec toute la rigueur nécessaire* (y compris les châtiments corporels) les sains principes d'autorité et de gouvernement par les meilleurs. On saisit dès lors le rôle central joué par l'élite, cette précieuse fraction du corps social, fruit de la naissance, de l'éducation et *de la culture, qui, par son sens des* responsabilités et par son exemple, est l'agent numéro un de l'équilibre et du bien-être du tout.

Le **pragmatisme modernisateur**, de son côté, tire sa force de la conviction qu'il faut savoir sans cesse s'adapter. Pour lui, tout autant que la continuité, *le changement apparaît normal* et nécessaire. Et s'il est bien vrai que les principes ont une certaine utilité, il s'agit néanmoins de ne pas en être prisonnier. « **Il n'y a point de principes absolus en politique,** avait coutume de dire lord Salisbury, **tout se joue dans la mise au point et l'exécution du détail.** » Car ce qui compte d'abord, c'est de marcher avec son temps. La volonté de progrès doit donc aller de *pair avec le sens du passé et de la* tradition. Et les vrais mots d'ordre d'un homme de droite sont : souplesse, sagesse, réalisme. Ici l'inspiration remonte, par-delà Disraeli, à Burke. Celui-ci, contre les prétentions à l'universel des révolutionnaires français, en *avait* appelé à une loi suprême : celle de l'expérience. Il avait célébré la vertu des faits — ces faits qui reflètent la diversité infinie des situations. *Dans ces conditions, la politique repré*sente le triomphe du **hic et nunc**. Plutôt que de se laisser égarer par l'abstraction, il faut partir des réalités concrètes — traditions, coutumes, habitudes, préjugés — et, en chaque circonstance, adapter les choix aux *données changeantes, sans aucunement* craindre la nouveauté, du moins chaque fois que l'évolution l'ordonne. Ainsi peut s'effectuer une croissance organique, chaque mesure étant enracinée dans un terreau favorable. De ce conservatisme pragmatique et réformateur, *maints exemples* ont été fournis par l'histoire, depuis le ralliement de Peel à la réforme de 1832 ou, mieux encore, sa décision en 1846 d'introduire le libre-échange, jusqu'aux décisions plus récentes des conservateurs acceptant comme un acquis définitif le « Welfare State » et, en 1961, prenant l'initiative de l'entrée de la Grande-Bretagne en Europe.

Enfin, troisième volet du triptyque, le **traditionalisme paternaliste** correspond au courant le plus ancien et le plus profond du torysme. Mais c'est *aussi celui qui a le plus pâti de l'évo*lution des trente ou quarante dernières années. Le temps paraît loin où Disraeli s'écriait : « **La cause conservatrice, c'est pour moi la grandeur de la Couronne, l'éclat de la patrie, les privilèges des communes, les droits des pauvres... Union merveilleuse, magnifique** *concorde de tous les intérêts et de* **toutes les classes.** » Cependant, ici, il importe de ne pas se laisser abuser par les transformations apparentes du discours. Même s'il n'est plus le parti de **Church and King**, le conservatisme reflète toujours fidèlement sa double *inspiration d'antan : religieuse et féo*dale. Non pas seulement par les valeurs qu'il continue de cultiver — la déférence, le patronage, la protection des *humbles. Mais plus encore* par sa conception d'une société organique, harmonieuse, tissée de mille liens interpersonnels. Une société faite de devoirs réciproques, où doit prévaloir un véritable sens communautaire. A l'encontre de l'univers individualiste *régi* par les lois anonymes du marché — cet univers qui aboutit, selon l'expression désormais *célèbre de Heath*, à « **la vilaine face du capitalisme** ». Seulement, si ces principes continuent de sous-tendre une bonne partie du discours conservateur, force est de reconnaître que les trois grandes forces — la monarchie, l'Eglise, l'aristocratie — sur lesquelles ils pre*naient appui ont connu depuis un bon* quart de siècle une sérieuse éclipse. La royauté, certes, est toujours là, solidement en place, et avec elle le prin*cipe héréditaire. Mais il y a beau temps* que la défense de la prérogative royale a perdu toute signification pour les Tories. Surtout, le loyalisme monarchique n'est plus l'apanage de la droite. Il est devenu le bien commun de la *nation*.

Le déclin de l'aristocratie

SI l'on se tourne maintenant vers l'aristocratie, il est évident qu'elle est en plein recul. Au fur et à mesure en effet que progresse la « méritocratie », une nouvelle élite, celle des diplômes et des capacités, occupe les places, le pouvoir et même le devant de la scène. Quant à l'Eglise, dont l'influence pendant si longtemps a été si puissante au sein du monde conser*vateur, elle se trouve atteinte de ma*nière fatale par le déclin des croyances et la désaffection à l'égard de toutes les institutions religieuses. Le résultat, c'est qu'en l'absence d'une foi, ou même plus simplement d'une philosophie cohérente de l'existence, l'esprit hiérarchique et paternaliste, si caractéristique du torysme classique, n'est plus à présent vivifié de l'intérieur. Comment, dès lors, garder un attachement à des traditions coupées de leurs racines spirituelles ? Et comment trouver *à incarner les valeurs tradition*nelles *dans* les préoccupations d'aujourd'hui, surtout dans la mesure où ces *dernières sont formulées dans un tout* autre langage, celui de la technique et de l'Etat modernes, avec des mots-clefs *tels que stagflation, pétrole, relations* industrielles, etc.

Par ailleurs, l'on doit remarquer que *le sens national, sinon nationaliste*, et l'esprit impérial, sinon impérialiste, qui eux aussi ont constitué pendant près d'un siècle deux colonnes maîtresses du temple de la droite (« **Le parti conservateur est national, ou il n'est rien** », affirmait Disraeli, et lord Hailsham : « ***Etre conservateur, c'est simplement*** **une autre manière d'être Britannique.** ») sont aujourd'hui en complète débâcle. De ce point de vue, les aléas de la décolonisation ont bien donné naissance à quelques accès de fièvre nationaliste. Mais les Tories n'ont pas réussi à intégrer le « nouveau Commonwealth » dans la geste nationale dont ils se targuent d'être les héritiers. D'un côté le fiasco de Suez a porté un coup *mortel aux* « **die-hards** » de l'Empire. De l'autre, si l'on observe un ressentiment peut-être plus répandu qu'on ne *le croit à l'égard des membres afro*asiatiques du Commonwealth, considérés comme des ingrats et des profiteurs, ces réactions ne sont assez fortes ni pour influencer les décisions au niveau gouvernemental ni pour peser sur les choix des électeurs. Finalement, le conservatisme officiel n'est point parvenu à donner à l'appartenance au Commonwealth actuel une dimension *affective. Nulle sublimation ne s'est* produite dans cette direction-là. Et, depuis 1969, même la question d'Irlande du Nord, pourtant proche et brûlante, n'a pas conduit à un regain de nationalisme. Au contraire, ce qui l'emporte ici, c'est le sentiment de *lassitude, voire l'indifférence. Le seul* terrain, au fond, sur lequel puisse tabler aujourd'hui l'esprit nationaliste, c'est l'immigration de couleur : un terrain qu'une partie de la droite et toute l'extrême droite s'empressent d'exploiter de leur mieux, tantôt de manière plus ou moins hypocrite, tantôt à visage découvert et avec des arguments carrément racistes.

(Lire la suite page 14.)

* Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Des thèmes qui changent de camp

LA DROITE LIVRÉE AU PILLAGE

Par PAUL THIBAUD *

QUAND on voit l'état des affaires de la *gauche, on peut s'étonner que la pensée* de droite ait aujourd'hui si peu de prestige et, me semble-t-il, si peu de vitalité. Car enfin, si la droite intellectuelle a été désintégrée par Auschwitz, si de ces cendres-là rien, absolument rien, ne peut renaître, comment expliquer qu'après le Goulag la gauche fasse *toujours la loi dans les universités comme dans* les publications en vogue ? Les complices intellectuels de Staline, ceux qui ont aidé du mieux qu'ils pouvaient (par lâcheté, par intérêt, par ignorance...) à ses crimes et à leur camouflage, on a plutôt tendance à les plaindre (comme il leur en a coûté de perdre tant d'illusions !...). Nul ne vient proposer de les mettre au ban de ceci ou de cela. Et nul ne demande de comptes aux maoïstes récemment désabusés.

La droite ne tire pas grand avantage de l'effondrement de tous les thèmes qui constituaient le canon des idées de gauche. La critique du progrès, ce n'est plus Brunetière et *les traditionalistes qui la font, c'est* l'intelligentsia de gauche qui la reprend en chœur. Même chose en ce qui concerne l'innocence de la technique et son caractère nécessairement favorable à *l'humanité : on y verrait plutôt* désormais une manière d'exploiter le travail humain, de le détourner des tâches modestes qui assurent réellement le bien-être. On a vu pareillement fléchir sous la critique sociologique et institutionnelle le mythe d'une école travaillant à l'égalité des chances. Toutes les institu*tions dans lesquelles la gauche avait placé* sa confiance sont aujourd'hui l'objet d'une démystification dévastatrice. Qui plus est, cette critique ne se fonde pas seulement, et même pas principalement, sur le marxisme. On ne dénonce plus le rationalisme humaniste de la bourgeoisie au nom d'un super-rationalisme qui se *donne pour objet* le développement même de l'humanité. Ce sont les limites mêmes du rationalisme qui apparaissent. Le rationalisme des services sociaux, des technocraties humanitaires, dans lequel la gauche et aussi le mouvement ouvrier ont beaucoup investi, échoue *de tous les côtés : on y voit de plus en plus* un facteur d'asservissement en même temps qu'un moyen inefficace. Quant au grand rationalisme, celui qui surplombe l'histoire des sociétés, décrit l'enchaînement des modes de production et annonce la société sans classes, il a partie liée avec la plus grande catastrophe *historique du siècle : le stalinisme, ou plutôt* les stalinismes, puisque (pour ceux qui croient nécessaire une pluralité d'expériences) le même enchaînement ne cesse, de l'U.R.S.S. au Cambodge et sans doute au Vietnam, de se répéter : vouloir confondre l'Etat et le peuple, vouloir déterminer le point d'arrivée de l'humanité, *c'est fonder une dictature dont l'Inquisition ne* fut qu'une faible esquisse.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que certains thèmes classiquement de droite reparaissent avec intensité dans la pensée contemporaine : la haine de l'abstraction faussement universaliste qui inspirait Burke surgit de tous côtés ; le sentiment réaliste des limites, et d'abord de la mort, est une obsession collective qu'impose la menace écologique ; la valeur de l'enracinement dans un particularisme culturel ou géographique est devenue un lieu commun.

Echec et vitalité nouvelle

MAIS ce renversement de tendances paraît s'être opéré sans que la droite intellectuelle y gagne rien. C'est à l'intérieur *de la gauche que tout cela s'est passé*. La gauche joue tous les rôles, elle énonce les thèses et leur fait des objections, lance les modes et les combat. Les contenus intellectuels ne peuvent se faire admettre qu'en se rattachant à la gauche. Tout nationalisme se doit d'être révolutionnaire, tout régionalisme ne peut que se vouloir socialiste. Il y a là, je crois, plus qu'une habileté tactique, plus qu'une concession aux puissances culturelles dominantes. Si la droite intellectuelle est aujour*d'hui soumise au pillage, c'est* parce que certaines de ses racines sont mortes et que ce qu'il y a de vivant en elle ne peut que s'intégrer dans une autre vision du monde. Rien n'est plus caractéristique que le changement de statut de certains auteurs aujourd'hui soumis à relecture. En affrontant ses critiques les plus virulentes, ou des pensées marginales, la gauche se refait elle-même. On voit désormais des lectures de gauche, ou gauchistes, de Chateaubriand, de Balzac, de Péguy... Sorel revient à gauche *dans les bagages* de Gramsci. Tocqueville devient une référence pour les autogestionnaires. Les échecs de la gauche semblent être à l'origine d'une vitalité intellectuelle nouvelle, d'un antidogmatisme qui lui ouvre des champs jusqu'alors frappés d'interdit.

Rien n'est plus caractéristique de cette conjoncture nouvelle que la reconsidération récente de certains événements liés à un *concept central*, celui de contre-révolution. On *sait que la révolte, en 1956, des jeunes et des* ouvriers de Budapest fut qualifiée de contre-révolutionnaire par les orthodoxes. Il était habile d'utiliser un mot sorti du vieux discours de Michelet sur la Vendée, sur le peuple trompé, abruti, mal éclairé, qu'il faut plaindre même quand on tire sur lui. Mais il semble *que cet usage d'une catégorie classique ait eu* pour effet qu'on s'interroge sur cette catégorie elle-même : au nom de quoi les révolutionnaires patentés peuvent-ils réprimer le peuple concret ? Que défend réellement ce peuple dont on dit qu'il est abusé ? Et des historiens (1) arrivent avec une réponse nouvelle : *ce que défendaient* les paysans « *contre-révolutionnaires* », du Mexique à l'Ukraine, ce n'était pas l'ordre ancien, mais tout simplement leur autonomie culturelle et matérielle, contre la bourgeoisie d'Etat et son rationalisme à penchant déjà totalitaire. Du coup, c'est le concept même de révolution qui se trouve mis *en cause, le projet de faire entrer la raison* dans l'histoire ou l'histoire dans la raison.

Il est paradoxal qu'un tel retournement s'effectue à l'intérieur de la gauche et qu'il n'ait rien à voir avec une résurgence traditionaliste. C'est parce que la civilisation traditionnelle, la chrétienté, est vraiment *morte que l'on peut lui rendre justice*, que la nostalgie elle-même peut se donner libre cours et même servir à *la critique de l'état présent*. Pasolini ou Maurice Clavel peuvent ainsi réemployer des éléments de la pensée de droite afin de faire ressortir la dégradation des manières de vivre, l'écrasement des cultures *populaires, le nihilisme bourgeois, qui s'éten*dent sur notre monde.

Qu'est-ce qui manque donc à la droite pour *qu'elle soit devenue incapable de défendre son* propre héritage ? Il me semble que c'est la base sociale du traditionalisme qui s'est effondrée. Je ne crois pas que l'on puisse soutenir aucune *idée politique*, sinon en se référant à un peuple, à des valeurs vécues qui ne soient pas, ou du moins pas seulement, des privilèges. Tant qu'il y avait un peuple vivant de sa tradition, un peuple non révolté, acceptant la hiérarchie, le discours de la droite, qui met au premier plan l'intégration de la société dans *un ordre, fût-ce aux dépens de la justice et* surtout de l'égalité, ce discours de droite pouvait encore être articulé. Il pouvait se référer à un décret divin ou, comme chez le positiviste Maurras, à un ordre naturel. Sa véritable justification était de désigner une manière de vivre encore possible. C'est désormais fini, les *valeurs héritées, les hiérarchies légitimes*, se sont effondrées ; on ne peut plus désormais, fût-ce pour la dépasser, que partir de cette libération individualiste qu'est notre présent.

Certes, il y a encore des *pauvres de droite* ; ce sont souvent des gens courageux et respectables qui, tout simplement, ne *croient pas aux promesses qu'on leur fait*, qui peut-être n'aiment pas qu'on leur fasse des promesses. Mais ce ne sont que des individus et non pas un peuple. La base sociale *du traditionalisme a évolué vers le libéralisme* chrétien et le libéralisme tout court, ou bien sa peur du changement a été exploitée par le fascisme (faux restaurateur, manipulateur de pseudo-sacrés). Faute d'un appui populaire, la pensée de droite ne peut plus apparaître que comme une défense de privilèges.

Loin du peuple et de ses aspirations, la pensée de droite ne peut plus parler que le langage des avertissements, elle ne peut que dénoncer les folies de la gauche. Propos légitime mais, à ce qu'il me semble, assez vain. Il y a en effet un déséquilibre entre les thèses de la droite et celles de la gauche. La droite *parle de l'impossibilité d'être libre, de dépasser l'exploitation* ; la gauche parle du désir d'être libre. Or si l'on exclut l'horizon du conservatisme (impensable dans une société sans transcendance instituée), les avertissements contre les excès et les pièges de la libération ne peuvent être entendus qu'à condition d'être *prononcés au nom de la libération elle-même*, au nom de la vraie libération dont le visage est inconnu, et non pas au nom d'un ordre à préserver ou à restaurer. La grande critique de droite, celle de Dostoïevski par exemple, reposait sur une figure cardinale : celle du pauvre acceptant sa condition. Quand cette *figure manque, la droite n'est plus crédible*. C'est comme si l'humanité occidentale traversait une crise d'adolescence, comme si les valeurs hier institutionnellement imposées s'étaient effondrées, comme si tout devait être repris à zéro, à partir de la liberté de choisir.

Dans ces conditions, la seule pensée de droite *efficace me semble pour l'instant celle du libéralisme de droite* (celle de Raymond Aron ou de la revue Contrepoint), parce que son réalisme grincheux, désabusé, décevant, est fondé sur la défense d'une valeur politique essentielle que la gauche ne peut récuser. Mais cette pensée est-elle de droite ?

Y a-t-il *une autre pensée de droite à venir ?* C'est possible dans la mesure où, au-delà de la libération, on rencontre le problème platonicien de l'éducation du désir, de l'éducation de la liberté. La société où nous vivons est une société de liberté séduite, où tout est détourné vers la consommation du bonheur et du sexe. Qu'est-ce *qui peut rendre* la liberté à elle-même ? Cette question, Malraux l'avait vue, mais il n'a su y répondre qu'en organisant un culte artificiel des héros. En vérité, seul l'utopiste et l'homme d'une tradition vivante peuvent par l'exemple ou la création esthétique éduquer sans contrainte des libertés. Devant ce problème-là, qu'une certaine gauche veut ignorer, une autre droite retrouverait peut-être ses chances. Encore faudrait-il qu'elle apprenne à écouter la peine des hommes et *non plus seulement ses (mauvaises) humeurs*. Ce qu'elle paraît ne plus savoir faire depuis Bernanos.

* Directeur de la revue *Esprit*.

(1) Par exemple Paul Bois : *Paysans de l'Ouest*, Flammarion, et Jean Meyer, *la Christiade*, Payot.

(Suite de la page 13.)

A regarder maintenant l'évolution des forces de droite au cours des toutes dernières années, que constate-t-on ? Deux traits, apparemment, se dégagent avec netteté. D'abord la poussée assez remarquable d'une « nouvelle droite » : une droite combative, tranchante, appuyée sur une doctrine économique et politique rigide, mais d'une incontestable logique. En second lieu, un courant majoritaire plus éclectique, plus accueillant, s'efforçant de s'étendre selon un mode traditionnel vers le centre, mais en même temps ballotté entre son aile gauche (M. Heath) et son aile droite (Mme Thatcher). En d'autres termes, dans la première tendance l'on retrouverait sans peine le courant que nous avions baptisé « **élitisme autoritaire** », tandis que la seconde tendance s'inscrit dans le droit fil du « **pragmatisme modernisateur** ». Entre les deux, le « **traditionalisme paternaliste** » n'a cessé de perdre du terrain, mais c'est encore autour des thèses de Ted Heath que l'on découvrirait le mieux son héritage.

Nécessité de l'inégalité

ALORS que dans les années 1950 et 1960 l'esprit anti-égalitaire avait subi parmi les Tories une éclipse — ou, du moins, que beaucoup avaient alors cru bon de ne point trop s'y référer — la « nouvelle droite » des années 1970 n'hésite pas à proclamer ouvertement la vertu et la nécessité de l'inégalité. Stimulée par le climat de tension et de crise nationale, ainsi que par la radicalisation des luttes sociales, elle se réclame, contre le danger envahissant de « collectivisme » et de « bureaucratie », des principes de base d'un néolibéralisme économique inspiré du Hayek de **la Route de la servitude** et plus encore de Milton Friedman. Se dressant implacablement contre les compromis centristes, ceux de l' « économie mixte » et de ce « **middle ground** » jusque-là si cher aux conservateurs, les tenants de cette droite pure et dure brandissent comme maîtres mots la « libre entreprise » et le « libre choix », dans la plus pure tradition de l' « **acquisitive society** ». Comme l'écrit Sir Keith Joseph, brillant chef de file du mouvement : « **Les conservateurs ont essayé de leur mieux de faire fonctionner un semi-socialisme, mais les contradictions internes de ce système sont insurmontables.** » Mieux vaut, dès lors, en revenir sans ambages aux principes de l'individualisme concurrentiel. N'est-ce point là le seul moyen de retrouver la voie de la croissance et de la productivité, au lieu de rester hypnotisé par les « vaches sacrées » du plein emploi et du « **Welfare State** », comme l'ont fait les Tories depuis 1945 ?

Dès lors, non sans des relents de darwinisme social et d'eugénisme fleurant la Belle Epoque (par exemple lorsque Sir K. Joseph plaide pour la limitation obligatoire de la natalité parmi les catégories les plus pauvres de la population), on se fait l'avocat sur le plan politique d'une philosophie à la fois autoritaire et moralisatrice, que ce soit en matière d'éducation ou de défense, de sexualité ou de vie familiale, de police ou de criminalité, sans parler, bien entendu, des problèmes d'immigration. Bref, tandis que le chat à neuf queues se profile à l'horizon et que le chômage est érigé en instrument de régulation de l'économie, l'on dénonce avec vigueur la permissivité et la dégénérescence de l'époque...

De cette nouvelle droite à l'extrême droite les frontières sont ténues, et le passage s'opère par gradations insensibles. L'extrême droite, quant à elle, est partagée entre deux courants. Le premier, autour d'Enoch Powell, prétend ne pas se séparer de la tradition conservatrice. Son chef, orateur puissant et polémiste redoutable, joue les Cassandres, développant inlassablement les mêmes arguments : dangers de l'immigration (irlandaise aussi bien que de couleur), nécessité du maintien de l'intégrité nationale au-dedans et de la souveraineté nationale au-dehors, défense de la libre entreprise contre la planification, dénationalisations, etc. L'autre courant, de nature fascisante et même parfois ouvertement fasciste, est regroupé au sein du Front national, fondé en 1968. Son impact, quoique limité, est loin d'être négligeable. Ses slogans favoris (expulsion des minorités de couleur, maintien de l'ordre, lutte contre la criminalité), voire ses méthodes d'action (recours à des manifestations violentes), ne sont pas sans trouver un écho certain dans la population (récemment, par exemple, on a pu montrer l'implantation du « **National Front** » chez les gardiens de prison).

Face à une extrême droite qui relève la tête et à une nouvelle droite décidée et agressive, que peut, à l'heure actuelle, faire la droite « classique » — cette droite qu'on pourrait presque appeler une droite « centriste » ? En fait, elle dispose d'atouts non négligeables, même si sa crédibilité doctrinale apparaît incertaine. En effet, le juste milieu — le « **middle ground** » — reste un domaine politiquement sûr chez un peuple placide, pacifique, civil, ennemi des aventures. Par ailleurs, seule cette droite modérée dispose à la fois des bases sociales et des bases géographiques qui donnent à un parti des chances sérieuses non seulement d'arriver au pouvoir en réunissant une majorité, mais de gouverner en disposant d'une autorité reconnue dans le pays. Car, sur le plan social, l'intransigeance et la brutalité des thèses économiques de la nouvelle droite risquent fort de lui aliéner dans le corps électoral, outre un grand nombre de travailleurs et d'employés (il ne faut pas oublier qu'un tiers des ouvriers votent conservateur et qu'un électeur conservateur sur deux est un ouvrier), mais même de nombreux éléments parmi les « nouvelles classes moyennes » — éléments d'ores et déjà choqués par l'inhumanité doctrinaire d'une vision du monde en contradiction complète avec le paternalisme communautaire du vieux torysme. Sur le plan géographique, d'autre part, alors que la droite orangiste d'Irlande du Nord a déjà pratiquement fait sécession, que le conservatisme écossais s'est effondré sous la poussée du nationalisme, que la droite galloise, traditionnellement chétive, s'est rétractée comme une peau de chagrin sous l'effet, là aussi, de la concurrence nationaliste, n'est-il pas singulièrement dangereux pour le conservatisme de se voir refoulé et circonscrit dans les seuls secteurs privilégiés du bastion anglais, puisque, si l'on suit les conseils prodigués par la nouvelle droite, les libres mécanismes du marché et l'arrêt des interventions étatiques ne pourront que profiter aux régions déjà favorisées du sud-est, au détriment de toute la périphérie anglaise en difficulté ? Enfin, d'un point de vue plus directement politique, seule la droite classique paraît en mesure de proposer une alternative fiable au travaillisme à propos des deux questions clés qui conditionnent l'avenir à court terme de la Grande-Bretagne et en face desquelles la nouvelle droite se trouve au contraire fort démunie : la dévolution d'un côté, les relations industrielles de l'autre. Concluons d'un mot : à moins de pencher fortement vers le centre, la droite britannique risque non seulement de se couper de son passé, mais surtout de se priver irrémédiablement de tout futur.

FRANÇOIS BEDARIDA.

A L'EST : l'héritage des « Césars fous » et du « sultanisme »

Absence de débat libre, confusion des esprits et réflexions nouvelles

Par FRANÇOIS FEJTO *

AVANT la seconde guerre mondiale, la droite — une droite autoritaire plutôt que démocratique, réactionnaire plutôt que conservatrice — était au pouvoir dans la plupart des pays de l'Est européen (1). La fin de la guerre signifiait aussi la fin de cette suprématie. L'ancienne droite fut décapitée, beaucoup plus brutalement qu'en Occident, ses partisans décimés, dispersés, poussés à l'émigration. Même en Tchécoslovaquie, l'ancienne droite fut exclue de la coalition gouvernementale qui prit en 1945 la direction des affaires du pays, et ses organisations n'ont pas été autorisées à se reconstituer.

Après l'interlude parlementaire de 1945 à 1947, le même sort a frappé les partis du centre modéré — partis agrariens, démo-chrétiens, libéraux — dans lesquels une partie de la clientèle électorale de l'ancienne droite avait trouvé provisoirement refuge. Les réformes agraires, les nationalisations, la sécularisation de l'enseignement supprimaient la base économique et sociale de l'ancienne droite politique : la grande et moyenne propriété terrienne, la bourgeoisie industrielle, financière et commerçante, avec ses prolongements dans les professions libérales et dans la petite bourgeoisie.

Enfin, après 1948, la gauche non communiste — radicale, social-démocrate — a été à son tour privée de possibilités d'expression et d'organisation. Seuls ont subsisté — en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Allemagne orientale — sous les noms des anciens partis non communistes, à l'exception de la social-démocratie absorbée par les P.C., quelques groupes acceptant l'hégémonie incontestée des communistes et qui se montraient prêts à former avec ceux-ci des « Fronts » nationaux ou populaires, en vue d'élections à listes uniques. Les P.C. ont accaparé tout l'héritage idéologique de la gauche, en occupant, avec les leviers de commande de l'Etat et de l'économie, les positions (et souvent la mentalité) des anciennes classes dirigeantes. Ces partis communistes, gonflés en effectifs, pouvaient-ils, peuvent-ils être considérés encore comme étant de gauche ?

La question est discutable, elle a été d'ailleurs discutée et continue de l'être par de nombreux polito-sociologues de l'Est, qui font une distinction très nette entre les partis communistes en situation d'opposition légale ou clandestine et les partis communistes au pouvoir.

Une fois au pouvoir, les P.C., suivant la logique de leur idéologie et de leur organisation léninistes qui en font les agents privilégiés de la *révolution par en haut*, les plénipotentiaires de la dictature du prolétariat, s'identifient à l'Etat, prennent entièrement en charge les intérêts de l'ensemble de la société, n'admettent plus aucune opposition ni de droite ni de gauche, et substituent à la démocratie représentative leur système de centralisme qui se nomme « démocratique » mais qui est d'essence bureaucratique. Les P.C., comme partis de gouvernement, partis uniques, partis de dictature, diffèrent substantiellement de ce qu'ils étaient auparavant. Leurs valeurs : culte de l'ordre et de l'Etat fort, unité de la nation (socialiste), discipline, respect de la hiérarchie, patriotisme (internationaliste), paraissent être empruntées à l'ancienne droite.

Ces valeurs coexistent avec certains éléments de l'héritage de la gauche, comme le principe de la démocratie ouvrière, mais ceux-ci relèvent de la mythologie plutôt que de la réalité. Les démocraties populaires ne sont en fait ni démocratiques ni populaires. Les P.C. y ont perdu leur caractère ouvrier. Ils comptent dans leurs rangs plus de fonctionnaires, de gestionnaires, de cols-blancs, que de manuels. Dans ces conditions, ceux qui tentent de rendre compte des structures idéologiques réelles de leur pays sont amenés, comme le dit le sociologue-romancier hongrois György Konrad, « *à redéfinir les critères de la gauche, car ce qui semblait être de gauche peut se qualifier aujourd'hui de droite* ».

Cette redéfinition est devenue d'autant plus nécessaire que, dès la mort de Staline, ses successeurs ont dû constater eux-mêmes le caractère « dysfonctionnel » du système qui, par certains aspects, rappelait le règne des Césars fous plutôt que les utopies socialistes de Marx et de Lénine. Staline, tel que le présentait Khrouchtchev, n'avait-il pas la mentalité typique des usurpateurs malheureux, persécutés du Bas-Empire, ou celle d'Ivan le Terrible auquel souvent on le comparait ? Même les privilégiés du régime n'étaient pas devant lui en sécurité. Les membres du Politburo et du secrétariat vivaient dans la terreur, comme autrefois les sénateurs romains qui devaient craindre les caprices de Néron ou de Commode. Si Khrouchtchev et ses compagnons avaient étudié non seulement les œuvres (incomplètes) de Marx et de Lénine, mais aussi celle de Max Weber, ils auraient baptisé « sultanisme » ce que, faute de meilleur terme, et au grand scandale du pieux Althusser, ils baptisaient « culte de la personnalité ». Ils auraient probablement aussi découvert que la « Grande Terreur » de Staline découlait moins de la personnalité autoritaire, vindicative, irascible, jalouse de celui-ci, mais plutôt de la logique de sa position politique, de la politique léniniste. Son terrorisme paranoïaque était, comme dit à son sujet Paul Veyne qui le compare aux Césars fous, une « *maladie de carence de légitimité* » (2). Une maladie qui n'avait en tout cas rien à faire ni avec la gauche ni avec la droite.

N'étant pas en mesure, de par leur situation et leurs préjugés, d'aller à la racine du mal, les successeurs de Staline se sont contentés d'en rejeter la responsabilité sur le caractère de leur ancien maître. L'institution du chef était bonne. Ce qu'il fallait, c'était remplacer un méchant chef par un bon. Mais, sur les moyens d'une politique plus juste et plus efficace, sur les formes et l'ampleur des réformes à entreprendre, les avis différaient, et c'est ce désaccord qui a fait resurgir au sein du parti soviétique et des autres partis du mouvement international le vieux débat — étouffé par Staline — entre ceux que l'on appelait dans les années 1920-1930 « communistes de droite » et « communistes de gauche ».

Les termes « droite » et « gauche », utilisés en l'occurrence, n'avaient rien à voir avec la droite et la gauche des régimes pluralistes pré-socialistes. D'ailleurs personne parmi les dirigeants et militants soviétiques et démocrates populaires de l'ère post-stalinienne ne s'affirmait comme de « droite » ou de « gauche », car c'eût été admettre une déviation par rapport à la vérité qui ne pouvait être que générale et centrale. Etaient qualifiés de communistes de droite (opportunistes) par leurs adversaires ceux qui semblaient vouloir prendre trop de risques pour réformer le système en cherchant à le rendre plus populaire grâce à des concessions à la plèbe ; et comme communistes de gauche (sectaires, dogmatiques) ceux dont les premiers estimaient qu'ils s'enfermaient dangereusement dans un *quieta non movere* conservateur, au risque de provoquer des explosions de mécontentement.

Le prototype du communiste de droite était le Hongrois Imre Nagy, un des rares survivants de l'école de Boukharine exterminée à la fin des années 30. Revenu à la surface en 1953, ce rescapé n'hésitait pas à dénoncer les crimes du stalinisme comme une conséquence d' « *erreurs gauchistes* » (3). C'était du *gauchisme*, selon lui, que d'avoir poussé à l'extrême le caractère volontariste du système, en négligeant complètement l'une des fonctions essentielles de tout pouvoir qui est d'assurer la subsistance du sujet. « *Le peuple laborieux*, écrivait Nagy, *n'arrive pas à comprendre pourquoi la marche de plus en plus rapide vers le socialisme s'accompagne de la détérioration de ses conditions de vie... Or ces doutes ne touchent pas seulement une petite bourgeoisie encroûtée ou des intellectuels hésitants, mais aussi la masse de la classe ouvrière.* » Selon ce communiste, qui a conservé sa foi dans les valeurs originelles du socialisme, Staline et les siens avaient installé un modèle du pouvoir « *qui ne s'inspire plus de l'esprit du socialisme et de la démocratie, mais de celui d'une dictature minoritaire* ». Pour qualifier ce pouvoir, qui, « *au lieu de convaincre et de gagner les masses, eut recours de plus en plus à la force, élevant la police politique au-dessus de la société et du parti* », Nagy se servait aussi du terme « *bonapartiste* », utilisé autrefois par Trotski contre Staline.

Inertie et dictature

PENDANT son passage au pouvoir en 1953-1955, ce précurseur de Dubcek et de son socialisme à visage humain tenta de réconcilier la dictature avec le peuple. Comble d'hérésie, il plaçait le souci d'élever le niveau de vie au-dessus du développement prioritaire de l'industrie d'armement, et le souci de ménager les sensibilités nationales au-dessus de celui de flatter le chauvinisme de ses suzerains moscovites. Il finit par être décrié par les tenants de l'orthodoxie comme un communiste « *de droite* » et, qui pis est, comme « *révisionniste* », ce qui voulait dire : presque social-démocrate. Il paya plus tard de sa vie l'erreur d'avoir franchi la ligne qui, dans l'esprit de Khrouchtchev (lui-même dénoncé comme droitier par Molotov, par Thorez, par Mao Tse-toung) devait séparer des accommodements tactiques indispensables d'une sincère volonté de démocratisation.

La confusion, chez Imre Nagy, entre les termes « gauche » et « bonapartiste », appliqués indistinctement au phénomène stalinien, et que l'on retrouve chez beaucoup d'autres doctrinaires des pays de l'Est, comme le Polonais André Stawar, s'explique d'un côté par l'absence, dans le mouvement communiste stalinisé, de toute vie et pensée politique réelles et, d'un autre côté, par l'ambiguïté inhérente à un système politique où le fossé entre les principes constitutifs (lutte de classe, rôle dirigeant de la classe ouvrière) et le fonctionnement réel du pouvoir ne cessait de s'agrandir. C'est le mérite des théoriciens marxistes polonais des années 1956-1960, et notamment de Leszek Kolakowski, le plus important d'entre eux, d'avoir clarifié les idées. Dans une étude intitulée *le Sens idéologique de la notion de gauche*, Kolakowski (4) opère l'inversion qui s'impose. « *La gauche du parti*, dit-il, *c'était ceux qui engagèrent la lutte pour la liquidation des diverses formes de privilèges dans la vie sociale, pour la reconnaissance du principe de l'égalité dans les relations entre pays, pour la défaite des nationalismes (...), pour démasquer sans réticence toutes les formes d'antisémitisme en Pologne, pour la liberté de parole et de discussion, pour la défaite des dogmes, pour la légalité dans les rapports publics, pour l'augmentation de la participation de la classe ouvrière au système de gouvernement, pour la liquidation de l'arbitraire policier.* »

Les forces de droite, écrivait-il d'autre part, « *ce sont les forces d'inertie du stalinisme, qui défendent un système étayé par les principes du renoncement à la souveraineté, par la dictature des schémas doctrinaires dans la vie intellectuelle, par la dictature de la police dans la vie publique et par la dictature militaire dans la vie économique, par l'étranglement de la liberté de parole. Les grandes phrases à propos du pouvoir populaire dissimulent le pouvoir d'un appareil politique plein de mépris tant pour la population que pour ses besoins. Les forces du stalinisme étaient et sont, au sein du parti, le concentré de tous les signes distinctifs fondamentaux qui permettent de définir les notions de droite, de conservatisme et de réaction* ».

Deux autres sociologues polonais, R. Turski et E. Lasota (5), ont distingué trois tendances idéologiques et politiques au sein du parti polonais (mais leur analyse valait aussi pour les autres pays communistes) : 1) les réactionnaires, dont le programme est la conservation du système grâce à la répression contre les intellectuels, au bâillonnement de la presse, à la purge de l'administration de ses éléments juifs et, enfin, à la revendication purement démagogique d'une augmentation de quelque 50 % du niveau de vie des ouvriers ; 2) les centristes modérés, partisans d'une libéralisation prudente, par en haut ; 3) la gauche démocratique, qui préconisait la transformation radicale du modèle stalinien en un modèle polonais, s'appuyant sur un puissant mouvement de masse.

Certes, Kolakowski et ses compagnons étaient des observateurs trop lucides pour ne pas voir que la division gauche-droite au sein du parti, seule force politique légale, s'inscrivait dans une situation où la droite traditionnelle, tout en n'ayant pas d'existence organisée, n'était pas morte mais où, au contraire, l'idéologie de droite a connu une recrudescence grâce à l'inefficacité et à l'impopularité du système importé de l'U.R.S.S. La gauche du parti polonais — comme les réformistes du P.C hongrois de 1956 — s'est trouvée entre deux feux, ceux de la droite communiste et ceux de la droite classique, les deux s'accordant pour les considérer comme des utopistes aventureux, le pouvoir communiste ne pouvant se maintenir que par la contrainte. C'est-à-dire par l'emploi des méthodes staliniennes

L'écrasement de l'insurrection hongroise, dont on vient de célébrer discrètement le vingtième anniversaire, donna le signal, dans toutes les démocraties populaires, d'une chasse à la gauche réformiste, dénoncée comme *révisionniste* et *de droite*. L'échec de l'expérience de Gomulka, qui avait commencé par des mesures d'inspiration de gauche pour finir en une version un peu atténuée du néo-stalinisme divorcé du peuple, puis celui de la tentative de Dubcek, écrasée par les Soviétiques, ont conduit Kolakowski lui-même — expulsé depuis lors de l'université de Varsovie — à reconnaître que ses espoirs d'il y a vingt ans d'un retour de l'idéologie et du pouvoir marxistes à ses sources de gauche n'étaient que des illusions (6).

Pour ce qui est des tendances oppositionnelles plus ou moins souterraines qui se forment en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires depuis 1968, il est difficile de les classer dans les catégories — traditionnelles ou révisées — de droite et de gauche. Comment classer par exemple Soljenitsyne, que Pierre Daix et Claude Lefort (7)

* Ecrivain, spécialiste des problèmes de l'Europe orientale, auteur notamment d'une *Histoire des démocraties populaires* (Le Seuil, Paris, 1969).

(1) Cf. H. Seton-Watson, *The East European Revolution*, Methuen, Londres 1950, et H. Rogger and E. Weber, *The European Right*, Univ. of California Press, Berkeley, 1966.

(2) Cf. Paul Veyne, *le Pain et le Cirque*, sociologie historique d'un pluralisme politique, Seuil, Paris 1976, p. 719.

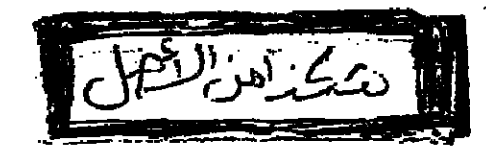
(3) Voir Imre Nagy, *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, Plon, 1957.

(4) Dans *Po Prostu*, 24 février 1957, trad in J.-J. Marie et B. Nagy, 1956, *Pologne-Hongrie*, EDI, Paris, 1966.

(5) L'Octobre polonais, dans *les Temps modernes*, février-mars 1957.

(6) Voir l'exposé de Kolakowski au Colloque scientifique sur les crises hongroise et polonaise de 1956, 27-29 septembre 1976, qui sera publié prochainement, avec les autres contributions, aux Editions du Seuil.

(7) Cf. Pierre Daix, *Ce que je sais de Soljenitsyne*, Seuil, 1973, et Claude Lefort, *Un homme de trop. Réflexions sur l'archipel du Goulag*, Seuil, 1976. Pour Lefort — et je suis entièrement d'accord avec lui, — Soljenitsyne est de gauche, puisque c'est « *d'en bas qu'il appréhende la société du Goulag et la société en général* ».



revendiquent pour la gauche, en voyant en lui avant tout le porte-parole des *Zek*, d'un peuple crucifié, tandis que d'autres, en raison de ses propos slavophiles, chrétiens, viscéralement anticommunistes, ont tendance à le classer à droite ? V. Gedilaghine, dans son ouvrage sur *les Contestataires en U.R.S.S.* (8), présente l'éventail suivant des tendances politiques de l'opposition en U.R.S.S. : à l'extrême droite, il y a les staliniens impénitents ; à droite, les partisans d'une démocratisation du parti, représentés par Roy Medvedev (mais celui-ci n'affirme-t-il pas ses affinités avec la nouvelle gauche occidentale ?) ; au centre, on trouve les libéraux tels que Sakharov ; à *gauche*, les « révolutionnaires » du socialisme chrétien, du socialisme moral, les slavophiles et les solidaristes (qui pourtant se présentent comme la nouvelle droite) ; enfin, l'extrême gauche serait représentée par les « national-K.G.B.-istes », qui rejoignent les staliniens. *Tableau discutable*, certes, mais qui rend compte de la confusion des esprits, inévitable dans un pays où le débat idéologique libre, comme l'a montré Soljenitsyne dans son *Premier cercle*, a pour lieu, paradoxalement, les baraques des camps de travaux forcés et les cellules de prison.

Dans les *démocraties populaires*, les clivages sont plus nets. Ainsi, en Yougoslavie, qui conserve son statut de laboratoire des idées à l'intérieur de l'univers communiste — encore que ses professeurs connaissent à présent quelques difficultés, — on distingue (en dehors des nostalgiques du stalinisme nommés « kominformistes » et qui n'ont d'importance qu'en tant qu'appuis possibles d'une intervention soviétique pour le moment improbable) une droite du parti libérale-technocratique en Croatie (objets de purges de 1971-1972), et une gauche idéologique qui, se groupant autour de la revue *Praxis*, a établi des liens avec les gauchistes de l'Occident. Cette gauche est à la fois antistalinienne et antilibérale, elle réclame le développe*ment de l'autogestion et condamne le* socialisme de marché. Sa critique de l'establishment bureaucratique rejoint celle des sociologues et philosophes tchécoslovaques du « Printemps de Prague » (Kosik, Bartosek), celle des opposants polonais comme Bienkowski et Lipinski, ainsi que celles des sociologues de l'école de Budapest.

En effet, dans les instituts de sociologie et de philosophie de Budapest, où se retrouvaient plusieurs disciples de Georges Lukacs, avec l'ancien premier ministre de Rakosi, passé à l'opposition, Andras Hegedüs, on a assisté dans les années 1965-1972 à un renouveau de la réflexion sociale. Ces théoriciens hongrois se définissaient à gauche par rapport à la politocratie qui contrôle l'appareil d'Etat et qui n'a pas manqué d'ailleurs de prendre des sanctions contre eux. Il s'agissait d'une gauche assez diversifiée suivant l'attitude prise par les uns et les autres à l'égard de la réforme économique de 1969, impulsée par la technocratie. On trouve à Budapest des penseurs très *proches des gauchistes occidentaux qui* critiquent les nouvelles inégalités engendrées par les réformes, dénoncent la nouvelle bourgeoisie, insistent sur le caractère de classe du régime. On remarque parfois chez eux l'influence des idées maoïstes, du moins telles qu'elles ont été réinterprétées par les maoïstes français ou italiens (9). Comme *l'a remarqué l'un d'entre eux lors d'une* récente conversation, les tenants de cette idéologie néo-léniniste sont à la fois utilisés par la bureaucratie du parti contre ses concurrents technocratiques et persécutés en tant qu'intellectuels rebelles qui se réclament de la classe *ouvrière, sans avoir d'ailleurs beaucoup* de rapports avec elle.

Par rapport à la situation en U.R.S.S., la pensée politique des démocraties populaires apparaît comme beaucoup plus vivace et nuancée, sans doute parce que la répression y est moins forte. Mais c'est un fait significatif que les mesures d'intimidation, d'isolement, de marginalisation prises par les autorités s'y dirigent en tout premier lieu contre les tentatives de renouveler, de réviser, de moderniser l'idéologie de gauche, l'idéologie marxiste. A l'égard des *survivances de l'idéologie de la* droite traditionnelle, notamment le nationalisme, qui reste puissant (il se teinte souvent de rouge ou se dissimule en populisme), le pouvoir se montre beaucoup plus indulgent qu'à l'égard des courants de gauche, démocratiques et marxistes, qui s'intéressent quasi exclusivement au social et témoignent de *peu de sensibilité pour le problème* national. C'est là probablement la raison principale de la faiblesse des oppositions de gauche dans les pays communistes où la bureaucratie du parti et de l'Etat cherche de plus en plus à trouver dans un communisme natio*nalisé, le national-communisme*, sa légitimation idéologique.

FRANÇOIS FEJTO.

(8) Publié chez Casterman, dans la série « Documents », dirigée par F. Fejtö, Paris-Bruxelles, 1974.

(9) L'étude de l'évolution des notions de gauche et de droite en Chine populaire mériterait une analyse à part. On trouvera des éléments dans des ouvrages comme ceux de Klaus Mehnert, *Pékin et la nouvelle gauche*, Fayard, 1971 ; Simon Leys, *Ombres chinoises*, Bibliothèque asiatique 10/18, 1974, et *Chinois si vous saviez... A propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme, par Li Yizhen*, Bibliothèque asiatique, Christian Bourgois, Paris, 1976.

Valeurs traditionnelles, divisions politiques et affairisme

Par BERNARD BRIGOULEIX

Ramifications diverses à partir de racines idéologiques communes

LA droite européenne n'est pas une — c'est peu dire ; dans certaines périodes au moins où elle se divise en camps antagonistes : légitimistes contre orléanistes, pétainistes contre droite résistante, ou même, après tout, Churchill contre Hitler.

Pourtant, elle dispose d'un « fonds commun » idéologique qui s'organise autour de quelques grands axes, autour de quelques grandes fidélités proclamées bien haut ou avouées avec *réticence, voire celées, mais* réelles. Sans doute cette référence à des valeurs fondamentales n'a-t-elle cessé de s'estomper depuis cent cinquante ans. L'apparition du fascisme et du nazisme a pu sembler remettre en cause jusqu'à ces valeurs traditionnelles de la droite. Pourtant, c'est autour de ce bagage idéologique — considérablement moins léger que ne l'a souvent imaginé la gauche — que s'est organisée la droite, fondant toutes ses analyses sur la tradition, c'est-à-dire en fait sur la croyance en un ordre naturel — couple de mots dans lequel René Rémond relève à bon droit que, contrairement à la coutume, l'adjectif est peut-être le plus important des deux. De cet attachement aux mécanismes qu'elle discerne ou croit discerner dans la *nature* découle celui que la droite porte aux hiérarchies sociales, à la propriété, à la famille et à la nation, celles-ci étant considérées comme des faits (ou, à tout le moins, des aspirations) de toute éternité « *naturels* ».

L'attachement à la religion, de même, ne participe pas entièrement de cette défense et illustration de la tradition « *naturelle* ». Il s'y rattache à coup sûr lorsqu'il s'agit de la traduction politique d'un certain panthéisme, où Dieu n'est pas distingué de l'ordre dont on lui attribue la création, et où le philosophe de droite confond dans la même révérence un peu distante la mécanique dont il exalte les vertus et, n'en déplaise aux mânes de Voltaire, son « *grand horloger* ». Il s'en écarte en revanche dans la plupart des cas, c'est-à-dire chaque fois que l'Eglise est surtout considérée comme l'institution solide par excellence, peu sujette aux changements et dotée plus que toute autre du pouvoir et du devoir de *conserver*, même si, renversant la formule de Cocteau, la droite s'emploie à feindre de *ne pas* être l'organisatrice de « *ces mystères qui nous dépassent* ». Encore un certain nombre de ses courants apparaissent-*ils comme fort peu préoccu*pés par la question religieuse, voire franchement hostiles à la puissance temporelle mais aussi spirituelle de l'Eglise, comme le nationalisme italien du Risorgimento.

L'attachement aux hiérarchies sociales n'est pas, lui non plus, exempt d'ambiguïté dans la pensée de droite. Il est flagrant — et d'ailleurs proclamé — chez les légitimistes français et leurs héritiers, fidèles non seulement à l'Ancien Régime mais à ses prémices médiévales et à leurs structures sociales exactement définies. Il n'est pas moins visible chez la droite britannique, qui a défini sans complexes — et rêve toujours de « fixer » — toute une échelle de classes sociales, dans la subtile progression de laquelle on se perd volontiers, de *middle working class* en *lower middle class*, et au progrès respectif desquelles les conservateurs assurent d'ailleurs, dans une conception volontiers unanimiste de la nation, contribuer à leur façon, s'agissant en particulier des plus défavorisés.

Dans d'autres cas, cet attachement est moins net. C'est qu'il s'agit de droites « nouvelles » — ou qui furent telles en leur temps — qui n'ont pas pris la défense d'un ordre social préétabli ou l'ont même combattu, lui en préférant un autre moins défavorable à leurs propres élites ou clientèles. C'est en ce sens, même s'il ne faut certainement pas y voir une cause unique, qu'une droite a pu incarner le progrès social contre une autre. C'est l'évidence pour la bourgeoisie éclairée de la fin du dix-huitième siècle, qui dispute à la noblesse d'Ancien Régime un pouvoir qu'elle ne va pas tarder à devoir céder. C'est le cas, de même, des orléanistes de 1830, qui veulent eux aussi mettre un terme à la primauté de la vieille aristocratie, mais à leur profit exclusif et sans avoir ni maîtrisé ni même envisagé les mécanismes qui, en *moins* de vingt ans, conduiront à une seconde révolution — elle-même promptement « récupérée », comme on dirait aujourd'hui, par un néo-bonapartisme relativement débonnaire. Quant au fascisme ou à ses différents avatars européens — on songe, en particulier, au franquisme *et* au *salazarisme*, — *ils se gardent*, certes, d'asseoir leur pouvoir sur les seules hiérarchies sociales existantes, ou du moins sur ceux qui auraient un intérêt personnel à la survie de ces hiérarchies ; mais leur schéma d'organisation de la société est fondamentalement hiérarchique, il *est* la hiérarchie même, fondée sur cette idée qu'« *il y aura toujours* » (et qu'« *il faudra toujours* ») des chefs et des gouvernés, et, entre les uns et les autres, une gradation méticuleuse d'intermédiaires aux autorités respectives aussi soigneusement imbriquées les unes dans les autres que des poupées russes. De ce point de vue, la société fasciste, loin d'abolir les hiérarchies comme certains théoriciens l'ont prétendu, les recrée et les institutionnalise, mais sous une forme différente de celle qui prévalait dans la société plus ou moins libérale.

Nationalisme et internationalisme

QUANT aux rapports entre la droite et l'internationalisme, ils sont complexes. La droite, globalement, est nationaliste. Qui le nierait ? Les exceptions à ce principe sont cependant trop nombreuses — et trop profondes, trop significatives, s'agissant de certaines circonstances historiques décisives — pour que l'on puisse les considérer seulement comme des manquements isolés à des principes universels. En fait, là encore, l'ambiguïté domine, et les classifications sont souvent battues en brèche ; sans même évoquer la toujours fantomatique « *internationale blanche* » qui resurgit périodiquement dans la presse mais n'intéresse, si *elle* existe, qu'une frange particulièrement marginale de la droite européenne. Burke peut bien être anglais, de Haller suisse et Joseph de Maistre, après tout, sujet du roi de Sardaigne, on relèvera que l'internationale fasciste d'avant-guerre, imitation assez médiocre de son *homologue* socialiste, n'apparut que tardivement, comme un pis-aller qui devait d'ailleurs susciter chez la droite française plus d'hostilité — en particulier chez Maurras et ses disciples — que d'enthousiasme. Il est vrai que, de toutes les droites, celle-ci est sans doute celle qui a le *plus longtemps répudié* tout internationalisme. Certes, les émigrés sont allés quêter outre-Manche et outre-Rhin, contre la Révolution (elle-même tiraillée, au demeurant, entre le patriotisme de « *la nation en armes* » et sa foi universaliste), une sorte de solidarité « blanche » ; les légitimistes au dix-neuvième siècle, la grande bourgeoisie éclairée des débuts du vingtième siècle, ont bien affirmé *une certaine communauté* de pensée — ou d'affaires, le capitalisme n'ayant pas été moins hostile aux frontières que le socialisme — avec leurs homologues anglais, allemands ou italiens ; mais il faut sans doute attendre les ambiguïtés « européennes » du national-socialisme, puis celles de l'après-guerre, pour voir des hommes et des organisations de droite en appeler publiquement et délibérément à l'internationalisme et à l'universalisme, au besoin contre leurs propres amis ou voisins idéologiques.

Ce sont, en France, Drieu la Rochelle, Rebatet, Brasillach, qui saluent avec la montée puis la victoire du nazisme, l'avènement d'un « *homme fasciste* » européen. Rebatet, en particulier, n'a pas de mots assez durs contre Maurras et sa droite nationaliste vichyste ralliée mais au fond « *belliciste* », « *revancharde* », source de tous les malheurs de la France à l'égal, selon lui, de la gauche, et naturellement des juifs dont il distingue partout la main-apatride, *horresco referens* ; mais l'auteur des *Décombres* ne s'embarrasse pas de cette contradiction.

Ce sont aussi, aujourd'hui, dans un contexte heureusement moins dramatique et plus démocratique, les défenseurs de la construction européenne et de l'« *Occident chrétien* » (1) — thème qui, des socialistes ou sociaux-démocrates aux conservateurs, reste une des pierres de touche de l'appartenance, volontiers insoupçonnable, à une *certaine droite, étant entendu* que son rejet ne suffit certainement pas pour être classé « à gauche »...

Quant à l'universalisme catholique, et même chrétien (où il n'était pas impensable, à l'origine, que la droite européenne trouvât, dans l'hypothèse la plus favorable, son ciment, ou du moins des raisons de croire davantage en l'homme qu'en les hommes), il a toujours été vécu en termes trop étroitement politiques, et avec une distance qui devait trop à des considérations extra-kilométriques, pour avoir vraiment pu jouer ce rôle. C'est une très vieille histoire ou, si l'on veut, un très vieux drame, mais la fraternité et l'universalité dont est imprégné l'enseignement chrétien sont si éloignés de la pratique politique des puissances temporelles qui s'en réclament qu'il aurait sans doute fallu, si l'on ose dire, un miracle pour que les théoriciens, les praticiens et, tout simplement, les électeurs de la droite européenne y souscrivissent plus efficacement et infléchissent en conséquence leurs comportements politiques.

Enfin, c'est aussi à cette fidélité à la tradition que semble devoir être rattachée, un peu partout dans le monde, la tendresse point toujours avouée de la droite pour des régimes non pas nécessairement dictatoriaux — certains servent même traditionnellement de références démocratique — mais qui reposent du moins sur un exécutif fort : de la référence à l'« ordre national » à la défense de l'ordre public, le pas est vite et souvent franchi, sans qu'il existe d'ailleurs, c'est le moins que l'on puisse dire, un monopole de la droite à cet égard. Sauf à considérer que, d'une certaine façon, « *le pouvoir est toujours de droite* », selon le mot curieusement prêté à Lénine.

Trois droites

NON, décidément, la droite n'est pas une, malgré ce fonds idéologique commun. Est-ce à dire que l'on puisse y discerner très clairement les différentes branches de la famille, ou ses générations successives ? Le risque n'est pas mince, et l'entreprise appelle la prudence.

La droite idéologique est celle qui — avec Rivarol, Joseph de Maistre, Châteaubriand, Bonald, Barrès et Maurras, voire Balzac — dénonce le conservatisme (et même, très rapide*ment*, le capitalisme : chacun à sa façon, le premier et le dernier de cette trop courte liste l'auront fait). Tous s'expriment au nom d'une vision d'ensemble, dont la générosité n'exclut pas en général le pessimisme foncier. Les inspirateurs ou théoriciens de cette droite sont, pour l'essentiel, des personnalités *entières*, attachantes jusque dans leurs excès, et qui n'ont guère, ou pas du tout, profité des facilités matérielles des classes possédantes. Beaucoup ont vécu chichement au jour le jour, et sont morts pauvres. Même les plus détestés de la gauche, comme Drumont l'antisémite, iront loin dans l'anticonformisme de droite — jusqu'à la réhabilitation de la Commune de Paris, en l'occurrence au nom du spontanéisme populaire...

C'est là, décidément, une droite volontiers extrême mais qui met un *certain acharnement* à *ne* pas être ce qu'on pourrait raisonnablement attendre d'elle. Ses rapports avec la gauche sont à double visage ; l'une et l'autre ont en commun la détestation de l'ordre économique du moment, mais pour des motifs très différents.

Ce climat idéologique n'est pas très différent de celui qui, en France, prévalut en 1940 ; sans doute faut-il y voir la raison pour laquelle, en quelques mois, la libération, l'épuration, l'effondrement du vichysme ont jeté en prison d'abord, mais surtout dans les ténèbres extérieures ensuite, tout ce droitisme-là, irrémédiablement compromis, semble-t-il, avec la collaboration.

Quelles qu'en soient les raisons, cette droite idéologique n'est plus aujourd'hui qu'une fraction ou une faction marginale à peu près partout en Europe, malgré le M.S.I. en Italie, le National Front anglais ou, dans son exil madrilène, les derniers feux d'un Degrelle. Le salazarisme a déserté Lisbonne, le franquisme pur et dur n'habite déjà plus Madrid. Paradoxe des paradoxes : ici un roi, là des militaires, auront sonné le glas de la droite triomphante. En France, les derniers avatars de cette droite résolument ultra n'ont pas survécu à la fin de la guerre d'Algérie. Les derniers groupes hésitent entre la récupération et le marginalisme, entre la droite efficace — ou, en tout cas, au pouvoir ou proche de lui — et la droite rêveuse, campant sur ses convictions et coupée du monde, plus forte de doctrines et de souvenirs que de militants et de perspectives.

Bien différentes apparaissent les deux autres formes de droite. Politique, et à plus forte raison écono*mique*, elles sont à 100 lieues des idéologies explicites (ce qui ne signifie pas qu'elles n'en illustrent pas, à leur façon, une nouvelle) et à 1 000 lieues de l'anarchisme désespéré et ricanant d'un Céline.

La droite politique prétend, par-dessus tout, incarner le réalisme, à la fois contre les doctrinaires de sa propre famille d'origine et contre toutes les tentations révolutionnaires. M. Jacques Chirac prend-il à partie « *les socialo-communistes* » et leur programme commun ? C'est bien moins en brandissant de grands principes — sauf sans doute la défense des libertés, notion vague et commode — qu'en insistant sur la bureaucratie, la paralysie des initiatives, l'effondrement économique qu'engendrerait, selon le nouveau président du Rassemblement pour la République, l'application du programme de la gauche.

Les thèses les plus fréquemment développées contre la révolution par la droite politique moderne ne relèvent d'ailleurs que bien rarement de la philosophie, contrairement à celles qu'illustra et défendit jadis la droite idéologique. Elles se fondent principalement sur la prise en considération des résultats : la révolution — ou même l'ensemble de la gauche — n'est pas efficace, car tout vaut *mieux que les modifications profon*des des structures sociales et des mécanismes économiques que la première impose et la seconde propose. Le mot est presque toujours employé : la droite politique est la grande conservatrice des *structures*. Moyennant quoi elle veut bien, de Villèle à *Disraëli, de Poincaré* à Franz-Josef Strauss ou à Valéry Giscard d'Estaing, procéder à des améliorations quantitatives très réelles, mieux : elle rêve — et obtient parfois — une alliance profonde avec une partie au moins des couches les plus populaires, pour violer un peu une bourgeoisie « possédante » heureuse d'obtenir le salut à ce prix.

Argument rituel, au demeurant, que ce soutien des couches sociales souvent aussi populaires, aussi modestes, que celles qui apportent leurs suffrages à la gauche. Plus d'un orateur du « *rassemblement* » néo-gaulliste du 5 décembre dernier aura pu s'écrier fièrement : « *La preuve que nous ne sommes pas à droite, c'est que le peuple est là.* »

La droite économique, qui porte à ses limites extrêmes la défiance de la droite politique vis-à-vis des grandes idéologies, et, plus encore, son souci d'efficacité, n'a d'ailleurs pas toujours constitué pour elle un soutien d'une fidélité absolue — sans doute par... efficacité, justement. Il lui est arrivé, comme au début de la Troisième République, de « jouer » délibérément la gauche modérée, ou bien, comme certain comité sous la Quatrième, de financer tout uniment quelque formation politique non-communiste que ce fût. La manne patronale, en revanche, n'a jamais beaucoup fertilisé la droite idéologique de combat. Nationaliste, volon*tiers anti-capitaliste, antisémite à de* bien rares exceptions près (et avec quel absolutisme !), souvent divisé par d'obscures querelles, le camp des idéologues n'avait rien qui pût enthousiasmer celui des patrons de la grande industrie. Naturellement, par précaution plus que par adhésion, et *en vertu de ce vieux slogan commer*cial selon lequel l'assurance ne paraît chère qu'avant l'accident, des subsides ont été versés çà et là à des ligues qui n'auront sans doute même pas dit merci, et dont l'une ira jusqu'à faire sauter l'immeuble de la Confédération du patronat français en 1937 ; mais dans l'ensemble, si la droite économique garde jusqu'avant-guerre une certaine révérence pour la droite idéologique, c'est surtout par besoin, précisément, de *se référer à une idéologie. Référence* la plus vague possible, car elle doit rester assez mondaine, « présentable », avouable comme une coquetterie dans des milieux où la philosophie a moins bonne réputation que la comptabilité.

En 1945, *seule reste debout cette* droite économique. Du moins en Europe continentale, car la Grande-Bretagne offre, à cet égard comme à tant d'autres, et pour d'évidentes raisons historiques, un visage tout différent. En France, la droite idéologique a sombré corps et biens, *quelque part entre Vichy et Sigmaringen* ; trente ans après, on le rappelle encore volontiers à ses rescapés ou descendants. La droite politique semble durablement compromise (il lui faudra en réalité fort peu de temps pour faire la démonstration du contraire, mais dans le climat de la libération le « sinistrisme » de la vie politique française atteint un sommet sans doute demeuré inégalé). La droite économique, qui n'a pas été la dernière à se compromettre avec l'occupant, et pour des motifs qui n'avaient même pas, en général, l'excuse d'être idéologiques, s'en tire au prix de quelques nationalisations dont toutes ne sont d'ailleurs pas « politiques », malgré l'exemple célèbre de Renault. Pour le reste, elle s'intègre, elle joue le jeu du nouvel équilibre des forces, mieux : elle peut à bon droit se flatter de jouer un rôle décisif dans la reconstruction du pays — et, accessoirement, de sa droite politique, mais de cela elle ne se vante pas puisque, c'est juré, elle ne veut plus entendre parler de politique.

Elle commence pourtant à vouloir entendre parler d'économie, autrement que pour l'éternelle exaltation des mécanismes « naturels » du système libéral et de l'économie de marché. Elle ne va pas tarder à se découvrir des théoriciens, des penseurs. Le mot ne la fait plus sourire du moment qu'il s'applique à des hommes *qui* sont aussi, *voire surtout*, des économistes, et donnent un merveilleux vernis de respectabilité et de technicité à sa course aux *profits* : Burnham, Max Weber, Rostow, Colin Clark, Schumpeter... On pourra même flirter, sur sa droite, avec Pareto, sur sa gauche avec Keynes, *promu grand inspirateur* (jusqu'à l'arrivée des « post-keynesiens ») de notre enseignement en sciences économiques, et même politiques...

La droite idéologique ainsi marginalisée, les droites économique et politique ont tendu, de plus en plus, à se confondre depuis la guerre. Fusion qui semble à peu près achevée en Allemagne fédérale, très prononcée en Italie ou en Grande-Bretagne. En France, elle semble davantage concerner, pour l'instant, les états-majors, les fameux « entourages », que le personnel politique pro*prement dit. C'est particulièrement* sensible sous la Quatrième République, où l'on a parfois l'impression que tout un petit peuple d'hommes d'affaires et de représentants des groupes de pression prospère autour des dirigeants, dans leur ombre ou leur mouvance, parfois à leur insu (*même s'il faut se garder de toute* naïveté à cet égard), venant démentir, voire contrebattre à son profit, la rigueur morale affichée au moins à ses débuts par le régime.

A droite, l'idéologue neutralisé ou disparu, le politique utilitaire et froid, l'économiste affairiste et manipulateur seraient-ils donc condamnés à ne ressembler éternellement qu'à leurs propres caricatures, ou à jouer respectivement, voire successivement, chacun des trois principaux rôles du western de Sergio Leone, *le Bon, la Brute et le Truand* ? Peut-être, en tout cas, le premier ne serait-il pas loin aujourd'hui de souscrire à cette classification des deux autres : le fonds idéologique commun n'exclut décidément pas les différences.

(1) *On pourra d'ailleurs relever* que le Japon, jadis troisième puissance d'un axe « européen », est aujourd'hui associé de nouveau, dans les propos de cette frange « européiste » de la droite, à cet « *Occident chrétien* » auquel il ne semblait pas géographiquement ou historiquement prédisposé à devoir s'agréger.

Un tournant dans les relations entre marxistes et chrétiens en Espagne

LE P.C. CATALAN ENTEND DÉPASSER LE COURANT QUI IDENTIFIE COMMUNISME ET ATHÉISME

Par GONZALO ARROYO *

L'ÉVOLUTION idéologique des partis communistes occidentaux, qui a donné naissance à ce qu'on appelle l'« eurocommunisme », a été marquée par un événement récent qui, si une suite lui est donnée, peut avoir, surtout dans les pays latins, une plus grande importance que les nouvelles thèses sur la « dictature du prolétariat » adoptées par certains partis comme le P.C.F. Il s'agit de la prise de position du parti communiste d'Espagne et du commentaire du P.S.U.C. (parti communiste de Catalogne) sur le militantisme des chrétiens au sein du parti.

Dans un bref communiqué, en février 1975, le P.C.E. déclarait accepter *« la présence des chrétiens communistes et leur promotion dans les divers organes de direction du parti, sans aucun type de discrimination, avec les mêmes droits et devoirs que n'importe quel autre militant »*. Ce texte ajoutait : *« La rencontre entre les forces qui prennent racine dans le premier mouvement égalitaire qu'a connu l'humanité, le christianisme, et le socialisme scientifique moderne est un fait d'importance historique qui vient renforcer le front de la lutte des classes et ouvrir de plus claires perspectives de victoire pour les opprimés. »*

Dans les pays de l'Est, les chrétiens ne sont pas acceptés en tant que tels comme militants communistes. En Occident — Italie, France, quelques pays d'Amérique latine, — où un nombre croissant de chrétiens adhèrent au P.C., leur poids n'est pas suffisant pour que l'un d'eux puisse accéder aux organes de direction. Que se passe-t-il donc à l'intérieur du P.C.E. pour que celui-ci adopte une attitude qui marque une rupture avec la pratique habituelle ? En fait, le P.C.E. estime qu'il *« ne doit pas intervenir dans les problèmes internes de l'Eglise mais doit prendre position sur celles de ses attitudes qui ont une incidence sur la vie sociale et politique du pays »*. Il ne peut faire moins que constater l'*« éclatement du national-catholicisme »* lié au franquisme, cet éclatement étant le résultat de l'évolution de l'Eglise depuis Vatican II et de l'engagement progressif de l'épiscopat dans la défense des droits de l'homme. Cette évolution, dit le P.C.E., est liée *« au dynamisme dans la lutte et dans la dénonciation prophétique que de larges secteurs de base du catholicisme ont développées contre le franquisme »* ; il souligne l'importance des secteurs progressistes qui soutiennent des *« positions combatives en faveur des libertés politiques, pour la démocratie »*, et qui *« ont progressé jusqu'à assumer des positions clairement orientées vers la construction d'une société socialiste »*.

Le P.C.E. estime que ses relations avec les chrétiens ne peuvent s'établir sur la seule base d'un dialogue philosophico-religieux n'ayant qu'une *« faible répercussion sur la pratique politique »* et aboutissant à une collaboration active dans laquelle communistes et chrétiens *« camperaient sur leurs positions respectives »*. A ses yeux, le fait nouveau est que des chrétiens militent au sein du parti, *« convaincus qu'une même fidélité identifie leur foi* (religieuse) *et la lutte du peuple en un combat unique »*. Devant cette situation, estime-t-il, il faut *« faire un pas en avant de façon que le potentiel révolutionnaire que révèle le choix de larges secteurs chrétiens en faveur de la lutte pour le socialisme soit pleinement assumé et dirigé par le parti. C'est là une grave responsabilité historique... Parvenir à ce but signifie éliminer un obstacle important pour la construction d'un socialisme dynamique et pluraliste »*.

La déclaration ne s'avance pas plus loin. Cependant, en septembre 1976, le comité central du P.S.U.C., parti communiste de Catalogne, qui fait partie du P.C.E., s'engage plus avant en explicitant une série de points qui marquent une seconde rupture, celle-ci à caractère théorique, avec l'orthodoxie communiste.

Une nouvelle conception du parti

LE document catalan vise deux buts essentiels : d'une part, analyser le militantisme chrétien dans la situation actuelle de la Catalogne, d'autre part *« poser les bases politiques et idéologiques qui permettent de poursuivre le débat* (ouvert par la déclaration du P.C.E.) *que nous considérons comme essentiel dans l'actuel processus de construction du parti de masse, élément de base pour construire un socialisme dans la démocratie »*. C'est évidemment ce second point qui mérite de retenir l'attention.

Une première affirmation souligne que, quelle que soit la diversité de leurs motifs, les chrétiens qui viennent au parti *« le font par choix de classe et ne font pas découler leur militantisme de leur foi. En un mot, ils ont dépassé la confusion entre foi et politique, confusion propre à la tradition générale du christianisme »*. Autrement dit, leur engagement est autonome, à caractère laïque, parce qu'*« il n'est ni confessionnellement athée ni lié à la foi »*.

Reconnaissant la complexité du choix ainsi effectué par un chrétien, le parti *« l'admet avec sa foi, et dépasse de cette manière l'antique dissociation selon laquelle on considérait que le chrétien communiste abandonnait ses croyances en entrant au parti ou, dans le meilleur des cas, qu'il les conservait au plan personnel sans les exprimer publiquement »*. En disant qu'il admet le chrétien *« avec sa foi »*, le P.S.U.C. entend respecter *« pleinement ses convictions chrétiennes qui, non seulement ont cessé d'être un obstacle pour sa tâche révolutionnaire, mais encore impulsent son militantisme et sa participation à la lutte de classes »*.

Une seconde affirmation du document touche à un point essentiel de l'orthodoxie communiste. En effet, elle choisit une position qui pense possible de dissocier le marxisme comme science (le matérialisme historique) de la philosophie matérialiste qui l'a accompagné (le matérialisme dialectique). Le texte affirme que l'entrée de chrétiens au parti renforce son caractère laïque et *« aboutit à dépasser certains courants qui prétendent maintenir la tendance à identifier communisme et athéisme »*. De fait, cela revient à *« resituer le cadre de référence établi à partir des thèses de Lénine sur le militantisme des chrétiens à l'intérieur du parti (...) La liaison « métaphysique » qui a persisté entre communisme et athéisme, et qui domine jusqu'à nos jours le communisme international, a réduit l'horizon idéologique et politique du marxisme »*.

Deux ordres de raisons ont poussé le P.S.U.C. à adopter un telle position. Tout d'abord, le parti constate l'existence effective d'un pluralisme politique au sein de l'Eglise catalane, pluralisme renforcé par l'existence de chrétiens communistes. Leur présence dans le parti contribue à l'élargissement du parti de masse *« après la longue période historique pendant laquelle l'affrontement des partis communistes avec les Eglises paraissait irréductible »*. En fait, *« il est nécessaire d'en finir avec cette division du peuple à cause de la foi, telle qu'elle est apparue au cours de la seconde République et de la guerre civile »*. Dans leur intérêt, les forces conservatrices entretiennent cette division. Les forces de gauche, quant à elles, *« doivent reconnaître, à leur tour, l'erreur commise en identifiant durant de longues périodes de notre histoire l'avenir démocratique avec un anticléricalisme et un laïcisme mal compris »*. Car la foi religieuse *« ne peut être réduite à un credo puéril ou à une maladie infantile qui, finalement, passera ; c'est pour cette raison qu'il faut lutter non seulement pour les intérêts immédiats de la classe ouvrière mais encore pour les libertés du peuple et, parmi celles-ci, pour la liberté de croyance... En chaque homme communiste, comme en tout homme, existe une zone individuelle dans laquelle nul, et pas même le parti en tant que tel, n'a le droit de pénétrer »*. La critique marxiste de la religion *« doit prendre en compte les changements historiques survenus dans les Eglises au vingtième siècle, particulièrement depuis la seconde guerre mondiale »*. Les chrétiens qui, aujourd'hui, *« vivent une foi libératrice sont les premiers à critiquer et à récuser tout usage de la religion comme opium du peuple et développent une critique profonde des manipulations idéologiques dont le message évangélique a été l'objet : confiscation de la foi chrétienne par une partie de la bourgeoisie, son utilisation par le capital, etc. »*

En second lieu, mais ce point est moins élaboré dans le document, différents traits se rapportent à la conception même du parti et de ses relations avec les masses, à la forme de socialisme à construire, différente de la conception traditionnelle. Le *« parti de masse vers lequel nous nous orientons »*, dit le document, doit abandonner *« les conceptions rigides sur ce qu'est ou devrait être le parti, ou sur le rôle des masses dans la construction d'une société nouvelle »*. La compréhension du phénomène que constitue l'adhésion d'importants noyaux de chrétiens au socialisme considéré comme *« unique système viable pour résoudre les problèmes globaux de la société et capable de garantir réellement les droits humains »* ne suppose pas seulement, *« au minimum, une grande ouverture idéologique »* ; il faut aussi *« accepter que, dans un parti de masse, vivent ensemble — dans la nécessaire homogénéité de l'action — diverses approches théoriques de problèmes nouveaux et historiques, dans lesquelles se croisent divers courants culturels qui, à leur tour, s'enrichissent »*. A ce paragraphe s'ajoutent quelques notes sur la nouvelle société que l'*« on cherche à construire »* et qui serait *« pluraliste »*, *« socialiste dans la démocratie »*. Ces formulations semblent bien impliquer un rejet des formes d'organisation bureaucratiques et un réexamen du rapport parti-masses, une prise en considération des aspirations et croyances des masses, toutes choses qui conduisent à rejeter le lien que, d'après le document, on persiste à établir entre athéisme et communisme.

Surmonter une contradiction

TELLES sont, pour l'essentiel, les déclarations des partis communistes d'Espagne d'une part, de Catalogne d'autre part. Elles appellent certaines considérations critiques qui touchent la présentation du marxisme comme du christianisme. Par exemple, l'affirmation qui concerne l'*« homme communiste »* et sa *« zone individuelle »* paraît marquée d'une conception individualisante typique de la pensée bourgeoise. De même, l'assertion selon laquelle les chrétiens qui militent au parti communiste y ont été conduits par un *« choix de classe »* paraît discutable dans la mesure où leur itinéraire le plus fréquent paraît consister en une radicalisation à partir de l'Evangile. En Espagne comme en divers pays d'Amérique latine, cette radicalisation, d'abord à caractère essentiellement éthique, tend à devenir politique, non pas tant par le biais d'une adhésion intellectuelle au marxisme — chemin suivi surtout par les étudiants et les intellectuels, — mais d'abord comme conséquence d'un engagement pratique dans les luttes de la classe ouvrière et qui débouche finalement sur un choix de classe. De fait, les prêtres, religieux et responsables chrétiens qui travaillent dans des paroisses ouvrières et des milieux populaires adhèrent plus facilement aux partis de gauche dans les pays où existe un mouvement ouvrier et paysan organisé qui développe une idéologie et une tradition marxistes.

Cette affirmation recèle, en sens inverse, un certain dualisme comparable à celui qui se manifeste dans les milieux chrétiens réactionnaires et intégristes ; la foi et le politique, l'Eglise et le monde, le salut et l'histoire, etc., seraient dissociables : cette position se prête à la *« confusion entre foi et politique »* que dénonce précisément le document : c'est ainsi qu'une Eglise qui se veut « apolitique » soutient, dans la pratique, le *statu quo*, c'est-à-dire le capitalisme dominant, et souvent se laisse envelopper, dans son enseignement, par l'idéologie dominante. La question exigerait sans doute de plus amples développements théoriques, mais il est difficile de nier d'emblée que des rapports se nouent dans la pratique entre foi religieuse et choix politique.

Le recours (peut-être par désir de convaincre des chrétiens) à des arguments qui se retournent en fait contre leurs auteurs n'invalide pas pour autant l'originalité et le sens politique de la démarche. Celle-ci se démarque non seulement de la position traditionnelle des régimes communistes, mais aussi de positions plus récentes comme le *« compromis historique »* en Italie ou l'appel aux chrétiens lancé par M. Georges Marchais. En effet, il ne s'agit pas ici de proposer aux chrétiens une alliance, ou de lancer un appel à l'épiscopat moyennant, pour l'avenir, l'assurance d'un total respect de la liberté religieuse et de l'institution ecclésiale. Dans les difficiles conditions de la période franquiste, c'est essentiellement la lutte à la base qui, ayant habitué militants ouvriers chrétiens et communistes à agir quotidiennement au coude à coude, est à l'origine de l'évolution des P.C. espagnol et catalan. Cette évolution est liée à l'apparition en 1972, en Amérique latine, du courant des *« chrétiens pour le socialisme »*, phénomène qui gagne aujourd'hui l'Europe.

La doctrine de la *« sécurité nationale »*, qui constitue le noyau idéologique des régimes militaires en Amérique du Sud, postule un antagonisme absolu entre *« Occident chrétien »* et *« communisme athée »*. De son côté, c'est au nom de la contradiction entre communisme (athée) et foi (religieuse) que le mouvement communiste international refuse l'adhésion des chrétiens au parti. La position des P.C. espagnol et catalan marque une rupture avec ces bases théoriques et pratiques et tente d'ouvrir une voie pour dépasser cette contradiction. Projet audacieux qui se heurtera sans doute, de part et d'autre, à de grands obstacles. Le P.C. catalan résume ainsi la portée de son projet politique : *« Ces chrétiens ne sont hétérodoxes ni au sein du parti ni au sein de l'Eglise mais, en assumant à la fois leur rôle de communistes et de chrétiens, ils facilitent le dépassement du vieux contentieux qui historiquement a opposé aussi bien le marxisme et le christianisme que les Eglises et le mouvement communiste international. »*

* Groupe de recherches sociologiques, université de Paris-X, Nanterre.

BIBLIOGRAPHIE

L'ESPAGNE ET LA DEMOCRATIE. — Edouard Bailby.

★ Gallimard, coll. « l'Air du temps », Paris, 1976, 226 pages, 35 F.

Quand il semble assuré que le référendum de décembre a mis un terme légal aux institutions politiques établies par le général Franco, ce livre d'Edouard Bailby vient rappeler le complexe trajet événementiel parcouru par l'Espagne en trois ans, depuis l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco jusqu'à la nomination, en juillet dernier, de M. Adolfo Suarez à la tête du deuxième gouvernement de la monarchie.

Ayant rencontré tous les responsables des partis (depuis la *« droite civilisée »* jusqu'à la *« gauche indécise »*) qui décident aujourd'hui de l'avenir politique de l'Espagne, l'auteur, avec des propos précis, imagés, sur le ton agréable d'une longue conversation intime, dévoile un très grand nombre de détails inédits sur les nombreux moments de fracture qui ont émaillé cette période de fin de règne. Il se montre particulièrement perspicace dans l'analyse du comportement politique de l'Eglise, de l'armée et des syndicats d'opposition.

Reconnaissant l'esprit d'ouverture de l'équipe dirigeante actuelle et les espoirs qu'il autorise, Bailby estime cependant que le roi Juan Carlos, pour se légitimer devant l'histoire et devant son peuple, devrait tenir compte du souhait de l'opposition, qui désire des élections réellement démocratiques organisées par un gouvernement provisoire : à défaut de cela, les problèmes posés par les régions favorables à l'autonomie, par les partis politiques non reconnus par la nouvelle loi d'association, ou simplement par les tensions nées de la vigoureuse crise économique, pourraient remettre en cause le dialogue tous azimuts accepté depuis un an par les organisations démocratiques.

L. R.

Un livre irritant et utile

« L'ESPAGNE SUR LE FIL », de Ricardo Paseyro

CURIEUSE interrogation sur l'Espagne, qui s'ouvre et se ferme sur — la chose est devenue banale — deux virulentes attaques contre... le Monde. La première porte sur les informations et les commentaires que « le meilleur et le plus vertueux de nos quotidiens » a consacrés aux déclarations de Soljenitsyne à la télévision espagnole, le 20 mars 1976. La seconde prend pour cible un éditorial du même journal, en date du 29-30 août dernier, sur le trésor que la République espagnole déposa à Moscou en 1936. Dans les deux cas, l'auteur rectifie des affirmations et des appréciations qui appelleraient de longs développements. Que chacun tire ses propres conclusions.

Car là n'est pas l'essentiel. Entre ces deux philippiques, l'auteur, ancien diplomate uruguayen qui a rompu avec la dictature de Montevideo, rappelle des vérités que toutes les propagandes s'efforcent d'obscurcir et de dénaturer. Pour ce faire, il pourfend avec brio deux thèses aussi caricaturales que dangereuses, celles que le président Manuel Azaña avait prévues : « une histoire officielle pour les vainqueurs, et une anti-histoire, non moins officielle, pour les proscrits ». Seule, cette dernière, après la mort du Caudillo, conserve quelque chose de sa force pernicieuse. C'est pourquoi il est bon de lire le livre iconoclaste de Ricardo Paseyro.

D'étrange manière, une gauche simplificatrice relègue, en effet, la dialectique au placard des accessoires et lui préfère le manichéisme historique. Elle y puise un éphémère confort intellectuel qui la laisse pantelante devant les tragédies qu'elle aurait dû mais n'a pas su prévoir. Elle enjolive la naissance et le sombre bilan de la République, oublie que « la coalition républicaine était un fagot mal lié » (ce qui ne l'empêcha pas de se montrer « intolérante et répressive »), sous-estime la division des courants antifascistes (non moins grande en 1976 qu'en 1936), dénature le rapport des forces militaires au début de la sédition, attribue volontiers à l'intervention allemande et italienne l'écrasement de la République. Savamment cultivés, ces mythes et légendes ne peuvent aujourd'hui que conduire aux mêmes erreurs. Les fautes accumulées par la République, en 1932-1936, étaient indispensables au succès de l'insurrection franquiste, tout comme l'activisme des Tupamaros a frayé la voie à la dictature uruguayenne : comment reprocher à l'auteur d'oser un tel rapprochement ?

« Au lieu de se fixer un objectif commun, limité à la victoire sur le fascisme, dans le cadre des institutions républicaines, les partis s'expliquent à coups de fusil autour des modalités de la révolution », écrit Ricardo Paseyro. Toujours la tentation d'écraser l'adversaire par une radicalisation maximaliste, qui rejette les modérés dans les rangs des fascistes et divise encore plus profondément les groupes qui se veulent progressistes. « Dès que la guerre a commencé, notait Manuel Azaña, chaque ville, chaque province a voulu faire sa guerre particulière » : les particularismes régionaux s'ajoutent encore, aujourd'hui, comme naguère, à l'émiettement des républicains libéraux, socialistes de toutes tendances, communistes, anarchistes, etc.

Ce qui n'exclut pas de spectaculaires revirements. Le 18 février 1936, le journal communiste Mundo Obrero écrit : « Nous devons achever la révolution démocratico-bourgeoise jusqu'à ce que le prolétariat et la paysannerie puissent assumer la responsabilité de rendre le peuple espagnol aussi libre et heureux que le (peuple) soviétique, grâce à la réalisation du socialisme à travers la dictature du prolétariat » (p. 165). Mais à la date du 13 octobre 1837 le président Manuel Azaña enregistre ce dialogue avec « la Pasionaria » :

« Je suppose (...) que vous avez mis au rancart, pour un brin de temps, cette histoire de dictature du prolétariat ? »

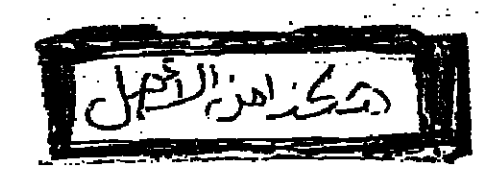
— Oui, monsieur le président, parce que nous avons du sens commun. » (P. 207.)

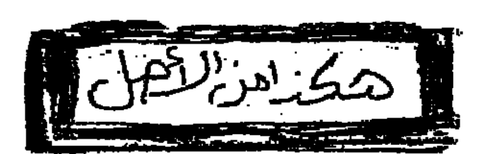
Mais le « sens commun » ainsi conçu ne saurait tenir lieu de stratégie entre la droite affairiste, « disposée à toutes les concessions et palinodies pourvu que l'Espagne accède vite au Marché commun », et les ultras qui ne veulent rien céder — pas plus qu'entre une gauche maximaliste, prête à toutes les surenchères, et une masse nombreuse et prudente que l'on aurait tort d'assimiler au marais.

Par la multiplication des partis, les incertitudes et les opportunismes, la situation actuelle, dans un contexte différent, n'est pas sans rappeler celle qui précéda le franquisme. C'est pourquoi, fût-ce en grinçant des dents, il faut lire ce livre à la fois subtil et brutal, raisonnable et furieux, irritant et séduisant.

C. J.

★ Ricardo Paseyro, *l'Espagne sur le fil*. Edit. R. Laffont, Paris, 1976, 240 p., 35 F.





«... Notre gouvernement reste le meilleur du monde !»

LE TRIOMPHE DE M. JIMMY CARTER : EXORCISME D'UNE DÉFAITE

Par SCHOFIELD CORYELL *

LA victoire électorale de M. James Carter doit énormément aux ravages opérés dans l'esprit de ses compatriotes par la débâcle américaine en Indochine et le scandale du Watergate, avec ses révélations sensationnelles sur la corruption, l'espionnage politique, la fraude fiscale, l'escroquerie dans les hautes sphères de l'administration.

La réussite du président-élu ne signifie *pas le triomphe d'une option particulière*, puisque le vainqueur avait derrière lui les mêmes forces économiques et politiques que son rival républicain. Sur le plan psychologique, par contre, son élection représente peut-être le point culminant *d'une tentative d'exorciser le démon de la défaite* qu'a subie la classe dominante dans la longue guerre d'Indochine.

Tout au long de la campagne électorale, *l'affaire du Watergate a été une* question d'importance primordiale, bien que traitée avec une certaine circonspection par le candidat démocrate. Dans le discours qu'il prononça lors de sa nomination par la convention démocrate à New-York en juillet, M. Carter donnait en effet le ton : *« Nous pouvons avoir un gouvernement américain qui refusera le scandale et la corruption... qui sera redevenu aussi honnête et aussi capable que notre peuple... un gouvernement américain qui n'opprimera pas le peuple, ne l'espionnera pas. »* C'était une allusion claire bien qu'indirecte à l' « affaire ».

Dans ses trois grands débats télévisés avec le président Ford, ainsi que dans ses réunions électorales, M. Carter n'a cessé de développer son idée-clé, à savoir que le pays avait surtout besoin de dirigeants dignes de sa confiance, après toutes les manifestations récentes d'incompétence et de malhonnêteté. *Ainsi*, à la fin du deuxième débat télévisé, le 6 octobre, il déclarait : *« Aurons-nous un gouvernement secret, qui refuse au peuple américain toute participation à la prise de décisions fondamentales ?... Nous avons été blessés ces dernières années dans ce pays par les suites du Vietnam, du Cambodge, du Chili, du Pakistan, de l'Angola, du Watergate, de la C.I.A. Nous avons été blessés. Le peuple sent que nous avons perdu quelque chose de précieux. »*

M. Carter prenait soin, cependant, de ne pas faire du Watergate un usage trop direct et trop brutal, afin d'éviter un retournement *possible de l'opinion s'il* poussait trop loin son avantage sur son rival. Au cours du troisième débat télévisé, le 22 octobre, après une longue intervention de M. Ford qui tentait de minimiser son propre rôle dans l'affaire du Watergate et ses liens avec les protagonistes, M. Carter s'était contenté de déclarer pour toute réponse : *« Je n'ai rien à dire. »* Il préférait laisser la conclusion s'imposer d'elle-même.

C'est à M. Walter Mondale, son colistier, qu'incombait le rôle de parler explicitement, et souvent avec virulence, de l' « affaire » et de sa signification politique. Pendant la convention démocrate, c'est lui qui provoqua les applaudissements les plus frénétiques en déclarant : *« Nous venons de vivre le pire scandale dans l'histoire des Etats-Unis, et actuellement nous sommes dirigés par un président qui a accordé son pardon à celui qui en fut l'auteur. »* Tout au long de la campagne, M. Mondale a insisté inlassablement sur le fait que M. Ford, le successeur *que M. Nixon* s'était choisi personnellement, l'avait soutenu jusqu'au bout contre toutes les accusations portées contre lui.

Les journalistes des organes d'information les plus divers ont constaté, dans *leurs reportages à travers le pays*, que le Watergate était toujours présent dans l'esprit de l'électeur moyen. MM. Carter et Mondale, et toute la direction du parti démocrate, parfaitement conscients de cette réalité, en ont fait la pierre angulaire de leur stratégie électorale.

Cette élection présidentielle s'est déroulée au terme d'une période particulièrement agitée, voire angoissante, pour la nation américaine, qui venait de vivre deux événements sans précédent dans son histoire : la perte d'une guerre et la démission forcée d'un président. Peut-on imaginer qu'il n'existe entre eux aucun rapport direct ? Les deux mots « Vietnam » et « Watergate » sont constamment liés dans les discours politiques comme dans les conversations privées aux Etats-Unis. Mais alors, quelle est *exactement la nature de ce rapport ?*

Climat de paranoïa politique

LE *scandale du Watergate proprement* dit — le cambriolage au siège du parti démocrate par les hommes du président — s'est inséré, d'abord, dans un climat de paranoïa politique suscitée à la Maison Blanche par l'opposition massive à la guerre d'Indochine sur les campus universitaires, dans les ghettos noirs et jusque dans les rangs de l'armée. Malgré son extrême impopularité, la guerre continuait et même s'intensifiait, car l'enjeu *était énorme aux yeux du pouvoir.*

En 1953 déjà, le président Eisenhower exprimait, avec une franchise étonnante, la fameuse « théorie des dominos », pour justifier le soutien des Etats-Unis à la guerre française : *« Si nous perdions l'Indochine et la Malaisie, nous perdrions du même coup le tungstène et l'étain, qui sont si précieux pour nous... Si nous perdions toute cette région, comment le monde libre pourrait-il conserver la riche Indonésie avec ses ressources en caoutchouc et en riz, la Thaïlande et le Pakistan oriental ?... »* En 1956, J. F. Kennedy, alors jeune sénateur, énonçait la même théorie d'une façon un peu plus *démagogique*, insistant sur la *« liberté »* plutôt que sur les richesses économiques.

Cette théorie des dominos n'était pas réservée exclusivement à la consommation *du public ; c'était aussi et surtout* l'idée maîtresse fréquemment invoquée dans les notes secrètes rédigées par les hauts fonctionnaires du Pentagone pour justifier la poursuite et l'escalade de la guerre d'Indochine, sous les administrations successives de Kennedy, de Johnson et de Nixon. Un commentaire typique, rédigé en 1964 et révélé dans *les Dossiers du Pentagone*, expliquait : *« Nous voulons un Vietnam du Sud non communiste qui sera libre d'accepter l'aide américaine, y compris l'aide militaire, pour écraser les insurgés... faute de quoi toute l'Asie du Sud-Est tomberait entre les mains des communistes... »* Il ressort clairement des *Dossiers du Pentagone* que le danger redouté en haut lieu n'était pas vraiment l' *« expansionnisme »* soviétique ou chinois, mais bel et bien le processus révolutionnaire au sein des pays du tiers-monde, qui risquait de les inciter à *« développer leurs économies d'une façon non complémentaire de celle du monde libre »*. Plus tard, vers la fin des années 60 et le début des années 70, des spécialistes *engagés par le département* d'Etat mettaient au point des projets ambitieux en vue de l'exploitation intensive de l'économie vietnamienne par les trusts américains et de son intégration complète dans l'ensemble de l'économie occidentale.

Mais le véritable enjeu de la guerre dépassait ces considérations stratégiques, économiques ou politiques. Elle était devenue une sorte de test de la puissance du pays le plus riche du monde, face au défi d'un petit pays agricole qui refusait avec une obstination incroyable de se soumettre à son *diktat*. Aux yeux du Pentagone, la guerre d'Indochine était, comme le dit Noam Chomsky, avec sa lucidité habituelle, *« une épreuve de force entre la technologie avancée et la volonté humaine... »*. Derrière la tentative d'écraser la révolution vietnamienne par une guerre technologique à outrance, se profilait la croyance inébranlable des cercles dirigeants dans la toute-puissance de la machine, ainsi qu'un profond mépris pour les hommes et leurs aspirations. Charles Colson, un des principaux conseillers de la Maison Blanche impliqué indirectement dans l'affaire du Watergate, n'osait-il pas afficher dans son bureau : *« Prenez-les par les couilles, leur cœur et leur esprit vous appartiendront ! »*

Toute la philosophie du droit du plus fort était donc en jeu, c'est pourquoi la défaite totale des Etats-Unis en Indochine était intolérable à ceux qui dirigent les destinées du pays. Ce n'est pas la honte d'avoir commis des crimes monstrueux contre un peuple innocent qu'ils ne pouvaient supporter, mais l'idée d'avoir *perdu* la gigantesque épreuve de force qu'était devenue la guerre d'Indochine.

Les explications qui supposent que le comportement de la classe dirigeante américaine est exclusivement guidé par une conscience rationnelle de ses intérêts ne suffisent pas à rendre compte, d'une façon adéquate, de l'affaire du Watergate et de la chute de Nixon dans le contexte global de la défaite des Etats-Unis en Indochine. Il semble indispensable de faire appel à la psychologie *de l'irrationnel et de l'inconscient.*

Freud a montré comment l'esprit humain refoula dans l'inconscient les réalités particulièrement désagréables, trop pénibles pour être supportées psychologiquement. *C'est sans doute pourquoi* les Etats-Unis se comportent, depuis la libération de Saigon par les troupes révolutionnaires, comme si les choses ne s'étaient pas vraiment passées de cette façon, comme s'ils avaient, en réalité, finalement gagné la guerre. L'affaire du Mayaguez — le bateau-espion qui envahit les eaux territoriales du Cambodge quelques semaines après la libération de Phnom-Penh, puis de Saigon — fut la manifestation d'un dépit presque hystérique devant l'échec et d'une incapacité viscérale d'accepter la réalité. Le refus de « normaliser » les relations avec le Vietnam réunifié est une autre expression de ce comportement irrationnel, *d'autant qu'une telle attitude* va à l'encontre des intérêts économiques des Etats-Unis.

On peut donc se demander, à juste titre, si les dimensions inattendues prises *par l'affaire du* Watergate *n'étaient pas* une sorte de symptôme névrotique élaboré par l'inconscient collectif de la classe dominante. Incapable de digérer sa défaite, il lui fallait une victime expiatoire pour l'exorciser. Il fallait chasser du *pouvoir l'homme qui avait eu* la malchance de se trouver à la tête du pays au moment de son humiliation. Cette explication de l'affaire — et de la chute de Nixon peu après une victoire électorale retentissante — ne semble pas être venue à l'esprit des libéraux ou progressistes américains. Ces derniers proposent d'autres interprétations qui, si elles contiennent toutes une parcelle de vérité, ne sont ni prises une à une ni dans leur ensemble, totalement satisfaisantes.

L' « affaire » est souvent présentée, par exemple, comme l'expression d'une lutte acharnée du Parlement contre la présidence, qui outrepassait dangereusement *ses pouvoirs normaux — mais* le phénomène d'un exécutif puissant et d'un Congrès réduit à un rôle secondaire est une constante de la période contemporaine, depuis Roosevelt, et n'avait jamais abouti jusqu'ici à un tel résultat.

Ceux qui interprètent l' « affaire » comme un aspect de la rivalité entre intérêts régionaux — les *« vieilles familles »* du Nord-Est contre les *« nouveaux riches »* du Sud et de l'Ouest, les *« Yankees »* contre les « Cow-boys » — *ne nous* offrent pas une explication plus satisfaisante. En effet, l'*establishment* tout entier était finalement tombé d'accord pour faire de Nixon une victime expiatoire.

On parle enfin du sursaut d'indignation d'une opinion publique outrée par les révélations de corruption et d'escroquerie en haut lieu : mais l'électorat américain, quoique gravement troublé, ne s'est jamais manifesté activement, et n'est même pas descendu dans la rue lorsque le président Ford a accordé son pardon au coupable. Dans la mesure où il existait une opinion publique hostile aux agissements de la Maison Blanche, elle avait certainement été influencée par les mass media aux mains des puissances d'argent. Toute l'affaire du Watergate était en effet devenue un véritable spectacle qui occupait une place énorme dans les journaux, sur les ondes et les écrans de télévision.

Sans les dimensions prises par l' « affaire », la victoire de M. Carter n'aurait peut-être pas été possible. C'est, en effet, la première fois qu'un président en exercice est battu, depuis l'élection de Roosevelt contre Hoover en pleine crise économique des années 30. La crise, cette fois, est beaucoup plus psychologique et politique qu'économique, *et le triomphe de M. Carter sur le président* Ford — le remplaçant de Nixon, et son continuateur en quelque sorte — apparaît comme la dernière étape décisive de cette opération d'exorcisme.

Avec son langage populiste flétrissant, les *« bureaucrates de Washington »*, les *« injustices fiscales »*, les *« aventures d'outre-mer »*, M. Carter a su répondre, au moins momentanément, à l'attente d'une nation désorientée et perturbée dans ses certitudes et ses valeurs habituelles. Son message a été entendu : l'Amérique peut retrouver son âme et sa confiance en soi — sans abandonner ni son système politique et social ni son rôle de domination mondiale. Il suffit, *selon lui — et les puissances économiques* qui le soutiennent sont bien d'accord, — d'un changement de personnel à la tête du pays et surtout de style dans l'exercice du pouvoir.

M. Carter résumait lui-même le sens et l'esprit de sa campagne lorsqu'il déclarait, à la fin du premier débat télévisé : *« Malgré le Vietnam, le Cambodge, la C.I.A., notre système de gouvernement reste le meilleur du monde ! »*

* Journaliste américain.

« Bigemony » ... « By Germany »

L'OTAN ET L'HÉGÉMONIE GERMANO-AMÉRICAINE

BIGEMONY est l'un de ces néologismes *« affreux »* fabriqués outre-Atlantique pour les besoins de la science politique. Il désigne tout simplement le condominium des deux Super-Grands sur le monde, la « double hégémonie ». Mais la prononciation anglaise se prête au jeu de mots : *bigemony, by Germany...*

A son tour (1), David Rudnick s'interroge, dans le *Times* de Londres (14 décembre), sur le rôle véritable de *l'Allemagne à l'intérieur de l'alliance occidentale* et de la C.E.E. D'abord, ce sont les Allemands de l'Ouest *« et non les Britanniques »* qui furent le *« cheval de Troie »* et firent avorter *« le grand dessein gaulliste d'une troisième force pour l'Europe, distincte de l'Amérique »*. Les deux principales puissances commerciales, les Etats-Unis et l'Allemagne, sont vouées au *même culte du libéralisme économique*, elles veulent un *« monde ouvert »* aux investissements internationaux. Et si l'Allemagne a fait échouer la politique industrielle de la C.E.E., c'est qu'elle en redoutait les effets discriminatoires pour le marché américain. En réalité, tout n'était-il pas écrit dès 1945 ? *« Dénazification et américanisation furent les deux faces de la même médaille. »*

En somme, le danger viendrait de l'OTAN. L'Allemagne occidentale, on le sait (2), a besoin de l'Amérique pour sa défense alors que Bonn commence à s'inquiéter du relâchement des efforts de la France et de la Grande-Bretagne dans l'organisation militaire occidentale (3). *« Pleins de suffisance »*, les Allemands sont maintenant *« exaspérés »* par leurs partenaires européens. La C.E.E. n'est plus qu'une *« poche percée »*. Seule, l'Amérique rassure : la puissance de combat des *Etats-Unis en Europe* va *s'enrichir*, cette année, de quatre-vingt-quatre nouveaux avions, dont soixante-douze seront basés en Allemagne occidentale.

David Rudnick pose alors la question : *« L'OTAN ne serait-elle pas plus forte si le leadership de l'alliance atlantique en Europe revenait à la seule Allemagne occidentale ? »* Pour lui, la réponse doit être un « non » énergique. Appliquée à l'alliance atlantique, la double hégémonie serait une absurdité. Elle accentuerait les risques de clivage entre l'Europe du Nord et du Sud, c'en serait fait de l'union économique et monétaire de la C.E.E., l'hostilité se renforcerait à l'encontre du bloc monétaire nord-européen fondé sur le deutschemark. Il faut donc croire que rien n'est joué. Pour peu de temps encore, conclut l'auteur sans donner plus de précision. *« Il nous appartient de trouver le remède »* qui écartera le danger d'une double hégémonie germano-américaine sur l'OTAN.

Rien n'est joué ? David Rudnick rappelle que la paternité du projet visant à faire de l'Allemagne occidentale l'instrument du système hégémonique américain sur l'Europe est *« particulièrement »* attribuée à C. Fred Bergsten, de la Brookings *Institution, l'un des deux* « brain trusts » de M. Jimmy Carter. (*Voir ci-contre : « Deux « réservoirs de talents ».*) Si la nouvelle stratégie mondiale de l'Amérique commence à susciter des remous en Europe, elle ne risque pas de manquer de « cerveaux » qui assureront sa cohérence.

(1) Cf. Jean-Pierre Vigier : « L'Europe sous une hégémonie germano-américaine », *dans le Monde diplomatique* de décembre 1976.

(2) Voir à ce propos l'article de Lothar Ruehl sur la politique de défense de la R.F.A. dans *le Monde diplomatique* d'octobre 1976.

(3) Dans un article intitulé « Britain's Thin Red Line », *Newsweek* du 20 décembre faisait écho à cette préoccupation, citant le général George Brown, président de l'état-major combiné américain : *« Cela vous donne envie de pleurer ;* (les Britanniques) *ne sont plus une grande puissance... Tout ce qu'ils ont, ce sont des généraux, des amiraux et des orchestres. »* *Newsweek* constate que l'aptitude des Anglais à intervenir *rapidement et efficacement* sur le terrain des opérations militaires en Allemagne est sérieusement mise en doute, sans que l'on puisse apporter de réponse définitive à cette question... *« à moins que la guerre n'éclate, mais alors, évidemment, il sera trop tard »*.

DEUX «RÉSERVOIRS DE TALENTS» POUR LE NOUVEAU PRÉSIDENT

DRESSANT un premier bilan de la *« grande chasse aux talents »* de M. Jimmy Carter depuis son élection à la présidence des Etats-Unis, *Time* conclut que, selon toute évidence, M. Carter a puisé largement dans deux « réservoirs » : la Commission trilatérale à New-York et la Brookings Institution à Washington (1).

« Voilà tout juste deux semaines, Carter a choisi Cyrus Vance, membre de la Commission trilatérale, comme secrétaire d'Etat. Pas moins de seize autres membres de la Trilatérale — soit un quart environ des personnalités américaines qui en font partie — conseillent Carter durant la période de transition. Parmi eux, Walter Mondale, vice-président de Carter ; Zbigniew Brzezinski, l'ancien directeur de la Commission, qui pourrait devenir le conseiller de Carter pour la sécurité nationale ; l'un des principaux syndicalistes qui soutiennent le président élu, Léonard Woodcock ; l'avocat Paul Warnke, qui pourrait être choisi comme secrétaire à la défense, et le professeur à l'université de Columbia Richard Gardner, conseiller de Carter pour la politique étrangère.

» Au moins dix membres éminents de la Brookings Institution assistent Carter pendant la période de transition et certains d'entre eux recevront des postes dans son gouvernement. Parmi eux figurent Charles Schultze, directeur du budget sous Johnson et qui pourrait entrer au cabinet de Carter ; Henri Owen, autrefois chef du bureau de planification politique au département d'Etat, qui est aux côtés du président-élu comme spécialiste des affaires étrangères ; et Alice Rivlin, directeur de l'office du budget au Congrès, qui pourrait diriger l'équipe des conseillers économiques de Carter. Il y a aussi Robert Roosa, président du conseil de Brookings, qui figure parmi les titulaires possibles du poste de secrétaire au Trésor (et qui, comme Owen, est de la Commission trilatérale). (...)

» Dans son livre Why Not the Best ? *Carter dit que la Commission fut pour lui une* « splendide occasion d'apprendre ». *(...)*

» La Commission a ses critiques, principalement, mais non exclusivement, parmi la gauche. Généralement, la critique se borne à faire observer que la Commission comprend beaucoup de gens riches parmi ses membres. L'historien Arthur Schlesinger Jr. raconte dans le Wall Street Journal *que, le mois dernier encore, il s'efforçait de convaincre un auditoire parisien composé d'intellectuels et de journalistes que la Commission était une organisation respectable et non une « horrible conspiration de banquiers » rêvée par les Rockefeller. »*

Time a donc attendu son numéro du 20 décembre pour évoquer brièvement le rôle de la Commission trilatérale, à laquelle *Foreign Affairs* a consacré une étude dans son numéro d'octobre 1976, sous la signature de Richard Ullman : « Trilateralism : Partnership for What ? ». (Voir aussi : « Une Stratégie trilatérale », de Diana Johnstone, dans *le Monde diplomatique* de novembre 1976.)

(1) Cf. *Time*, 20 décembre 1976.

L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS

Subtilités et limites d'un

LA dernière initiative du gouvernement Ford en politique étrangère aura peut-être été la décision, prise sans tambour ni trompettes, de vendre à la République populaire de Chine du matériel technique à applications militaires. Cette politique, adoptée après un an de luttes acharnées au sein de l'exécutif américain, a toute les chances d'être poursuivie par le président-élu, M. Jimmy Carter. Deux des principaux conseillers de M. Carter pour les affaires chinoises se sont publiquement prononcés en faveur d'un *« glissement subtil »* en direction de la Chine, par le biais de l'autorisation des ventes de matériel technique susceptible d'applications militaires et du développement d'autres relations de défense, à condition toutefois que de semblables rapports ne compromettent pas la détente avec l'U.R.S.S.

Le débat sur les « relations militaires » des Etats-Unis avec la Chine — et leurs incidences sur la délicate algèbre de la diplomatie triangulaire Washington-Moscou-Pékin — est, de tous les sujets qui divisent l'exécutif américain, l'un des plus épineux et des plus secrets. Mais, s'il faut en croire certains informateurs bien placés dans la hiérarchie de la défense et des services de renseignement, la décision prise par le gouvernement Ford de céder aux Chinois deux ordinateurs Cyber 172 de la firme Control Data, qui peuvent être utilisés à des fins militaires, a marqué le début d'une nouvelle politique de *« glissement »* vers la Chine en ce qui concerne les ventes de matériel technique à applications militaires. Prise secrètement le 12 octobre dernier par le président Ford et le Conseil national de sécurité, cette décision était classée hautement confidentielle, mais elle fut divulguée par l'hebdomadaire *Aviation Week* à la suite, semble-t-il, d'une indiscrétion commise par un très haut fonctionnaire du Pentagone.

Il y a plus d'un an que les Chinois avaient fait leurs premières offres d'achat pour ces ordinateurs et d'autres appareils de haute technologie ayant des applications militaires ; mais le gouvernement américain, tout en autorisant les alliés des Etats-Unis à vendre des armements à la Chine, avait réservé sa réponse, car le débat sur le problème des relations militaires directes entre les Etats-Unis et la Chine se poursuivait en son sein. M. Kissinger aurait nourri quelque inquiétude quant aux effets de telles relations sur sa politique de détente, déjà bien chancelante, avec l'U.R.S.S., d'autant que la plupart des spécialistes de l'analyse du renseignement que compte le gouvernement soutenaient que l'éventualité d'un rapprochement sino-soviétique après la mort de Mao Tse-tung était pratiquement exclue. Mais à la suite du fiasco américain en Angola et des autres revers subis par la « détente », M. Kissinger se mit à considérer avec un nouvel intérêt les ventes à Pékin de matériel pouvant servir à des fins militaires, dans lesquelles il voyait à la fois un moyen d'exercer une pression sur Moscou et de faire progresser les relations avec Pékin. Les événements survenus en Chine au mois de septembre dernier à la suite de la mort de Mao auraient achevé de le convaincre de se ranger à l'avis de ceux qui préconisaient de telles ventes dans le but de faire obstacle à toute possibilité de rapprochement, ou même de simple apaisement des tensions, entre la Chine et l'U.R.S.S., tout en récompensant de leurs efforts les dirigeants chinois qui s'étaient montrés favorables à l'ouverture aux Etats-Unis.

La décision du Conseil national de sécurité approuvant la vente d'ordinateurs à la Chine intervint moins d'une semaine après l'arrestation des dirigeants radicaux chinois de la « bande des quatre » et trois jours après une rencontre privée à New-York entre M. Kissinger et M. Chiao Kuan-hua, ministre chinois des affaires étrangères. Du côté chinois, c'est peut-être la défaite des radicaux qui a facilité la conclusion d'un accord qui comporte des restrictions formelles et interdit aux Chinois de faire usage des ordinateurs à des fins militaires — restrictions dans lesquelles on pourrait voir une violation de la souveraineté chinoise. La plupart des spécialistes américains pensent en effet que les dirigeants « radicaux » s'opposaient à ce que la Chine devienne de plus en plus dépendante des Etats-Unis dans le domaine de la technologie militaire.

Un « geste amical »

APRES l'annonce de la décision du Conseil national de sécurité, de hauts fonctionnaires du département d'Etat déclarèrent en privé à des journalistes que l'aprobation de la vente des ordinateurs n'était qu'un *« geste amical »* envers les nouveaux dirigeants de la Chine. Le 29 octobre, M. Gerald Ford fit savoir qu'on l'avait *« assuré que les ordinateurs en question n'avaient rien à voir avec la défense »*. Le département d'Etat, plus circonspect, se bornait quant à lui à déclarer que les *« garanties indispensables »* avaient été prises et que la vente des ordinateurs à la Chine concordait avec les *« préoccupations de sécurité nationale »* des Etats-Unis. Un représentant de la société Control Data reconnaissait, pour sa part, ne pas pouvoir affirmer avec certitude que les ordinateurs ne seraient pas utilisés à des fins militaires, mais que les Chinois étaient censés n'en faire usage que dans la recherche sismique et la prospection pétrolière. Le mémorandum du Conseil national de sécurité exposant les motifs de sa décision recommandait que cette vente fût assortie de clauses restrictives moins sévères que celles qui accompagnent ordinairement ce genre de tractations avec les pays socialistes, le secrétaire d'Etat l'ayant jugée conforme aux intérêts de la politique étrangère américaine.

Aux dires de certains experts, Moscou ne pourra que soupçonner les Etats-Unis d'être de connivence avec les Chinois ; pour eux, Washington se rend parfaitement compte des appréhensions qu'il a fait naître chez les Soviétiques en autorisant la vente de ces ordinateurs.

Le gouvernement américain a cherché à se dédouaner aux yeux des Soviétiques en autorisant la vente à Moscou d'un ordinateur de modèle voisin, le Cyber 73. Un an auparavant, pourtant, une offre d'achat par les Soviétiques d'un ordinateur de ce modèle avait essuyé un refus, mais Washington était soucieux de montrer qu'il n'avait pas renoncé à sa politique d' « impartialité ». Quoi qu'il en soit, la vente des Cyber 172 à la Chine représente bel et bien un « glissement » délibéré en faveur de Pékin. En effet, les Soviétiques disposent déjà d'appareils de ce type, alors que les Chinois en sont encore très loin : les ordinateurs américains, dans l'hypothèse où ils seraient utilisés à des fins militaires, aideraient sensiblement à combler le retard des Chinois sur les Soviétiques dans le domaine de la technologie militaire. Washington est resté discret quant aux applications militaires du Cyber 172 ; l'on sait toutefois que cet ordinateur perfectionné peut servir au contrôle de radars extrêmement puissants capables de détecter des missiles balistiques intercontinentaux, et que le Pentagone l'a utilisé pour programmer des armes nucléaires.

C'est en septembre 1975 que le débat sur les relations militaires entre les Etats-Unis et la Chine a été porté à la connaissance du public par la publication d'un article dans la revue *Foreign Policy* signé d'un expert de la Rand Corporation, M. Michael Pillsbury. L'auteur soutenait que les Etats-Unis devraient *« apporter des modifications à la politique spécieuse d' « impartialité » qui gouverne actuellement les exportations de technologie militaire avancée »*. Pour lui, il convenait de ne pas imposer les mêmes restrictions à la Chine qu'à l'Union soviétique, *« la Chine étant loin de faire peser une aussi grave menace sur la sécurité nationale des Etats-Unis que l'Union soviétique. Si nous voulons maintenir un équilibre approximatif dans le triangle global de la puissance, nous devons adopter une politique qui admette d'une manière explicite que Pékin a légitimement intérêt à améliorer sa force de dissuasion pour parer à l'éventualité d'une attaque soviétique »*. Pillsbury précisait que l'aide américaine devrait se limiter à renforcer les capacités purement défensives de la Chine vis-à-vis de l'U.R.S.S., sans rien ajouter à son potentiel offensif face aux Etats-Unis et à leurs alliés asiatiques. Il ajoutait qu'il fallait *« éviter d'inquiéter inutilement Moscou, risquant ainsi de compromettre la détente entre les Etats-Unis et l'Union soviétique »*.

Arguments de poids

PEU après la parution de l'article de Michael Pillsbury, le *New York Times* révélait que la Chine désirait faire l'acquisition d'un *« ordinateur perfectionné de fabrication américaine qui lui permettrait d'activer sa prospection pétrolière et également de consolider son potentiel de défense »*. Le *New York Times* avait réussi à se procurer un rapport de la C.I.A. qui faisait état de *« discrètes avances »* de la Chine auprès de firmes américaines susceptibles de lui vendre du matériel technique avancé à applications militaires. D'après ce document, les Chinois avaient notamment engagé *« des pourparlers avec Lockheed au sujet d'avions de transports C 141, avec la société Itek au sujet de caméras destinées à équiper des satellites, avec R.C.A. au sujet de matériel de repérage et de télécommunication »*, et aussi avec Control Data au sujet des ordinateurs Cyber 172. Le *New York Times* rappelait qu'en 1973 les Etats-Unis avaient déjà vendu à la Chine dix Boeing 707 pourvus de systèmes de pilotage automatique, et notait en conclusion que *« l'idée d'un prochain établissement de relations militaires entre les Etats-Unis et la Chine a désormais des partisans à tous les échelons du gouvernement. Une étude de la C.I.A. sur les équations Moscou-Pékin-Washington, dont le* New York Times *a pu obtenir copie, soutient que Mao Tse-toung a été le principal artisan de l'ouverture de Pékin en direction de Washington et suggère que Washington fasse quelque chose en échange, en énumérant diverses formes que pourrait revêtir une aide militaire des Etats-Unis à la Chine »*. Le *New York Times* notait aussi que les responsables gouvernementaux favorables à cette thèse se référaient tous à l'article de Michael Pillsbury.

Depuis l'automne dernier, le débat sur les « relations militaires » entre les Etats-Unis et la Chine s'est enrichi de deux contributions très importantes. Dans son numéro de mai, *Foreign Policy* publiait un article de M. Roger Brown, expert qui jouit d'une haute autorité au sein de la C.I.A. ; il y déclarait partager le point de vue de Pillsbury, et réclamait avec insistance que les Etats-Unis établissent au plus tôt des relations diplomatiques avec la Chine populaire afin de dissuader les Chinois d'un éventuel rapprochement avec Moscou après la mort de Mao. Au mois de septembre, dans *Foreign Affairs*, c'était au tour de M. Jerome Cohen, enseignant à Harvard et spécialiste de la Chine, de voler au secours de la thèse défendue par Pillsbury et de se déclarer partisan de la création d'un certain nombre de « liens militaires » avec la Chine : M. Cohen compte parmi les principaux conseillers de M. Jimmy Carter pour les affaires chinoises.

Aux termes des écrits de MM. Pillsbury, Brown et Cohen et de discussions privées avec un certain nombre d'experts, l'établissement de *« relations militaires »* entre les Etats-Unis et la Chine pourrait avoir plusieurs objectifs :

— Améliorer la force de dissuasion de la Chine en la dotant d'une infrastructure technologique dans le domaine de la détection radar et de la reconnaissance par satellites. Deux dangers seraient affaiblis du même coup : pour la Chine, celui d'une attaque surprise soviétique, et, pour l'U.R.S.S., celui de voir les Chinois déclencher un tir prématuré par crainte d'une attaque préventive soviétique ;

— Améliorer l'équipement de la Chine en armements conventionnels par le biais du transfert d'armes perfectionnées et d'armements technologiques. Ce qui augmenterait la force de dissuasion chinoise face à l'éventualité d'une offensive conventionnelle des Soviétiques ;

— Maintenir quarante-cinq ou cinquante divisions soviétiques immobilisées à la frontière chinoise, et peut-être même amener les Soviétiques à concentrer des forces encore supérieures dans la zone frontalière, ce qui entraînerait une diminution correspondante des forces soviétiques face aux armées de l'OTAN en Europe ;

— Bien marquer que les Etats-Unis sont directement concernés par la sécurité chinoise, en donnant à Moscou des raisons de craindre que Washington n'apporte un soutien militaire aux Chinois au cas où éclaterait un nouveau conflit armé entre la Chine et l'U.R.S.S. (A ce propos, les experts font observer qu'à elle seule la discussion publique de l'établissement *« éven-*

Correspondance

Les Églises et les droits de l'homme

*A la suite de l'article intitulé « Deux scandales » (*le Monde diplomatique, *octobre 1976), M. Henri Germond, pasteur, ancien professeur à la faculté de théologie protestante à l'université de Lausanne, nous adresse une longue lettre, dont voici les principaux passages :*

Vous faites allusion au conflit d'Ecône pour le mettre à sa place, face, entre autres, aux misères et tragédies d'Amérique du Sud et au silence des autorités vaticanes. Serait-il faux d'évoquer une situation analogue, dans des circonstances pourtant tout autres, pendant le régime hitlérien ? Comment concilier la non-intervention des autorités d'une Eglise chrétienne et les paroles que vous citez de l'encyclique Gaudium et spes : « ... Les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon les règles de la justice, inséparable de la charité » ? Des paroles semblables abondent dans Pacem in terris et dans les textes de Vatican II.

Une masse de « croyants » est censée vivre dans la vérité, vérité « chrétienne », vérité « naturelle » et « révélée ». En réalité, c'est une doctrine élaborée au cours de l'histoire, robe bigarrée, fixée par des théologiens et des juristes, mise au point par le magistère et les conciles, devenue si évidente qu'on la prend pour divine... Une révolution de tout ce vocabulaire s'est pourtant faite dans ces derniers siècles : les mots ont retrouvé au fond d'eux-mêmes une telle puissance d'émotion, d'exigences, de révolte et d'espoir qu'aucune restriction ne peut leur être apportée. Alors, on attend tout de ceux qui les prononcent, sans savoir qu'une doctrine, des définitions, une théologie, continuent de les transmettre émasculés.

La foule des « incroyants », pauvres et riches, ne possède pas cette « vérité », mais on lui promet la charité. Charité prend ici le sens de concession, de condescendance : c'est comme le fruit amer de de l'amour. C'est l'affection paternelle à l'égard de chacun des enfants, d'une intensité semblable pour tous, mais avec une justice différenciée.

Les terres de mission ont été conquises et instruites au nom du « bien commun » et du « droit naturel », comme si une institution, si sainte se croit-elle, pouvait définir le « bien » d'autrui et l'imposer à l'ensemble ! Comme si l'on avait découvert dans la « nature » un droit sacré permettant de fixer les régimes sociaux et politiques de tous les peuples !

Les Eglises, qui « manient » l'absolu, ont peine à reconnaître la relativité des formules qui prétendent l'enfermer ; même passées sous silence, celles-ci agissent encore comme des déchets radioactifs, et il faudrait les redouter davantage.

Cette interprétation que je vous soumets est devenue pour moi l'objet d'une certitude au fur et à mesure que j'avançais dans un enseignement d'ecclésiologie. Elle me paraît confirmée par les documents et les événements actuels. Scandale né de l'importance donnée par l'Eglise au conflit minime d'Ecône, où un évêque qui se veut fidèle à la tradition fixée par un pape n'accepte pas les décisions obligatoires d'un concile, endossées par un autre pape. En même temps, devant les tragédies que connaissent des continents, où sont bafoués les droits de l'homme, la justice, la vérité, la paix, c'est l'absence de réaction dans une Eglise qui ne cesse de prôner ces valeurs. A l'origine de ces troubles, on pense au péché : la désobéissance, la révolte contre l'autorité sacrée. Mais de tels arguments sont maintenant indéfendables. Alors, c'est le silence...

La Commission trilatérale

*A la suite de la mention du nom de M. René Bonety comme membre de la Commission trilatérale (*le Monde diplomatique, *novembre 1976), nous avons reçu le télégramme suivant :*

Certains articles de presse font état de la participation de René Bonety aux travaux de la Commission trilatérale au titre de syndicaliste ou de membre de la C.F.D.T. (Confédération française démocratique du travail). Certes, René Bonety est militant C.F.D.T. Il a été jusqu'en 1973 responsable du secteur économique de la C.F.D.T. Il est maintenant dans son entreprise d'origine, attaché au service des études économiques générales d'E.D.F. (Electricité de France). C'est à ce titre E.D.F., donc en mission professionnelle et non syndicale, qu'il a participé à des travaux de la Commission trilatérale.

[Sur la liste diffusée par la Commission trilatérale elle-même, le nom de M. René Bonety est suivi de la mention : « Représentant de la C.F.D.T.]

COLLOQUES

● L'Académie mondiale pour la paix (9, rue de Fabron, Nice) organise, à Menton, du 10 au 15 janvier, un colloque sur le thème « Guerre civile et paix internationale » au cours duquel seront traités les conflits du Liban, de Chypre, d'Irlande, du Yémen.

● La Fondation pour les études de défense nationale et le Centre d'études de politique étrangère organisent à Paris, du 3 au 5 février, un colloque sur « la défense et la sécurité dans l'Europe des contradictions ». L'instabilité grandissante en Méditerranée sera notamment étudiée au cours des travaux.

Le sens d'une crise

(Suite de la première page.)

Beaucoup de progressistes, hors de Chine, ont vu dans les « quatre » — qui contrôlaient les moyens d'information — l'incarnation de la révolution culturelle, alors que la majorité des Chinois qui en furent les acteurs s'en font une idée totalement différente. On peut comprendre la réaction de ces derniers si l'on met en parallèle les pratiques du « groupe des quatre » et les recommandations pour la révolution culturelle exprimées dans les *« seize points »* adoptés par le comité central le 8 août 1966. Bien que leur attitude n'ait pas été dénoncée à l'époque, le troisième des seize points définit de manière précise les procédés utilisés par les « quatre » : *« Ils ont recours à des tactiques telles que celle qui consiste à déplacer la cible à attaquer et à changer le blanc en noir pour dévoyer le mouvement. Quand ils se trouvent très isolés et incapables de continuer plus longtemps, ils recourent encore davantage à l'intrigue, au coup de poignard dans le dos, à la diffusion de rumeurs. Ils brouillent autant qu'ils le peuvent la distinction entre révolution et contre-révolution dans le but d'attaquer les révolutionnaires. »*

Le sixième point précise que *« la méthode à utiliser dans les débats est de présenter les faits, de passer les choses au crible de la raison, de persuader par le raisonnement »* et que, *« lorsqu'il y a un débat, il doit être mené par le raisonnement et non par la coercition ou l'usage de la force »*. Le discours de Mme Chiang Ching du 22 juillet 1967, après les incidents de Wuhan (2), est en contradiction avec cette injonction : *« Attaquez avec des mots, défendez-vous avec la force »*, disait-elle. Elle précisait ainsi sa pensée aux jeunes rebelles : *« Ils ne déposent pas les armes, ils brandissent des fusils, des lances et des épées contre vous, et vous déposez vos armes. Vous avez tort. Vous le regretterez. »* Même après avoir été réprimandée pour encouragement à la violence, Chiang Ching, s'adressant à quelques-uns des jeunes rebelles le 5 septembre 1967, rappela d'abord : *« Kang Sheng m'a entraînée ici »*, puis précisa qu'elle *« n'était pas en faveur de la lutte armée »* avant de remarquer : *« Quand les ennemis de classe nous attaquent, comment pouvons-nous nous permettre de ne pas avoir une arme à la main ? C'est la situation que j'ai à l'esprit, mais actuellement il n'y a pas nécessité de recourir à cette forme de lutte. »*

Pour ce qui est des cadres, les seize points partaient du postulat que 95 % d'entre eux étaient bons ou relativement bons. Même le *« petit nombre de droitiers anti-parti et antisocialistes »* qui doivent être totalement démasqués et privés de toute influence *« doivent se voir accorder une porte de sortie afin de revenir de leurs erreurs »* (point 8). La politique de Chang Chun-chiao, de Chiang Ching et de Yao Wen-yuan pendant la révolution culturelle, et plus encore pendant les deux ou trois années qui précédèrent leur chute, fut de s'en prendre violemment aux cadres qui critiquaient leur ligne ou s'y opposaient et, en particulier, de démettre les survivants de la Longue Marche et de l'époque de Yenan.

« Toute idée d'opposer la grande révolution culturelle au développement de la production est incorrecte », affirme le point 14. Le « groupe des quatre » partait au contraire du principe selon lequel toute proposition émanant des ouvriers et des cadres d'une usine pour augmenter la production et améliorer la productivité était révisionniste et contre-révolutionnaire. Leur point de vue unilatéral et anti-dialectique s'exprimait dans la directive suivante : *« Si la révolution est bien conduite, le problème de la production se résoudra naturellement. »*

L'ultra-gauche et les attaques contre Chou En-lai

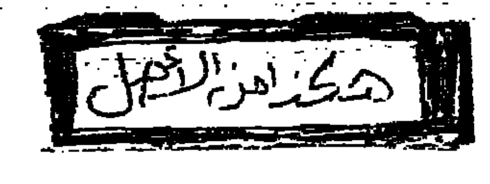
BIEN que les politiques qu'ils préconisaient soient passées d'un extrême à l'autre selon les nécessités du moment, on peut faire remonter leur attitude aux premiers jours de la révolution culturelle. Pendant les derniers mois de 1965 et toute l'année 1966, Lin Piao et Chiang Ching s'appuyèrent l'un sur l'autre et contribuèrent à se hisser mutuellement dans des positions influentes. Chiang Ching fut nommée conseillère culturelle de l'armée populaire de libération, et on lui attribue dans une large mesure la responsabilité de la réunion sur le travail littéraire et artistique dans les forces armées, tenue en février 1966. Elle travailla en liaison étroite avec Chen Po-ta et tous deux appuyèrent activement la « faction Terre » des étudiants dont l'une des principales cibles était Chou En-lai. En janvier 1967, après la « prise du pouvoir » à Changhai, Chiang Ching défendit l'idée d'une commune de Pékin avec Chi Pen-yu (qui, un peu plus tard cette année-là, devait être dénoncé comme l'un des trois dirigeants du groupe ultra-gauchiste, le mouvement 516). Elle s'adressa aux rebelles révolutionnaires du Studio central de films documentaires : *« Le titre de « chef » doit être mis en pièces. Il n'y aura pas besoin de chefs à l'avenir. Nous aurons la commune populaire. »*

En même temps, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan annoncent la création de la Commune de Changhai. Cet appel à *« l'élimination de tous les chefs »* correspondait à la politique du courant gauchiste (groupe 516) : *« Douter de tout, suspecter tout, renverser tout. »* La réaction de Mao Tse-toung fut sans équivoque : *« C'est de l'anarchisme le plus extrême,* affirma-t-il, *c'est très réactionnaire. »*

Le mouvement gauchiste, connu des Chinois sous le nom de 516 (mouvement du 16 mai), entra en action au printemps de 1967. Le 7 août 1967, Wang Li incita les rebelles gauchistes à s'emparer du pouvoir au ministère des affaires étrangères, ce qu'ils firent pendant un temps. Il s'ensuivit divers incidents de caractère xénophobe, en particulier l'incendie de l'ambassade de Grande-Bretagne le 22 août. Le numéro 12 du *Drapeau rouge* parut avec un éditorial intitulé *« Le prolétariat doit fermement se saisir du fusil. »* Ce fut le signal pour les organisations rebelles de s'emparer d'armes dans les casernes.

L'ultra-gauche était allée trop loin. Malgré la résistance de Chiang Ching et Chen Po-ta, la publication du *Drapeau rouge* fut suspendue, Wang Li, Chi Pen-yu et Kuan Feng furent arrêtés. Chiang Ching, *« mentalement*

(2) Mouvement de rébellion contre le pouvoir central pendant l'été 1967. La gravité de ces incidents permettra à Mao Tse-toung d'écarter l'aile gauche du « groupe central » de la révolution culturelle.





ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

projet de coopération militaire

Par BANNING GARRETT *

tuel » de « *relations militaires* » entre les Etats-Unis et la Chine suffit à créer assez d'incertitude à Moscou pour que les Soviétiques soient obligés de tenir compte de cette possibilité dans la planification de leur stratégie et de leurs décisions en cas de crise.) ;

— Limiter la marge de manœuvre des Soviétiques dans le reste du monde et faire pression sur eux lors des discussions SALT et autres négociations bilatérales, en laissant planer la menace d'un accroissement de l'aide militaire américaine à la Chine ;

— Empêcher tout rapprochement entre la Chine et l'U.R.S.S. en entretenant *les soupçons et les tensions* qui divisent Moscou et Pékin et en associant l'ensemble du haut commandement militaire chinois à l'actuelle politique chinoise de « glissement » vers les Etats-Unis ;

— Fournir une espèce de « prime » aux dirigeants chinois pour avoir pratiqué l'ouverture en direction des Etats-Unis (bien qu'aucun progrès n'ait été fait de ce côté-là sur le plan diplomatique depuis 1972) et renforcer du même coup la position de ceux qui défendent cette politique au sein de la direction chinoise.

Traiter avec les alliés des Etats-Unis, *plutôt qu'avec les Etats-Unis* eux-mêmes, pour des achats d'armements favorisait les intérêts des Chinois aussi bien que ceux des Américains. Cela permettait en effet aux *dirigeants chinois de ne pas être* accusés d'augmenter la dépendance de la Chine à l'égard des Etats-Unis ; de son côté, Washington avait trouvé là une manière idéale d'aider la Chine sans faire naître d'irritation excessive chez les Soviétiques. Mais la Chine était également désireuse d'acquérir certains équipements techniques susceptibles d'applications militaires qui n'étaient disponibles nulle part ailleurs qu'aux Etats-Unis, et, aux yeux des Américains, les ventes directes à la Chine de matériel perfectionné susceptible d'être utilisé à des fins militaires représentaient un bon moyen d'accentuer leur pression sur Moscou et de manifester leur mécontentement de la tournure prise par les relations américano-soviétiques. Sans compter qu'on éliminait ainsi toute possibilité *de rapprochement ou même* d'apaisement entre la Chine et l'U.R.S.S., tout en récompensant les dirigeants chinois de leur politique d'ouverture envers les Etats-Unis.

En juin 1976, la revue financière américaine *Forbes* faisait état de contacts « *officieux* » entre la Chine et les Etats-Unis au sujet de l'achat d'équipements militaires et de techniques de fabrication. Aux dires d'un « *haut fonctionnaire des services de renseignement américains* », interrogé par *Forbes*, les Chinois auraient « *essayé de nous acheter des hélicoptères. Ils aimeraient avoir de l'équipement de guerre anti-sous-marins de conception américaine. Et ils ont toujours manifesté de l'intérêt pour nos armements antichars perfectionnés, surtout depuis la guerre d'octobre* ».

Les premiers contrats avec l'Occident

SELON certaines informations publiées dans la presse — qui n'ont jamais reçu de confirmation officielle, — les Etats-Unis auraient fourni à la Chine des renseignements sur l'U.R.S.S., et les Chinois leur auraient communiqué, en échange, des rapports de leurs services de contre-espionnage sur les activités des Soviétiques. Parmi les renseignements de nature militaire fournis à la Chine par les Etats-Unis, figureraient notamment des documents photographiques sur les forces soviétiques stationnées à la frontière chinoise recueillis par des missions de reconnaissance américaines, des informations sur les mouvements des sous-marins soviétiques et diverses autres données obtenues grâce aux techniques modernes de l'espionnage électronique. Certains indices permettent de supposer que ces échanges auraient commencé à la suite de la visite à Pékin de M. Kissinger au mois de juillet 1971.

En novembre 1975, conformément à ce qu'avait préconisé Michael Pillsbury deux mois auparavant, un premier pas fut franchi en direction de l'établissement de « *relations militaires* » avec Pékin, et les alliés des Etats-Unis furent autorisés à vendre des armements à la Chine. Les relations de défense entre la Chine et les pays occidentaux entrèrent dans une phase nouvelle avec la conclusion d'un contrat de 200 millions de dollars entre la Chine populaire et la société Rolls-Royce, aux termes duquel la firme britannique s'engageait à adapter aux Mig surannés de l'armée de l'air chinoise des moteurs à réaction du même modèle que ceux qui équipent la version anglaise du Phantom F-IV américain. Le contrat prévoyait que les réacteurs seraient ultérieurement fabriqués en Chine même, ce qui permettra aux Chinois de se doter des premiers éléments d'une industrie moderne de moteurs d'avion. Le gouvernement Ford aurait pu s'opposer à l'exécution du contrat, mais il lui donna son accord, tandis que le COCOM — comité où sont représentés l'ensemble des pays occidentaux, Japon compris, et qui supervise les exportations de biens stratégiques en direction des pays communistes — laissait augurer qu'il ne ferait guère de difficultés pour l'avaliser.

Déjà, en 1974, la France avait vendu à la Chine des hélicoptères Super-Frelon, qui ont des utilisations à la fois militaires et commerciales. En juin dernier, au moment de la visite en Chine du chef d'état-major français, le général Guy Méry, le bruit *courut que* les Chinois étaient entrés en pourparlers avec la France pour l'achat d'avions à réaction Mirage et de chars AMX 30. La Chine a également acheté quelques hélicoptères à l'Allemagne occidentale et serait actuellement en pourparlers avec le Japon pour l'achat d'appareils de reconnaissance.

Quelque temps après l'approbation de la vente des ordinateurs Cyber 172 à la Chine par le président Ford et le Conseil national de sécurité, l'hebdomadaire *Aviation Week* révélait que la plus grosse firme d'ordinateurs du Japon, la compagnie Fujitsu-Hitachi, était sur le point de conclure un contrat avec la Chine pour la vente d'ordinateurs HITAC M 170 ou M 160, qui ont des performances équivalentes à celles des modèles I.B.M. 370-158 et 370-148. De source différente, on apprenait que les Chinois comptaient acquérir deux ordinateurs M 170 et un ordinateur M 160 pour une somme totale d'environ 8 millions de dollars.

M. Kissinger et la sécurité de la Chine

AU printemps dernier, d'autres indices laissaient supposer que les Etats-Unis envisageaient de vendre du matériel militaire à la Chine. Ainsi, l'ancien secrétaire à la défense, M. James Schlesinger, révélait au mois d'avril que des membres du gouvernement avaient discuté entre eux de la possibilité d'apporter une aide militaire à la Chine à l'époque où il était encore en poste au ministère de la défense, et il ajoutait que, quant à lui, il ne rejetterait pas cette idée « *sans y regarder à deux fois* » — position qu'il devait réitérer au mois de septembre après un séjour de trois semaines en Chine. Au mois de mai, le secrétaire au commerce, M. Elliot Richardson, déclarait publiquement à Tokyo que les Etats-Unis étaient prêts à discuter des ventes d'armes à la Chine si Pékin soulevait le problème.

Pourtant, le 15 octobre, au cours d'une conférence de presse, M. Henry Kissinger répondit par la négative à la question d'un journaliste qui lui demandait si les Etats-Unis pourraient envisager de fournir du matériel militaire à la Chine, et il nia que des pourparlers aient été engagés. C'était exactement trois jours après que le gouvernement eut autorisé, sur l'insistance pressante du même Kissinger, la vente des ordinateurs Cyber 172 à Pékin. « *Nous n'avons jamais été sollicités par la Chine au sujet de ventes d'armes*, affirmait M. Kissinger le 15 octobre. (...) *Nous n'avons jamais engagé de pourparlers avec la Chine sur des ventes d'armements.* (...) *Nous n'avons jamais eu de discussions portant sur des questions de défense avec les Chinois.* » D'après un bon nombre d'informations non confirmées parues dans la presse, M. Kissinger aurait personnellement discuté des ventes de matériel militaire avec des responsables chinois. Ce qui est confirmé, en revanche, par des sources très bien informées, c'est que des « pourparlers » portant sur la « défense » ont effectivement eu lieu entre de hauts responsables chinois et de hauts responsables américains — y compris, semble-t-il, le secrétaire d'Etat en personne.

Au cours de sa conférence de presse du 15 octobre, M. Kissinger montra combien les Etats-Unis étaient soucieux de la sécurité chinoise en apportant à la Chine un ferme soutien verbal : « *Nous sommes convaincus que la souveraineté de la Chine et son intégrité territoriale jouent un rôle fondamental dans le maintien de l'équilibre mondial, et nous considérerions comme très sérieuses les menaces que pourrait faire peser sur elles une puissance extérieure.* » Le *24 octobre, M. Kissinger allait encore* plus loin, puisqu'il établissait un lien entre la sécurité de la Chine et celle des Etats-Unis — position qui constituait une justification stratégique *opportune à la vente de matériel* technologique militaire qu'il avait fait approuver douze jours plus tôt. Aux dires de M. Kissinger, une agression contre la Yougoslavie ou contre la Chine « *modifierait l'équilibre mondial des forces et affecterait les calculs stratégiques d'autres pays, ce qui pourrait avoir par voie de retour des conséquences fâcheuses sur la sécurité américaine, même si elles n'étaient pas immédiates* ». Il ajoutait que les Etats-Unis « *verraient d'un très mauvais œil une agression armée ou même une simple pression militaire* » contre la Chine.

Rester maître du jeu

M. KISSINGER doit prochainement abandonner ses fonctions, mais tout semble indiquer que le gouvernement Carter adoptera vis-à-vis de la Chine la même politique. M. James Schlesinger, nommé depuis lors conseiller pour les affaires énergétiques du futur président, a rencontré M. Carter le 3 octobre pour lui faire part des enseignements qu'il avait tirés de sa visite en Chine. L'ancien secrétaire à la défense, qui considère la Chine comme un « *quasi-allié* » des Etats-Unis, avait été invité à Pékin à l'époque où il était encore membre du gouvernement en raison de ses positions « *intransigeantes* » sur la détente avec l'U.R.S.S. M. Schlesinger paraît fermement acquis à l'établissement de « *relations militaires* » avec la Chine : dans les discours qu'il a prononcés au cours de sa visite à *Pékin, il a mentionné comme moyens* possibles de contenir la puissance soviétique la puissance militaire occidentale et les « *actions parallèles* » avec la Chine, mais pas les négociations avec Moscou. Au printemps dernier, M. Schlesinger disait déjà que les relations américano-soviétiques étaient « *très proches* » de celles du temps de la guerre froide.

Si M. Schlesinger semble prêt à remettre en cause la détente avec l'U.R.S.S. et à s'engager sur la voie d'une alliance sino-américaine pour contenir Moscou, M. Jerome Cohen, par contre, rejette au stade actuel l'idée d'une « *quasi-alliance* » avec la Chine et recommande que les Etats-Unis « *fassent clairement comprendre à Pékin qu'ils n'entendent pas sacrifier la détente avec l'U.R.S.S.* ». M. Cohen soutient qu'une « *coopération militaire institutionnalisée* » avec la Chine « *indisposerait gravement l'Union soviétique et renforcerait encore la tendance à un retour à la guerre froide* ». M. Cohen n'est cependant pas opposé à ce que les Etats-Unis opèrent un certain « *glissement* » en direction de Pékin en fournissant à la Chine du matériel technique à applications militaires qui l'aidera à rattraper son retard technologique sur l'U.R.S.S. « *Dans certaines circonstances*, écrit-il dans *Foreign Affairs*, *il pourrait paraître souhaitable que les Etats-Unis refusent certains articles à l'Union soviétique tout en les vendant à la Chine, afin de réduire l'infériorité stratégique de cette dernière* ».

Mais il reconnaît toutefois que, « *au stade où en sont les rapports des Etats-Unis avec Moscou et Pékin, l'abandon complet du principe de l'impartialité ne semblerait guère opportun* ». Un autre conseiller de M. Carter, M. Michael Oksenberg, déclarait au printemps dernier au Congrès qu'il était, lui aussi, favorable à un « glissement » en faveur de la Chine dans le domaine des ventes de matériel à applications militaires et à d'autres formes de « *relations militaires* ».

M. Paul Warnke, autre conseiller de M. Carter pour les questions de politique étrangère et de défense, proclame, lui, qu'il ne voit « *aucun avantage* » à l'établissement de relations militaires avec la Chine. M. Warnke, qui a occupé les fonctions de secrétaire adjoint à la défense pour les affaires de sécurité internationales de 1967 à 1969, et qui appartient aujourd'hui à une firme d'avocats dont l'un des associés n'est autre que l'ancien ministre de la défense Clark Clifford, estime que les Etats-Unis ne devraient pas donner à Moscou des raisons de penser qu'ils sont sur le point de conclure une alliance avec la Chine.

Washington espère que les ventes *de matériel militaire* à la Chine et l'éventuel établissement d'autres relations de défense avec elle permettront aux Etats-Unis de rester maîtres du jeu dans leurs relations avec Pékin comme dans leurs relations avec Moscou, en incitant les deux puissances à rechercher l'amitié des Etats-Unis tout en demeurant mutuellement hostiles. Mais même si l'éventualité d'une nouvelle alliance sino-soviétique paraît exclue dans l'avenir prévisible, les Chinois pourraient s'assurer d'une position meilleure dans cette partie triangulaire s'ils parvenaient à apaiser suffisamment leurs tensions avec Moscou pour provoquer la nervosité de Washington. De cette manière, Pékin conserverait sa liberté de manœuvre et son indépendance sans pour autant être obligé de renoncer à la technologie civile ou militaire des Occidentaux : même le développement de ses relations de défense avec les Etats-Unis ne risquerait pas d'en être affecté.

Les nouveaux dirigeants de la Chine se rendent certainement compte que seule la crainte d'un possible rapprochement sino-soviétique après la *mort du président Mao a poussé le* gouvernement Ford à approuver la vente des ordinateurs. Mais osera-t-on imaginer que les merveilles de la technologie occidentale couleraient à *flots sur les pays de l'Est si* les Russes et les Chinois s'asseyaient autour d'une table pour discuter de l'Amour et de l'Oussouri ?

* Rédacteur à l'*International Bulletin*, publié par Internews, agence de presse internationale dont le siège est aux Etats-Unis.

---

ine cris

épuisée » se retira à Han-Kow et ne fit sa réapparition qu'au mois de janvier suivant.

On dit en Chine que l'enquête sur le mouvement gauchiste 516 remonta jusqu'à Wang Li, Chi Pen-yu et Kuan Feng, mais pas plus haut. Nancy et David Milton, témoins d'un grand nombre de ces événements à Pékin en 1967, font allusion aux recherches effectuées à l'intérieur de certains groupes étudiants pour connaître les ramifications du groupe 516 et ses rapports avec des membres du groupe central de la révolution culturelle, particulièrement Cheng Po-ta et Chiang Ching. « *Même le premier ministre, cible de la conspiration, entreprit avec énergie de colmater les brèches que ses adversaires avaient creusées dans le centre de direction de la révolution culturelle... Il était dans son intérêt et dans celui du président Mao que Chiang Ching ne soit pas discréditée, et l'avenir montrerait qu'à long terme presque tous les adversaires acharnés de Chou En-lai seraient écartés du pouvoir* » (3).

Quelles que soient leurs acrobaties pour s'accommoder de situations changeantes, les « quatre » eurent toujours une ligne d'action commune : leur opposition à Chou En-lai. En 1967 la « faction Terre », dirigée et appuyée par Chen Po-ta, Chiang Ching, Wang Li, Chi Pen-yu et Kuan Feng, servit de troupe de choc pour attaquer le maréchal Chen Yi, ministre des affaires étrangères, et à travers lui le premier ministre. Chou En-lai, en raison de son immense popularité, de ses antécédents révolutionnaires, de ses relations privilégiées avec Mao Tse-toung et de son étonnante capacité à tenir en main l'administration, représenta jusqu'à sa mort un obstacle majeur aux projets des « quatre » de s'emparer du pouvoir. Ils allèrent jusqu'à tenter de l'assassiner : au moment où il revenait de Hanoï, les unités anti-aériennes furent informées qu'un avion ennemi pénétrait en territoire chinois et qu'il fallait l'abattre : *en fait*, l'avion de Chou En-lai fut contraint d'atterrir dans la province de Yunnan ; les artilleurs furent ahuris d'en voir descendre le premier ministre.

Les attaques interminables et extravagantes contre le film d'Antonioni sur la Chine — et qui parurent dans les moyens d'information contrôlés par les « quatre » — revenaient à attaquer de manière indirecte le ministère des affaires étrangères et le cabinet du premier ministre qui avaient organisé la visite du cinéaste italien. Au cours de la campagne de critique contre Lin Piao et Confucius, les « quatre » tentèrent, par l'allusion et l'insinuation, de lier les attaques contre le confucionisme avec Chou En-lai mais, en révolutionnaire expérimenté, ce dernier réussit à détourner leurs coups sur Lin Piao, qui avait à un moment donné été leur associé. Lors de la quatrième Assemblée populaire nationale, les « quatre » avaient préparé leur « cabinet fantôme » pour remplacer Chou En-lai et d'autres vétérans.

L'immense vague d'émotion populaire qui suivit la mort de Chou En-lai fut un camouflet pour les « quatre ». A la fin de la semaine de deuil, des réunions de commémoration furent prévues dans chaque province et dans chaque ville, mais elles furent annulées au dernier moment par les « quatre ». Ceux-ci firent répandre le mot d'ordre de ne pas porter de brassards noirs sous prétexte de ne pas gaspiller de tissu. Ces restrictions provoquèrent la colère populaire, qui se manifesta sans ambages sur la place de la Porte-de-la-Paix céleste à Pékin et dans d'autres villes en avril 1976. Il ne s'agissait pas seulement de l'expression d'un sentiment d'émotion pour un dirigeant révéré, mais aussi d'une manifestation politique dirigée contre ceux qui avaient tenté de le dénigrer et de le renverser. Jetant de l'huile sur le feu en faisant retirer les couronnes de deuil, les « quatre » profitèrent de l'occasion pour faire intervenir des agents provocateurs sur la place de la Porte-de-la-Paix céleste, le 6 avril, afin de pouvoir dénoncer la manifestation comme contre-révolutionnaire. La revue théorique *le Drapeau rouge* ne publia même pas une notice nécrologique *ni une évocation* de la longue carrière révolutionnaire de Chou En-lai. Le mouvement populaire qui suivit la mort du premier ministre constitua probablement un des principaux facteurs dans la mobilisation de l'opinion publique, qui permit à Hua Kuo-feng d'agir avec autant de détermination pendant les premeirs jours d'octobre 1976.

Il est significatif que Mao Tse-toung ait confié l'enquête sur le rôle de Lin Piao et Chen Po-ta à Hua Kuo-feng, né dans la province de Shansi, et qui arriva avec l'armée dans le district de Siangtan de la province de Hunan en avril 1949. Hua Kuo-feng avait derrière lui un solide passé d'administrateur au niveau local et provincial.

En 1955, la revue théorique qui publia l'important discours de Mao Tse-toung sur la coopération agricole comportait également une longue étude de Hua Kuo-feng sur les problèmes agricoles. C'est lui qui prononça le discours de synthèse donnant les directives politiques sur les leçons de Tachai (4) en septembre 1976. On remarquera en passant que ce discours ne fut pas publié par *le Drapeau rouge*...

Au cours de son enquête sur l'affaire Lin Piao, il semble que Hua Kuo-feng découvrit certains faits délicats, établissant des liens entre Lin Piao, Chen Po-ta et d'autres ultra-gauchistes. A plusieurs reprises, Mao avait averti les « quatre » du danger de former des factions, d'utiliser des tactiques scissionnistes et de s'en prendre à la fois à des vétérans et à de jeunes cadres qui ne se conformaient pas à leur ligne. La décision, prise de toute évidence avec l'appui de Mao, de nommer Hua Kuo-feng comme premier vice-président fut déjà un coup d'arrêt à leur volonté de puissance. En montant de toutes pièces les incidents de la place de la Porte-de-la-Paix céleste en avril 1976, les « quatre » réussirent à provoquer la chute de Teng Hsiao-ping : victoire à la Pyrrhus, car le poste de premier ministre ne revint pas à l'un d'eux mais à Hua Kuo-feng.

Le 30 avril 1976, Mao Tse-toung, avec à ses côtés Hua Kuo-feng, reçut M. Muldoon, premier ministre de Nouvelle-Zélande, quit dit plus tard qu'il avait trouvé le président « *vieilli et affaibli* ». *Le Monde* du 7 mai 1976 rapporte que M. Muldoon aurait affirmé qu'à certains moments Mao Tse-toung éprouvait des difficultés à s'exprimer et qu'il était contraint d'écrire certaines réponses.

Après le départ de M. Muldoon, Hua Kuo-feng resta auprès du président pour lui faire un rapport sur les travaux du Conseil d'Etat et sur la campagne de critique de Teng Hsiao-ping qui, *précisa-t-il, n'était guère* populaire dans de nombreuses provinces. Mao Tse-toung écrivit alors les trois directives qui devaient jouer un rôle si important au cours des mois suivants :

— *Nul besoin d'être impatient. Continuez à travailler lentement.*

— *Agissez selon les principes passés* (Zhao Gùo Qu Fang Zhen Bàn), ce qui se réfère notamment aux principes régissant le développement économique.

— *Avec vous au pouvoir, je suis tranquille.*

Selon plusieurs sources, à la suite du décès de Mao le 9 septembre dernier, Chiang Ching tenta de s'emparer de certains documents afin de les modifier et de désigner les « quatre » comme successeurs.

Dans le Quotidien du peuple et d'autres publications contrôlées par le « groupe de Changhaï », l'expression « *agissez selon les principes passés* » (qui signifiait clairement l'appui à la *poursuite de la politique économique* dont beaucoup de vétérans tels que Li Hsien-nien avaient été les inspirateurs) fut remplacée par « *agissez selon les principes mis sur le papier* » (An Ji Ding Fang Zhen Bàn), formulation suffisamment vague pour être interprétée au gré des vœux des « quatre ».

Le 4 octobre, le *Quotidien de Kuang Ming* répéta le principe « *agissez selon les principes mis sur le papier* » et poursuivit par un avertissement selon lequel tout révisionniste qui enfreindrait ce principe finirait mal. Cela fut perçu comme une attaque contre Hua Kuo-feng et comme le signal des « quatre » à leurs partisans de passer à l'action. La réaction de Hua fut immédiate et décisive : les « quatre » furent arrêtés et le 7 octobre Hua Kuo-feng fut nommé président du comité central du parti communiste et président de la commission militaire.

Les « quatre » n'auraient pas pu agir sans le soutien d'un certain nombre de cadres des comités révolutionnaires au niveau local et provincial, et même de certaines usines. Il existe peu d'indices que ces cadres se soient soulevés pour *défendre les « quatre »* au moment de la crise. Même à Changhaï, que l'on tenait pour leur bastion (et où les miliciens avaient reçu des munitions et l'ordre de combattre *jusqu'à la mort*), *lorsque le moment* critique arriva, ils ne furent pas prêts à défendre les « quatre » face aux masses qui descendirent dans la rue par millions pour exprimer leur joie en apprenant la nouvelle.

Ce furent des jours de peur, comme me l'expliquèrent des Chinois de tous niveaux pendant mon voyage en octobre et novembre 1976. Les Chinois avaient toujours pensé que Mao Tse-toung mourrait le premier et que Chou En-lai pourrait poursuivre sa politique pendant quelques années. Après la mort du premier ministre, l'incertitude sur l'avenir de la Chine était un sentiment très réel, comme on put le ressentir lors de visites en automne 1975 et au printemps 1976. L'éventualité d'une guerre civile était présente dans tous les esprits. En fait, les gens supputaient combien de temps le « groupe des quatre » pourrait tenir, certains disant six mois, d'autres peut-être un an.

Mao avait dit, et Chou En-lai l'avait répété au dixième congrès du parti communiste : « *Si la droite fomente un coup d'Etat anticommuniste en Chine, je suis sûr qu'elle ne connaîtra pas de paix et que son règne sera très probablement de courte durée, parce qu'il ne sera pas toléré par les révolutionnaires qui représentent les intérêts du peuple et constituent 90 % de la population.* »

En fin de compte, la droite n'atteignit *jamais les échelons supérieurs du* pouvoir auxquels elle aspirait. Il serait léger de croire que les « quatre » n'ont pas laissé derrière eux des partisans susceptibles de provoquer de nouveaux troubles. Le *sentiment* de nombreux Chinois à tous les niveaux, comme beaucoup de visiteurs ont pu le constater, était indiscutablement celui du soulagement, de la conscience qu'un énorme fardeau avait été retiré de leurs épaules et qu'ils pouvaient vaquer à leurs occupations sans se soucier des intrigues, des coups de poignard dans le dos et des tensions.

ROLAND BERGER.

(3) *The Wind Will not Subside*, p. 280.

(4) La région de Tachai, dans la province de Shansi, a donné l'exemple au reste du pays en aménageant des champs en terrasse sans aucun moyen mécanique, au cours d'une « bataille contre la nature » qui a duré dix ans. L'« esprit de Tachai » consiste à compter sur ses propres forces, grâce à la mobilisation de l'immense main-d'œuvre disponible et à l'adoption de nouvelles formes de travail collectif (voir *les Chinois*, Encyclopédie du Monde Actuel, le Livre de Poche, 1976).

L'ARGENTINE
sous la botte

Jouant un rôle irremplaçable dans la stratégie américaine pour l'Atlantique sud, les militaires argentins ont muselé toute opposition

(Photo Olga Carretsen-Gamma)

La masse des informations qui affluent d'Argentine ne laisse aucun doute : depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976 qui renversa le gouvernement d'Isabel Peron, la répression a atteint un degré d'intensité et de sauvagerie sans précédent. S'étant autodésignées pour mettre en route un processus de « réorganisation nationale » visant à éliminer la guérilla, à en finir avec la gabegie et la corruption et à remettre en route une machine économique allant à la paralysie, les forces armées avaient revendiqué pour elles-mêmes « le monopole de violence », ce qui semblait annoncer la mise au pas des groupes terroristes paramilitaires et parapoliciers responsables d'innombrables assassinats de personnalités libérales ou de gauche et jouissant d'une totale impunité.

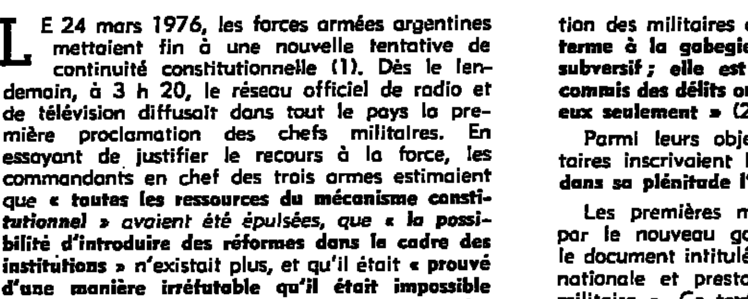
Le programme du 24 mars n'a pas été respecté. Certes, la guérilla a subi des revers très graves : l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple) a cessé d'exister en tant que force autonome dans la province de Tucuman, et les Montoneros ont perdu beaucoup de leurs cadres et des dizaines de leurs militants, ce qui ne leur laisse plus que la possibilité de coups d'éclat suicidaires. Par ailleurs, la politique économique suivie par M. Martinez de Hoz, ministre de l'économie, émule du professeur Milton Friedman, est partie du principe que le peuple vivait au-dessus de ses moyens. En six mois, le salaire réel a baissé de 50 %, les licenciements sont devenus massifs et le pays est entré en récession. Les seuls bénéficiaires de cette politique — qui ne dissimule pas son caractère de classe — sont la grande bourgeoisie industrielle, associée au capital multinational, et les gros propriétaires terriens.

Sur le chapitre des libertés individuelles, la junte militaire est en train de faire de l'Argentine un nouveau Chili. Non seulement un appareil législatif de répression extraordinairement sévère a été mis en place, qui sanctionne avec la dernière rigueur toute velléité d'expression ou de revendication sociale, mais la police et l'armée délèguent à des commandos terroristes — qu'elles tolèrent ou dont elles sont complices — l'exécution de leurs basses œuvres. C'est par centaines que se comptent les enlèvements ou assassinats, parfois commis dans des conditions atroces et qui touchent aussi bien les réfugiés latino-américains que les Argentins. Les prêtres ne sont pas davantage épargnés. Un prélat, Mgr Angelleli, évêque de La Rioja, a été la victime d'un « accident » dont les circonstances sont tellement invraisemblables qu'il ressemble fort à une mise en scène macabre...

Devant l'accumulation des témoignages, confirmés par des délégations de juristes étrangers ou Amnesty International, les autorités font la sourde oreille, n'enregistrent même pas les plaintes. Nul ne sait ce qu'il advient des personnes enlevées, jusqu'au jour où leur cadavre est retrouvé criblé de balles et portant souvent des marques de tortures. Le décalage entre la réalité d'une répression — dont la violence frôle parfois la démence — et les propos rassurants du général Videla, président de la République, qui rappelle chaque fois qu'il le peut son désir d'un retour à un minimum de démocratie, témoigne sans doute d'une implacable lutte de factions au sein des forces armées. Le général Videla et le chef d'état-major, le général Viola, passent pour des modérés mais semblent incapables de contrôler les débordements d'un appareil de coercition qui ne souhaite sans doute les conserver à sa tête que pour « inaugurer les chrysanthèmes ».

Quelques indices positifs cependant : la mise à la retraite le 1er janvier 1977 de quatre généraux de l'armée de terre, particulièrement extrémistes, dans le cadre des mouvements de personnel — la promesse faite par le général Videla le 22 décembre d'engager dans les prochains mois un dialogue avec les dirigeants civils — le maintien par la publication d'hebdomadaires ou de mensuels à diffusion bien sûr très restreinte, d'une activité minimale de certains partis non dissous. Cela ne suffira pas à remettre l'Argentine sur la voie de la démocratie représentative, objectif officiel de la junte. Mais les vraies décisions se prennent-elles à Buenos-Aires ? L'arrivée au pouvoir d'un régime progressiste en Angola, bouleversant la géopolitique de l'Atlantique sud, incite Washington au « verrouillage » du cône sud-américain.

L'enquête qui suit a été réalisée par plusieurs avocats argentins. On comprendra sans peine que nous leur conservions l'anonymat.



LE 24 mars 1976, les forces armées argentines mettaient fin à une nouvelle tentative de continuité constitutionnelle (1). Dès le lendemain, à 3 h 20, le réseau officiel de radio et de télévision diffusait dans tout le pays la première proclamation des chefs militaires. En essayant de justifier le recours à la force, les commandants en chef des trois armes estimaient que **« toutes les ressources du mécanisme constitutionnel »** *avaient été épuisées, que* **« la possibilité d'introduire des réformes dans le cadre des institutions »** n'existait plus, et qu'il était **« prouvé d'une manière irréfutable qu'il était impossible de s'attendre à un redressement par des voies naturelles ».**

Cette déclaration imputait aux défaillances du gouvernement renversé **« la progression de toutes sortes d'extrémismes »** et dénonçait **« l'absence totale de comportements exemplaires, au point de vue de l'éthique et de la morale, chez ceux qui se trouvaient à la tête de l'Etat, — leur irresponsabilité manifeste dans la conduite de l'économie, qui causa l'épuisement de l'appareil productif, — la spéculation et la corruption généralisées ».** Le texte ajoutait : **« Tout cela se traduit par une perte irréparable du sens de la grandeur et de la foi »**, et ajoutait en conclusion que l'intervention des militaires avait **« pour but de mettre un terme à la gabegie, à la corruption et au fléau subversif ; elle est dirigée contre ceux qui ont commis des délits ou des abus de pouvoir, et contre eux seulement »** (2).

Parmi leurs objectifs fondamentaux, les militaires inscrivaient la nécessité de **« faire régner dans sa plénitude l'ordre juridique et social ».**

Les premières mesures prises dans cet esprit par le nouveau gouvernement s'expriment dans le document intitulé « Acte pour la réorganisation nationale et prestation de serment de la junte militaire ». Ce texte déclare caducs les mandats de la présidente ainsi que ceux des gouverneurs et vice-gouverneurs des provinces ; dissout le Congrès national et les assemblées des provinces, la Chambre des représentants de la ville de Buenos-Aires, les conseils municipaux et les organismes similaires ; révoque les membres de la Cour suprême et des tribunaux supérieurs des provinces ; suspend les activités corporatives ou syndicales des travailleurs, des patrons et des membres de toutes les professions...

Sur le plan juridique, ces mesures soulèvent une première question : quelle peut bien être leur validité légale ? La Constitution établit que **« le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants légitimes élus conformément aux modalités prescrites par la Constitution »** (art. 21). Elle ajoute : **« Tous ceux qui s'arrogent des devoirs et des prérogatives appartenant aux personnes investies par cette Constitution seront tenus pour des traîtres à la Patrie et devront être jugés selon les lois en vigueur ».** Ces textes suffisent à frapper de nullité les dispositions « légales » prises par les militaires selon des procédures qu'ils ont eux-mêmes établies.

Mais il faut aller plus loin : à supposer que l'on reconnaisse la validité « de facto » d'un régime qui se justifierait par la possession et l'usage de la force, lui permettant de substituer son ordre à l'ordre juridique antérieur, encore faudrait-il se prononcer sur la légitimité de ses actes. Or la proclamation déjà citée des chefs militaires contient le paragraphe suivant : **« Les forces armées ont assumé le contrôle de la République. Que le pays veuille bien comprendre le sens profond et sans équivoque de cette attitude, afin que la responsabilité et l'effort collectif accompagnent cette entreprise qui a pour but le bien commun et qui, avec l'aide de Dieu, assurera le redressement du pays »** (2).

« Un régime athée et despotique »

DANS leurs déclarations ultérieures, les chefs des forces armées ont clairement défini leurs objectifs, tout en précisant une philosophie qui marque les limites des dispositions légales prises par eux. Ainsi, dans son premier message à la nation, le président désigné par la junte, le général Jorge Rafael Videla, affirme en particulier que les militaires se sont emparés du pouvoir parce que **« le recours des extrémistes des deux bords à la violence avait plongé les habitants du pays dans une atmosphère d'insécurité et de peur insupportables ».** Il ajoutait : **« Les forces armées assument le plein exercice de l'autorité non pas pour piétiner la liberté mais pour la consolider, non pas pour faire des entorses à la justice mais pour l'imposer. »** Il demandait ensuite au peuple argentin d' **« exercer pleinement sa responsabilité dans la tolérance, l'union et la liberté »** (30 mars 1976).

Cependant, au cours de la cérémonie de célébration du cent cinquantième anniversaire de la création du groupe d'artillerie « général Iriarte », le chef de cette unité, le lieutenant-colonel Hugo Ildefonso Pascarelli, déclarait : **« Dans l'histoire de notre pays, on n'avait jamais vu une lutte pareille à celle dans laquelle nous sommes engagés aujourd'hui, qui ne reconnaît de limites ni morales ni naturelles, qui dépasse le niveau humain, bien que des hommes en soient à l'origine... Cette lutte n'aura pour seule limite que celle de notre vie face à la mort. »**

Le commandant de la septième brigade d'infanterie stationnée à Corrientes, le général Cristino Nicolaides, ne s'embarrassait pas davantage de nuances : **« L'individu compromis dans la subversion et ayant combattu les armes à la main est un délinquant que je tiens pour irrécupérable. »** Quant au général José Goyret, directeur de l'Ecole de la défense nationale, il fustigeait tous ceux, **« nés sur cette terre bénie, [qui] abjurent notre passé historique... et prétendent nous imposer — par le crime aujourd'hui et demain peut-être par des élections — un régime athée, matérialiste et despotique »...**

> *« Pendant que Videla gouverne, je tue.)*
>
> *[Général Luciano B. Menendez, commandant du 3e corps d'armée. Propos rapportés dans le compte rendu de la mission effectuée en Argentine du 20 au 30 juin 1976 par des membres de la Fédération internationale des droits de l'homme et du Mouvement international des juristes catholiques.]*

Ces proclamations autorisées ont au moins le mérite de montrer le caractère formel des documents officiels relatifs à la « tolérance », à la « justice » et à la « liberté », et de mettre en évidence la véritable nature des valeurs qui prévalent dans l'entreprise de **« réorganisation nationale ».**

Faisant table rase de la légalité antérieure au 24 mars 1976, la junte s'est dotée d'un arsenal juridique considérable en vue de punir ou de rendre illégal tout ce qui s'oppose aux finalités qu'elle a elle-même définies. Le point de référence n'est donc plus l'ordre constitutionnel de la période précédente, mais la législation sur mesure élaborée par les militaires et imposée par la force. On est ainsi inévitablement conduit à se poser le problème de la justification de l'action illégale face à un gouvernement répressif.

LA CHASSE AUX JEUNES

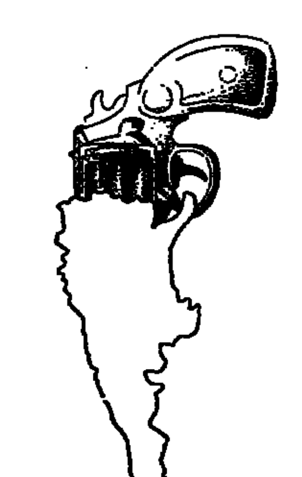
LE lundi 18 octobre 1976, des forces de police de la province de Buenos-Aires se sont présentées aux bureaux de l'administration du collège national Vicente-Lopez avec une liste nominative d'étudiants, en exigeant leur adresse personnelle. La plupart des noms figurant sur *cette liste étaient ceux d'étudiants* qui avaient appartenu, par le passé, au « centre des étudiants » de l'établissement. Cet organisme avait joué un rôle dans la coordination et dans le regroupement des étudiants pour des revendications diverses, mais sans avoir jamais été contrôlé par aucune organisation politique. Au contraire, ses particularités démocratiques avaient permis la participation en son sein de jeunes de toutes les tendances politiques.

Les parents de deux étudiantes — Maria et Leonora Zimmermann, — ayant pris connaissance de la demande, se sont présentés spontanément au bureau de la police, dans le but de s'informer, puisque les noms de leurs filles figuraient sur la liste. Ils ont manifesté leur étonnement, étant donné que leurs enfants *« n'ont pas eu et n'ont toujours pas de liens avec des partis ou des organisations politiques »*. La réponse de la police a été de dire qu'il n'y avait pas de problème et que les jeunes filles pouvaient assister aux cours en toute tranquillité.

Le vendredi 22 octobre, au petit matin, des personnes en civil, fortement armées, se sont présentées au domicile de plusieurs étudiants du collège figurant sur la liste. Quatre d'entre eux ont été enlevés : Zimmermann Maria, dix-huit ans ; Zimmermann Leonora, dix-sept ans ; Muniz Eduardo Oscar, dix-sept ans ; Fernandez Meijide Pablo, dix-sept ans.

Malgré les nombreuses et rapides démarches effectuées, on n'a toujours pas pu obtenir le moindre renseignement sur leur sort à la mi-novembre. Compte tenu des précédents, les parents et les camarades des disparus craignent un dénouement tragique. En effet, au début du mois de mai 1976, le jeune Gerardo Serson, âgé de seize ans et élève du même collège, fut enlevé de son domicile avec sa sœur de dix-neuf ans. En dépit de tous les efforts déployés par leurs proches auprès de la justice et de la police pour connaître leur sort le lendemain de l'enlèvement, leurs corps, torturés et criblés de balles, furent retrouvés dans un terrain vague de la province de Buenos-Aires.

Une législation répressive sans précédent



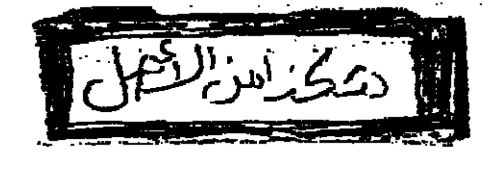
La production législative de la junte a été particulièrement intense. Pour commencer, l'état de siège (impliquant la suspension des garanties constitutionnelles) est reconduit « sine die » ; cette mesure sert de toile de fond à une série d'autres, qui *réduisent de façon brutale les garanties individuelles*. C'est d'abord la suppression puis la réglementation très restrictive (lois 21448 et 21449 du 28 octobre 1976) du « droit d'option » permettant — en vertu d'une clause de l'article 23 de la Constitution — à un détenu **« mis à la disposition du pouvoir exécutif »** d'opter pour l'exil. Une série de délits qui, jusqu'au coup d'État, relevaient des tribunaux civils sont maintenant justiciables de cours martiales, y compris lorsque leurs auteurs ont moins de seize ans. Les peines frappant la détention illégale d'armes ont été aggravées. Il en va de même pour celles sanctionnant l'incitation à la grève : il a suffi de « durcir » la loi 20840 votée sous la présidence d'Isabel Peron.

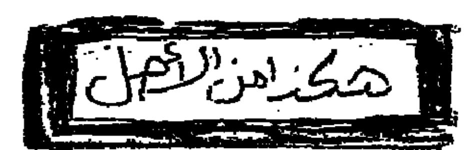
Pas question de badiner avec la police ou avec les forces armées, car leurs membres bénéficient d'un statut qui en fait des super-citoyens : désobéir à un de leurs ordres peut entraîner quatre ans de prison, attenter à leur honneur ou à leur dignité jusqu'à dix ans, commettre un acte de violence à leur encontre jusqu'à quinze ans. En cas de blessure ou de mort, le choix se situe entre la réclusion à perpétuité et la mort. La loi 21338 du 25 juin 1976 a en effet introduit la peine capitale dans le code pénal. A vrai dire, il y a longtemps qu'elle était en vigueur dans la pratique : les commandos parapoliciers et paramilitaires, opérant sans relâche et sans obstacles depuis 1974, sont responsables de centaines d'enlèvements, la plupart du temps suivis d'assassinats. Dans les camps de concentration et les prisons, l'exécution des prisonniers politiques est une réalité quotidienne. Ni leur identité ni leur nombre ne sont communiqués par la junte. Les parents des disparus ou des prisonniers errent ainsi à la recherche de renseignements sans parvenir à apprendre quoi que ce soit (4).

Les casernes sont devenues des camps de concentration (c'est le cas de Campo-de-la-Rivera, dans la province de Cordoba). On y incinère les corps des victimes des enlèvements pour ne laisser aucune trace du crime. Une preuve précise existe dans le cas d'un dirigeant du syndicat de l'électricité de Cordoba, M. Caffarati, dont « l'exécution » a été révélée à un prêtre par l'un des assassins. Quand, par hasard, la mort d'un prisonnier finit par être connue, les autorités la mettent au compte d'un accident ou d'une tentative d'évasion. Pour donner plus de crédit à ces mensonges, il est procédé à de fréquents transferts de prison à prison, si bien que personne ne connaît l'ultime lieu de détention des victimes.

La privation illégitime de liberté (enlèvements ou séquestrations), autrefois sanctionnée par des peines de six mois à trois ans, entraîne désormais de huit à vingt-cinq ans de réclusion. Même augmentation des « tarifs » pour le délit d'association illicite (article 210 bis du code pénal) : on passe d'une « fourchette » de trois à huit ans à une plus élevée : cinq à douze ans. Pour les « meneurs », les organisateurs ou les associations « organisées en cellules », la peine peut aller jusqu'à vingt-cinq ans. Bien évidemment, la terminologie utilisée se prête à n'importe quelle interprétation. Une prise de parole devant une

(1) Voir *le Monde diplomatique*, avril 1976.
(2) et (3) *La Nacion*, 25 mars 1976.
(4) C'est ainsi — exemple pris entre des dizaines d'autres — que le garçon de dix-sept ans dont l'enlèvement est évoqué dans *le Monde diplomatique* de septembre 1976 n'a toujours pas été retrouvé par ses parents.





assemblée d'ouvriers ou d'étudiants, un sermon *prononcé dans une* église pour dénoncer l'oppression, voilà qui suffit à désigner un « meneur ». Quant au « système des cellules », il peut s'appliquer à tous les partis (y compris ceux qui agissaient dans la légalité avant le 24 mars), syndicats ou comités de quartier. L'article 210 ter prévoit la réclusion à perpétuité ou la mort pour tout meneur, instigateur, auteur ou complice d'une action entreprise par une association illicite à buts « subversifs » et ayant entraîné la mort ou des lésions graves à un tiers. Là encore, la définition de « subversion » est très élastique. Elle inclut la grève, la lutte pour la justice sociale, etc.

Défense de parler

IL est presque aussi dangereux de parler d'une « **association illicite** » que d'en être membre : deux à six ans de prison pour toute divulgation, diffusion ou propagation de messages ou d'images attribués auxdites associations. Est ainsi rendue délictueuse toute relation dans la presse d'événements *politiques, même s'ils* ne relèvent pas des activités de la guérilla de l'E.R.P. ou des Montoneros (dont, bien entendu, il est interdit de mentionner même les noms).

L'apologie en public (donc aussi bien devant cinq cents personnes qu'en famille) d'un délit, ou de l'auteur d'un délit, peut valoir de six mois à deux ans de prison. La peine monte à six ans si l'intéressé a, de par sa fonction ou son état, un ascendant sur ses auditeurs. Si le délit ou son auteur (même non encore jugé) est de caractère « subversif », le minimum est de six ans, le *maximum de quinze. Comme* subversion et politique sont, pour les militaires, à la limite une seule et même chose, le champ des conversations est considérablement réduit.

Si l'expression individuelle peut tomber sous le coup de la loi, « a fortiori » toute activité collective et organisée est-elle proscrite. C'est ainsi que le communiqué n° 5 de la junte en date du 25 mars 1976 a purement et simplement interdit toute activité politique. Pour compléter le dispositif, trois lois du 5 juin 1976 ont dissous quarante-huit organisations et qualifié de délit passible de privation de liberté toute manifestation de caractère politique. Celles déclarées illégales et dissoutes (vingt-deux en tout visées par la loi 21332) se voient imposer la fermeture de leurs locaux, la confiscation de leurs biens par l'Etat, le gel de leurs comptes bancaires. Celles qui ne sont que dissoutes (vingt-six aux termes de la loi 21325) échappent à la confiscation de leurs biens mais se voient interdire de la même manière toute activité. L'impression d'un tract, sa distribution et même sa lecture sont une activité passible de deux à six ans de prison (article 7 de la loi 21322). Cela n'est pas sans conséquences sur la presse, qui reste officiellement « libre », à condition de ne rien dire ayant trait aux organisations politiques (légales ou illégales) ni à la répression, et donc aux militaires (on a vu que toute atteinte à leur « dignité » et ou à leur « honneur » était sévèrement sanctionnée). Tout journaliste voulant honnêtement faire son métier est donc « ipso facto » un délinquant, qui, dans le meilleur des cas, risque de un mois à deux ans de prison (article 2 de la loi 21322) pour détention ou *impression ou édition ou reproduction ou* communication de matériel imprimé concernant les activités interdites.

L'éducation a également offert un vaste champ *à la « réorganisation ». Une des premières mesures* a consisté à mettre en place un cadre légal visant à faire place nette. C'est là le but de la loi 21274 du 30 mars, qui permet aux autorités de déclarer non indispensables (**prescindibles** — ce qui entraîne automatiquement le licenciement) tout membre du personnel enseignant ou non enseignant. Des milliers de personnes ont ainsi perdu leur emploi. Pour celles d'entre elles qui avaient été nommées « **sans l'avis favorable préalable du secrétariat d'Etat à l'information et de la police fédérale** » ou qui « **constituent un facteur réel ou potentiel de perturbation du fonctionnement normal des organismes auxquels elles appartiennent** », aucune indemnisation n'a été accordée.

Dans les universités, prises en charge par des « *délégués militaires* », les licenciements et le départ en exil de très nombreux enseignants ont considérablement appauvri le potentiel intellectuel et scientifique de l'Argentine. Bien qu'une loi universitaire soit en préparation, un avant-goût en a été donné par la suppression de l'université technologique nationale, qui avait plus de vingt-trois établissements régionaux dans le pays.

Les étudiants sont sévèrement invités à rester à leur place. Pour des centaines d'entre eux, les délégués *militaires* ont procédé à des expulsions pures et simples. L'activité de ceux qui restent est soumise à des normes strictes. Citons à cet égard le **Cahier d'instructions pour prévenir toute pénétration idéologique et les activités subversives ou marxistes** distribué aux autorités et aux enseignants des écoles techniques (5). Il rappelle que tout le personnel doit participer au « **réajustement des activités pédagogiques au processus de réorganisation nationale** », ce qui implique notamment d'empêcher « **toute activité idéologique ou subversive qui tenterait de nous éloigner de notre mode de vie démocratique ou chrétien** ». C'est sans doute par respect de ce « **mode de vie démocratique et chrétien** » que la délation est érigée en norme : « **Les activités suspectes des élèves doivent être dénoncées par le directeur de l'établissement aux autorités militaires ou policières.** » Il n'est pas jusqu'aux moindres détails du comportement qui ne soient prévus : chacun est invité à veiller « **à sa façon de s'habiller, à sa barbe, à ses cheveux et à tout ce qui traduit le respect minimum que l'être humain doit avoir pour lui-même et pour autrui** ».

On citera deux exemples concrets de la politique « culturelle » de la junte militaire. Le 30 mars, dans une caserne de Cordoba, des milliers de livres et revues ont été officiellement brûlés. Le 9 juillet dernier, un incendie a complètement détruit la bibliothèque du Centre argentin des ingénieurs de Buenos-Aires, la mieux pourvue en ouvrages techniques de tout le pays. Un contrat permettait l'utilisation de cette documentation par l'Institut national de technologie industrielle, organisme chargé de la recherche dans le domaine du développement technologique. Cet attentat, comme l'ensemble de la politique de la junte, s'inscrit dans un projet de démantèlement scientifique et technique du pays pour consolider les liens de dépendance.

La bourgeoisie choisit la dépendance

Le coup d'Etat du 24 mars a pris pour prétexte l'incapacité du régime d'Isabel Peron à venir à bout autant de la « *subversion* » que de la paralysie presque totale de l'appareil productif. C'est *là que l'on attendait* les remèdes-miracles de M. Martinez de Hoz, le *nouveau ministre* de l'économie, dont le « curriculum vitæ » *est une synthèse exemplaire des intérêts convergents de l'oligarchie terrienne, de la bourgeoisie* monopoliste et de l'impérialisme : ministre du gouvernement Guido en 1962-1963, membre des directoires de la Western Telegraph et de la Pan American Airways, administrateur *de la Compagnie* italo-argentine d'électricité et de la société sidérurgique Acindor, propriétaire de vastes domaines, ancien président du centre sucrier régional du nord de l'Argentine. Avec un tel *bagage, il ne fallait pas s'attendre à des mesures* favorables à la classe ouvrière ou à la petite et moyenne bourgeoisie, éternelles sacrifiées des politiques hyperlibérales inspirées de l'Ecole de Chicago.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques éléments de base concernant un pays qui n'est pas *réellement sous-développé* mais plutôt mal développé. La population argentine (vingt-quatre millions d'habitants répartis sur 2 800 000 kilomètres carrés sur le continent, les 965 000 kilomètres *carrés de l'Antarctique n'étant pratiquement pas* habités) est à 80 % urbaine. La population active se répartit ainsi : 1,3 % haute bourgeoisie, 23,7 % classes moyennes (petite et moyenne *bourgeoisie urbaine et rurale), 7,5 %* ouvriers agricoles, 4,8 % semi-prolétaires des villes. A la campagne, le prolétariat est à peine plus nombreux que la bourgeoisie riche et moyenne (sept cent *cinquante mille et sept cent* mille personnes respectivement) alors qu'en ville le rapport est très différent (six millions contre trois cent cinquante mille). Un tiers de la population vit dans le grand *Buenos-Aires. Comme la population*, l'accessibilité aux services sociaux est très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire. D'une manière générale, les niveaux de scolarisation, de santé, d'ali*mentation des zones urbaines du* littoral sont comparables à ceux des pays développés ; ils sont nettement inférieurs dans le nord-ouest et certaines régions méridionales.

Le processus d'industrialisation qui a amené l'Argentine à ce niveau de développement, exceptionnel en Amérique latine, a débuté après la crise de 1929. C'est l'époque où le pays abandonne son rôle exclusif d'exportateur de produits alimentaires sous la tutelle de la Grande-Bretagne puis des Etats-Unis. Le financement de l'industrialisation est assuré par les énormes bénéfices réalisés par le secteur agricole pendant et après la première guerre mondiale. Le régime péroniste *d'après 1945, grâce* au monopole du commerce extérieur, accumule les capitaux lui permettant d'accroître le contrôle de l'Etat sur l'économie (chemin de fer, *gaz*). L'apparition d'une bourgeoi*sie industrielle accordant* une plus grande participation des travailleurs au revenu national scelle *l'alliance, caractéristique du péronisme*, entre la C.G.T. et les petites et moyennes entreprises de la C.G.E.

Pourtant, les firmes étrangères et celles de la haute bourgeoisie associée concentrent la réalité du pouvoir économique : avec 0,74 % du nombre total d'entreprises, elles employaient 28 % des ouvriers et couvraient 52 % de la production totale en 1954. L'industrialisation « indigène » *s'était* réalisée à partir de biens d'équipement anciens, utilisés au maximum pendant la guerre et grâce à l'incorporation massive de main-d'œuvre. Avec le vieillissement des équipements et la nécessité de les renouveler et d'utiliser une nouvelle technologie, la bourgeoisie industrielle se trouvait en butte à la fois à l'impérialisme (inquiet de ses velléités de développement autonome) et aux propriétaires terriens (le contrôle étatique du commerce extérieur leur ayant fait perdre leur hégémonie politique). L'alternative était pour elle la suivante : ou bien créer les industries de base indispensables à un développement national, élargir le marché intérieur par de profondes réformes économiques et sociales (élimination de la rente foncière parasitaire et nationalisation des entreprises les plus importantes), ou bien simplement assurer sa propre survie, en préservant la participation de l'oligarchie terrienne au revenu national et le contrôle de l'impérialisme sur le secteur le plus dynamique et le plus concentré de l'industrie. Le premier terme impliquait la mobilisation de forces sociales qu'il aurait été difficile d'empêcher de déborder les limites des réformes capitalistes. La bourgeoisie industrielle représentée par le péronisme, malgré les solides appuis dont elle disposait chez les travailleurs, choisit le second terme, abandonna toute velléité de conduire un processus de libération nationale et préféra subsister comme bourgeoisie dépendante, plutôt que de prendre le risque de disparaître comme classe.

Le tournant se situe environ vers 1950, avec la *recrudescence de la pénétration* impérialiste et la *chute* du salaire réel. Peron avait fait son temps, l'identification des masses au mouvement national et réformiste des années 1945-1950 rendant le « caudillisme » mal adapté aux conditions de la nouvelle étape. Le « lider » fut donc renversé en 1955. A partir de ce moment, la dénationalisation de l'économie se poursuit à un rythme rapide. De 1955 à 1970, le contrôle des capitaux étrangers sur les cinquante entreprises les plus importantes passe de 25 à 66 %, les entreprises américaines de 5 à 15 % et les européennes de 8 à 18 % La « nouvelle division internationale du travail », que l'impérialisme cherche à mettre en œuvre depuis plusieurs années, vise à réorganiser l'appareil productif argentin sur la base d'une concentration monopoliste de l'économie (métallurgie, automobile, pétrochimie, biens de consommation durables, tabac, boissons gazeuses), le maintien de la prise en charge par l'Etat des infrastructures et des secteurs non rentables de la sidérurgie (les entreprises nationalisées produisant 80 % de la fonte et de l'acier brut, les entreprises privées Acindar, Gurmendi, Propulsora Siderurgica et Dalmine Siderca produisant les laminés et les tubes), ce qui entraîne la ruine du secteur non monopoliste (alimentation, textiles, bois), le chômage massif, la surexploitation des travailleurs, la baisse du niveau de vie des classes moyennes et le déclin du niveau technique, scientifique et culturel du pays.

Un tel niveau aurait permis un développement autonome mais il ne cadrait pas avec les intérêts et nécessités du projet monopoliste. Des tentatives d'envergure avaient déjà été entreprises dans ce sens sous les gouvernements Frondizi (1958-1962) et Ongania (1966-1969), mais la résistance populaire les empêcha de se réaliser complètement. Ces échecs partiels favorisèrent les plans de réintégration du péronisme au jeu politique institutionnel. On attendait de lui qu'il collabore au projet monopoliste en jugulant l'hostilité des travailleurs grâce au pouvoir charismatique du « lider ». L'expérience de longues années de lutte sur tous les fronts n'était toutefois pas oubliée et le nouveau gouvernement péroniste de 1973, dirigé par Hector Campora, fut rapidement débordé, ce qui rendit indispensable la présence personnelle de Peron et la mise en œuvre d'une féroce répression. La mort du vieux chef, le 1er juillet 1974, et son remplacement par sa troisième épouse, Isabel Martinez, la corruption généralisée, l'incapacité totale de l'équipe au pouvoir à assurer le fonctionnement du système et de son appareil productif, ne pouvaient manquer d'entraîner le retour en première ligne des forces armées. Ce fut fait le 24 mars 1976.

Le retour de l'armée, la récession et l'ordre

Ce n'était pas la *première* fois que, devant l'impasse où se trouvaient les partis politiques, l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste utilisaient l'armée comme recours ultime pour la défense de leurs intérêts. Le coup d'Etat de 1976 n'est que le dernier en date d'une longue série : 1930, 1943, 1955, 1962, 1966. L'armée s'était toujours comportée comme la garante des intérêts capitalistes : massacre en 1879 de milliers d'Indiens lors de la « conquête du désert » en Patagonie, répression sanglante des manifestations ouvrières des 1er mai 1905 et 1909, assassinat de près de deux mille ouvriers agricoles révoltés en Patagonie en 1929, répression violente (vingt morts et deux cents blessés) du soulèvement populaire de Cordoba en 1969 (le « Cordobazo »).

On a parfois attribué aux forces armées argentines une vocation « nassérienne » fondée sur le contrôle d'un pouvoir industriel autonome, rassemblé au sein de la direction générale des fabrications militaires. Il ne faut pas s'illusionner sur son importance : certes, une des entreprises de **fabricaciones militares**, la SOMISA, produisait en 1973 la moitié de l'acier national en employant neuf mille personnes, les quatorze autres en employant douze mille, mais le poids global des entreprises publiques dans l'économie est faible (5 % des ventes des plus grandes entreprises en 1971). En revanche, la forte propension des militaires à occuper des postes de direction dans les monopoles privés est indéniable, comme peut le montrer un simple coup d'œil sur la composition des conseils d'administration des sociétés anonymes opérant en Argentine.

Le 24 mars 1976, l'armée ne déroge donc pas à sa *longue tradition de soutien à la bourgeoisie* monopoliste en lançant de vastes opérations répressives contre le mouvement ouvrier organisé. Sont visés aussi bien les chefs de la C.G.T. et les « *soixante-deux organisations verticalistes* », c'est-à-dire les « barons » du régime déchu, que les représentants authentiques des ouvriers en lutte, les *membres* des comités intérieurs et des organismes de coordination, adversaires de la bureaucratie syndicale péroniste. Les arrestations touchent non seulement Miguel Unamuno, ex-ministre du travail, Lorenzo Miguel, secrétaire des « soixante-deux organisations », mais aussi mille deux cents ouvriers dans la ceinture industrielle de Buenos-Aires, et des milliers d'autres dans tout le pays. L'armée s'en prend aussi aux avocats qui avaient défendu les syndicats ou des ligues *paysannes, entre autres Me Rafaelli, de la ville* de Necochea ; Me Luis Bondone, arrêté dans la province de Cordoba avec ses deux fils mineurs ; *Me Antonio Macris,* arrêté à Buenos-Aires avec *sa femme. Parmi les disparus, figurent Mes Paludi,* Sobel et Altamira. Compte tenu des méthodes policières et militaires, une détention ou un enlèvement équivalent souvent à la mort, même lors*qu'il s'agit de personnalités connues comme* on l'a vu avec M. Mario Amaya, ancien député radical, décédé en prison des suites de mauvais traitements.

Dès le 25 mars, la junte décide de suspendre « sine die » toute activité corporative et procède à la mise sous contrôle direct (**intervencion**) de la C.G.T. et de la C.G.E. C'est ensuite le tour d'une trentaine de syndicats professionnels, **intervenidos** quelle que soit l'attitude qu'ils avaient prise à l'égard du régime d'Isabel Peron et du péronisme orthodoxe.

Le droit de grève est suspendu « *sine die* » par la loi 21 261 qui vise également toute autre mesure susceptible d'interrompre ou de diminuer *le travail fourni ou, d'une manière générale, d'in*fluer négativement sur la production. Tout conflit social devient donc automatiquement illégal et ses protagonistes peuvent être arrêtés directement par les autorités policières ou militaires. En *outre*, tout ouvrier ou employé impliqué dans un conflit se rend passible de licenciement.

Agression contre les travailleurs

MALGRE l'importance de l'appareil répressif, les premières réactions ouvrières commencent à se manifester dans les usines de Buenos-Aires et de Cordoba. Dans cette ville, les ouvriers de Fiat et Ika-Renault, réunis massivement dans des assemblées, ont décidé de travailler au ralenti et la production a enregistré des baisses de 30 à 50 %. En septembre dernier, les ouvriers ont effectué des arrêts de travail chez Chrysler, Ford et General *Motors*, et le mur de silence de la presse a été brisé. Dans un éditorial du 13 septembre, le quotidien **La Nacion** a pu écrire : « **Les arrêts de travail que l'on a pu enregistrer dans des usines automobiles au cours des deux dernières semaines sont le fait nouveau le plus grave de la vie politique nationale.** » Ce regain de la combativité ouvrière, malgré les risques considérables qu'il implique, n'est que la réaction à une chute brutale du niveau de vie : de mars à octobre 1976, malgré une augmentation de 12 % en septembre, le salaire réel a baissé de 50 % environ. En six mois, la junte a réussi à amputer les salaires réels deux fois plus qu'Isabel Peron en un an. Les forces armées ont donc bien mérité des possédants et de l'impérialisme.

L'ensemble de la politique économique de *M. Martinez de Hoz est une véritable agression* contre la classe ouvrière et les classes moyennes : dévaluation du peso, création d'impôts nouveaux sur la consommation, augmentation des taxes sur *les carburants, augmentation des tarifs des ser*vices publics, suspension de toute négociation salariale entre syndicats et directions des entreprises.

En exposant les fondements de son plan, M. Martinez de Hoz avait reconnu qu'il « **freinera l'activité économique et impliquera un peu de chômage** ». Bel euphémisme car, en vérité, les *licenciements et les réductions d'horaires se sont* généralisés. La loi 21 274 (dite de rationalisation administrative) et la loi 21 297 (qui modifie la précédente loi des contrats de travail) détruisent *les garanties d'emploi que le régime péroniste* avait dû concéder pour s'assurer le soutien de la classe ouvrière. Par une réaction en chaîne, la baisse du niveau d'activité et l'affaissement du *marché intérieur entraînent* des fermetures ou faillites toujours plus nombreuses de petites et moyennes entreprises de sous-traitance ou de commerces. Le chômage, le climat de terreur *entretenu par les groupes parapoliciers et para*militaires ont provoqué l'exil de milliers de techniciens, d'ingénieurs et de chercheurs. Cet exode massif des cerveaux, que le gouvernement ne fait rien *pour empêcher, consolidera encore davantage* les rapports de dépendance envers la technologie étrangère. M. Martinez de Hoz a atteint une partie de ses objectifs : stabilisation de l'inflation *à 5 % par mois, redressement* des exportations qui profite prioritairement aux grands propriétaires fonciers, éleveurs et céréaliers. L'Argentine redevient un pays sûr et rentable pour le capital *étranger. Pendant ce temps, l'immense majorité* des Argentins expérimentent à leurs dépens, en se serrant brutalement la ceinture, le libéralisme débridé qui a déjà fait ses preuves au Chili.

(Lire la suite page 22.)

LES MILITAIRES ET LA LECTURE

« *Le colonel de l'air Hector Eduardo Ruiz, recteur militaire de l'université de Cuyo, a ordonné des perquisitions aux domiciles des professeurs et des étudiants, en vue de saisir les livres de caractère marxiste. Le résultat a été la confiscation d'environ dix mille volumes. Le colonel Ruiz a également présenté aux journalistes qu'il avait convoqués dans son bureau une série de collections de revues envoyées de l'étranger contenant une abondante propagande subversive, notamment en provenance de l'université centrale de l'Equateur et de celle de Mexico, et qui figuraient parmi les échanges effectués par l'université de Cuyo.* »

(Dépêche spéciale de l'agence argentine Telam).

UN CONSEIL DE PROFESSEUR MILTON FRIEDMAN

LE professeur Milton Friedman, qui *s'est vu attribuer récemment* le *prix* Nobel d'économie, n'est pas seulement l'inspirateur de la politique économique de la junte chilienne pratiquée par les « Chicago Boys » de Santiago et qui a conduit le Chili à la pire des récessions. Le professeur note aussi ses disciples argentins. Selon l'agence de presse argentine Telam, il a déclaré avoir obtenu d'excellentes références de M. Martinez de Hoz (actuel ministre de l'économie) auprès de M. Arthur Burns, président du Conseil de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Il a ajouté : « *Si je peux donner un conseil, c'est qu'à l'avenir les entreprises de l'Etat soient vendues au secteur privé en éliminant simultanément les pertes et en stimulant l'efficacité. Bien sûr, il est impossible de guérir un malade comme l'Argentine du jour au lendemain.* »

Une stratégie américaine pour le cône sud

La situation argentine d'aujourd'hui ne peut s'apprécier complètement que dans le contexte de l'ensemble du cône sud-américain. S'il est évident que chacun des processus politiques nationaux obéit à sa propre dynamique interne (à laquelle sont aussi parties prenantes les puissants intérêts étrangers implantés dans le pays), ils n'en sont pas moins fortement conditionnés par les nécessités géopolitiques et économiques des Etats-Unis. La défaite du Vietnam, la crise économique mondiale et les modifications de la carte stratégique de l'Atlantique sud sont indiscutablement des facteurs décisifs de la politique américaine dans le cône sud, et ils trouvent un reflet immédiat dans la situation politique interne de chacun des pays qui le composent. Les révélations faites au congrès, celles du journaliste Jack Anderson, de William Colby, ancien directeur de la C.I.A., de Philip Agee, ont permis d'établir l'existence de liens étroits entre la C.I.A., l'Office de sécurité publique, dépendant de l'Agence internationale pour le développement (AID), les services de renseignements de l'armée (**Defence intelligence Agency**, ou DIA), les services de répression du trafic de drogue (**Drug Enforcement Administration**, ou D.E.A.) et les organisations parapolicières telles que la « Main blanche » au Guatemala, la « Banda » dominicaine, les « Escadrons de la mort » brésiliens et uruguayens et la « Triple A » argentine. Comme le disait M. Nelson Rockefeller après sa tournée sud-américaine de 1969, **« compte tenu de la montée de la subversion, du terrorisme et de la violence contre les citoyens, il est nécessaire que soit maintenu et renforcé le programme d'entraînement aux Etats-Unis de militaires et de policiers d'autres hémisphères ».**

La coordination manifeste entre les appareils répressifs du cône sud, en particulier ceux d'Argentine, d'Uruguay et du Chili, révélée par un grand nombre de faits récents (et reconnue innocemment en particulier par la presse uruguayenne, le quotidien **la Manana** de Montevideo écrivant le 29 octobre qu' **« après une longue et minutieuse enquête des services de sécurité uruguayens, un nouveau mouvement subversif basé à Buenos-Aires a été démantelé »**) et par les dénonciations d'organismes internationaux, confirment la thèse d'une direction centralisée de ces activités, sur le modèle de l' « opération Phenix » mise en place par la C.I.A. au Vietnam. Les assassinats à Buenos-Aires du général chilien Prats, de l'ancien président bolivien Torres, des dirigeants politiques uruguayens Michelini et Gutierrez Ruiz et, à Washington, celui d'Orlando Letelier (selon la même technique que celle utilisée contre le général Prats), l'attentat contre Bernado Leighton à Rome, démontrent l'existence d'une organisation commune, répondant à des intérêts qui ne tolèrent pas la moindre bribe d'opposition démocratique aux dictatures en place.

L'accord des gouvernements argentins de ces dernières années avec cette politique de répression au niveau continental se manifesta publiquement en septembre 1973 quand le premier contingent d'exilés, arrivé du Chili à Buenos-Aires, fut incarcéré sans autre forme de procès. Moins de deux mois après, commencèrent les enlèvements d'exilés brésiliens et d'autres latino-américains, effectués par les polices de leurs pays respectifs qui agissaient en plein Buenos-Aires avec la plus entière liberté.

On remarquera avec intérêt que, dans son **Journal d'un agent secret**, Philip Agee mentionne la police fédérale argentine parmi les collaborateurs de la C.I.A. Pour aller au-delà de la simple coordination et de la collaboration opérationnelle, les Etats-Unis disposent dans la zone du canal de Panama de la célèbre Ecole des Amériques (6). Là, les officiers latino-américains non seulement se forment aux techniques répressives les plus raffinées, mais ils se préparent également à gouverner leur propre pays : c'est ainsi que, parmi les anciens élèves de l'école, on compte le général Pinochet et le président de la junte militaire argentine, le général Videla.

Il existe sans doute certaines contradictions entre les différentes dictatures latino-américaines (l'argentine et la brésilienne entre autres), en fonction de leurs intérêts locaux et du rôle principal ou secondaire que les Etats-Unis leur attribuent à un moment donné. Ces contradictions, toutefois, restent secondaires et subordonnées à la politique continentale globale dirigée de Washington. C'est bien ainsi que l'a compris la junte militaire lorsque, au point 9 de ses « objectifs fondamentaux », publiés le 24 mars, elle a proclamé son alignement international « avec **le monde occidental et chrétien** ». Le peu de cas que la junte fait du tiers-monde a été mis en relief par le sous-secrétaire à l'éducation, M. Benicio Villareal, lorsqu'il a fait mention « **des risques que fait courir la gauche marxiste en accord avec ce qu'il faut bien appeler un tiers-monde déboussolé** ».

Cet alignement idéologique de la junte sur l' « Occident », allant de pair avec les orientations économiques correspondantes (libéralisme sans freins, ouverture totale du pays aux investissements étrangers), est apprécié à sa juste valeur à Washington : M. William Simon, secrétaire américain au Trésor, s'est déclaré en juin dernier très satisfait du rapport que lui a fait M. Martinez de Hoz. Les prêts — fort onéreux pour l'Argentine — ont immédiatement repris. Pendant le seul mois de septembre, la Banque interaméricaine de développement (BID) a accordé un prêt de 750 millions de dollars, les banques privées 500 millions et la Banque mondiale 110 millions à la Compagnie d'électricité du Grand-Buenos-Aires.

Les militaires argentins qui, à la fin de la seconde guerre mondiale, troquèrent leurs maîtres allemands pour des professeurs nord-américains (allant jusqu'à modifier leurs casques et leurs uniformes), ne manquent jamais de faire leurs preuves dans la collaboration avec le Pentagone avant d'assumer des fonctions dirigeantes dans leur pays. Ainsi le général Videla, en plus de son passage à l'Ecole des Amériques, a représenté l'Argentine à la onzième conférence des armées de terre interaméricaines d'octobre 1975. Les deux autres membres de la junte, l'amiral Massera et le général d'aviation Agosti, ont participé à la junte interaméricaine de défense.

L'existence des gouvernements progressistes d'Angola et du Mozambique a modifié sensiblement la carte géopolitique de l'Atlantique sud et a renforcé la collaboration militaire des pays du cône sud sous l'hégémonie nord-américaine, afin de préserver la zone de ces nouveaux voisins indésirables et de la « subversion interne ». Ce fut la préoccupation dominante de la réunion d'avril 1976, tenue à la base navale de Puerto-Bergrano, en Argentine : parmi les participants figuraient les amiraux nord-américains Ellis et Sagerholm, l'amiral brésilien Azevedo Henning et, bien entendu, l'amiral Massera. Le quotidien **La Nacion** de Buenos-Aires écrivait à propos du cône sud que **« seuls trois pays, qui par leur culture et leurs traditions font partie du monde occidental, disposent d'une situation géographique appropriée pour jouer un rôle important dans son contrôle et sa protection : l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud ».**

Vers la fin du mois d'août 1976 s'est tenue à Rio-de-Janeiro la huitième conférence navale interaméricaine, en présence de délégations des marines argentine, bolivienne, colombienne, chilienne, équatorienne, paraguayenne, péruvienne, dominicaine, uruguayenne, vénézuélienne et nord-américaine. On rapporte que l'un des thèmes les plus importants des travaux fut **« le fer de lance que les pays procommunistes se sont constitué grâce à la présence d'un gouvernement favorable en Angola »** La création de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Sud (OTAS) est un projet qui paraît faire l'objet d'une étude attentive des hauts dirigeants militaires nord-américains, de leurs collègues latino-américains et du gouvernement d'Afrique du Sud.

(Dessins de Plantu.)

(6) Voir *le Monde diplomatique*, septembre 1976.

L'ARGENTINE VUE PAR Mgr LEFEBVRE ET M. OLIVIER GISCARD D'ESTAING

« Ce n'est que dans l'ordre, la justice et la paix que l'économie peut refleurir. On le voit bien, prenez l'image de la République Argentine. Dans quel état était-elle il y a seulement deux, trois mois. Une anarchie complète... les brigands tuant à droite et à gauche, les industries complètement ruinées, les patrons des usines enfermés et pris en otage.

» C'était une révolution invraisemblable, dans un pays pourtant si pauvre, si équilibré, si sympathique que la République Argentine. Une République qui pourrait être d'une prospérité incroyable, avec des richesses extraordinaires.

» Maintenant, il y a un gouvernement d'ordre qui a des principes, une autorité, qui met un peu d'ordre dans les affaires, qui empêche les brigands de tuer les autres, et voilà que l'économie revient et que les ouvriers ont du travail et qu'ils peuvent rentrer chez eux en sachant qu'ils ne vont pas être assommés par quelqu'un qui voudrait leur faire faire grève alors qu'ils ne voudraient pas faire grève. »

(Mgr Lefebvre, homélie prononcée à Lille le 29 août 1976).

« J'ai constaté que le processus de redressement économique est en bonne voie et que l'apport d'investissements étrangers pourra redonner à ce pays sa place normale dans l'économie mondiale. »

M. Olivier Giscard d'Estaing : déclaration faite à Buenos-Aires le 5 novembre 1976).

LA GUÉRILLA DÉTRUITE ?

Le 12 septembre dernier, neuf policiers sont tués par les Montoneros dans une embuscade à Rosario. Le même jour, un haut responsable de la police fédérale est abattu à Bahia-Blanca. Le 27 septembre, un commissariat est attaqué à Buenos-Aires. Le 2 octobre, il s'en faut de deux minutes qu'une bombe des Motoneros ne tue le général Videla et une partie de son état-major, à l'intérieur de la base militaire ultra-surveillée de Campo-de-Mayo. Le 17 octobre, des bombes explosent dans le cinéma du Cercle militaire à Buenos-Aires et dans l'arsenal de la base navale de Zarate. Quelques jours plus tard, un autre attentat à la bombe se produit dans une autre base de la marine, à Azul.

Le 3 novembre un commando de l'E.R.P. occupe la deuxième chaîne de télévision à Florencio-Varela, et diffuse un programme de cinq minutes. Le même jour, les Montoneros tuent le directeur de Chrysler. Le 9 novembre, une bombe posée par des Montoneros explose à l'intérieur du siège de la police provinciale à La Plata et un commando tue le directeur de Safrar-Peugeot, militaire en retraite. Le 15 novembre, la maison d'un diplomate chilien est détruite par une bombe. Début décembre, six voitures sont brûlées à la sortie de l'usine Fiat de Castelar en guise de riposte à l'occupation de l'usine par des troupes. Le 15 décembre, une bombe des Montoneros tue onze cadres militaires et civils du « brain-trust » du service de renseignements de la marine (SIM) et en blesse vingt-trois autres dans un bâtiment du ministère de la défense. Le 23 décembre, des bombes explosent dans une exposition de la Fiat, devant le domicile d'un cadre supérieur de Siemens et dans la banque de Galice, trois entreprises qui sont le théâtre de conflits sociaux.

Outre ces opérations annoncées par la presse, il faudrait mentionner que, pendant la même période, plus d'une vingtaine de policiers et militaires ont été abattus et signaler la diffusion, presque quotidienne, de tracts et journaux clandestins et d'inscriptions sur les murs. Ces dernières sont si nombreuses que la junte a intimé à tous les propriétaires d'immeubles l'ordre de les nettoyer avant Noël sous peine de prison. D'autre part, la presse hebdomadaire clandestine (El Combatiente, Estrella Roja et Evita Montonera) *continue à être diffusée sans interruption.*

Les pertes des organisations révolutionnaires sont sans doute assez importantes, même si le « body-count » du général Videla est systématiquement gonflé par la comptabilisation en tant que « guérilleros abattus » de centaines de prisonniers politiques otages, opposants divers non liés à la guérilla, amis et parents de militants, etc.

M. D.

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Entre le mois de mars et le mois d'août 1976, la résistance des travailleurs argentins à la politique de la junte s'est caractérisée par des sabotages de la production industrielle. Dans l'industrie automobile, plus de 30 % de la production a été affectée. A partir de septembre, la lutte a pris des formes plus avancées : entre le 2 et le 9, les ouvriers des usines General Motors, Chrysler, Mercedes Benz et Ford ont mené des grèves partielles, des ralentissements des cadences, jusqu'à un arrêt de travail de vingt-quatre heures à General Motors.

Début octobre, commence la grève de l'électricité après le licenciement de deux cent quatorze travailleurs (dont trente délégués syndicaux). Pendant un mois et demi, les trente-cinq mille adhérents du syndicat ont mené, avec un degré élevé d'organisation clandestine, des actions de résistance active et passive soigneusement coordonnées : grèves des « bras croisés », arrêts de travail, ralentissement et désorganisation des différentes tâches, ainsi que des sabotages très diversifiés : attentats à la bombe contre diverses installations du réseau électrique, surcharges de tension, inondation de galeries souterraines, incendie de générateurs, etc. Ces sabotages ont, à plusieurs reprises, privé d'électricité une grande partie de la capitale et de la province de Buenos-Aires. Le 9 novembre, en riposte à l'arrestation d'environ cinq cents grévistes, le sud et le centre de la capitale ainsi que de vastes régions de la province de Buenos-Aires, ont été totalement privés d'électricité pendant une demi-journée. Les grévistes emprisonnés, que certains officiers de la marine voulaient fusiller, ont dû être relâchés.

Cette « grève de l'électricité » a eu un impact politique très profond, la censure de presse ne pouvant pas cacher les coupures de courant... Elle a entraîné des mouvements de solidarité à Rosario et à Cordoba. Elle a sans doute joué le rôle de détonateur d'autres conflits qui se sont développés en octobre : grèves partielles dans plusieurs banques de la capitale, dans les P.T.T., et surtout, lutte des dockers du port de Buenos-Aires.

Le conflit portuaire a duré plus d'un mois : ralentissement des cadences, arrêts de travail et sabotages. Pendant la durée du conflit, la moyenne quotidienne des chargements est tombée de 1 000 à 200 tonnes. Le 12 novembre, un grand dépôt de coton a été incendié. Au cours de la même période, les travailleurs de General Motors ont fait une nouvelle grève de vingt-quatre heures.

Début décembre, les usines Fiat de Palomar et Castelar, à Buenos-Aires, ont été paralysées par une grève suivie de ralentissement des cadences et d'autres formes de lutte, après l'arrivée de détachements militaires. Quelques jours plus tard, la même tactique a été employée par les ouvriers de Fiat-Concord, Fiat-Materfer et Renault à Cordoba.

Dans tous ces conflits, les travailleurs, très bien organisés, ont toujours évité des affrontements directs avec les forces de répression, recherchant avec succès de petites victoires capables de renforcer leur moral, leur organisation et leur coordination. Le décalage habituel entre le prolétariat des centres de l'intérieur, traditionnellement radicalisé, et celui du Grand-Buenos-Aires, a pratiquement disparu. Les regroupements de base de la C.G.T.R., organisation syndicale clandestine, soutenue par toutes les forces révolutionnaires, semblent avoir joué un rôle très important dans tous ces conflits, y compris celui de l'électricité, où ils se sont progressivement imposés face à l'ancienne direction péroniste de droite, destituée et arrêtée par la junte, et qui a dirigé la lutte à ses débuts.

La résistance de masse se poursuit. S'agit-il des derniers rebondissements des grandes luttes de la période précédente, ou du début d'une nouvelle phase de résistance, capable d'entraîner un véritable sursaut révolutionnaire ? Il faudra attendre les traditionnels « mois chauds » de mai et juin pour avoir un début de réponse.

MARCELO DIAS.

Après l'Afrique du Sud, l'Iran, le Brésil, l'Argentine

LE CHILI DANS LA COURSE ATOMIQUE ?

Le Chili possède les gisements d'uranium les plus riches d'Amérique latine. Les réserves connues à ce jour sont en mesure de fournir 1 500 tonnes d'uranium pur. En outre, 100 tonnes d'uranium par an peuvent être obtenues comme produit secondaire de l'extraction du cuivre. Il eût été étonnant que de telles richesses n'excitent pas la convoitise des puissances occidentales, qui trouvent là une raison de se féliciter du soutien politique et financier accordé à la junte de Pinochet.

El Mercurio, le très officieux journal du régime militaire, rendait compte, le 4 mars 1976, d'une conférence de presse du ministre de l'exploitation minière, M. Valenzuela : *« Nous sommes en train d'étudier une nouvelle législation qui facilite l'exploitation des gisements d'uranium »* — une réglementation qui permette l'accès des entreprises américaines, espagnoles et allemandes à cette exploitation (1).

Déjà, au début de 1976, la firme américaine Scott Mineral Corporation a ouvert la voie à cette « coopération » en assurant l'exploitation des gisements le lithium de Salar-de-Atacama, au nord du pays. Ainsi, verra-t-on le lithium chilien entrer dans la fabrication des bombes à hydrogène nord-américaines.

Les rêves de grandeur, sinon les visées expansionnistes des dirigeants chiliens — l'amiral José Toribio Merino déclarait que *« le Chili deviendra une grande puissance du Pacifique, à l'instar du Japon »*, — leur imposent de ne pas demeurer en reste avec leurs amis brésiliens et argentins, déjà sur les bancs des postulants au club atomique (2).

Dans cette compétition, les militaires chiliens peuvent compter sur les rivalités inter-capitalistes. La Wyoming Mineral Corporaton est déjà sur les rangs pour la recherche et le traitement de l'uranium. L'Allemagne de l'Ouest dispose, elle aussi, d'atouts non négligeables : ses techniciens ont jeté les bases de l'industrie nucléaire chilienne sous le régime démocrate-chrétien d'Eduardo Frei et entretiennent des liens privilégiés avec les membres de la C.N.E.N. (Commission nationale d'énergie nucléaire). Après la chute du gouvernement d'Unité populaire d'Allende, le Chili a retrouvé sa place dans les stratégies élaborées à Bonn et à Washington pour l'exportation des matériels nucléaires.

Un rapport confidentiel d'août 1975 émanant de l'ambassade de R.F.A. au Chili (3), recense les efforts déployés pour gérer les affaires atomiques chiliennes au mieux des intérêts allemands. Un nouvel « expert » en la personne d'Erich S..., nommé ambassadeur de Bonn à Santiago, après avoir été en poste en Afrique du Sud — autre partenaire nucléaire de choix de l'Allemagne de l'Ouest, — est venu présider à l'établissement de tels liens.

Le Chili semble prêt, de son côté, à payer, même au prix de sa totale colonisation économique, un équipement nucléaire national.

Il reste à savoir si les intérêts commerciaux de la R.F.A. et des Etats-Unis primeront sur les risques considérables que ferait courir une dictature en possession de l'arme nucléaire. Les moins inquiets ne sont pas les pays du Pacte andin, notamment le Pérou, qui redoute, à l'avenir, l'utilisation de ce puissant moyen d'intimidation pour peser sur les litiges frontaliers toujours en suspens entre les deux pays.

(1) Le Chili s'est retiré le 30 octobre 1976 du Pacte andin en dénonçant le régime trop sévère imposé aux capitaux étrangers (cf. *le Monde diplomatique*, décembre 1976). Aucun réinvestissement au Chili n'est désormais obligatoire pour les firmes étrangères opérant dans ce pays.

(2) Le Brésil et l'Argentine avaient entamé, dès 1969, des pourparlers secrets avec l'Afrique du Sud, le Portugal et l'Allemagne pour la création d'un pacte de l'Atlantique sud. Ils ont été interrompus — provisoirement ? — depuis la « révolution des œillets » d'avril 1974 au Portugal et les remous provoqués en Afrique australe par la décolonisation du Mozambique et de l'Angola.

(3) Document n° 1079/75.



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : renouvellement de la Force des Nations unies dans le secteur Israël-Syrie...

SUR recommandation de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, le Conseil de sécurité a décidé, le 30 novembre, de renouveler pour six mois, à dater du 1er décembre, le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement dans le secteur Israël-Syrie (FNUOD). La décision a été votée par 12 voix, trois pays (Chine, Bénin et Libye) n'ayant pas pris part au vote.

...admission de nouveaux membres

Le 22 novembre, par 13 voix et avec 1 abstention (Etats-Unis), la Chine ne prenant pas part au vote, le Conseil de sécurité avait recommandé à l'Assemblée générale d'admettre la République populaire de l'Angola à l'ONU. L'Assemblée générale a elle-même entériné cette décision le 1er décembre par 116 voix avec 1 abstention (Etats-Unis).

D'autre part, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité, le 1er décembre, de recommander à l'Assemblée générale l'admission du Samoa-Occidental.

Les travaux de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale de l'ONU a ajourné, le 22 décembre, les travaux de sa trente et unième session, qui s'était ouverte le 27 septembre. A défaut des informations officielles habituellement diffusées par le service d'information des Nations unies à New-York, qui ne nous étaient pas encore parvenues à la date du 1er janvier, nous résumons ci-dessous l'essentiel des travaux jusqu'au 9 décembre (pour les résolutions votées après cette date, voir le prochain numéro du *Monde diplomatique*).

Vietnam. — L'Assemblée a adopté, le 26 novembre, par 124 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 3 abstentions (R.F.A., Israël et Royaume-Uni), un projet de résolution qui recommande au Conseil de sécurité de *« réexaminer favorablement la question de l'admission du Vietnam aux Nations unies »* (les Etats-Unis avaient opposé leur veto, le 15 novembre, à un vote du Conseil de sécurité favorable à l'admission du Vietnam).

Réélection du secrétaire général. — M. Kurt Waldheim a été désigné secrétaire général pour un deuxième mandat de cinq ans à dater du 1er janvier 1977, par un vote par acclamation.

Proche-Orient. — Deux résolutions ont été adoptées le 9 décembre. Dans la première (122 voix pour, 2 contre — Israël et Etats-Unis — et 8 abstentions), l'Assemblée demande, dans un texte révisé, que la conférence sur la paix au Proche-Orient soit convoquée d'ici à la fin du mois de mars 1977, sous les auspices de l'ONU et la coprésidence des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Dans la seconde résolution (91 voix pour, 11 contre et 29 abstentions), l'Assemblée fait sien le texte des non-alignés sur la situation d'ensemble au Proche-Orient, condamnant l'occupation des territoires arabes par Israël, demandant aux Etats de ne pas lui fournir une aide militaire qui lui permette de consolider cette occupation et demandant d'autre part, que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) soit invitée à participer à la conférence de Genève. Après amendement par cinq pays non alignés, un projet de résolution d'origine israélienne sur la conférence de Genève a été retiré.

Une résolution sur le financement des deux forces de l'ONU au Proche-Orient (FNUE et FNUOD) avait été votée précédemment par 112 voix contre 2 (Syrie et Albanie).

Décolonisation. — L'Assemblée s'est prononcée sur plusieurs textes concernant notamment les territoires du Pacifique et des Caraïbes, Gibraltar, le Sahara occidental, Timor oriental, le Territoire des Afars et des Issas, les îles Falkland (Malvines) et les Bermudes.

A propos du Sahara occidental, l'Assemblée a adopté sans vote un texte prenant acte de la décision de l'O.U.A. de convoquer un « sommet » extraordinaire africain pour trouver une solution. Au sujet de Belize, territoire administré par les Britanniques et revendiqué par le Guatemala, une résolution votée par 115 voix contre 8 et 15 abstentions demande à tous les Etats de respecter le droit du peuple de Belize à l'autodétermination. D'autre part, dans une résolution votée par 68 voix contre 20 et avec 49 abstentions, l'Assemblée a demandé au gouvernement indonésien de *« retirer toutes ses forces »* de la partie orientale de Timor. Un autre texte désapprouve l'établissement d'installations militaires dans l'île de Guam. Relevons aussi une résolution adoptée par 117 voix contre 0 avec 19 abstentions, sur le Territoire français des Afars et des Issas : elle demande au gouvernement français de mettre en œuvre *« scrupuleusement et équitablement »* le programme de l'indépendance.

Questions sociales. — Parmi les résolutions adoptées sur proposition de la commission sociale de l'Assemblée figure un texte — approuvé par 97 voix contre 11 et avec 28 abstentions — sur les conséquences néfastes de l'aide politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes : le Conseil y est invité à imposer un embargo sur les ventes, dons et transferts de matériel militaire à l'Afrique du Sud.

Divers. — Une conférence de plénipotentiaires sur la succession d'Etats en matière de traités a été convoquée à Vienne du 4 avril au 6 mai 1977. Un texte sur les droits de l'homme en cas de conflits armés invite les parties à ce genre de conflit à respecter les règlements

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

humanitaires. Le comité de la charte de l'ONU et du raffermissement du rôle de l'Organisation a été invité à continuer ses travaux.

Par 102 voix et avec 5 abstentions (R.F.A., Etats-Unis, Israël, Japon, Royaume-Uni), l'Assemblée a demandé au secrétaire général de prendre des mesures pour augmenter le nombre des ressortissants des pays en voie de développement aux postes de direction du secrétariat.

NAMIBIE. — *Dans une note datée du 22 novembre, le secrétaire général de l'ONU a informé le ministère des affaires étrangères d'Afrique du Sud qu'il ne pouvait donner suite à la demande que lui avait adressée Pretoria pour qu'il autorise le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés à aider un groupe de réfugiés d'Angola en Namibie. L'Assemblée générale ayant jugée illégale la présence de l'Afrique du Sud en Namibie, le gouvernement de Pretoria ne constitue pas, pour le secrétaire général, une « autorité compétente avec laquelle les Nations unies puissent traiter afin de résoudre ce problème ».*

U.N.R.W.A. — *Devant la conférence pour l'annonce de contributions volontaires pour l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (U.N.R.W.A.), le président de l'Assemblée générale des Nations unies a annoncé, le mois dernier, que, selon certaines estimations, le déficit de l'U.N.R.W.A., en 1977, s'élèvera à 54 millions de dollars si des contributions supplémentaires n'étaient pas versées.*

LE COMITE CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DEVELOPPEMENT *a tenu sa vingt-deuxième session à Genève, du 22 novembre au 3 décembre. Il a consacré une partie de ses travaux à la préparation d'une conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement prévue pour 1979.*

RESTRUCTURATION DES SECTEURS ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Le comité de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations unies a terminé sa quatrième session le 29 novembre en demandant à l'Assemblée générale de prolonger son mandat. Il compte être ainsi en mesure de formuler des propositions à la prochaine session de l'Assemblée. Selon le rapport dressant le bilan de ses activités, l'Assemblée devrait exercer pleinement ses pouvoirs et servir d'instance principale de négociation et de décision pour la solution des problèmes internationaux d'ordre économique et social.*

DROITS DE L'HOMME. — *La Journée des droits de l'homme a été célébrée, comme chaque année, le 10 décembre, date anniversaire de la proclamation, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies.*

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — *Réuni à Genève, du 29 novembre au 1er décembre, pour sa vingt-cinquième session, le comité pour le développement du commerce de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) — qui rassemble tous les pays d'Europe occidentale et orientale — a noté que le commerce Est-Ouest avait résisté, en général, d'une manière satisfaisante, à la récession et aux pressions inflationnistes. Le secrétaire exécutif, M. Janez Stanovnik, a estimé, à ce propos, que l'endettement croissant des pays d'Europe orientale dans leur commerce avec les pays à économie de marché était un fait positif, les dettes impliquant des engagements à long terme et devant être interprétées comme une volonté de coopération conforme à l'esprit d'Helsinki.*

• REFUGIES. — *Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés a annoncé, le 3 décembre, la nomination de M. Gary Pekins (Canada) au poste de délégué en Afrique australe.*

• ENFANCE. — *Lors d'une conférence spéciale, qui s'est tenue à New-York début novembre, quatre-vingt-treize gouvernements se sont engagés à contribuer pour 85 millions de dollars environ aux ressources générales du Fonds des Nations unies pour l'enfance (FISE ou UNICEF).*

UNESCO

Compromis à la dix-neuvième conférence générale

LA dix-neuvième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui s'était ouverte le 26 octobre à Nairobi, s'est achevée le 30 novembre. Les cent quarante et un Etats représentés ont pris une série de décisions sur les tâches futures de l'Organisation et défini les nouvelles priorités pour les années à venir : ils ont, en particulier, adopté le programme proposé par le directeur général de l'UNESCO, et une déclaration sur le rôle de l'UNESCO dans le domaine des sciences et de la technologie ; ils ont aussi examiné avec attention les problèmes de communication.

Pour la première fois, un plan de six ans a été approuvé, définissant une orientation à moyen terme destinée à renforcer l'efficacité de l'Organisation dans les domaines de sa compétence (éducation, sciences exactes, culture et communication). La contribution de l'UNESCO à l'instauration d'un nouvel ordre économique international (avec toutes ses composantes sociales et culturelles) a été définie ainsi que son rôle dans la deuxième Décennie pour le développement.

Sur les problèmes qui avaient donné lieu à controverse, l'affrontement a pu être évité grâce à la constitution d'un groupe de négociation et de rédaction. Tel fut notamment le cas d'un projet de déclaration sur l'information et sa circulation entre pays industrialisés et pays en voie de développement : vue l'importance des divergences d'opinions entre les différents pays, le débat a été renvoyé devant un groupe d'experts, et la décision a été renvoyée à la vingtième session de la conférence générale de l'UNESCO. D'autre part, un accord a été trouvé sur un sujet difficile : Israël a été admis au sein du groupe régional européen de l'Organisation. En revanche, ce pays a été condamné pour sa politique éducative et culturelle dans les territoires occupés et pour les fouilles archéologiques entreprises à Jérusalem.

En ce qui concerne les questions financières, le budget pour 1977-1978 a été adopté sans opposition et avec 12 abstentions (dont Etats-Unis et U.R.S.S.) : il sera de l'ordre de 224,4 millions de dollars. De son côté, le fonds de roulement de l'Organisation a été doublé, pour atteindre 16,8 millions de dollars.

F.A.O.

A la session du conseil : redressement de la situation alimentaire

LE conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a tenu à Rome sa soixante-dixième session, du 29 novembre au 9 décembre. Dans son rapport, le conseil note une *« progression encourageante »* d'environ 4 % de la production alimentaire et agricole des pays en voie de développement en 1975, qui devrait être consolidée en 1976 par une augmentation globale de la production de 2 à 3 %.

Toutefois, M. Edouard Saouma, directeur général de la F.A.O., a estimé que, dans l'ensemble, le bilan n'est pas satisfaisant et que la coopération visant à instaurer un nouvel ordre économique international n'a pas — ou guère — progressé.

Le conseil a demandé que le comité F.A.O. de l'agriculture étudie la possibilité d'instituer un fonds de 20 millions de dollars pour financer un programme spécial d'aide aux pays en voie de développement. Il a, d'autre part, appuyé la mise en œuvre d'un plan de développement du crédit agricole et approuvé la préparation d'une conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui pourrait se tenir à Lima en juillet 1979.

Sur le plan de l'aide alimentaire, le conseil a étudié le rapport de l'organe directeur du Programme alimentaire mondial (PAM). Les contributions pour l'exercice 1975-1976 se montent à 668 millions de dollars, dépassant de 52 % l'objectif de 440 millions. Avec les 574 millions de dollars déjà promis pour 1977-1978, l'objectif visé (750 millions de dollars) est déjà atteint à plus de 76 % en ce qui concerne cette nouvelle période.

Au cours de sa session, le conseil a également enregistré les progrès de la décentralisation des activités de la F.A.O. préconisée par le directeur général.

COORDINATION DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU LIBAN. — *A la demande du directeur général de la F.A.O. et du coordonnateur de l'aide internationale pour le Liban, le PAM a été chargé de coordonner les secours alimentaires pour le Liban au cours de l'actuelle période d'urgence.*

PRODUITS LAITIERS. — *Une baisse probable des stocks de lait en poudre (qui avaient atteint en 1975-1976 le niveau record de 2 millions de tonnes) est attendue par la F.A.O.*

PROTECTION DES PLANTES. — *Une conférence spéciale convoquée par la F.A.O. a adopté une nouvelle version de la convention internationale de protection des plantes, destinée à éviter la diffusion des parasites et des maladies des plantes tout en facilitant le commerce des produits agricoles. La convention originelle avait été approuvée par la sixième conférence de la F.A.O. en 1951.*

• TRAVAIL. — *La stabilisation des cours mondiaux des produits des plantations (café, cacao, sucre, thé, coton, caoutchouc, etc.), conditionne l'amélioration du niveau de vie de millions de travailleurs et doit faire l'objet d'un vigoureux effort international. Telle est la principale conclusion de la commission spécialisée de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), qui a siégé à Genève du 8 au 16 décembre. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, la commission demande à l'Organisation de collaborer à tous les niveaux avec les institutions spécialisées des Nations unies intéressées par les questions de commerce et de développement pour atteindre cet objectif de stabilisation.*

• SANTE. — *Selon des indications fournies par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), neuf cent quarante-deux cas de variole (dont neuf cent quinze en Ethiopie et vingt-sept en Somalie) ont été enregistrés entre le 1er janvier et le 17 novembre 1976.*

— Un programme spécial de recherche et de formation sur les maladies tropicales, mené par l'O.M.S. et le P.N.U.D., a été approuvé le 8 décembre, à Genève, au cours d'une réunion qui rassemblait les représentants de ministères nationaux de la santé, d'institutions d'aide bi et multilatérale et de fondations privées.

— L'O.M.S. a convoqué du 6 au 10 décembre, à Genève, une consultation sur la politique des médicaments afin de rechercher les moyens de promouvoir des politiques plus rationnelles dans ce domaine et d'améliorer le sort de la population des pays en voie de développement, grande consommatrice en soins de santé.

• ENERGIE ATOMIQUE. — *Cent trente scientifiques représentant trente et un pays ont participé à un colloque sur la recherche radiobiologique nécessaire pour améliorer la radiothérapie, qui a été organisé à la fin du mois de novembre, à Vienne, par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.).*

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a célébré, le 17 novembre, le dixième anniversaire de sa création.*

— Le comité intergouvernemental chargé de rédiger l'acte constitutif de l'ONUDI, réuni du 2 au 15 novembre, à Vienne, a clos sa quatrième session en adoptant un rapport indiquant que la rédaction du projet complet de l'acte constitutif n'avait pu être achevée.

— Le 25 novembre, l'ONUDI et la Commission des Communautés européennes ont signé, à Bruxelles, un accord de coopération destiné à faciliter et à harmoniser les efforts des deux organisations dans le domaine de l'industrialisation dans les pays en voie de développement.

• AVIATION CIVILE. — *Dans une note destinée à la conférence spéciale du transport aérien qui doit se tenir à Montréal en avril 1977, l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) indique que les transporteurs internationaux réguliers connaissent de graves difficultés financières du fait du non-respect des tarifs de transport aérien international approuvés par les gouvernements : le manque à gagner dû à ces pratiques déloyales serait de l'ordre de 300 à 500 millions de dollars par an.*

• METEOROLOGIE. — *Réunie pour sa septième session, à Genève, du 29 novembre au 11 décembre, la commission de météorologie maritime de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) a passé en revue les moyens propres à favoriser les applications de la météorologie aux activités maritimes, tant en haute mer que dans les zones côtières et dans les ports.*

— Le nouvel accord de financement collectif des stations océaniques de l'Atlantique nord (adopté le 15 novembre 1974) étant entré en vigueur le 1er décembre, le conseil chargé de l'administrer a tenu sa première session au siège de l'O.M.M. du 13 au 16 décembre.

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Nouvelles procédures relatives aux ventes d'or

LES administrateurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) ont revu le 8 décembre les politiques et procédures relatives aux ventes d'or effectuées au nom du fonds fiduciaire au cours des deux premières années du programme de vente d'or par adjudication. Ils ont arrêté le calendrier des ventes d'or jusqu'au mois d'août 1977, afin d'améliorer le fonctionnement du processus d'adjudication.

ACHATS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — *Deux pays ont été autorisés à effectuer des achats de devises au titre du système de financement compensatoire : la Nouvelle-Zélande (29 novembre) pour l'équivalent de 50,5 millions de D.T.S. en monnaies étrangères et la Guyana (14 décembre) pour l'équivalent de 10 millions de D.T.S.*

NOMINATION. — *M. Kenneth N. Clark (Etats-Unis) a été nommé le 1er décembre directeur du département de l'administration du F.M.I. Il succède à M. Phillip Thorson.*

REUNION DU GROUPE DES DIX. — *Le groupe des Dix s'est réuni à Paris le 22 décembre pour décider du montant qui pourra être alloué au F.M.I. en vertu des « accords généraux d'emprunt » pour l'aider à financer le prêt de 3,9 milliards de dollars à la Grande-Bretagne. Leur participation s'élèverait à 2,97 milliards de dollars au total.*

Groupe de la Banque mondiale

Dix prêts de la Banque, dont 60 millions de dollars pour le Chili

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a approuvé récemment une série de prêts :

— Au Brésil (24 novembre) : 82 millions de dollars pour le financement partiel des installations de transport d'électricité ;

— A la Tunisie (24 novembre) : 12 millions de dollars pour un projet de crédit à l'agriculture ;

— Au Honduras (24 novembre) : 35 millions de dollars destinés à la reconstruction et à l'entretien de certains tronçons routiers ;

— A Chypre (2 décembre) : 10 millions de dollars qui financeront un projet de construction d'une grande voie routière ;

— A la Grèce (9 décembre) : 36 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,70 %) qui contribueront à la réalisation de réseaux d'égouts ;

— Au Congo (16 décembre) : 8 millions de dollars qui financeront un projet d'enseignement destiné à améliorer le système d'enseignement du pays ;

— A la Côte-d'Ivoire (16 décembre) : deux prêts d'un montant de 44 millions de dollars affectés à un programme de développement urbain. Trente millions sont consentis pour trente ans et à 8,70 % ; 14 millions sont accordés aux conditions du « troisième guichet », pour vingt-cinq ans et à 4,70 % ;

— Au Chili (22 décembre) : deux prêts d'un montant total de 60 millions de dollars ; le premier (25 millions de dollars) couvrira les dépenses en devises d'un projet destiné à mettre en valeur les secteurs de l'élevage, de la production fruitière et de la viticulture ; le second prêt (35 millions de dollars) financera partiellement la remise en état des réseaux de transport et de distribution d'électricité.

Le Chili avait déjà bénéficié d'un prêt de 33 millions de dollars de la part de la BIRD en février dernier. Les deux nouveaux crédits ont été approuvés par le conseil des directeurs de la Banque en dépit de l'opposition des pays scandinaves, qui ne détiennent que 4 % des droits de vote. Quelques membres du Congrès américain s'étaient eux-mêmes élevés contre une nouvelle aide financière *« à de tels régimes répressifs »*.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a approuvé en décembre les crédits suivants :*

— Au Tchad (2 décembre) : 12 millions de dollars qui permettront d'améliorer la vie d'environ 400 000 habitants appartenant pour moitié aux populations pastorales du Sahel ;

— A la Mauritanie (2 décembre) : 2 700 000 dollars qui financeront un projet d'assistance technique ;

— Au Sri-Lanka (2 décembre) : 5 millions de dollars pour financer la modernisation du réseau traditionnel d'irrigation ;

— Au Mali (16 décembre) : 15 500 000 dollars pour contribuer au financement d'un projet d'expansion de la production agricole ;

— Au Rwanda (16 décembre) : 14 millions de dollars pour l'exécution d'un programme visant à promouvoir l'association de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *La Société financière internationale (S.F.I.) a annoncé le 8 décembre qu'elle avait investi en Colombie 15 millions de dollars pour la première fois dans un projet de construction de gazoduc reliant les gisements de gaz de la péninsule de Guajira aux centres industriels de Barranquilla, de Cartagena et de Barrancabermeja.*

— *Un investissement d'un montant de 889 000 dollars a été réalisé, le 29 octobre, par la S.F.I., sous la forme d'une prise de participation dans la SAFA Cameroun SAC afin d'aider au développement de la production d'une plantation de caoutchouc et de diversifier sa production.*

PRETS CONJOINTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA. — *Un prêt de la Banque mondiale de 8 millions de dollars et un crédit de l'IDA de 4 millions de dollars ont été accordés, le 9 décembre, au Paraguay pour l'aider à réaliser un programme de développement de l'enseignement.*

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE. — *La Banque mondiale et la Deutsche Bank AG ainsi que la Dresdner Bank AG ont signé, le 24 novembre, un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 200 millions de deutschemarks. Ces obligations portent intérêt à 6 3/4 % payable annuellement le 1er décembre ; elles seront remboursables au pair le 1er décembre 1983 et non par anticipation.*

PREMIERE REUNION DU GROUPE D'AIDE A LA BIRMANIE. — *La première réunion du groupe d'aide à la Birmanie s'est tenue le 2 décembre, à Tokyo, sous l'égide de la Banque mondiale.*

GROUPE CONSULTATIF POUR L'AFRIQUE ORIENTALE. — *La huitième réunion du groupe consultatif pour l'Afrique orientale et, dans ce cadre, la quatrième réunion du groupe consacré au Kenya s'est tenue à Paris du 22 au 24 novembre pour discuter des problèmes et des perspectives économiques de ce pays.*

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'intérieur de la Communauté

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) annonce les crédits suivants en faveur d'organismes ou d'entreprises opérant dans la Communauté économique européenne :

Deux prêts d'un montant de 14,7 millions de livres (soit 22,2 millions d'unités de compte) le 3 décembre à la British Steel Corporation (pour dix ans, à 9 %). Le premier (12,6 millions de livres) financera de nouvelles installations de l'usine de Port-Talbot ; le second (2,1 millions de livres) s'applique à la construction des installations d'entretien de l'usine de Distington, près de Workington.

Deux autres prêts d'un montant de 10 millions de livres (soit 15 millions d'U.C.) le 9 décembre au National Water Council (pour douze ans, à 8 7/8 %) en vue de la réalisation de projets d'adduction d'eau.

Un prêt de 30 millions de dollars des Etats-Unis (27 millions d'U.C.) le 16 décembre à la société Santa Fe Minerals (UK) Inc., appartenant au groupe américain Santa Fe International et assurant la mise en exploitation du gisement de pétrole de Thistle dans le secteur britannique de la mer du Nord (pour sept ans, à 8 3/8 %).

— En France : pour l'amélioration des télécommunications en Auvergne, la Caisse nationale des télécommunications a reçu le 15 décembre un prêt de 156,7 millions de francs (30 millions d'U.C.) pour douze ans, à 8 7/8 %.

— En Irlande : un prêt de 16 millions de livres (24,1 millions d'U.C.) le 15 décembre (pour douze ans, à 8 7/8 %) pour financer divers projets du département des postes et télégraphes.

— En Belgique : 750 millions de francs belges (17,9 millions d'U.C.) le 15 décembre en faveur d'entreprises industrielles de petites et moyennes dimensions confrontées à des problèmes de conversion (pour dix ans, à 8 7/8 %).

— En Italie : six prêts accordés le 17 décembre pour un total de 90,2 milliards de lires (94,2 millions d'U.C.) qui se décomposent ainsi : 28 milliards de lires (pour douze ans et à 8 7/8 %) à l'Istituto Mobiliare Italiano pour améliorer l'équipement téléphonique de la Calabre et de la Basilicate ; 30 milliards de lires (pour douze ans et à 8 7/8 %) à la Cassa per il Mezzogiorno pour l'aménagement du port d'Augusta en Sicile ; 28 milliards de lires à la S.N.A.M. (pour douze ans à 8 7/8 %) pour des ouvrages concernant l'approvisionnement en gaz naturel et 7 millions de dollars à l'A.G.I.P., soit 6 milliards de lires (pour dix ans à 9 1/8 %) à des fins identiques ; 3,2 milliards de lires à la Cassa per il Mezzogiorno (pour dix ans), rétrocédés à l'Istituto per lo Sviluppo Economico dell Italia Meridionale pour la réalisation d'un projet industriel en Calabre ; enfin, 5 milliards de lires au Medio-Credito per le Piccole et Medie Imprese dei Friuli-Venezia Giulia (pour quinze ans et à 9 %) pour aider à la reconstruction des petites et moyennes industries détruites par les tremblements de terre de la région du Frioul.

— Au Danemark (17 décembre) : deux prêts d'une contre-valeur totale de 36 millions de couronnes danoises (5,5 millions d'U.C.) pour dix ans et à 8 7/8 % : le premier (20 millions de couronnes) est accordé pour financer des entreprises de petites et moyennes dimensions dans les régions les moins développées du pays ; le second (16 millions de couronnes) a été attribué à la société Orehoved Trae-og Finerindustri spécialisée dans la production de bois de placage.

— En République fédérale d'Allemagne : un prêt de 25 millions de DM (9,2 millions d'U.C.), pour huit ans, à 8 1/4 %, a été accordé le 21 décembre à la société Neunkirchen Eisenwerk pour la restructuration de l'aciérie de Neunkirchen dans la Sarre.

L'« aide exceptionnelle d'urgence » au Portugal

Un prêt de 20 millions d'U.C. a été accordé à Electricidade de Portugal (pour quinze ans, à 6,5 %) pour le financement de la construction d'une centrale hydro-électrique sur le Douro, au titre de l'« aide exceptionnelle d'urgence » offerte par la C.E.E. (d'un montant total de 150 millions d'U.C.) avec une bonification d'intérêt de 3 % financée directement par le budget de la Communauté.

Deux prêts à conditions spéciales à la Turquie

Au titre du protocole financier du 1er janvier 1973 entre Bruxelles et Ankara, deux prêts à conditions spéciales ont été octroyés le 1er décembre à la Turquie d'un montant global de 6 015 000 U.C. (contre-valeur de 6,6 millions de dollars des Etats-Unis). Le premier prêt (5 millions d'U.C.) financera un projet de mise en valeur des forêts de la région méditerranéenne et l'établissement d'un complexe industriel pour la production de carton, de papier kraft et de bois d'œuvre (prêt consenti pour trente ans, à 4,5 %). Le second crédit (1 015 000 U.C.) est destiné à des études de pré-investissement portant sur des projets industriels et d'infrastructure (pour trente ans, à 2,5 %).

Opérations de crédit dans le cadre de la convention de Lomé

Diverses opérations de financement sont annoncées au titre de la convention de Lomé :

— Un prêt de 20 millions d'U.C. (soit environ 5.400 millions de F.C.F.A.) au Togo (6 décembre) en faveur du financement d'une usine de clinker et de l'équipement d'une carrière de calcaire à Tabligbo près de Lomé (pour quatorze ans et demi, à 6 %).

Agissant en qualité de mandataire de la Communauté économique européenne, la Banque a conclu le 9 décembre trois opérations « sur capitaux à risques » d'un montant équivalant à 2 millions d'U.C. chacune (environ 540 millions de F.C.F.A.) sous la forme de prêts subordonnés accordés à la Côte-d'Ivoire, au Ghana et au Togo (pour vingt ans, au taux de 2 %). Elles permettront aux Etats concernés de financer partiellement leur quote-part d'actions « de préférence » de la société CIMAO et constituent l'une des premières utilisations des ressources prévues dans la convention de Lomé au titre des « capitaux à risques », modalité d'aide financière communautaire particulièrement adaptée aux projets industriels, et que la B.E.I. a été chargée de gérer et de mettre en œuvre.

— Un prêt de 2 millions d'U.C. (14,8 millions de roupies mauriciennes) à l'île Maurice le 6 décembre (pour treize ans et demi à 6 %), pour renforcer la capacité de production d'électricité ;

— Trois opérations de financement portant sur un montant total de 23,3 millions d'U.C. (équivalant à environ 6,5 milliards de F.C.F.A.) conclus avec le Tchad et le Cameroun le 9 décembre. La première de ces opérations consiste en un prêt de 13,5 millions d'U.C. accordé sur les ressources propres de la Banque à la Société nationale d'électricité du Cameroun pour une durée de quinze ans et un taux d'intérêt de 6 1/8 % et qui financera la construction d'un barrage et d'une centrale hydro-électrique à Song-Loulou ; le second prêt (7,5 millions d'U.C.) est accordé au Tchad pour vingt ans et à 2 % et sera affecté au financement partiel de la participation majoritaire de l'Etat au capital de la Société nationale sucrière du Tchad ; enfin, le troisième, d'un montant de 2,3 millions d'U.C., a été consenti à la Société camerounaise de palmerales pour vingt ans et à 2 % jusqu'au 30 juin 1984 et à 4,5 % au-delà, pour le financement partiel des investissements industriels du complexe réalisé à Dibombari par la Socapalm ;

— Un prêt de 10 millions d'U.C. (12,8 millions de cédis ghanéens, pour quinze ans, à 6,50 %) attribué le 16 décembre à la Volta River Authority du Ghana afin d'aider à la construction d'un barrage et d'une usine hydro-électrique sur le cours inférieur de la Volta.

Rappelons que les prêts accordés dans le cadre de la convention de Lomé bénéficient d'une bonification d'intérêt de 3 % sur les ressources du Fonds européen de développement.

Banque interaméricaine de développement

Quatorze prêts

LA Banque interaméricaine de développement a annoncé les prêts suivants :

— A la Bolivie (24 novembre) : 6,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 %) pour financer la première phase de la construction d'une zone industrielle à Santa-Cruz ;

— A l'Uruguay (24 novembre) : 15 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour quinze ans et à 8,6 %) destinés à financer la deuxième étape d'un programme de crédit aux entreprises spécialisées dans l'emballage de la viande ;

— Au Paraguay (24 novembre) : 11,6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour la réalisation de systèmes de drainage des eaux de pluie ;

— A la Colombie (2 décembre) : 16 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans et à 2 %) affectés à la construction de réseaux d'égouts dans quatre villes de Colombie, afin de limiter ou de supprimer l'érosion des sols provoquée par les pluies ;

— Au Honduras (2 décembre) : 3 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour améliorer le niveau de l'enseignement dans les universités ;

— Au Costa-Rica (2 décembre) : 4 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans et à 2 %) pour financer la deuxième phase d'un programme de pré-investissement dans les secteurs public et privé;

— Au Brésil (2 décembre) : 97 670 000 dollars (à l'aide du capital des banques régionales, pour vingt ans et à 8,6 %) pour l'installation de l'électricité dans les régions sous-développées du Nord-Est ;

— A Panama (9 décembre) : deux prêts d'un montant total de 5 millions de dollars pour contribuer à financer un programme de crédit au secteur industriel privé ; le premier prêt (2 millions de dollars) provient des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans et à 8,6 %), le second (3 millions de dollars) a été consenti à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans et à 2 % l'an) ;

— A l'Equateur (9 décembre) : deux prêts d'un montant de 26,6 millions de dollars permettront, d'une part, d'augmenter la capacité du réseau électrique et, d'autre part, d'étudier les possibilités en énergie hydro-électrique du fleuve Guayllabamba. Vingt-cinq millions ont été accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans et à 8,6 %), et 1,6 million à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans, à 1 % l'an pendant les cinq premières années et à 2 % ensuite) ;

— Au Nicaragua (9 décembre) : 18 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour la construction et l'amélioration d'une partie du réseau routier ;

— A l'Equateur (10 décembre) : deux prêts d'un montant total de 36 millions de dollars pour financer la construction d'oléoducs et de gazoducs. Le premier, d'un montant de 20 millions de dollars, provient des ressources ordinaires de la Banque (pour quinze ans et à 8,6 %) ; le second prêt, de 16 millions de dollars, a été consenti à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour sept ans et à 1,25 %).

EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — *Une émission d'obligations de la BID libellées en deutschemarks a été prise ferme, le 8 décembre, par un syndicat de banques allemandes ayant à sa tête la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, la Bayerische Vereinsbank, la Commerzbank et la Westdeutsche Landesbank. D'un montant de 100 millions de deutschemarks (obligations à dix ans et à 7 %), cette émission a été offerte au public le 8 décembre ; elle sera remboursable en cinq versements annuels d'égale valeur à partir du 1er janvier 1983.*

— *D'autres obligations de la BID, libellées en schillings autrichiens, ont été offertes au public le 9 décembre. Intitulée « obligations 1976 en schillings autrichiens à 8 % », cette émission viendra à échéance en 1986. D'un montant de 300 millions de schillings autrichiens, les obligations ont été émises à 97,25 % du pair par un syndicat de banques autrichiennes ayant à sa tête la Creditanstalt-Bankverein de Vienne.*

● BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque africaine de développement a approuvé divers prêts en faveur des pays et organismes suivants :*

— *Gambie (29 octobre) : 2 millions d'u.c. (1) (soit 556 000 000 de F C.F.A., d'une durée de vingt-cinq ans à 4 %) prélevés sur les ressources du Fonds du Nigeria pour financer une partie des dépenses en devises afférentes à l'aménagement de l'aéroport de Yundum ;*

— *Banque ivoirienne de développement industriel (29 octobre) : 2 millions d'u.c. (soit 556 000 000 de F C.F.A., d'une durée de dix ans à 7,5 % l'an) pour financer le coût en devises de cinq projets industriels ;*

— *Ouganda (29 octobre) : 5 millions d'u.c. (soit 1 390 000.000 de F C.F.A., d'une durée de cinq ans à 7 % l'an) pour financer les dépenses en devises d'un programme d'usine de traitement du thé ;*

— *Banque de développement industriel du Kenya (4 novembre) : 3 millions d'u.c. (soit 834 000 000 de F C.F.A., d'une durée de douze ans à 7 %) pour lui permettre de financer plusieurs projets.*

— *M. Goodall E. Gondwe (Malawi) a été élu, le 5 novembre, vice-président de la Banque africaine par le nouveau conseil d'administration, dont les fonctions ont pris effet le 7 novembre 1976.*

● FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *Six prêts ont récemment été accordés par le Fonds africain de développement aux pays suivants (1 U.C.F. = environ 1,11 dollar des Etats-Unis, ou 256 F C.F.A.) :*

— *Burundi (25 octobre) : 4,5 millions d'U.C.F. (soit 1 152 000 000 de F C.F.A.) pour contribuer au financement d'un programme d'assainissement de Bujumbura avec installation d'un système d'évacuation des eaux usées et des eaux fluviales ;*

— *Tchad (29 octobre) : 4 millions d'U.C.F. (soit 1 024 000 000 de F C.F.A.) pour la poursuite d'un programme d'irrigation de Satégui-Deressia ;*

— *Malawi (29 octobre) : 5 millions d'U.C.F. (soit 1 280 000 000 de F C.F.A.) pour financer le coût en devises et une partie des dépenses en monnaie locale du projet de développement rural de Namwera ;*

— *Mali (29 octobre) : 4,3 millions d'U.C.F. (soit 1 100 800 000 F C.F.A.) qui aideront à la réalisation d'un projet de développement de la production de semences sélectionnées ;*

— *Rwanda (29 octobre) : 5,1 millions d'U.C.F. (soit 1 305 600 000 F C.F.A.) destinés au financement d'un projet d'adduction d'eau à Kigali ;*

Rappelons que les prêts du FAD ont une durée de cinquante ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans ; une commission administrative de 0,75 % est perçue sur les encours périodiques du prêt.

(1) Une unité de compte = environ 1,20 dollar des Etats-Unis ; ou 278 F C.F.A.

● BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *Au cours des dernières semaines, la Banque asiatique a annoncé l'octroi d'une série de prêts, consentis à l'aide des ressources du fonds spécial, en faveur des pays suivants :*

— *Papouasie-Nouvelle-Guinée (11 novembre) : 13,5 millions de dollars (pour quarante ans et à 1 %) destinés à l'extension et à l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau ;*

— *Iles Gilbert (18 novembre) : 1,75 million de dollars (pour quarante ans et à 1 %) pour financer la construction d'une digue avec voie d'accès qui relierait les îles Betio et Bairiki ;*

— *Pakistan (18 novembre) : 48,6 millions de dollars (pour quarante ans et à 1 %) pour financer le développement du port de Qasim ;*

— *Bangladesh (23 novembre) : 2,5 millions de dollars (pour dix ans et à 1 %) destinés à la construction d'une usine d'engrais et au développement de l'exploitation de gaz naturel à Bakharab ;*

— *Népal (29 novembre) : 39,5 millions de dollars (pour dix ans et à 1 %) pour la construction d'une cimenterie.*

Trois autres prêts ont, d'autre part, été accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque :

— *Indonésie (12 novembre) : 48,2 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 8,90 %) affectés à un projet d'amélioration du réseau routier à Java ;*

— *Malaisie (23 novembre) : 15 millions de dollars (pour vingt ans et à 8,90 %) pour financer quatre projets visant à améliorer ou à construire des réseaux d'adduction d'eau ;*

— *Philippines (7 décembre) : 15 millions de dollars (pour trente ans et à 8,90 %) pour financer la deuxième phase du programme d'irrigation de la province de Davao-del-Norte à Mindanao.*

— *Le conseil des gouverneurs de la Banque a décidé, le 11 novembre, d'abaisser le taux d'intérêt des prêts accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, qui passe ainsi de 9,10 % à 8,90 % l'an.*

● CORPORATION ANDINE DE DEVELOPPEMENT. — *La Corporation andine de développement (CAF) a approuvé, le 30 octobre, la libération d'une première tranche de 640 000 dollars du fonds spécial d'aide à l'industrie bolivienne de la machine-outil en faveur de quatre entreprises spécialisées.*

Le même jour, la CAF a souscrit avec CORESSA S.A., importante entreprises industrielle du Chili, un second accord de crédit pour un montant de 500 000 dollars destinés au financement d'installations et à l'achat de biens de production pour la fabrication de motocompresseurs pour réfrigération, portant ainsi à 1 200 000 dollars sa contribution à l'expansion des activités de cette entreprise. En outre, un prêt de 3 000 000 de dollars a été consenti à Chilena de Modelados S.A. (CHIMOLSA), pour l'installation à Puente-Alto d'une usine d'emballage des produits alimentaires.

● FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT. — *A la suite des avis favorables émis par le comité du Fonds européen de développement (FED), la Commission des Communautés européennes a pris, le 22 octobre, huit nouvelles décisions de financement au titre des aides non remboursables du quatrième FED :*

— *République rwandaise (quatrième FED) : 1 520 000 U.C.E. pour la construction et l'équipement de la faculté de médecine de Butare ;*

— *République de la Sierra-Leone (quatrième FED) : 2 150 000 U.C.E. pour l'équipement des hôpitaux, des dispensaires et des centres de santé ;*

— *République de Haute-Volta (quatrième FED) : 1 778 000 U.C.E. pour la mise en valeur de l'aval des barrages ruraux (deuxième tranche) ;*

— *République de Gambie (quatrième FED) : 982 000 U.C.E. pour la fourniture de moyens agricoles de production ;*

— *République du Sénégal (quatrième FED) : 460 000 U.C.E. pour l'étude de la route Tambacounda-Kedougou - Tronçon Dianke-Makam-Kedougou ;*

— *République démocratique du Soudan (quatrième FED) : 300 000 U.C.E. pour l'étude économique et technique de la route Kadugli-Talodi ;*

— *République coopérative de Guyane (quatrième FED) : 140 000 U.C.E. pour l'étude d'un projet relatif à des installations portuaires et de pêche ;*

— *République du Mali (quatrième FED) : 4 828 000 U.C.E. pour le développement de la pêche au Mali.*

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Association latino-américaine de libre-commerce

Bilan médiocre de la XVIe période de sessions ordinaires

LA seizième période de sessions ordinaires de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), qui s'est déroulée du 3 au 20 novembre à Montevideo, aura été la plus médiocre quant à ses résultats.

L'abandon de fait, au cours de l'année, des négociations collectives et l'ajournement *sine die*, le 25 octobre, de la convocation du conseil des ministres des affaires étrangères, avaient grandement contribué à créer le climat d'indifférence qui a marqué cette conférence.

L'ordre du jour fut consacré en grande partie aux négociations du programme de libération des échanges (listes nationales, listes des avantages non généralisés, accords bilatéraux, accords de complémentarité, marges des préférences tarifaires, retrait de concessions, etc.), au rapport d'activité du comité exécutif et aux projets de travaux et de budget pour 1977 et à l'examen du rapport de la commission de l'accord de Cartagena sur le fonctionnement du Groupe andin.

Les négociations sur le programme de libération des échanges ont conduit à un nombre limité de concessions tarifaires non généralisées en faveur des pays de moindre développement économique. Encore faut-il signaler que figurent au nombre de ces concessions celles que s'étaient accordées réciproquement la Bolivie et l'Uruguay par un accord bilatéral conclu en septembre, et les avantages consentis en mai dernier par le Brésil à la Bolivie pour les exportations de cassitérite de ce dernier pays vers le Brésil. En plus, quatre accords de complémentarité dans les industries chimiques et pharmaceutiques, les industries chimiques dérivées du pétrole, les matières colorantes et les pigments, et dans l'industrie photographique, ont fait l'objet de rajustement ou d'élargissements en fonction de propositions du secteur privé.

D'autre part, la conférence a décidé de proroger jusqu'au 31 décembre 1977 les dispositions transitoires sur l'origine des marchandises en vigueur depuis 1963. Elle a chargé le comité exécutif de convoquer pour 1977 le comité de l'origine pour qu'il procède à l'élaboration d'un texte définitif. Enfin, la conférence a décidé de tenir sa prochaine période de sessions dans la capitale uruguayenne du 7 au 22 novembre 1977.

Communauté des Caraïbes

Troisième session des ministres de l'agriculture

LA troisième session des ministres de l'agriculture des pays membres de la Communauté des Caraïbes s'est tenue à Georgetown.

A cette occasion, les ministres ont procédé à un vaste tour d'horizon des différents aspects du plan régional pour l'alimentation, notamment des travaux entrepris dans le cadre du complexe Livestock, et de deux projets régionaux de développement des pêcheries et de certaines cultures prioritaires.

Au sujet du complexe Livestock, les ministres ont approuvé l'établissement d'un plan régional d'amélioration du cheptel.

Faisant suite à la décision de la deuxième conférence des chefs de gouvernement (St.-Kitts-Nevis-Anguilla, décembre 1975), sur la priorité à donner à l'industrie du poisson en tant que source bon marché de protéines, les ministres ont approuvé trois projets de développement des pêcheries.

Ils ont ensuite fait le point du projet régional blé-soja-fève en Guayana, dont les premières récoltes interviendront avant la fin de 1977, et d'un autre projet sur le soja à Belize, dont les premières expérimentations sur le terrain viennent d'avoir lieu.

Quant au plan régional pour l'alimentation, les ministres ont approuvé l'assistance technique et financière qui lui sera apportée par le secrétariat de la Communauté et par la Banque de développement des Caraïbes.

Enfin, ils ont approuvé les lignes directrices d'une étude sur le développement d'une politique agricole commune.

COMITE PERMANENT DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — *La deuxième session du comité permanent des ministres des transports des pays membres de la Communauté des Caraïbes s'est tenue à Georgetown (Guyana), les 19 et 20 novembre.*

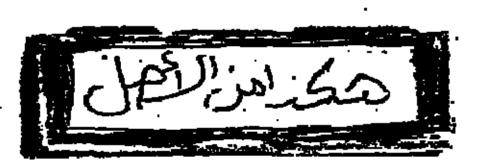
Le comité a consacré une partie de ses travaux à l'examen du budget pour 1977 de la Corporation maritime des Indes-Occidentales et des questions relatives à ses besoins de financement. Il a aussi examiné l'ensemble des problèmes de l'organisation et du développement des transports maritimes et de l'aviation civile.

Une étude portant sur l'établissement d'une autorité aérienne au niveau régional a été approuvée.

GATT

Négociations sur le renouvellement de l'accord multifibres

LE comité textile du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a réuni à Genève, du 29 novembre au 10 décem-



bre, les représentants des trente-neuf pays qui ont signé en décembre 1973 un accord réglementant les échanges internationaux de produits textiles (accord multifibres). Les participants *ont fait* le bilan de l'application de cet accord, qui arrivera à expiration à la fin de 1977. L'unanimité s'est faite sur la nécessité de le renouveler, mais des divergences sont apparues quant aux conditions de ce renouvellement. Les Etats-Unis, la Suède et la plupart des pays en voie de développement désirent reconduire l'accord en l'état; la Communauté économique européenne, en revanche, appuyée par le Canada et l'Autriche, a demandé que l'accord soit modifié, puisqu'il n'a pas atteint les objectifs fixés (régulariser les importations en provenance des pays en voie de développement). Depuis 1973, dans l'industrie textile du Marché commun, quatre cent mille emplois ont disparu, soit 10 % du total.

Groupe andin

Modification de certaines dispositions du régime commun applicable aux investissements étrangers

POUR la première fois depuis le retrait du Chili, la commission du Groupe andin s'est réunie à Lima du 23 au 29 novembre pour les travaux de sa vingt et unième session ordinaire. L'une des causes du retrait chilien était un désaccord sur le régime commun applicable aux capitaux étrangers (régi par la décision n° 24 de la commission). La commission a décidé (décision n° 109) de modifier certaines dispositions de ce régime (sur les possibilités pour les pays membres de transférer à l'étranger des capitaux et des profits résultant des investissements, sur l'application de la définition de « capital neutre » aux investissements d'institutions financières internationales publiques, sur la participation d'entreprises étrangères dans les activités primaires du secteur agricole de la Bolivie et de l'Equateur).

La commission a aussi adopté sa décision n° 110 concernant le traitement accordé aux investissements des entreprises mixtes. Elle a, d'autre part, pris connaissance d'un rapport du *comité du Groupe andin sur* la création d'un fonds andin de réserve créé le 12 novembre dernier. Une proposition visant à institutionnaliser la réunion des ministres de l'agriculture a été mise à l'étude.

AU COMITE CONSULTATIF ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Les conséquences juridiques du retrait chilien ont aussi retenu l'attention du comité consultatif économique et social, où siègent des représentants du patronat et des organisations de travailleurs du secteur privé, et qui a tenu sa sixième session à Lima les 2 et 3 décembre.*

Le comité a également examiné la portée des modifications de la politique sous-régionale des investissements étrangers introduites par la récente décision nº 109 de la commission. Dans un autre domaine, il a insisté sur l'urgence de la création d'un organe juridictionnel andin.

ACCORD AVEC LE CANADA. — *Un accord a été conclu le 29 novembre à Lima entre le Canada et le groupe andin, aux termes duquel ce pays mettra une somme non remboursable de 1 106 000 dollars canadiens à la disposition de la Bolivie pour financer quatre projets de développement dans le cadre du programme d'intégration.*

O.C.D.E.

Médiocres perspectives économiques pour 1977

LE secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié le mois dernier ses *Perspectives économiques pour 1977*. Selon ce rapport, la pause constatée depuis peu dans la reprise économique et la *croissance modérée* que l'on peut prévoir pour l'année 1977 n'annoncent nullement un retour de la récession.

Depuis que les prévisions ont été mises au point, plusieurs indicateurs importants se sont orientés dans un sens constamment défavorable; mais les gouvernements des pays en forte position (dont les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest) ont déjà fait connaître leur intention de prendre des mesures expansionnistes pour soutenir la reprise. Le rapport souligne cependant que si de telles mesures de relance paraissent souhaitables pour donner un second souffle à la reprise, elles doivent être modulées.

COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. — *Selon le rapport sur la* Coopération pour le développement-Examen 1976, *les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont collectivement accru leur effort d'aide des deux dernières années : le montant de leurs versements nets est passé de 9,4 milliards de dollars, en 1973, à 13,6 milliards en 1975, ce qui représente une augmentation de plus de 40 %. En pourcentage du P.N.B., ces chiffres signifient une augmentation de 0,30 % en 1973 à 0,36 % en 1975 ; mais à cause de l'inflation, la valeur totale de l'aide n'a augmenté que de 7 % en 1975.*

OFFRE ET DEMANDE MONDIALES DE PRODUITS AGRICOLES. — *Les perspectives agricoles mondiales pour les dix ou quinze années à venir ont fait l'objet d'une étude de l'O.C.D.E., qui vient d'être publiée sous le titre :* « Etude des tendances de l'offre et de la demande mondiales des principaux produits agricoles. *Le document souligne qu'au cours de cette période les pays industrialisés resteront la principale source de produits agricoles à l'exportation, tandis que la situation alimentaire des pays en voie de développement restera critique.*

ENERGIE SOLAIRE. — *Le dixième accord de recherche et de développement en matière d'énergie mis en place depuis la création de l'Agence internationale de l'énergie (A.E.I.), en novembre 1974, a été signé à Paris le 20 décembre par treize pays membres de l'Agence et la Communauté économique européenne. Il prévoit un programme de coopération dans le domaine des systèmes de chauffage et de climatisation des immeubles à partir de la chaleur recueillie du soleil.*

RECENTES PUBLICATIONS

- Dans la série « Etudes économiques », *le Portugal, l'Irlande et l'Islande*, 1976.
- *Statistiques pétrolières 1975 - Approvisionnement et consommation*, 295 pages, 1976.
- Rapports de l'O.C.D.E. sur l'environnement : *L'utilisation de certains produits chimiques et leurs concentrations dans l'environnement*, 90 pages ; *Evaluation des produits chimiques dans l'industrie : essais de sécurité*, 80 pages ; *Les hydrocarbures fluorés*, 58 pages ; *L'O.C.D.E. et l'environnement* (gestion des déchets, énergie et environnement et gestion des cotes).

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Division à propos de la hausse des prix

LA conférence des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Doha (Qatar) du 15 au 17 décembre, a été marquée par la divergence des points de vue entre pays membres à propos de la hausse du prix du pétrole. Pour la première fois depuis la création de l'OPEP, en effet, la décision d'augmenter le prix du pétrole brut n'a pas été adoptée à l'unanimité. L'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont décidé de limiter la hausse à 5 % le 1er janvier (le prix du baril passera de 11,51 dollars à 12,08 dollars), tandis que les onze autres membres de l'OPEP ont décidé de majorer le prix de leur pétrole brut de 10 % en janvier, puis de 5 % en juillet 1977 (le prix du baril passera ainsi à 12,70 dollars puis à 13,30 dollars).

Programme du bassin du Plata

Détente à la suite du rapprochement entre l'Argentine et le Brésil

LA huitième session des ministres des affaires étrangères des pays membres du Programme du bassin du Plata (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay), tenue à Brasilia du 7 au 9 décembre, semble annoncer la fin du blocage de cette association régionale, si l'on en croit la volonté affichée par les chefs de la diplomatie de l'Argentine et du Brésil de surmonter le différend qui oppose leurs deux pays. Le rapprochement amorcé à Brasilia porte cependant davantage sur la manière dont les deux pays se sont mis d'accord pour aborder désormais le problème de leurs relations que sur un éventuel accord sur le fond de leur différend (qui porte, on le sait, sur la construction du barrage d'Itaipu, sur le Haut-Parana, entreprise par le Brésil, et que l'Argentine considère comme contraire à ses intérêts dans cette région). En réalité, en l'absence d'une politique commune pour l'exploitation des eaux du bassin, les deux pays s'étaient engagés dans ce domaine dans des initiatives qui étaient le reflet de leur rivalité traditionnelle pour imposer leur leadership dans cette partie du monde. Transposée dans le cadre du Programme du bassin du Plata, cette rivalité avait fini par paralyser le fonctionnement de ses institutions depuis presque dix années qu'il existe.

A Brasilia, les ministres des affaires étrangères ont approuvé la plupart des résolutions qui leur étaient soumises à propos de projets d'infrastructure régionale. D'autres résolutions concernant les ressources en eau, la navigation, la pêche, la préservation de la qualité des eaux du bassin et la coopération des cinq pays dans les domaines de l'économie, de la santé, de l'environnement, etc., ont également été portées à leur connaissance.

La réunion a pris fin par un discours du ministre brésilien, qui a déclaré qu'une nouvelle étape fondée sur l'entente et la coopération venait de s'ouvrir entre l'Argentine et son pays, ce qui devrait, selon lui, donner une impulsion décisive aux institutions du Programme.

- COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. — *Les chefs d'Etat des quinze pays compris entre le sud du Sahara et le golfe de Guinée, réunis à Lomé (Togo) les 4 et 5 novembre dernier, ont adopté les cinq protocoles qu'ils avaient signés à Lagos en mai 1975 et qui doivent être annexés au traité instituant la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest (C.D.E.A.O.). Les chefs d'Etat ont ainsi déclenché le processus de mise en place — en quinze ans — d'une vaste union douanière africaine. D'autre part, le siège de la Communauté a été fixé à Lagos ; le fonds de coopération, de compensation et de développement de la C.D.E.A.O. s'installera à Lomé.*

- CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — *Le comité intergouvernemental spécial, où sont représentés quatre-vingt-douze gouvernements, et qui est chargé de coordonner toutes les questions relatives au programme intégré pour les produits de base, adopté en mai dernier à Nairobi, a tenu sa première session à Genève du 24 au 28 novembre. Il a établi le calendrier des réunions organisées au titre de ce programme pour les treize mois à venir : tout pays membre de la CNUCED (au total cent cinquante-cinq), ainsi que tout organisme intergouvernemental ayant statut consultatif auprès de la CNUCED (au total cinquante-neuf), pourra y participer.*

Deux de ces réunions se sont tenues avant la fin de l'année : 1° réunion préparatoire sur le fonds commun pour le financement des stocks régulateurs internationaux : la première session s'est déroulée du 29 novembre au 4 décembre et a permis l'examen du rapport du secrétaire général de la CNUCED et des propositions soumises par certains gouvernements ; les débats se poursuivront lors de la prochaine réunion préparatoire, à la fin du mois de janvier ; 2° réunion préparatoire sur les fibres dures : cette réunion, qui fait suite aux réunions du même ordre sur le cuivre et le jute, concerne le sisal, le henequen, l'abaca et le coir ; elle s'est tenue du 6 au 10 décembre.

— Le comité du tungstène, organe subsidiaire de la commission des produits de base de la CNUCED, s'est réuni à Genève du 15 au 19 novembre pour sa dixième session, qui comportait l'examen des principales formes que pourrait prendre un accord de stabilisation des cours du tungstène. Les pays producteurs et les pays consommateurs ont présenté des propositions divergentes sur l'action d'une conférence de négociation. Dans ces conditions, le rapport du comité sera examiné par le Conseil du commerce et du développement à sa session extraordinaire, en avril 1977.

- MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — *Les secrétaires d'Etat à l'économie et des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) se sont réunis à Guatemala du 24 au 27 novembre. La session s'est ouverte par une intervention du secrétaire exécutif du SIECA, qui a insisté sur la nécessité de parvenir rapidement à une solution des problèmes qui freinent depuis des mois le fonctionnement normal du M.C.C.A. afin de faciliter les négociations sur sa restructuration prévues pour 1977. Les travaux ont porté sur les institutions, les accords réglementaires et les questions commerciales. Les participants ont adopté une proposition d'institutionnaliser la réunion des directeurs des statistiques et les conclusions de la troisième réunion des directeurs de l'intégration et de l'industrie (Guatemala, octobre 1976).*

Les secrétaires d'Etat ont décidé de poursuivre l'étude des projets de réglementation des impôts à la consommation et sur les ventes, ainsi que sur l'origine des marchandises ; ils ont examiné les rapports du SIECA et des pays membres sur les travaux d'uniformisation de la nomenclature industrielle en vue de l'application, sur des bases communes, de l'accord centraméricain sur les avantages fiscaux au développement industriel. Enfin, ils ont fixé le montant des quotas d'importation du lait en poudre pour 1977 assignés à chaque partenaire.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Un « Conseil européen » décevant

LE bilan du sixième « Conseil européen », qui s'est réuni à La Haye le 30 novembre, a été décevant. L'aspect le plus important, du moins pour les observateurs, a été l'évocation des moyens destinés à faire face à la menace pétrolière. L'accent a été mis beaucoup moins *sur la conciliation* que sur des méthodes qui pourraient mener à la confrontation.

Les défenses communautaires pourraient s'appuyer sur trois considérations :

1) La crise, déjà grave en Europe, permet peu de générosité envers le tiers-monde. Une augmentation du prix de l'or noir risque de tarir complètement l'aide au développement. C'est là l'argument allemand ;

2) *Proposons* aux pays producteurs de pétrole un gel des prix de six mois, disent les Italiens ;

3) Enfin, le président de la République française ajoute à ces deux propositions une troisième qui serait très efficace si elle était finalement adoptée par les organismes compétents de la C.E.E. : plafonnement des importations en valeur du pétrole dans la C.E.E. et programme européen d'économies d'énergie. Cette dernière proposition se heurte toutefois à une force d'inertie de la C.E.E. considérable depuis quatre ans.

Les inquiétudes de tous les dirigeants de la C.E.E. sur la situation économique expliquent également la fermeté des termes employés dans la déclaration sur les relations commerciales de la C.E.E. avec le Japon. Affrontant un déficit de plus de 4 milliards de dollars avec ce dernier pays, les Neuf constatent avec inquiétude les effets des pratiques suivies au Japon en matière d'importation et d'exportation... et les difficultés apparues de ce fait dans certains secteurs importants de l'industrie européenne. Le Conseil a donné mandat à la Commission des Communautés pour poursuivre les négociations avec le Japon et a fixé, pour des progrès substantiels, une date butoir : le prochain Conseil européen en février à Bruxelles.

Le Conseil européen a mis également fin aux travaux et aux controverses qui ont accompagné le dépôt en janvier dernier du rapport Tindemans sur l'union politique européenne en 1980. Les Neuf reverront chaque année les progrès accomplis dans cette direction.

Les Neuf ont décidé de prendre contact avec la nouvelle administration américaine, dès l'installation officielle à la Maison Blanche de M. Jimmy Carter ; sans doute, dit-on du côté britannique, pour préparer un « sommet » économique. Toujours dans le domaine extérieur, les Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur des positions communes précises pour le dialogue Nord-Sud, dont la réunion ministérielle prévue pour le 15 décembre a été ajournée.

Dans le *domaine* propre *de la C.E.E., tous* les chefs d'Etat et de gouvernement ont insisté sur la gravité de la situation économique, mais personne n'a changé de position.

Accord sur la T.V.A.

Les ministres des finances des Neuf ont réussi le 17 décembre, au terme d'une séance marathon de dix-huit heures, à se mettre d'accord sur un système commun de perception de la taxe à la valeur ajoutée. Cet accord rend ainsi possible la mise en place, le 1er janvier 1978, d'un système qui permettra au budget communautaire d'être intégralement financé par des ressources financières propres, c'est-à-dire les droits de douane, les prélèvements agricoles et une certaine fraction de T.V.A. pouvant aller jusqu'à 1 % des sommes totales perçues à ce titre.

Pour que les Etats membres consentent à verser une fraction de leurs recettes nationales de T.V.A., les mêmes biens et services doivent être frappés ou exemptés dans les différents pays membres. En revanche, cet accord n'a aucune influence sur les taux de T.V.A. appliqués par les différents Etats membres de la C.E.E., qui restent variables suivant les pays.

Modification du régime d'importation de la viande bovine

Les ministres de l'agriculture des Neuf se sont mis d'accord le 20 décembre à Bruxelles sur ce nouveau mécanisme de protection du marché européen : le Marché commun lèvera le 1er avril prochain, l'interdiction — en vigueur depuis 1974 — d'importer des viandes bovines provenant des pays tiers. En revanche, la C.E.E. appliquera un système plus efficace pour relever les prix de ces importations au niveau des prix du marché européen.

Jusqu'à présent, l'organisation du Marché commun prévoyait l'application d'un prélèvement à l'importation, calculé tous les mois, pour combler l'écart entre les prix d'offre latino-américains ou d'Europe orientale et les prix d'orientation fixés chaque année par la C.E.E. Désormais, les prélèvements fluctueront en fonction des prix réels du marché touchés par les producteurs européens.

Accord partiel des ministres de l'énergie

L'Italie a empêché le 21 décembre à Bruxelles l'adoption complète d'une *« stratégie de crise »* à l'échelle européenne en cas de nouvelles difficultés d'approvisionnement en pétrole

Les ministres de l'énergie des Neuf se sont mis d'accord sur le premier volet de ce « mécanisme de crise », qui prévoit une suspension de la liberté de circulation des produits pétroliers à l'intérieur de la C.E.E. en cas de nouvel embargo pétrolier frappant un des membres de la C.E.E. Mais ils ont dû renvoyer à leur prochaine session la décision sur le second volet du plan anticrise, qui prévoit une réduction de 10 % de la consommation des produits pétroliers pour tous les pays de la C.E.E.

L'Italie estime en effet que la réduction de 10 % de la consommation de produits pétroliers la touche beaucoup plus que les autres Etats membres car Rome dépend à 90 % du pétrole et n'a aucune autre source d'énergie (charbon, gaz naturel).

Rome voulait, pour accepter les réductions de consommation, qu'elles touchent non seulement le pétrole mais aussi toutes les autres sources d'énergie, ce qui aurait permis de réduire la pression sur la seule Italie.

Malgré le blocage, on considère dans les milieux communautaires qu'il y a eu un pas en avant dans la voie d'une politique commune de l'énergie et que le plan mis en œuvre se rapproche des dispositions prévues par l'Agence internationale de l'énergie qui regroupe les neuf pays du Marché commun moins la France, aux côtés du Canada, des Etats-Unis et d'autres pays industrialisés.

Le second volet du mécanisme anticrise sera repris par les ministres de l'énergie des Neuf lors de leur prochaine session, prévue au cours du premier trimestre 1977. Entre-temps, les ambassadeurs permanents étudient le dossier pour trouver un compromis acceptable pour l'Italie.

La question du prix minimum de sauvegarde pour le pétrole importé, toujours réclamé par la Grande-Bretagne pour rentabiliser l'or noir de la mer du Nord, n'a pas été évoquée par les ministres.

Pas d'accord sur la pêche

Après dix heures de discussions serrées, le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf n'a pas réussi à se mettre d'accord, le 21 décembre, sur le régime interne de la pêche dans la zone communautaire des 200 milles marins devant être créée le 1er janvier.

Les propositions de la Commission de la C.E.E. ont été rejetées par le conseil, la Grande-Bretagne et l'Irlande les trouvant insuffisantes, les sept autres pays les déclarant trop généreuses pour les deux Etats insulaires.

La Commission devra faire de nouvelles propositions ce mois-ci. En attendant, le *statu quo ante* a été décidé. Les prises, en janvier 1977, ne devront pas excéder celles de janvier 1976 et seront déduites du contingent total de prises qui sera fixé ultérieurement par les Neuf.

ADOPTION DE MESURES CONTRE LE CHOMAGE DES JEUNES. — *L'importance du chômage des jeunes dans la Communauté européenne a conduit les ministres de l'éducation des Neuf à poser, le 29 novembre à Bruxelles, les jalons d'une politique communautaire en vue d'une meilleure insertion des jeunes dans la vie professionnelle.*

Les ministres ont adopté un important budget de 11,4 millions d'unités de comptes (1 u.c. = 5,56 FF) pour financer un programme d'actions-pilotes s'étalant sur trois années (de 1978 à 1980 inclus) ; il a été convenu que les Etats membres qui mèneront de telles expériences participeront au moins pour moitié à leur financement.

PAS D'ACCORD SUR LE FUTUR CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHES NUCLEAIRES. — *Les ministres de la recherche des Neuf ont renoncé à se réunir, le 17 décembre à Bruxelles, pour choisir le site où serait implantée l'installation permettant aux Européens de poursuivre les recherches sur la fusion nucléaire. Quatre pays y sont candidats pour recevoir cette installation appelée « jet » : la France (pour Cadarache), l'Allemagne (Garsching), le Royaume-Uni (Culham) et l'Italie (Ispra). La France a annoncé qu'elle n'accepterait pas d'autre solution que Cadarache, tandis que ses partenaires se sont dits prêts à se soumettre à un vote à la majorité.*

ENVIRONNEMENT. — *Les ministres de l'environnement de la C.E.E. ont délibéré, le 10 décembre à Bruxelles, sans parvenir à se mettre d'accord sur des réglementations communautaires concernant les déchets de l'industrie du dioxyde de titane (boues rouges), la pollution des eaux par les usines de pâtes à papier, et la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cette dernière réglementation figurait parmi les objectifs du programme d'action arrêté le 22 novembre 1973.*

Les ministres ont, en revanche, décidé d'organiser — comme le prévoyait ce programme datant de 1973 — une opération de mesure du taux de plomb dans le sang des populations de la Communauté. Cette opération sera réalisée par sondage, à raison de cinquante analyses par million d'habitants.

En dépit de ces résultats limités, les ministres ont marqué leur accord sur le deuxième programme d'action proposé par la Commission de Bruxelles pour les années 1977 à 1981. Les principales nouveautés de ce programme sont la lutte contre la pollution atmosphérique, le bruit et le gaspillage, ainsi que l'étude des problèmes d'environnement intéressant les pays sous-développés.

LA HAUSSE DES PRIX DU PETROLE. — *L'augmentation du prix du pétrole brut décidée le mois dernier par l'OPEP représente une charge considérable pour l'économie mondiale et, notamment, pour les pays membres de la Communauté, a déclaré officiellement, le 17 décembre, la Commission des Communautés européennes. Pour la Commission, cette augmentation* « démontre à nouveau la nécessité d'une politique énergétique communautaire visant à une meilleure utilisation de l'énergie et au développement de ressources alternatives au pétrole importé ».

Les ministres des finances des Neuf avaient refusé de chiffrer, le 22 novembre à Bruxelles, l'impact d'une éventuelle hausse du pétrole sur leurs économies respectives. La Commission de la C.E.E. avait pourtant préparé, à l'intention des ministres, un document démontrant que cette hausse freinerait, d'une manière appréciable, la croissance dans les pays membres.

HARMONISATION DES NORMES DE SECURITE POUR LES VEHICULES UTILITAIRES. — *Les véhicules utilitaires vont être soumis, dans tout le marché commun, à des contrôles techniques de sécurité uniformes. Les ministres des transports des Neuf ont décidé, le 16 décembre à Bruxelles, que les autocars pouvant transporter plus de huit personnes et les camions de plus de 3,5 tonnes devront être examinés un an après leur première mise en circulation et, ensuite, au moins une fois par an. Pour les taxis et ambulances, le contrôle technique annuel sera obligatoire deux ans après la mise en circulation.*

NOMINATION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DE LA COMMISSION. — *Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf, siégeant en tant que représentant des gouvernements de la C.E.E., a désigné formellement, le 20 décembre à Bruxelles, M. Roy Jenkins (Grande-Bretagne) comme nouveau président de la Commission de la C.E.E. qui entrera en fonction le 6 janvier prochain.*

Elle a désigné, en même temps, les cinq vice-présidents qui sont MM. François-Xavier Ortoli (France), Whilhelm Haferkamp (R.F.A.), Henk Vredeling (Pays-Bas), Lorenzo Natali (Italie) et Finn Olav Gundelach (Danemark).

LIBRE ETABLISSEMENT DES MEDECINS. — *A partir du 20 décembre, tout médecin pratiquant dans l'un des neuf pays signataires du traité de Rome peut s'établir dans l'un des pays de la C.E.E. de son choix, à condition, notamment, d'avoir accompli comme formation de base six années d'études ou 5 500 heures d'enseignement théorique ou pratique.*

Le Dr Pouyaud, président de l'Union européenne des médecins spécialistes, a précisé devant la presse que cette possibilité, pour les praticiens de la C.E.E., résultait de deux directives publiées le 1er juillet 1975 et consécutives au principe de la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, défini en 1957 par le traité de Rome.

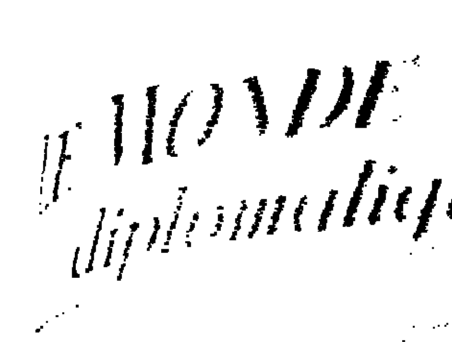
EXCEDENTS DE LAIT. — *Pour la première fois, le 22 novembre, les ministres de l'agriculture des Neuf, réunis à Bruxelles, se sont attaqués au problème des excédents de lait avec la volonté de le trancher « politiquement », mais sans y réussir.*

LES DROITS DES TRAVAILLEURS, *en cas de fusions ou de rachats d'entreprises, vont être protégés selon des normes communes dans les neuf pays du Marché commun. Les ministres des affaires sociales de la C.E.E. ont en effet arrêté, le 3 décembre à Bruxelles, un projet de directive qui contraindra les Etats membres à adapter leurs législations nationales vingt-quatre mois au plus tard après son adoption formelle par le conseil de la C.E.E.*

LA PREMIERE REUNION DU COMITE MIXTE CANADA-C.E.E. *a eu lieu le 10 décembre à Bruxelles. Ce comité avait été créé par le récent accord de coopération économique conclu entre Ottawa et la C.E.E.*

LA PREMIERE PHASE DE LA NEGOCIATION POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE ENTRE L'IRAN ET LA C.E.E. *s'est ouverte le 20 décembre à Bruxelles, en présence de M. Hushang Ansary, ministre des finances de l'Iran. M. Finn Olof Gundelach représentait la Commission.*

LA TURQUIE ET LA COMMUNAUTE EUROPEENNE *ont réglé leur contentieux le 20 décembre à Bruxelles. M. Max Van der Stoel, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui présidait une session ministérielle du Conseil d'association C.E.E.-Turquie, a annoncé que tous les points en discussion (finances, main-d'œuvre, industrie, agriculture) avaient fait l'objet d'accords entre les deux parties.*



CECA

Le plan anticrise entre en application dans la sidérurgie

LE plan anti-crise de l'acier, dont nous avons suivi la longue préparation ces derniers mois, est entré en application le 1er janvier. La gravité accrue de la situation de la sidérurgie européenne a en effet conduit M. Simonet à proposer cette mesure d'urgence aux Neuf, qui en ont approuvé le principe.

Les commandes reçues par les forges des Neuf ont encore baissé en octobre : 6,73 millions de tonnes, soit 6,8 % de moins qu'en septembre et 17,3 % de moins qu'en octobre 1975. La détérioration de la situation apparaît particulièrement marquée en ce qui concerne les ventes dans les pays tiers, où les nouvelles commandes s'approchent à nouveau du seuil inférieur du million de tonnes (25 % de moins qu'il y a un an). Après une baisse de 44,6 % des exportations de produits laminés communautaires vers les pays tiers au premier semestre, on avait assisté en juillet-août à une amélioration relative ; mais l'orientation est de nouveau au pessimisme. Le carnet moyen de commandes des forges européennes ne couvre même plus un mois de production et les prévisions de production pour le premier trimestre 1977 sont ramenées à 32,15 millions de tonnes, contre 33,7 produites au quatrième trimestre 1976 et 39,4 au quatrième trimestre 1974.

Le cas de la sidérurgie française est particulièrement grave. Son carnet de commandes est inférieur de 40 % à celui de 1973 et son taux de marché égal à 55 % des capacités de production. Son endettement (33 milliards de francs) égale à peu près son chiffre d'affaires et son déficit aura atteint en 1976 1,7 milliard de francs (après un déficit de 3,5 milliards en 1975).

Dans ces conditions, la Commission a décidé d'appliquer son plan anti-crise, conçu, on le sait, pour éviter les lourdeurs et les lenteurs du système prévu par le traité de Paris régissant la CECA.

LE DISPOSITIF

Le dispositif du plan anti-crise comporte quatre volets :

1) *Une communication aux entreprises* stipulant l'obligation pour les entreprises ou groupes d'entreprises sidérurgiques de communiquer chaque mois à la Commission certaines données concernant leurs livraisons au cours du mois écoulé et mentionnant l'invitation adressée aux mêmes destinataires de signer l'engagement volontaire et confidentiel de respecter les taux d'abattement prévus pour leurs productions et livraisons, et de ne s'en écarter que dans des circonstances indispensables ;

2) A cet effet, trente des quatre cent trente firmes sidérurgiques de la CECA *recevront des objectifs* (confidentiels, non communiqués aux concurrents) de livraison par catégories de produits : poutrelles, fil machine, ronds à béton, tôles fortes, moyennes ou minces, aciers marchands. Il s'agit : en Allemagne fédérale, des groupes Thyssen et Korf, ainsi que des groupes de rationalisation Nord et Sud, qui regroupent la majorité des autres entreprises sidérurgiques allemandes ; en France, des groupes Marine-Wendel, Schneider, Solmer, Denain, Nord-Est Longwy, Compagnie industrielle de Chiers-Châtillon ; en Italie : des firmes Finsider, Egam et Falck ; en Grande-Bretagne, de la British Steel Corporation ; en Belgique et au Luxembourg, d'Arbed, Cockerill, Ruau, Boel et de la Société des forges de Clabecq ; enfin, aux Pays-Bas, du groupe Estel.

3) *Des sociétés fiduciaires seront chargées de surveiller* la concordance entre les productions et livraisons de différentes sociétés ou groupes et les objectifs qui leur ont été fixés (sur la base du Programme prévisionnel « acier » pour le premier trimestre de 1977) *et compte tenu* des situations particulières, au moyen des taux d'abattement individualisés.

4) Ce n'est que *si ce système se révélait* insuffisant que la Commission recourrait à la *fixation de prix minima*, ainsi que l'y autorise le traité.

M. Simonet a rappelé aux professionnels membres du Comité consultatif ainsi qu'aux parlementaires de l'Assemblée européenne de Strasbourg que ce dispositif avait pour l'instant un caractère essentiellement expérimental.

Simultanément, a précisé M. Simonet, la Commission de Bruxelles cherche à convaincre les partenaires extérieurs à la Communauté de limiter leurs livraisons d'acier à la C.E.E. Dans une déclaration de bonne volonté, les responsables japonais se sont déclarés prêts à pratiquer une autolimitation de leurs livraisons (1,25 à 1,3 million de tonnes en 1977) ; cet engagement sera respecté non seulement par les six grands groupes de la sidérurgie japonaise, mais également par les petites et moyennes entreprises. Les négociations avec l'Espagne ont démontré la volonté de ce pays d'accepter le principe d'une autolimitation, mais les chiffres avancés du côté de Madrid ne sont pas encore considérés comme suffisants par la Commission, et les conversations se poursuivent. Avec le Brésil se pose surtout le problème des exportations de fontes de moulage, qui ont toujours tendance à croître, alors que la basse conjoncture cause déjà des problèmes d'écoulement et de prix aux producteurs communautaires.

M. Simonet n'a pas exclu que des mesures de politique commerciale puissent être envisagées par la Communauté, au cas où les principaux pays exportateurs ne respecteraient pas leurs engagements vis-à-vis du Marché commun, car ce comportement compromettrait les effets stabilisateurs du dispositif anti-crise qui a un caractère purement interne.

LE PREMIER PRESIDENT D'EUROFER, *organisme chargé de faciliter la coopération entre la Commission européenne et les patronats de l'acier des Neuf, est M. Jacques Ferry, président des sidérurgistes français.*

LE TAUX DU PRELEVEMENT CECA, *premier impôt européen, restera fixé à 0,29 % du chiffre d'affaires des charbonnages et de la sidérurgie en 1977. Son rendement est évalué à 89 millions d'unités de compte. Le budget opérationnel de la CECA prévoit 18 millions d'u.c. pour les dépenses administratives, 25 pour l'aide à la réadaptation, 42 pour l'aide à la recherche, 15 pour les bonifications d'intérêts, 6 pour l'aide en faveur du charbon à coke et du coke destinés à l'industrie sidérurgique, et 5 pour les victimes du Frioul. En outre, la CECA accordera des prêts d'un montant global de 15 millions d'u.c. pour faciliter la réalisation du programme de construction de logements ouvriers.*

ECHANGES DE FERRAILLE. — *Les Neuf ont prorogé, jusqu'à la fin de 1977, les décisions antérieures concernant les importations et les exportations temporaires de ferraille, ainsi que les exportations de cylindres de laminoirs. La décision relative aux exportations de ferraille en acier allié a été prorogée jusqu'au 30 juin. Pour le trimestre en cours, la part de la « bonne ferraille » dans les contingents d'exportation vers les pays tiers a été portée de 10 % à 15 %.*

AIDE A LA RECHERCHE. — *Un montant de 1 milliard 400 millions d'u.c. a été provisionné par la Commission de Bruxelles pour aider financièrement trois projets de recherche de la sidérurgie concernant la dégradation du coke et son rendement en haut fourneau, les nouvelles techniques d'assemblage de l'acier et l'optimisation des efforts oscillatoires sur les systèmes d'entraînement.*

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS OUVRIERS. — *Deux prêts à vingt-cinq ans ont été consacrés par Bruxelles au financement partiel de soixante et une maisons familiales dans la région de Frederikshvaerk (Danemark) et à la modernisation de cent vingt-deux logements pour les travailleurs sidérurgiques de l'usine de Magleblik, dans la même région.*

AIDE A LA READAPTATION DES SIDERURGISTES BRITANNIQUES. — *Un crédit de 37 250 u.c. a été ouvert en faveur de soixante et un travailleurs touchés par la fermeture d'un four électrique de 25 tonnes dans l'usine sidérurgique de Brown Bayley (Sheffield).*

CONCENTRATIONS SIDERURGIQUES. — *En Belgique, les quatre plus importantes entreprises de Wallonie (Cockerill, Métallurgique Hainaut-Sambre, Forges de Thy-Marcinelle et Monceau, et Laminoirs du Ruau) ont signé un accord de coopération, valable pour trois ans, qui se traduira par la mise en commun des ressources et l'harmonisation de leurs politiques. Il permettra une collaboration entre les usines françaises de Cockerill, situées à Rehon et à Hautmont, et celles du bassin de Charleroi, appartenant aux autres partenaires. En Allemagne, la Commission européenne a autorisé le rachat par Klockner de Maximilian-Hutte, filiale du groupe Flick ; ce nouveau groupe sera doté d'une capacité de production de 6 millions de tonnes, qui le situera au deuxième rang, en Allemagne fédérale, derrière Thyssen (16 millions de tonnes) sur un total national de 50 millions.*

PRET AUX CHARBONNAGES DE FRANCE. — *Bruxelles a accordé un prêt de 150 millions de francs aux Charbonnages de France pour des travaux visant à la saturation des sièges de Merlebach et de Simon-Wendel, ainsi que pour la réouverture du siège de Sainte-Fontaine. Les houillères allemandes d'Eischweiler ont obtenu, de leur côté, un prêt de 36 millions de D.M.*

CREDIT A ROCHLING-BURBACH. — *Le crédit de 200 millions de DM, ouvert par Bruxelles à cette firme, concerne la création d'une base d'acier brut à l'oxygène (LD), le développement des capacités de coulée continue, des adaptations dans le secteur des hauts fourneaux et des trains laminoirs, ainsi que l'amélioration des infrastructures. Ce programme, qui sera réalisé au cours des années 1979-1980, assurera la compétitivité d'une capacité globale de 2,6 millions de tonnes d'acier et contribuera au maintien de quelque huit mille emplois dans cette usine sarroise.*

UN NOUVEL EMPRUNT DE LA CECA, d'un montant de 30 millions de dollars, a été placé en décembre à Koweït. Il porte à 4 089 millions d'u.c. le total des sommes empruntées par la CECA depuis sa fondation.

Parlement européen

Adoption du budget 1977 des Communautés européennes

LE Parlement européen a adopté le 17 décembre, en deuxième lecture, le budget 1977 des Communautés européennes, qui s'élève à 8,8 milliards d'unités de compte, soit 52 milliards de francs français. Le conseil des ministres des Neuf avait, pour sa part, proposé que ce budget s'élève à 8,74 milliards d'unités de compte, mais le Parlement a augmenté les crédits concernant notamment le Fonds en cas de catastrophes, ceux destinés aux pays en voie de développement et ceux consacrés à la recherche pétrolière.

D'autre part, le Parlement a approuvé le 14 décembre la suspension des aides internationales et communautaires qui entraînent une augmentation des excédents laitiers et estimé qu'il faut maintenir l'aide communautaire pour des projets de rationalisation et de modernisation des laiteries, ainsi que pour des régions où la production laitière ne peut être remplacée par une autre, notamment les régions d'herbages.

Enfin, le 15 décembre, une résolution a été adoptée au sujet du commerce communautaire avec le Japon. Mettant l'accent sur le grave déficit croissant de la balance commerciale entre les Neuf et le Japon, l'Assemblée a demandé à la Commission européenne « *de définir les difficultés juridiques, économiques et politiques qui continuaient à faire obstacle aux efforts fournis par les exportateurs de la Communauté désireux de s'introduire sur le marché japonais* ».

LES POUVOIRS DE CONTROLE BUDGETAIRE *du Parlement européen, à moins de deux ans de l'élection de cette assemblée au suffrage universel, ont été au centre des débats du 15 décembre, à Luxembourg. Les discussions avaient pour origine une motion de censure, déposée par le groupe démocrate-chrétien, contre la Commission de Bruxelles, à la suite du refus du président de la Commission, M. François-Xavier Ortoli, de soumettre au contrôle du Parlement européen un rapport de ses services financiers.*

LA CRISE GRAVE QUI AFFECTE LA SIDERURGIE COMMUNAUTAIRE *a aussi fait l'objet, le 16 décembre, d'un débat devant le Parlement européen à la suite de trois questions orales posées à la Commission européenne et au conseil des ministres, et qui portaient essentiellement sur les mesures à prendre pour venir à bout des difficultés dans ce secteur.*

DISCOURS D'ADIEU DU PRESIDENT ORTOLI. — *M. François-Xavier Ortoli, président sortant de la Commission des communautés européennes, s'est adressé pour la dernière fois au Parlement européen à Luxembourg le 16 décembre.*

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Trois arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

PAR un arrêt prononcé à Strasbourg le 23 novembre, la Cour européenne des droits de l'homme a accordé à M. Engel, qui avait été privé de liberté dans des conditions contraires à la convention européenne des droits de l'homme, une indemnité symbolique de 100 florins néerlandais ; elle a rejeté la demande de réparation pécuniaire de MM. de Wit, Dona et Schul, qui avaient été entendus à huis clos par la Haute Cour militaire des Pays-Bas, contrairement à la convention.

D'autre part, le 7 décembre, la Cour a constaté, dans un arrêt, l'absence de violation de la convention dans l'affaire Handyside contre le Royaume-Uni.

Le même jour, la Cour a constaté, dans un autre arrêt, qu'il n'y avait pas eu violation de la convention et de son protocole numéro 1 dans l'affaire Kjeldsen, Busk Madsen et Pedersen, qui avait trait à l'éducation sexuelle obligatoire dans les écoles publiques au Danemark.

COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME. — *Au cours de sa cent-vingt-cinquième session, à Strasbourg, du 9 au 17 décembre, la Commission européenne des droits de l'homme a déclaré partiellement recevable la requête introduite contre le gouvernement suisse par le soldat Herbert Eggs, à la suite d'une peine disciplinaire de cinq jours d'arrêts de rigueur.*

CONDITIONS DE VIE DES HANDICAPES. — *Un ensemble de mesures destinées à améliorer les conditions de vie, de travail et de loisirs des handicapés a été adopté le mois dernier par le comité des ministres du Conseil de l'Europe.*

COOPERATION TRANSFRONTALIERE. — *Les ministres responsables des collectivités locales et régionales des pays membres du Conseil de l'Europe, réunis pour leur deuxième conférence, à Athènes, du 25 au 27 novembre, ont demandé la mise au point d'une convention européenne de coopération transfrontalière.*

Organisation de l'unité africaine

Les ministres décident de créer une « communauté économique africaine »

REUNIE du 6 au 10 décembre à Kinshasa, la *onzième session extraordinaire* des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) a été marquée par la décision de mettre en place une « *communauté économique* africaine ». La conférence a chargé le secrétariat général de l'O.U.A., la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.), ainsi que les autres institutions africaines, d'étudier les modalités de réalisation du projet. Convaincus que sa réalisation demandera des années d'efforts, les ministres entendent, dans un premier temps, encourager les regroupements régionaux et sectoriels (énergie, coopération commerciale et matières premières).

En ce qui concerne les relations avec les pays industrialisés, la conférence a dénoncé l' « *attitude négative* » de ces pays.

OTAN

Le conseil atlantique rejette deux propositions du pacte de Varsovie

LE conseil de l'Atlantique nord s'est réuni en session ministérielle à Bruxelles les 9 et 10 décembre. Dans le communiqué publié à l'issue des travaux, les ministres rejettent les deux propositions récemment formulées par les pays membres du pacte de Varsovie et adressées aux Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. La première suggérait la conclusion d'un traité dans lequel chaque pays renoncerait à faire usage en premier de l'arme nucléaire : les ministres indiquent que « *dans le cas d'une attaque dirigée contre eux* (les pays de l'Alliance) *ne peuvent renoncer à utiliser en riposte, selon les besoins, aucun des moyens dont ils disposent* ». La seconde proposition prévoyait l'interdiction, pour l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) comme pour le pacte de Varsovie, d'accueillir de nouveaux membres ; les ministres de l'OTAN rappellent à cet égard que « *le droit des Etats à participer ou non à des traités d'alliance a été confirmé dans l'acte final d'Helsinki* ».

Les ministres ont également réaffirmé l'importance qu'ils attachent à la réduction du risque de confrontation dans le domaine militaire et exprimé « *leur inquiétude devant l'expansion inquiétante et continue de la puissance militaire du pacte de Varsovie sur terre, sur mer et dans les airs* », laquelle est jugée « *difficilement conciliable avec le désir d'amélioration des relations Est-Ouest tel que l'Union soviétique l'exprime* ».

AU COMITE DES PLANS DE DEFENSE. — *Réunis à Bruxelles les 7 et 8 décembre, au sein du comité des plans de défense, les ministres de la défense des pays membres (moins le représentant de la France) ont exprimé* « leur vive inquiétude devant l'accroissement incessant de la puissance des forces du pacte de Varsovie, où l'accent est mis de plus en plus sur les moyens offensifs ». *Les ministres en sont arrivés à la conclusion que l'Alliance ne saurait redresser réellement le rapport des forces conventionnelles entre l'OTAN et le pacte de Varsovie sans que de nouvelles mesures soient prises par tous ses membres. Il faudrait donc que les dépenses de défense des gouvernements alliés s'accroissent annuellement et que les crédits soient affectés aux programmes de rééquipement et de modernisation d'importance majeure.*

Pacte de Varsovie

Au comité consultatif politique : propositions à l'Occident

LA session du comité consultatif politique des Etats membres du pacte de Varsovie, réunie les 25 et 26 novembre à Bucarest, s'est terminée par l'adoption de deux documents.

Dans une déclaration intitulée « *Pour de nouvelles frontières de la détente internationale, pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe* », les secrétaires généraux et les premiers secrétaires des partis communistes des sept pays membres réaffirment la volonté des Etats socialistes de respecter strictement et de mettre en œuvre toutes les clauses de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Ils proposent à tous les Etats signataires de l'acte final « *d'approuver un traité les engageant à ne pas faire usage les premiers de l'arme nucléaire l'un contre l'autre* » afin d'éliminer la menace d'une guerre nucléaire ; ils considèrent également que « *la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales pourrait faire faire un progrès important à l'œuvre de consolidation de la détente internationale et de renforcement de la paix générale* ». Les participants à la réunion du comité réaffirment qu'ils sont prêts à « *dissoudre l'Organisation du traité de Varsovie simultanément avec la dissolution de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord* » et, comme premier pas, à démanteler leurs organisations militaires. Dans le domaine commercial, ils indiquent que l'établissement de « *contacts égaux* » entre le Conseil d'assistance économique mutuelle et les pays membres, d'une part, et la Communauté économique européenne et les pays membres, d'autre part, serait « *conforme à leurs intérêts réciproques* ».

Le comité consultatif politique a également adopté un document qu'il a adressé aux trente-cinq Etats qui ont participé à la conférence d'Helsinki, pour leur proposer d'adopter un traité dans lequel chaque pays signataire s'engagerait à ne pas recourir le premier à l'arme nucléaire.

Le comité a d'autre part décidé de se doter de deux organismes permanents (un comité des ministres des affaires étrangères et un secrétariat unifié) dans le but d'améliorer le mécanisme de l'influence politique mutuelle des pays socialistes.

Union de l'Europe occidentale

Session de l'Assemblée : constitution d'un groupe communiste

L'ASSEMBLEE de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), réunie pour sa vingt-deuxième session à Paris du 29 novembre au 2 décembre, s'est félicitée de la décision prise par le Conseil européen de faire procéder dès 1978 à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Une résolution dans ce sens (qui se prononce également pour une accélération des efforts de coordination des industries européennes d'armement) a été adoptée par 46 voix contre 2 (celles des parlementaires communistes français) et 7 abstentions (dont les six députés communistes italiens qui participaient pour la première fois aux travaux de l'assemblée et qui n'avaient pas pris part à l'élaboration des textes soumis au vote).

Les parlementaires communistes ont, pour la première fois, constitué un groupe composé de quinze membres : six sénateurs italiens et neuf députés (trois français et six italiens). Le président du groupe, M. Picchioli, sénateur italien, a déclaré que les parlementaires communistes d'Italie pouvaient dorénavant collaborer à la construction d'une « *Europe occidentale unie pour des objectifs de paix et de démocratie* ».

L'assemblée a adopté deux rapports : l'un, sur l'énergie, met l'accent sur le développement de l'extraction du charbon (qui ne risque pas de manquer pour le siècle à venir) ; l'autre, sur la politique européenne en Méditerranée, demande que la Grèce et la Turquie soient de plus en plus étroitement associées à la construction européenne et participent aux travaux du comité permanent des armements, notamment à l'étude sur les industries européennes d'armements.

• COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPENNES. — *Les délégués de trente-trois gouvernements membres ont participé à la session du conseil du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 novembre dernier, et qui marquait le vingt-cinquième anniversaire de la création de l'organisation qui a donné naissance au CIME.*

Pour ce qui est des opérations réalisées en 1976, le conseil a indiqué que la moitié des mouvements effectués par l'intermédiaire du CIME (dont le total s'élevait à plus de cinquante-cinq mille à la fin du mois d'octobre) a eu ses origines hors d'Europe, sans doute à cause de la réduction considérable du nombre des mouvements à partir de l'Europe orientale. De nouvelles tendances intéressant la migration sélective vers l'Amérique latine se sont manifestées et, notamment, le recrutement accéléré de travailleurs qualifiés européens à destination du Venezuela.

Le conseil a adopté le programme et le budget du CIME pour 1977 (soit 28 millions de dollars, dont 23 millions pour le budget d'opérations) ; pour 1977, le CIME prévoit trente-sept programmes de migrations et le mouvement de cinquante-six mille sept cent cinquante réfugiés et migrants européens. Dès le début de la session, le statut d'observateur avait été accordé aux gouvernements du Royaume-Uni et de Thaïlande.

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — *Les représentants des douze Etats membres du CERN, des trois pays observateurs et de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont participé, les 15 et 16 décembre à Genève, à la cinquante-huitième session du conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). Le budget de l'organisation pour 1977 a été adopté à l'unanimité moins une voix (Grande-Bretagne) : il sera de l'ordre de 638,2 millions de francs suisses (soit 1,3 milliard de francs).*

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — *Au cours d'une session à Paris, les 16 et 17 décembre, le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) a approuvé un nouveau programme, Earthnet.*

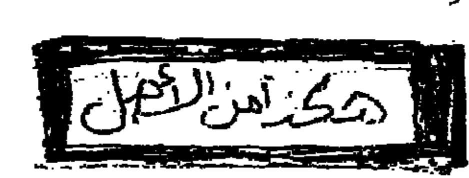
Une semaine auparavant, le conseil n'avait pu (en raison du vote de la France) adopter les projets de budget de l'Agence pour 1977, pour le programme scientifique, le programme du lanceur Ariane et le budget général de l'Agence.

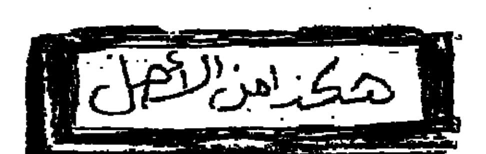
• CROIX-ROUGE. — *M. Alexandre Hay assume, depuis le 1er janvier, la présidence du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et de son conseil exécutif. Il remplace M. Roger Gallopin, qui était président du conseil exécutif depuis juillet 1973.*

— *Le C.I.C.R. a reconnu officiellement, le 16 décembre, les sociétés nationales de la Croix-Rouge du Commonwealth des Bahamas et de la République populaire du Congo. Du fait de la réunification, en juillet dernier, des sociétés nationales de la République du Vietnam du Sud et de la République démocratique du Vietnam, cette double reconnaissance porte à cent vingt-trois le nombre des sociétés nationales reconnues par le C.I.C.R.*

— *Les délégués du C.I.C.R. ont entamé, le 7 décembre, une série de visites aux personnes détenues en Afrique du Sud en vertu de l' « Internal Security Act ».*

• TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — *Selon un porte-parole de l'Association du transport aérien international (IATA), les compagnies aériennes régulières ont décidé, le 13 décembre, d'augmenter les tarifs des vols au-dessus de l'Atlantique nord de 1 à 11 % à partir du 1er avril 1977. Cette décision, qui concerne 75 % du trafic au-dessus de l'Atlantique nord, n'a pas encore été adoptée par les compagnies canadiennes, espagnoles, portugaises et yougoslaves. Les représentants des compagnies ont également décidé de réduire le nombre des saisons de trois à deux (une période de huit mois et une période d'été de quatre mois), de limiter les tarifs individuels à six catégories et les tarifs de groupe à trois catégories.*





LE MONDE diplomatique

Index des articles publiés en 1976

— AGRICULTURE : En Turquie, une réforme agraire adaptée à l'économie de dépendance, Patrick Veillerot (JANVIER). — Une nouvelle forme de l'impérialisme américain : le contrôle des ressources terrestres par satellite, James Ridgeway (FEVRIER). — En Inde, une économie minée par la crise du système politique, Anick Lévy (AOUT). — Au Niger : déséquilibre entre la production céréalière et les besoins de la population, François de Ravignan (SEPTEMBRE).

— APARTHEID : L'indépendance du Transkei : une fausse opération de décolonisation, Rugh First (AOUT). — La question du Transkei, François Proust et Ferial Drosso (OCTOBRE). — En Afrique australe : de la lutte contre l'apartheid aux luttes de classe, René Lefort (NOVEMBRE).

— ARMEMENT - ARMEMENT NUCLEAIRE - DESARMEMENT - ENERGIE ATOMIQUE : Les conséquences de la crise du pétrole sur le commerce des armes en Afrique, Mary Kaldor. — Puissance militaire de l'Afrique du Sud, Abdul S. Minty (cf. « dossiers », JANVIER). — Le difficile problème de la maîtrise des armements, Pierre Hassner (cf. « dossiers », MARS). — L'affaire Lockheed, Anthony Sampson (AVRIL). — Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, Claude Bourdet (AVRIL). — *Dans le cadre* de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL). — La force de dissuasion de l'armement nucléaire *français, Georges Buis (« L'adieu aux* armées » de Pierre Gallois, Etude bibliographique, MAI). — L'aménagement des conventions de Genève de 1949, Malvern Lumsden (MAI). — Les nouvelles possibilités énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne, Y. H. (JUIN). — Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Poirier (enquête, JUILLET). — Une analyse de la circulation des idées et des informations en matière de désarmement, Albert Legault (cf. « dossiers », SEPTEMBRE).

— CAPITALISME : Le phénomène de la propriété industrielle dans les pays sous-développés, Thandika Obraku (AVRIL). — Les nouvelles techniques de domination du capitalisme, Jacques Attali (« Une Suisse au-dessus de tout soupçon » de Jean Ziegler, Etude bibliographique, MAI). — Les orientations générales de l'économie française à travers le VIIe plan, Christian Goux (JUIN). — Capitalisme et inégalités aux Etats-Unis (cf. « dossiers », JUILLET). — Capitalisme et inégalités aux Etats-Unis (cf. « dossiers », deuxième partie, AOUT). — Le parti communiste français, l'Union soviétique et la crise économique, Jacques Valier (NOVEMBRE).

Numéros non distribués dans certains pays

Au cours de l'année 1976, la mise en vente du *Monde diplomatique* a été interdite, pour certains numéros, dans les pays suivants :

— ZAIRE : numéro de janvier, probablement pour le dossier « Les Militaires et le pouvoir... en Afrique noire ».

— MAROC : numéro de février pour l'article : La lutte du Front Polisario pour le droit à l'indépendance du peuple sahraoui.

— IRAN : numéro de mars, dans lequel figurait un article comportant la formule « golfe Arabo-Persique », les autorités iraniennes tenant à l'expression « golfe Persique».

— CAMEROUN : numéro d'octobre pour l'article « Durcissement de la répression et aggravation des difficultés économiques au Cameroun ».

— COLONIALISME - DECOLONISATION : L'intervention cubaine en Angola, Bernard Cassen (JANVIER). — Détérioration des relations entre la France et l'Algérie, Pierre Judet (FEVRIER). — Offensive sud-africaine en Angola, Robert A. Manning (FEVRIER). — L'enjeu *stratégique* du conflit angolais, René Lefort (FEVRIER). — L'affrontement des *idéologies* étrangères en Angola, Micheline Paunet (Etude bibliographique, FEVRIER). — Le jeu de l'Indonésie et des Etats-Unis dans l'île de Timor, Robert Aarsse (MARS). — Une critique de la politique de collaboration de Canberra envers Djakarta à propos du problème de Timor, Malcolm Salmon (MARS). — L'action du P.A.I.G.C. en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, Basil Davidson (AVRIL). — L'indépendance du Transkei : une fausse opération de décolonisation, Ruth First (AOUT). — La question du Transkei, François Proust et Ferial Drosso (OCTOBRE).

— COMMISSION TRILATERALE : Les sociétés libérales victimes d'elles-mêmes selon un constat de la Commission trilatérale, C. J. (MARS). — Les internationalistes *libéraux et le* rôle mondial des Etats-Unis, Richard Falk (SEPTEMBRE). — Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde, Diana Johnstone ; La nouvelle stratégie globale de la Commission trilatérale, H. D. (cf. « dossiers », NOVEMBRE).

— CRISE : Réforme économique et effets de la *crise* mondiale en Hongrie, André Joyal (FEVRIER). — Le Marché commun des Caraïbes face à la crise économique, Marie-Claude Céleste (AVRIL). — Une démocratie « plus musclée », nouvelle idéologie des pays en crise, C. J. (MAI). — Le nouvel ordre international de l'impérialisme, André Granou (Etude bibliographique, AOUT). — Le parti communiste français, l'Union soviétique et la crise économique, Jacques Valier (NOVEMBRE). — La Grande-Bretagne en proie à la crise, Bernard Cassen (Etude bibliographique, NOVEMBRE). — L'hégémonie germano-américaine : une menace pour les nations européennes, Jean-Pierre Vigier (DECEMBRE).

Voir aussi rubrique Economie :

— DEFENSE : Dans le cadre de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL). — Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Poirier (enquête, JUILLET). — La contestation dans l'armée aux Etats-Unis et en Europe occidentale, Daniel Leconte (enquête, AOUT). — Dilemme de la politique d'alliance et de défense ouest-allemande, Lothar Ruehl ; Les désaccords entre *Bonn et Paris sur la défense*, Walter Schutze ; Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN, Paul Noack (cf. « dossiers », OCTOBRE).

— DEMOGRAPHIE : Relance des campagnes de limitation des naissances en Inde et au Bangladesh, Gérard Viratelle (MAI).

— DEMOCRATIE : Démocratie-fiction en Espagne, José Vidal-Beneyto (FEVRIER). — En Grèce, la démocratie ressuscitée, Charles Zorgbibe (reportage, FEVRIER). — Regrouper les partis de l'opposition pour assurer le retour de la démocratie en Espagne, Emmanuel Riera Claville (MARS). — L'homme, la ville et la démocratie (cf. « dossiers », JUIN). — Construire une Espagne nouvelle (JUILLET). — L'inquiétude des dernières démocraties de la région face à la militarisation de l'Amérique latine, Jean-Pierre Clerc (JUILLET). — Consolidation et mondialisation de l'Etat dans le monde moderne, Henri Lefebvre (JUILLET). — La démocratie à l'épreuve de la rigueur économique au Portugal, Jean-Pierre Clerc (AOUT). — Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN, Paul Noack (cf. « dossiers », OCTOBRE).

• PROBLEMES DES SOCIETES OCCIDENTALES : Défense et illustration de l'Occident - analyse de deux ouvrages à thèse « la Tentation totalitaire » de Jean-François Revel et « The Collapse of Democracy » de Robert Moss, Claude Bourdet (MARS). — Les sociétés libérales victimes d'elles-mêmes, selon un constat de la Commission trilatérale, C. J. (MARS). — Limitation des droits fondamentaux en Allemagne *fédérale*, Daniel Vernet (AVRIL). — Précarité des libertés en France, Maurice T. Maschino (enquête, AVRIL). — Pouvoir *et luttes de classes aux* Etats-Unis : « Le rêve et l'histoire » de Claude Julien, Robert Merle (AVRIL). — Une démocratie « plus musclée » nouvelle idéologie des pays en crise, C. J. (MAI). — Les diverses formes de répression du capitalisme américain, Herbert Marcuse (JUILLET). — Capitalisme et inégalités aux Etats-Unis (cf. « dossiers », première partie, JUILLET). — Capitalisme et inégalités aux Etats-Unis (cf. « dossiers », deuxième partie, AOUT). — La régression de la participation électorale : un phénomène d'une ampleur exceptionnelle dans les démocraties libérales, Marie-France Toinet (cf. « dossiers », NOVEMBRE). — Les dangers pour l'Europe du projet de « convention pour la répression du terrorisme », Gérard Soulier (NOVEMBRE).

— DIPLOMATIE - RELATIONS INTERNATIONALES : Isolationnisme ou acceptation d'un rôle mondial : les paradoxes de la politique américaine, Charles Zorgbibe ; Juridisme socialiste et intérêts d'Etat en U.R.S.S., Mario Bettati ; En *dépit* des contradictions régissant le jeu international, plaidoyer en faveur d'une conception démocratique de la diplomatie, Georges Tenekides (cf. « dossiers », MARS). — Le développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, Claude Bourdet (AVRIL). — Bilans de la politique soviétique dans le monde, Marie *Lavigne (Etude bibliographique*, JUIN). — Les fondements de la diplomatie chinoise, Robert Biel (JUILLET). — L'ingérence des groupes d'intérêt et du congrès dans la diplomatie américaine, Joyce Kolko (cf. « dossiers », NOVEMBRE).

— DROIT : La force et le droit dans les relations internationales (cf. « dossiers », MARS). — Aux Etats-Unis : une légalisation de l'injustice avec des lois sujettes aux interprétations des tribunaux, Howard Zinn (cf. « dossiers », JUILLET). — Deux conceptions de la politique étrangère et du droit international avec MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, Charles Zorgbibe (AOUT). — Un espoir pour les peuples de voir légitimer leurs droits après la « déclaration d'Alger », Armando Uribe (SEPTEMBRE).

• DROITS DE L'HOMME : Limitation des droits fondamentaux en Allemagne fédérale, Daniel Vernet (AVRIL). — Le problème de la défense des libertés en Grande-Bretagne, Christian Martin (MAI). — L'aménagement des conventions de Genève de 1949, Malvern Lumsden (MAI). — L'Eglise et Mgr Lefebvre : une polémique ne touchant pas à l'essentiel, C. J. (OCTOBRE). — Les dangers pour l'Europe du projet de « convention pour la répression du terrorisme », Gérard Soulier (NOVEMBRE).

• DROIT MARITIME : La remise en cause du droit de la mer, Emmanuel du Pontavice (cf. « *dossiers* », MARS).

— ECONOMIE : En Turquie, une réforme agraire adaptée à l'économie de dépendance, Patrick Veillerot (JANVIER). — Les contradictions économiques du Portugal, Yves Baron (JANVIER). — Les militaires devant les désordres et la crise économique en Argentine, Alain Labrousse (JANVIER). — Au Chili : une politique socio-économique étroitement liée à la répression, James F. Petras (JANVIER). — Les limites de l'indépendance économique des Etats africains, Catherine Coquery-Vidrovitch (cf. « dossiers », JANVIER). — En U.R.S.S. : avec le Xe plan quinquennal, une coopération économique plus active avec l'Ouest, Bernard Féron (JANVIER). — Réforme économique et effets de la *crise* mondiale en Hongrie, André Joyal (FEVRIER). — Dans les pays scandinaves, le rôle d'Etat-providence limité en raison des impératifs de la croissance, Joachim Israël (AVRIL). — Le renforcement de la répression sans effet sur la crise économique en Uruguay, Jean-Claude Buhrer (AVRIL). — Les réserves de puissance économique et militaire des Etats-Unis dans le monde : clé de voûte du système et garantie de leur sauvegarde, Noam Chomsky (MAI). — Les orientations générales de l'économie française à travers le VIIe Plan, Christian Goux (JUIN). — La démocratie à l'épreuve de la rigueur économique au Portugal, Jean-Pierre Clerc (AOUT). — Les principaux groupes financiers au Chili (SEPTEMBRE). — Espoirs et difficultés d'une intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne (SEPTEMBRE). — Folie meurtrière et « libéralisme » économique désordonné en Argentine, Bernard Cassen (SEPTEMBRE). — La forêt ivoirienne menacée de disparition en raison d'une exploitation désordonnée et de modifications climatiques, Brigitte Gry (SEPTEMBRE). — Durcissement de la répression et aggravation des difficultés économiques au Cameroun, Woungly-Massaga (OCTOBRE). — En R.F.A. : une puissance économique liée à la puissance politique, Daniel Vernet (cf. « dossiers », OCTOBRE). — L'échec de l'application des techniques économiques de Milton Friedman au Chili : dernier article publié par Orlando Letelier avant son assassinat à Washington (OCTOBRE). — Les causes du succès des théories de F.-A. von Hayek, *Frédéric* Langer (Etude bibliographique, NOVEMBRE). — Vers un renouveau du marxisme en économie, Jean-Marie Vincent (Etude bibliographique, NOVEMBRE). — Un nouvel examen de la théorie de l'équilibre général, Raymond Courbis (Etude bibliographique, NOVEMBRE).

Voir aussi rubrique Energie.

• PETROLE : Les conséquences de la crise du pétrole sur le commerce des armes en Afrique, Mary Kaldor (cf. « dossiers », JANVIER). — La stratégie américaine dans le Golfe, Michael T. Klare (MARS). — Une dictature face aux ambitions des compagnies pétrolières en Equateur, Jaime Galarza Zavala (SEPTEMBRE). — Un siècle d'histoire du pétrole, Alain-Marie Carron (« Les sept sœurs » d'Anthony Sampson, Etude bibliographique, OCTOBRE).

• PETRODOLLARS : Les contradictions du pouvoir au Koweït, Chris Kutschera (OCTOBRE). — Les capitaux pétroliers et la réforme de l'ordre financier international, Georges Corm (OCTOBRE).

• NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL : Pour la défense d'un nouvel ordre social : réunion à Alger du premier congrès des économistes du tiers-monde, Edmond de Clairmont (MARS). — La quatrième conférence sur le commerce et le développement : l'occasion d'une percée décisive dans les relations internationales, Gamani Corea (AVRIL). — Critique du processus du développement dans le tiers-monde, Micheline Paunet (« La guérilla économique » de François Partant, Etude bibliographique, AVRIL). — Le Marché commun des Caraïbes face à la crise économique, Marie-Claude Céleste (AVRIL). — Le phénomène de la propriété industrielle dans les pays sous-développés, Thandika Obraku (AVRIL). — L'économie brésilienne : de l'euphorie au désenchantement, Yves Hardy ; L'Amazonie, une réserve pour le capital multinational et un refuge pour le capital national étranglé, Hélène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy ; Le *capital multinational et la colonisation* de l'Amazonie, Y. H. (JUIN). — L'influence croissante des transnationales dans le système des Nations unies, Erich H. Jacoby ; L'emprise des géants de l'industrie pharmaceutique dans le monde, Sanjaya Lall ; Après le procès intenté à la firme Nestlé : condamnation de l'activité des sociétés multinationales dans les pays en voie de développement, François de Vargas (JUILLET). — Les non-alignés et la Conférence « au sommet » de Colombo, Marie-Claude Céleste (AOUT). — Le nouvel ordre international de l'impérialisme, André Granou (Etude bibliographique, AOUT). — L'attitude de la République fédérale dans le dialogue *Nord-Sud*, Konrad Seitz (cf. « dossiers », OCTOBRE). — Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde, Diana Johnstone (cf. « *dossiers* », NOVEMBRE). — Les militaires brésiliens face aux pièges de la « libéralisation », Julia Juruna (DECEMBRE).

— EGLISE - RELIGION : La Chine populaire et la foi, Jean Cardonnel (FEVRIER). — Le dialogue des catholiques avec le pouvoir révolutionnaire au Vietnam, Hugues Tertrais (MAI). — Les chrétiens entre la dictature et la révolution en Amérique latine (cf. « dossiers », MAI). — L'Eglise et Mgr Lefebvre : une polémique ne touchant pas à l'essentiel, C. J. (OCTOBRE).

— ENERGIE : *Les nouvelles possibilités* énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne, Y. H. (JUIN). — Au Québec, l'affaire de la baie James, Pierre Dommergues (enquête, NOVEMBRE).

— ENSEIGNEMENT - EDUCATION : Aux Etats-Unis : une université sacrifiée aux impératifs de *la loi du profit, Samuel Bowles (cf.* « dossiers », JUILLET). — Le rôle des universités dans le tiers-monde, Gerald Moore (SEPTEMBRE). — Le prisme déformant des manuels scolaires, Jacques Chevrier (« Ethnocentrisme et histoire » de Roy Preiswerk et Dominique Perrot, Etude bibliographique, SEPTEMBRE).

— ENVIRONNEMENT - POLLUTION : L'homme, la ville et la démocratie (cf. « dossiers », JUIN). — La lutte pour la sauvegarde de la mer Intérieure au Japon, Tsuneo Amano (JUIN). — La forêt ivoirienne menacée de disparition en raison d'une exploitation désordonnée et de modifications climatiques, Brigitte Gry (SEPTEMBRE).

— EST-OUEST (Relations) - DETENTE : « Le programme de paix » de l'U.R.S.S. depuis le vingt-quatrième congrès du P.C. soviétique en 1971, Spartak Beglov (JANVIER). — Avec le Xe plan quinquennal, une coopération économique plus active avec l'Ouest, Bernard Féron (JANVIER). — Les limites du dialogue entre l'U.R.S.S. et le camp occidental, Bernard Féron (FEVRIER). — Après le vingt-cinquième congrès soviétique : aggravation des divergences de vues sur *l'internationalisme* prolétarien, Bernard Féron (AVRIL). — Critique de la « détente » à l'Est et à l'Ouest, Bernard Féron (MAI). — En réponse aux polémiques occidentales sur la « détente », nouvelle mise en garde de l'U.R.S.S. aux adversaires de la normalisation, Bernard Féron (JUIN). — Bilan de la coopération Est-Ouest un an après Helsinki, Spartak Beglov (JUILLET). — Espoirs et difficultés d'une intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne (SEPTEMBRE).

— FISCALITE (Inégalité des revenus) : La grande disparité des salaires et des profits aux Etats-Unis, Andrew Zimbalist (cf. « dossiers », JUILLET). — La stratégie de l'inégalité des administrations Ford et Nixon, Stanley Aronowitz (cf. « dossiers », AOUT).

— FRANCOPHONIE : L'étude de la situation du français à l'intérieur des Nations unies, Jacques Chevrier (AOUT).

— HISTOIRE : Pouvoir et luttes de classes aux Etats-Unis : « Le rêve et l'histoire » de Claude Julien, Robert Merle (AVRIL). — Porter un autre regard sur l'histoire en substituant la mémoire du peuple à celle du pouvoir, Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, JUIN). — Le prisme déformant des manuels scolaires, Jacques Chevrier (« Ethnocentrisme et histoire » de Roy Preiswerk et Dominique Perrot, Etude bibliographique, SEPTEMBRE). — Un siècle d'histoire du pétrole, Alain-Marie Carron (« Les sept sœurs » d'Anthony Sampson, Etude bibliographique, OCTOBRE). — Quand le passé de la Russie éclaire le présent de l'U.R.S.S., Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, DECEMBRE).

— IDEOLOGIE - MOUVEMENTS POLITIQUES : En 1975, réunion du premier congrès du parti communiste cubain, Bernard Cassen (JANVIER). — « Le programme de paix » de l'U.R.S.S. depuis le vingt-quatrième congrès du P.C. soviétique en 1971, Spartak Beglov (JANVIER). — Les limites du dialogue entre l'U.R.S.S. et le camp occidental, Bernard Féron (FEVRIER). — Le rôle des hommes et du parti dans le phénomène stalinien, Bernard Féron (MARS). — Après le vingt-cinquième congrès soviétique : aggravation des divergences de vues *sur* l'internationalisme prolétarien, Bernard Féron (AVRIL). — Dans les pays scandinaves, le rôle d'Etat-providence limité en raison des impératifs de la croissance, Joachim Israël (AVRIL). — Le Portugal entre l'armée et l'Europe, Samy Cohen (Etude bibliographique, AVRIL). — Les socialistes portugais encore « maîtres du jeu » en dépit d'un *certain recul aux dernières élections*, Jean-Pierre Clerc (MAI). — Le vaste impact populaire du fascisme, Pierre Dommergues (Etude bibliographique, JUIN). — Les fondements de la diplomatie chinoise, Robert Biel (JUILLET). — De nouveaux problèmes pour les dirigeants du Kremlin après la conférence des partis communistes européens de Berlin-Est, Bernard Féron (AOUT). — La gauche portugaise victime de ses contradictions, Eduardo Lourenço (OCTOBRE). — Après la mort de Mao : confirmation des divergences entre partis et pays communistes, Bernard Féron (OCTOBRE). — Le parti communiste français, l'Union soviétique et la crise économique, Jacques Valier (NOVEMBRE). — Vers un renouveau du marxisme en économie, Jean-Marie Vincent (Etude bibliographique, NOVEMBRE). — Le marxisme confronté au socialisme de l'union de la gauche, Jean-Luc Dallemagne (Etude bibliographique, DECEMBRE).

• DEMOCRATIE CHRETIENNE : Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuela, Luis Ugalde ; La démocratie chrétienne chilienne et la *junte*, Julio Silva Solar (cf. « dossiers », MAI). — Nouvelles incertitudes après les élections en Italie, Ferdinando Scianna (JUILLET). — Collusion de la démocratie chrétienne chilienne et de la C.I.A. lors du putsch de Santiago, James F. Petras (SEPTEMBRE). — Volonté de rapprochement entre l'Unité populaire *et la démocratie chrétienne* au Chili, Jean-Pierre Clerc (OCTOBRE).

— IMPERIALISME : Le mythe du déclin américain, James F. Petras (FEVRIER). — Les réserves de puissance économique et militaire des Etats-Unis dans le monde : clé de voûte du système et garantie de leur sauvegarde, Noam Chomsky (MAI). — Les diverses formes de répression du capitalisme américain, Herbert Marcuse (JUILLET). — Une réponse démocratique à la crise économique en Espagne, Enrique Aguilar (JUILLET). — Le nouvel ordre international de l'impérialisme, André Granou (Etude bibliographique, AOUT). — Un espoir pour les peuples de voir légitimer leurs droits après la « déclaration d'Alger », Armando Uribe (SEPTEMBRE). — *Les internationalistes* libéraux et le rôle mondial des Etats-Unis, Richard Falk (SEPTEMBRE). — L'échec de l'application des techniques économiques de Milton Friedman au Chili : dernier article publié par Orlando Letelier avant son assassinat à Washington (OCTOBRE). — L'hégémonie germano-américaine : une menace pour les nations européennes, *Jean-Pierre Vigier (DECEMBRE)*.

• IMPERIALISME CULTUREL : Dépendance du tiers-monde dans le domaine de l'information, German Carnero Roque (AOUT). — Le prisme déformant des manuels scolaires, Jacques Chevrier (« Ethnocentrisme et histoire » de Roy Preiswerk et Dominique Perrot, Etude bibliographique, SEPTEMBRE). — *L'invasion de l'anglo-américain* : une forme d'impérialisme économique, Armand et Michèle Mattelart (« L'aliénation linguistique » d'Henri Gobard, Etude bibliographique, NOVEMBRE).

— INDUSTRIE AEROSPATIALE : L'affaire Lockheed, Anthony Sampson (AVRIL). — L'industrie aérospatiale américaine en difficulté, Armand Mattelart (AVRIL).

— MEDITERRANEE : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée, William Braasch Watson (JANVIER). — Washington et la crise chypriote, Ata Gil (JANVIER). — Construire une Espagne nouvelle (JUILLET). — Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc *sud de l'OTAN, Paul Noack (cf.* « dossiers », OCTOBRE).

— MINORITES - REGIONALISME - NATIONALISME : La nouvelle poussée nationaliste palestinienne en Cisjordanie occupée, Arthur Rabab (MAI). — L'utilisation du renouveau de la conscience ethnique en tant que moyen de domination, Colin Greer (cf. « dossiers », AOUT). — L'influence des groupes économiques et ethniques dans la course à la présidence aux Etats-Unis, Charles Zorgbibe (cf. « dossiers », NOVEMBRE). — Au Québec, l'affaire de la baie James, Pierre Dommergues (enquête, NOVEMBRE). — L'action discrète des Indiens d'Amérique latine, Michel de Certeau (DECEMBRE). — Le défi des ethnies, Marc Ferro (DECEMBRE).

• MOUVEMENTS DE LIBERATION : La lutte du Front Polisario pour le droit à l'indépendance du peuple Sahraoui, Raoul Weesteen (FEVRIER). — Le jeu de l'Indonésie et des Etats-Unis dans l'île de Timor, Robert Aarsse (MARS). — Le Tchad, pays divisé, Didier Baussy (reportage, MAI). — La lutte du peuple baloutche contre le gou*vernement pakistanais, Alexandre* Dastarac et Robert Dersen (reportage, AOUT).

— NATIONS UNIES : Impératifs politiques et scrupules juridiques au sein des Nations unies, Philippe Manin (cf. « dossiers », MARS). — L'influence croissante des transnationales dans le système des Nations unies, Erich H. Jacoby (JUILLET). — L'étude de la situation du français à l'intérieur des Nations unies, Jacques Chevrier (AOUT). — Les prises de position de Bonn aux Nations unies, Thomas Bruns (cf. « dossiers », OCTOBRE). — Comment restructurer le système des Nations unies pour résoudre la crise des organisations internationales, Marc Nerfin (DECEMBRE).

— NON - ALIGNES (Mouvement des) : Les non-alignés et la conférence « au sommet » de Colombo, Marie-Claude Céleste (AOUT). — Dépendance du tiers-monde dans le domaine de l'information, German Carnero Roque (AOUT).

— NORD-SUD (voir rubrique Economie : Nouvel ordre économique mondial).

— RACISME : Les mythes brési*liens et le racisme, J. J. (« Maîtres* et esclaves » de Gilberto Freyre, Etude bibliographique, JUIN).

— SANTE : L'emprise des géants de l'industrie pharmaceutique dans le monde, Sanjaya Lall (JUILLET). — Médecine et pharmacie dans les relations hégémoniques et les conflits inter-étatiques, Monique Plat (cf. « dossiers », SEPTEMBRE).

— SCIENCE : Instauration d'un nouveau type de coopération scientifique entre la France et le Vietnam, Henri van Regemorter (AOUT). — La science et la paix : le rôle des scientifiques dans les relations internationales (cf. « dossiers », SEPTEMBRE).

— SECURITE EUROPEENNE (Conférence sur la) : Bilan de la coopération *Est-Ouest* un an après Helsinki, Spartak Beglov (JUILLET). — Espoirs et difficultés d'une intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne (SEPTEMBRE).

— SERVICES SECRETS - POLICE : Les activités de la C.I.A., l'aide du Pentagone et le relais sud-africain en Afrique, Daniel Schechter (cf. « dossiers », *JANVIER*). — *Le rôle* des Etats-Unis dans la crise constitutionnelle australienne de novembre 1975, Malcolm Salmon (FEVRIER). — Analyse d'une série d'enquêtes sur les services de renseignements américains, Nina Sutton (Etude bibliographique, JUIN). — Collusion de la démocratie chrétienne chilienne et de la C.I.A. lors du putsch de Santiago, James F. Petras (SEPTEMBRE).

— SOCIAL-DEMOCRATIE : Limitation des droits fondamentaux en Allemagne fédérale, Daniel Vernet (AVRIL). — Dans les pays scandinaves, le rôle d'Etat-providence limité en raison des impératifs de la croissance, Joachim Israël (AVRIL). — Bilan et interrogations sur l'expérience social-démocrate en Suède, Yves Florenne (Etude bibliographique, SEPTEMBRE). — Puissance de l'Allemagne (cf. « dossiers », OCTOBRE).

— SOCIETE : Le thème de la mort dans les sociétés « avancées », Georges Balandier (Etude bibliographique, FEVRIER). — Voyages au pays de la culture sauvage, Daniel Leconte (enquête, FEVRIER). — *Problèmes du statut de l'entreprise et* des travailleurs dans le système capitaliste, Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, MARS). — La précarité des libertés en France, Maurice T. Maschino (enquête, AVRIL). — Limitation des droits fondamentaux en Allemagne fédérale, Daniel Vernet (AVRIL). — Le problème de la défense des libertés en Grande-Bretagne, Christian Martin (MAI). — L'homme, la ville et la démocratie (cf. « dossiers », JUIN). — La conscience de classe chez les ouvriers américains, Pierre Dommergues (« False Promises » de Stanley Aronowitz, Etude bibliographique, JUIN). — Limitation des services sociaux, création de privilèges pour les entreprises : deux conséquences de la crise urbaine aux Etats-Unis, Frances Fox Piven et Richard A. Cloward ; La stratégie de l'inégalité des administrations Ford et Nixon, Stanley Aronowitz ; L'impuissance économique et politique de la femme américaine, Carol Lopate (cf. « dossiers », AOUT). — La contestation dans l'armée aux Etats-Unis et en Europe occidentale, Daniel Leconte (enquête, AOUT). — Recherches théoriques sur la force du travail, Frédéric Langer (Etude bibliographique, SEPTEMBRE).

— SOCIETES MULTINATIONALES : Les multinationales, la modernisation et les nouvelles formes du pouvoir, Frédéric Langer (Etude bibliographique, MARS). — L'affaire Lockheed, Anthony Sampson (AVRIL). — L'emprise mondiale des multinationales et sa contestation aux Etats-Unis, Frédéric Langer (*Etude bibliographique*, AVRIL). — L'économie brésilienne : de l'euphorie au désenchantement, Yves Hardy ; L'Amazonie, une réserve pour le capital multinational et un refuge pour le capital national étranglé, Hélène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy (JUIN). — Les orientations générales de l'économie française à travers le VIIe Plan, Christian Goux (JUIN). — Les sociétés multi*nationales et le développement du* tiers-monde (JUILLET). — Au Québec, l'affaire de la baie James, Pierre Dommergues (enquête, NOVEMBRE).

— STRATEGIE : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée, William Braasch Watson (JANVIER). — Washington et la crise chypriote, Ata Gil (JANVIER). — La stratégie américaine dans le Golfe, Michael T. *Klare (MARS)*. — *Dans le cadre* de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL). — Les réserves de puissance économique et militaire des Etats-Unis dans le monde : clé de voûte du système et garantie de leur sauvegarde, Noam Chomsky (MAI). — La force de dissuasion de l'armement nucléaire français, Geor*ges Buis (« L'adieu aux armées »* de Pierre Gallois, Etude bibliographique, MAI). — Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Poirier (enquête, JUILLET). — L'« Ecole des Amériques » centre de lutte contre la subversion dans la zone du canal de Panama, Bernard Cassen (SEPTEMBRE). — La nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique, *Robert A. Manning* (SEPTEMBRE). — Les causes de l'évacuation de la base américaine de Ramasoon en Thaïlande, A.-C. Culbeaux (OCTOBRE). — Grandes manœuvres dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— SYNDICATS - MONDE DU TRAVAIL : Les multinationales, la modernisation et les nouvelles formes du pouvoir, *Frédéric* Langer (Etude bibliographique, MARS). — Problèmes du statut de l'entreprise et des travailleurs dans le système capitaliste, Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, MARS). — La conscience de classe chez les ouvriers américains, Pierre Dommergues (« False Promises » de Stanley Aronowitz, Etude bibliographique, JUIN). — Recherches théo*riques sur la force du travail*, Frédéric Langer (Etude bibliographique, SEPTEMBRE). — L'influence des groupes économiques et ethniques dans la course à la présidence aux Etats-Unis, Charles Zorgbibe (cf. « dossiers », NOVEMBRE).

— TECHNIQUES (Transfert des) BREVETS : Le phénomène de la propriété industrielle dans les pays *sous-développés, Thandika* Obraku (AVRIL). — Les nouvelles possibilités énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne, Y. H. (JUIN).

— TIERS-MONDE - SOUS-DEVELOPPEMENT : Pour la défense d'un nouvel ordre social : réunion à Alger du premier congrès des économistes du tiers-monde, Edmond de Clairmont (MARS). — La quatrième conférence sur le commerce et le développement : l'occasion d'une *percée décisive dans les relations* internationales, Gamani Corea (AVRIL). — Le phénomène de la propriété industrielle dans les pays sous-développés, Thandika Obraku (AVRIL). — Bilan de la faillite du « tiers-mondisme », Bernard Cassen (« Mythes révolutionnaires du tiers-monde » de Gérard Challand, Etude bibliographique, AVRIL). — Critique du processus du développement dans le tiers-monde, Micheline Paunet (« La guérilla économique » de François Partant, Etude bibliographique, AVRIL). — Relance des campagnes de limitation des naissances en Inde et au Bangladesh, Gérard Viratelle (MAI). — Les sociétés multinationales et le développement du tiers-monde (JUILLET). — La position de l'Espagne face à l'Europe et au tiers-monde, M. Fuentes (JUILLET). — Dépendance du tiers-monde dans le domaine de l'information, German Carrero Roque (AOUT). — Les non-alignés et la conférence « au sommet » de Colombo, Marie-Claude Céleste (AOUT). — Le rôle des universités dans le tiers-monde, Gerald Moore (SEPTEMBRE). — Les capitaux pétroliers et la réforme de l'ordre financier international, Georges Corm (OCTOBRE).

Voir aussi rubrique Economie : Nouvel ordre économique mondial.

— TRILATERALE (Voir Commission.)

— URBANISME : L'homme, la ville et la démocratie (cf. « dossiers », JUIN). — Limitation des services sociaux, création de privilèges pour *les entreprises : deux conséquences* de la crise urbaine aux Etats-Unis, Frances Fox Piven et Richard A. Cloward (cf. « dossiers », AOUT).

— VIOLENCE - TORTURE - TERRORISME : Au Chili : une politique socio-économique étroitement liée à la répression, James F. Petras (JANVIER). — L'extension de l'appareil de répression au Brésil, Julia Juruna (JUIN). — Impasse constitutionnelle et assassinats politiques en Uruguay, Alain Labrousse (JUIN). — Folie meurtrière et « libéralisme » économique désordonné en Argentine, Bernard Cassen (SEPTEMBRE). — Les dangers pour l'Europe du projet de « convention pour la répression du terrorisme », Gérard Soulier (NOVEMBRE).

Politique et littérature

● Racisme vulgaire ou culte des ethnies, deux différentes formes du racisme, **Marie-Françoise Allain** (MARS).

● Un roman éthiopien annonciateur de la révolution, **Olga Kapeliouk** (AVRIL).

● Pourquoi les hommes politiques écrivent-ils ? **Bernard Cassen** (MAI).

● Culture et lutte anticoloniale en Angola, **Nicolas d'Arthuys** (AOUT).

● Le noir américain « visible », **Marie-Françoise Allain** (SEPTEMBRE).

● Main basse sur la Maison Blanche, **Marie-Françoise Allain** (OCTOBRE).

DOSSIERS

● **LES MILITAIRES ET LE POUVOIR... EN AFRIQUE NOIRE (JANVIER. Deuxième partie. Première partie parue en décembre 1975) :**

Impuissance des dirigeants d'Afrique noire face aux nouvelles visées étrangères, *Micheline Paunet*. - Les activités de la C.I.A., l'aide du Pentagone et le relais sud-africain en Afrique, *Daniel Schechter*. - Israël, partenaire silencieux des Etats-Unis dans les pays tiers, *D. S.* - Les conséquences de la crise du pétrole sur le commerce des armes en Afrique, *Mary Kaldor*. - L'évolution des nouveaux régimes et de leurs armées en Afrique, *Basil Davidson*. - Les limites de l'indépendance économique des Etats africains, *Catherine Coquery-Vidrovitch*. - Puissance militaire de l'Afrique du Sud, *Abdul S. Minty*. - Le Nigéria dans l'attente d'un pouvoir civil, *Bridget Bloom*. - Les aberrations d'une dictature privée de base sociale en Ouganda, *Mahmood Mamdani*.

● **LA FORCE ET LE DROIT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (MARS) :**

Isolationnisme ou acceptation d'un rôle mondial : les paradoxes de la politique américaine, *Charles Zorgbibe*. - Le juridisme socialiste et les intérêts d'Etat en U.R.S.S., *Mario Bettati*. — Le difficile problème de la maîtrise des armements, *Pierre Hassner*. - En dépit des contradictions régissant le jeu international, plaidoyer en faveur d'une conception démocratique de la diplomatie, *Georges Tenekides*. - Impératifs politiques et scrupules juridiques au sein des Nations unies, *Philippe Manin*. - La remise en cause du droit de la mer, *Emmanuel du Pontavice*.

● **LES CHRETIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE (MAI) :**

Division de l'Eglise catholique devant la misère, l'injustice et l'oppression, *Yves Materne*. - Le rôle particulier des mouvements protestants en Amérique latine, *Christian Lalive d'Epinay*. - L'action idéologique et culturelle de l'Eglise latino-américaine, *Gonzalo Arroyo*. - Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuela, *Luis Ugalde*. - Mystiques violentes et stratégie non violente : une analyse des techniques d'action des Eglises latino-américaines affaiblies et divisées, *Michel de Certeau*. - La démocratie chrétienne chilienne et la junte, *Julio Silva Solar*.

● **L'HOMME, LA VILLE ET LA DEMOCRATIE (JUIN) :**

Les nouveaux défis de la croissance urbaine, *Marcel Roncayolo*. - La véritable nature de la propriété foncière, *Max Querrien*. - Les problèmes urbains au cœur du débat politique dans les pays industrialisés, *Manuel Castells*. - Une urbanisation extensive « à ras du sol » en Afrique, *Marc Vernière*. - La ville dans les sociétés industrielles avancées, *Agnès Pitrou*. - Réactions devant la croissance démesurée des villes, *François Bedarida*. - Le « cas extrême » du statut de la capitale française, *Claude Bourdet*. - A Paris : participation des habitants à la vie de leur quartier, *François Serrand*. - Pour un habitat plus humain : confier la croissance des villes aux citoyens, Maurice T. Maschino (Etude bibliographique).

● **CAPITALISME ET INEGALITES AUX ETATS-UNIS (JUILLET, première partie. A suivre dans le numéro d'août) :**

Des inégalités inscrites dans le principe même du système capitaliste, *Pierre Dommergues*. - La grande disparité des salaires et des profits, *Andrew Zimbalist*. - Une université sacrifiée aux impératifs de la loi du profit, *Samuel Bowles*. - Contrôle du gouvernement par une classe dirigeante minoritaire mais puissante, *G. William Domhoff*. - Premières victimes de la récession : les femmes, les jeunes et les Noirs, *Paulette Schubert*. - Une légalisation de l'injustice avec des lois sujettes aux interprétations des tribunaux, *Howard Zinn*. - L'ascension du Sud et la lutte pour le pouvoir aux Etats-Unis, *Jean-Louis Sarbib* (« Power Shift : The Rise of the Southern Rim and its challenge to the Eastern Establishment », de Kirpatrick Sale, Etude bibliographique).

● **CAPITALISME ET INEGALITES AUX ETATS-UNIS (AOUT, deuxième partie) :**

L'utilisation du renouveau de la conscience ethnique en tant que moyen de domination, *Colin Greer*. - Limitation des services sociaux, création de privilèges pour les entreprises : deux conséquences de la crise urbaine, *Frances Fox Piven* et *Richard A. Cloward*. - L'impuissance économique et politique de la femme américaine, *Carol Lopate*. - La stratégie de l'inégalité des administrations Ford et Nixon, *Stanley Aronowitz*.

● **LA SCIENCE ET LA PAIX : LE ROLE DES SCIENTIFIQUES DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (SEPTEMBRE) :**

Un objectif essentiel de la « science de la paix », remettre en question le monopole des gouvernements en matière de politique étrangère, *Charles Zorgbibe*. - Naissance et développement du mouvement Pugwash, *Francis Netter*. - Rôle et influence politique de la communauté internationale des mathématiciens, *Jean-Pierre Kahane*. - Médecine et pharmacie dans les relations hégémoniques et les conflits inter-étatiques, *Monique Plat*. - Une analyse de la circulation des idées et des informations en matière de désarmement, *Albert Legault*. - Récit d'une mission Pugwash au Vietnam, *Herbert Marcovich*. - Historique et activités de l'internationale des travailleurs scientifiques, *Pierre Biquard*. - Le crépuscule des mandarins, *Maurice T. Maschino* (Etude bibliographique).

● **PUISSANCE DE L'ALLEMAGNE (OCTOBRE) :**

En Europe, résurgence des vieilles craintes et permanence des partis pris à l'égard de la R.F.A., *Charles Zorgbibe*. - Une puissance économique liée à la puissance politique, *Daniel Vernet*. - Dilemme de la politique d'alliance et de défense ouest-allemande, *Lothar Ruehl*. - Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense, *Walter Schutze*. - Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens pour préserver l'intégrité du flanc sud de l'OTAN, *Paul Noack*. - L'attitude de la République fédérale dans le dialogue Nord-Sud, *Konrad Seitz*. - Les prises de position de Bonn aux Nations unies, *Thomas Bruns*. - L'Allemagne des craintes et des incertitudes, *Daniel Vernet* (Etude bibliographique).

● **L'AMERIQUE DE JIMMY CARTER (NOVEMBRE) :**

Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde, *Diana Johnstone*. - L'ingérence des groupes d'intérêts et du Congrès dans la diplomatie américaine, *Joyce Kolko*. - La nouvelle stratégie globale de la Commission trilatérale, *H. D.* - La régression de la participation électorale : un phénomène d'une ampleur exceptionnelle dans les démocraties libérales, *Marie-France Toinet*. - Attitude circonspecte des dirigeants soviétiques pendant la campagne électorale américaine, *Bernard Féron*. - L'influence des groupes économiques et ethniques dans la course à la présidence, *Charles Zorgbibe*. - Les causes du succès des théories de F.A. von Hayek, *Frédéric Langer* (Etude bibliographique).

● **GRANDES MANŒUVRES DANS L'OCEAN INDIEN. Philippe Leymarie (DECEMBRE) :**

Diego-Garcia : Une base essentielle pour la sécurité des Etats-Unis. - Le retrait progressif de la puissance britannique. - Le jeu de la Chine et de l'Union soviétique. - Irrésistible érosion des positions françaises. - Renforcement de la présence américaine face à l'U.R.S.S. et à la Chine. - Eveil des riverains de la zone hostile à la présence de flottes et de bases étrangères dans l'océan Indien. - L'Iran et l'Afrique du Sud : deux instruments essentiels de la stratégie américaine.

EUROPE

Dans le cadre de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL). — L'Europe vue de Pékin, Jean Daubier (AVRIL). — Une démocratie « plus musclée », nouvelle idéologie des pays en crise, C. J. (MAI). — La position de l'Espagne face à l'Europe et au tiers-monde, M. Fuentes (JUILLET). — La contestation dans l'armée aux Etats-Unis et en Europe occidentale, Daniel Leconte (enquête, AOUT). — En Europe, résurgence des vieilles craintes et permanence des partis pris à l'égard de la R.F.A., Charles Zorgbibe ; Dilemme de la politique d'alliance et de défense ouest-allemande, Lothar Ruehl (cf. « dossiers », OCTOBRE). — Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde, Diana Johnstone (cf. « dossiers », NOVEMBRE). — Les dangers pour l'Europe du projet de « convention pour la répression du terrorisme », Gérard Soulier (NOVEMBRE). — L'hégémonie germano-américaine : une menace pour les nations européennes, Jean-Pierre Vigier (DECEMBRE). — L'Europe des iconoclastes, Pierre Mayer (Etude bibliographique, DECEMBRE).

— **ALBANIE** : Dénonciation des méfaits du bureaucratisme au septième congrès du Parti du travail, Eric Vigne (DECEMBRE).

— **ALLEMAGNE** (République fédérale d') : Limitation des droits fondamentaux en Allemagne fédérale, Daniel Vernet (AVRIL). — Les nouvelles possibilités énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne, Y. H. (JUIN). — En réponse aux polémiques occidentales sur la « détente », nouvelle mise en garde de l'U.R.S.S. aux adversaires de la normalisation, Bernard Féron (JUIN). — Puissance de l'Allemagne (cf. « dossiers », OCTOBRE). — L'Allemagne des craintes et des incertitudes, Daniel Vernet (Etude bibliographique, OCTOBRE). — L'hégémonie germano-américaine : une menace pour les nations européennes, Jean-Pierre Vigier (DECEMBRE).

— **CHYPRE** : Washington et la crise chypriote, Ata Gil (JANVIER).

— **ESPAGNE** : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée, William Braasch Watson (JANVIER). — Démocratie-fiction en Espagne, José Vidal-Beneyto (FEVRIER). — Regrouper les partis de l'opposition pour assurer le retour de la démocratie en Espagne, Emmanuel Riera Claville (MARS). — Maintien de la puissance répressive de l'Etat franquiste (JUIN). — Une réponse démocratique à la crise économique, Enrique Aguilar ; La République : seule démocratie possible, Fernando Valera ; La position de l'Espagne face à l'Europe et au tiers-monde, M. Fuentes (JUILLET).

— **FRANCE** : Détérioration des relations entre la France et l'Algérie, Pierre Judet (FEVRIER). — Une évocation des problèmes du statut de l'entreprise et des travailleurs dans le système capitaliste, Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, MARS). — La précarité des libertés en France, Maurice T. Maschino ; L'exploitation des faits divers par la presse, M.-T. M. (enquête, AVRIL). — Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, Claude Bourdet (AVRIL). — La force de dissuasion de l'armement nucléaire français, Georges Buis (« L'adieu aux armées » de Pierre Gallois, Etude bibliographique, MAI). — Les orientations générales de l'économie française à travers le VIIe Plan, Christian Goux (JUIN). — Le « cas extrême » du statut de la capitale française, Claude Bourdet ; A Paris, participation des habitants à la vie de leur quartier, François Serrand (cf. « dossiers », JUIN). — Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Poirier (enquête, JUILLET). — Instauration d'un nouveau type de coopération scientifique entre la France et le Vietnam, Henri van Regemorter (AOUT). — Deux conceptions de la politique étrangère et du droit international avec MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, Charles Zorgbibe (AOUT). — Recherches théoriques sur la force du travail, Frédéric Langer (Etude bibliographique, SEPTEMBRE). — Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense, Walter Schutze (cf. « dossiers », OCTOBRE). — Le parti communiste français, l'Union soviétique et la crise économique, Jacques Valier (NOVEMBRE). — L'invasion de l'anglo-américain : une forme d'impérialisme économique, Armand et Michèle Mattelart (« L'aliénation linguistique » d'Henri Gobard, Etude bibliographique, NOVEMBRE). — Irrésistible érosion des positions françaises dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— **GRANDE-BRETAGNE** : Le problème de la défense des libertés en Grande-Bretagne, Christian Martin (MAI). — La Grande-Bretagne en proie à la crise, Bernard Cassen (Etude bibliographique, NOVEMBRE). — Le retrait progressif de la puissance britannique de l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— **GRECE** : Washington et la crise chypriote, Ata Gil (JANVIER). — En Grèce, la démocratie ressuscitée, Charles Zorgbibe (reportage, FEVRIER).

— **HONGRIE** : Réforme économique et effets de la crise mondiale, André Joyal (FEVRIER).

— **ITALIE** : Nouvelles incertitudes après les élections, Ferdinando Scianna (JUILLET).

— **POLOGNE** : La Pologne à l'épreuve, Maurice T. Maschino et Fadéla M' Rabet (reportage, OCTOBRE).

— **PORTUGAL** : Le jeu des Etats-Unis au Portugal, Daniel Schechter (JANVIER). — Les contradictions économiques du Portugal, Yves Baron (JANVIER). — Le Portugal entre l'armée et l'Europe, Samy Cohen (Etude bibliographique, AVRIL). — Les socialistes portugais encore « maîtres du jeu » en dépit d'un certain recul aux dernières élections, Jean-Pierre Clerc (MAI). — La démocratie à l'épreuve de la rigueur économique au Portugal, Jean-Pierre Clerc (AOUT). — La gauche portugaise victime de ses contradictions, Eduardo Lourenço (OCTOBRE). — Le Portugal en équilibre instable, Yves Hardy (reportage, DECEMBRE).

— **SCANDINAVIE** : Dans les pays scandinaves, le rôle d'Etat-providence limité en raison des impératifs de la croissance, Joachim Israël (AVRIL).

— **SUEDE** : Bilan et interrogations sur l'expérience social-démocrate en Suède, Yves Florenne (Etude bibliographique, SEPTEMBRE).

— **SUISSE** : Les nouvelles techniques de domination du capitalisme, Jacques Attali (« Une Suisse au-dessus de tout soupçon » de Jean Ziegler, Etude bibliographique, MAI).

— **TURQUIE** : Une réforme agraire adaptée à l'économie de dépendance, Patrick Veillerot (JANVIER). — Washington et la crise chypriote, Ata Gil (JANVIER).

— **U.R.S.S.** : « Le programme de paix » de l'U.R.S.S. depuis le vingt-quatrième congrès du P.C. soviétique en 1971, Spartak Beglov (JANVIER). — Avec le Xe plan quinquennal, une coopération économique plus active avec l'Ouest, Bernard Féron (JANVIER). — Les limites du dialogue entre l'U.R.S.S. et le camp occidental, Bernard Féron (FEVRIER). — Le point de vue de Moscou dans le conflit angolais, Andrei Dolgov (MARS). — Le rôle des hommes et du parti dans le phénomène stalinien, Bernard Féron (MARS). — Juridisme socialiste et intérêts d'Etat en U.R.S.S., Mario Bettati (cf. « dossiers », MARS). — Après le vingt-cinquième congrès soviétique : aggravation des divergences de vues sur l'internationalisme prolétarien, Bernard Féron (AVRIL). — Critique de la « détente » à l'Est et à l'Ouest, Bernard Féron (MAI). — Le développement des études africaines en Union soviétique, Claude Wauthier (MAI). — Bilans de la politique soviétique dans le monde, Marie Lavigne (Etude bibliographique, JUIN). — En réponse aux polémiques occidentales sur la « détente », nouvelle mise en garde de l'U.R.S.S. aux adversaires de la normalisation, Bernard Féron (JUIN). — Moscou et le développement de la crise au Proche-Orient, Bernard Féron (JUILLET). — De nouveaux problèmes pour les dirigeants du Kremlin après la conférence des partis communistes européens de Berlin-Est, Bernard Féron (AOUT). — Quand le passé de la Russie éclaire le présent de l'U.R.S.S., Maurice T. Maschino (Etude bibliographique, DECEMBRE). — Le jeu de la Chine et de l'U.R.S.S. dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

● **U.R.S.S.-ETATS-UNIS** : La nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique, Robert A. Manning (SEPTEMBRE). — Attitude circonspecte des dirigeants soviétiques pendant la campagne électorale américaine, Bernard Féron (cf. « dossiers », NOVEMBRE). — Renforcement de la présence américaine face à l'U.R.S.S. et à la Chine dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— **YOUGOSLAVIE** : Le problème de l' « après-titisme », Bernard Féron (DECEMBRE).

AMÉRIQUE DU NORD

— **CANADA** : Au Québec, l'affaire de la baie James, Pierre Dommergues (enquête, NOVEMBRE).

— **ETATS-UNIS** : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée, William Braasch Watson (JANVIER). — Le jeu des Etats-Unis au Portugal, Daniel Schechter (JANVIER). — Washington et la crise chypriote, Ata Gil (JANVIER). — Les activités de la C.I.A., l'aide du Pentagone et le relais sud-africain en Afrique, Daniel Schechter ; Israël, partenaire silencieux des Etats-Unis dans les pays tiers, D. S. (cf. « dossiers », JANVIER). — Le mythe du déclin américain, James F. Petras (FEVRIER). — Nouvelles questions sur l'assassinat de Kennedy, Nina Sutton (Etude bibliographique, FEVRIER). — Une analyse de l'esclavage dans le développement de la société et de l'économie américaine, Pierre Dommergues (« Roll, Jordan, Roll » d'E.D. Genovese, Etude bibliographique, FEVRIER). — Une nouvelle forme de l'impérialisme américain : le contrôle des ressources terrestres par satellite, James Ridgeway (FEVRIER). — Rôle des Etats-Unis dans la crise constitutionnelle australienne de novembre 1975, Malcolm Salmon (FEVRIER). — La stratégie américaine dans le Golfe, Michael T. Klare (MARS). — Le jeu de l'Indonésie et des Etats-Unis dans l'île de Timor, Robert Aarsse (MARS). — Isolationnisme ou acceptation d'un rôle mondial : les paradoxes de la politique américaine, Charles Zorgbibe (cf. « dossiers », MARS). — Pouvoir et lutte de classes aux Etats-Unis « Le rêve et l'histoire » de Claude Julien, Robert Merle (AVRIL). — L'emprise mondiale des multinationales et sa contestation aux Etats-Unis, Frédéric Langer (« Global Reach : The Power of the Multinationals » de Richard Barnet et Ronald Müller, Etude bibliographique, AVRIL). — L'industrie aérospatiale américaine en difficulté, Armand Mattelart (AVRIL). — M. Kissinger et l'Afrique australe, Karl M. van Meter (AVRIL). — Dans le cadre de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL). — Les réserves de puissance économique et militaire des Etats-Unis dans le monde : clé de voûte du système et garantie de leur sauvegarde, Noam Chomsky (MAI). — Une démocratie « plus musclée », nouvelle idéologie des pays en crise, C. J. (MAI). — Le phénomène Carter, Stanley Aronowitz (JUIN). — Analyse d'une série d'enquêtes sur les services de renseignements américains, Nina Sutton (Etude bibliographique, JUIN). — La conscience de classe chez les ouvriers américains, Pierre Dommergues (« False Promises » de Stanley Aronowitz, Etude bibliographique, JUIN). — Les diverses formes de répression du capitalisme américain, Herbert Marcuse (JUILLET). — Capitalisme et inégalités aux Etats-Unis (cf. « dossiers », première partie, JUILLET). — La contestation dans l'armée aux Etats-Unis et en Europe occidentale, Daniel Leconte (enquête, AOUT). — Le nouvel ordre international de l'impérialisme, André Granou (Etude bibliographique, AOUT). — Capitalisme et inégalités aux Etats-Unis (cf. « dossiers », deuxième partie, AOUT). — Les internationalistes libéraux et le rôle mondial des Etats-Unis, Richard Falk (SEPTEMBRE). — Nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique, Robert A. Manning (SEPTEMBRE). — Philadelphie : une ville gagnée par l'esprit du Watergate, Paul Quinn-Judge ; L'ascension de M. Frank Rizzo, Alain-Marie Carron (SEPTEMBRE). — Pénétration de l'influence américaine en Egypte, Robert Biel (OCTOBRE). — Les causes de l'évacuation de la base américaine de Ramasoon en Thaïlande, A.-C. Culbeaux (OCTOBRE). — Négociations sur le statut du canal de Panama avant l'échéance de 1977, Bernard Cassen (OCTOBRE). — L'Amérique de Jimmy Carter (cf. « dossiers », NOVEMBRE). — L'hégémonie germano-américaine : une menace pour les nations européennes, Jean-Pierre Vigier (DECEMBRE). — Diego-Garcia : une base essentielle pour la sécurité des Etats-Unis dans l'océan Indien ; Renforcement de la présence américaine face à l'U.R.S.S. et à la Chine (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— **ETATS-UNIS - U.R.S.S.** (voir U.R.S.S.).

AMÉRIQUE LATINE

Portrait du dictateur en Amérique latine, D. Labbé et Arturo Montes (« El Otono del Patriarca » de Gabriel Garcia Marquez, Etude bibliographique, FEVRIER). — Les chrétiens entre la dictature et la révolution en Amérique latine (cf. « dossiers », MAI). — L'inquiétude des dernières démocraties de la région face à la militarisation de l'Amérique latine, Jean-Pierre Clerc (JUILLET). — L'action discrète des Indiens d'Amérique latine, Michel de Certeau (DECEMBRE).

— **ARGENTINE** : Les militaires devant les désordres et la crise économique, Alain Labrousse (JANVIER). — Le glas du péronisme après le coup d'Etat militaire, Bernard Cassen (AVRIL). — Folie meurtrière et « libéralisme » économique désordonné, Bernard Cassen (SEPTEMBRE).

— **BRESIL** : L'extension de l'appareil de répression, Julia Juruna ; L'économie brésilienne : de l'euphorie au désenchantement, Yves Hardy ; L'Amazonie, une réserve pour le capital multinational et un refuge pour le capital national étranglé, Hélène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy ; Le capital multinational et la colonisation de l'Amazonie, Y. H. ; Les nouvelles possibilités énergétiques du Brésil après l'accord nucléaire conclu avec la République fédérale d'Allemagne, Y. H. ; Les mythes brésiliens et le racisme, J. J. (« Maîtres et esclaves » de Gilberto Freyre, Etude bibliographique, JUIN). — Les militaires brésiliens face aux pièges de la « libéralisation », Julia Juruna (DECEMBRE).

— **CHILI** : Une politique socio-économique étroitement liée à la répression, James F. Petras (JANVIER). — La démocratie chrétienne chilienne et la junte, Julio Silva Solar (cf. « dossiers », MAI). — Collusion de la démocratie chrétienne chilienne et de la C.I.A. lors du putsch de Santiago, James F. Petras ; Les principaux groupes financiers au Chili (SEPTEMBRE). — L'échec de l'application des techniques économiques de Milton Friedman au Chili : dernier article publié par Orlando Letelier avant son assassinat à Washington (OCTOBRE). — Volonté de rapprochement entre l'unité populaire et la démocratie chrétienne, Jean-Pierre Clerc (OCTOBRE).

— **COLOMBIE** : L'échec des velléités réformistes du nouveau président, Jean-Claude Buhrer (FEVRIER).

— **EQUATEUR** : Une dictature face aux ambitions des compagnies pétrolières, Jaime Galarza Zavala (SEPTEMBRE).

— **MEXIQUE** : Les deux Mexiques du président Portillo, Jean-Claude Buhrer (reportage, JUILLET).

— **PANAMA** : L' « Ecole des Amériques » centre de lutte contre la subversion dans la zone du canal de Panama, Bernard Cassen (SEPTEMBRE). — Négociations sur le statut du canal de Panama avant l'échéance de 1977, Bernard Cassen (OCTOBRE).

— **PEROU** : Une révolution en veilleuse, Bernard Cassen (AOUT).

— **URUGUAY** : Le renforcement de la répression sans effet sur la crise économique, Jean-Claude Buhrer (AVRIL). — Impasse constitutionnelle et assassinats politiques, Alain Labrousse (JUIN).

— **VENEZUELA** : Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens, Luis Ugalde (cf. « dossiers », MAI).

ANTILLES

Le Marché commun des Caraïbes face à la crise économique, Marie-Claude Céleste (AVRIL).

— **CUBA** : L'intervention cubaine en Angola, Bernard Cassen (JANVIER). — En 1975, réunion du premier congrès du parti communiste cubain, Bernard Cassen (JANVIER).

— **PORTO-RICO** : Lutte pour l'indépendance à Porto-Rico, Pierre Dommergues (reportage, JANVIER).

OCÉANIE

— **AUSTRALIE** : Rôle des Etats-Unis dans la crise constitutionnelle australienne de novembre 1975, Malcolm Salmon (FEVRIER). — Une critique de la politique de Canberra envers Djakarta à propos du problème de Timor, Malcolm Salmon (MARS).

OCÉAN INDIEN

— Grandes manœuvres dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

Le carnet des ambassades

● A l'occasion du premier anniversaire de la fondation de la République, l'ambassadeur de la République démocratique populaire Lao en France et Mme Keo Viphakone ont donné une réception le 2 décembre.

● L'ambassadeur de Côte-d'Ivoire et Mme Appagny Tanoé ont offert une réception le 7 décembre, à l'occasion du seizième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

● A l'occasion de la fête nationale de Cuba du dix-huitième anniversaire de la révolution cubaine et du vingtième anniversaire du débarquement du « Granma », dans la province d'Oriente, l'ambassadeur de Cuba et Mme Gregorio Ortega Suarez ont donné une réception le 10 décembre.

● M. Constantin Eliopoulos, consul général de Grèce, a offert une réception le 14 décembre en l'honneur de l'ambassadeur et de Mme Dimitri Papaioannou.

● L'ambassadeur du Pakistan et Mme Qizilbash ont donné une réception le 14 décembre à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Mohammed Ali Jinnah.

● Le directeur du Bureau d'information des Communautés européennes et Mme François Fontaine ont offert une réception le 20 décembre.

Nécrologie

● M. Gabriel d'Arboussier, ancien sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, ancien ambassadeur du Sénégal en France, est décédé le 21 décembre à Genève, après une longue maladie.

Calendrier des fêtes nationales

16-30 JANVIER

26 AUSTRALIE	Fête nationale
26 INDE	Fête nationale

1er-15 FEVRIER

4 CEYLAN	Fête de l'indépendance
6 NOUVELLE-ZELANDE	Fête nationale

AFRIQUE

Les militaires et le pouvoir... en Afrique noire (cf. « dossiers », JANVIER. Deuxième partie, première partie parue en décembre 1975). — Le développement des études africaines en Union soviétique, Claude Wauthier (MAI). — Evolution des orientations intérieures et des influences extérieures en Afrique depuis l'indépendance des colonies portugaises, Jean-Pierre Roux et Philippe Gaillard (JUIN). — Une urbanisation extensive « à ras du sol » en Afrique, Marc Vernière (cf. « dossiers », JUIN). — Le nouveau jeu de l'Egypte en Afrique, Marie-Christine Aulas (OCTOBRE).

— AFRIQUE AUSTRALE : Les ambiguïtés de la politique zambienne à l'égard de l'Afrique australe, Denis Martin (enquête, MARS). — M. Kissinger et l'Afrique australe, Karl M. van Meter (AVRIL). — Nouvelle stratégie de Pretoria après l'échec de sa politique de détente en Afrique australe, René Lefort (MAI). — Nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique, Robert A. Manning (SEPTEMBRE). — En Afrique australe : de la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes, René Lefort (NOVEMBRE).

— AFRIQUE DU SUD : Les activités de la C.I.A., l'aide du Pentagone et le relais sud-africain en Afrique, Daniel Schechter; Puissance militaire de l'Afrique du Sud, Abdul S. Minty (cf. « dossiers », JANVIER). — Offensive sud-africaine en Angola, Robert A. Manning (FEVRIER). — Développement de la coopération militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, Claude Bourdet (AVRIL). — Nouvelle stratégie de Pretoria après l'échec de sa *politique de détente en Afrique* australe, René Lefort (MAI). — L'indépendance du Transkei : une fausse opération de décolonisation, Ruth First (AOUT). — La question du Transkei, François Proust et Ferial Drosso (OCTOBRE). — L'Iran et l'Afrique du Sud : deux instruments essentiels de la stratégie américaine dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— ALGERIE : Détérioration des relations entre la France et l'Algérie, Pierre Judet (FEVRIER). — Une étude sur la littérature algérienne de langue française, Jacques Chevrier (« La littérature algérienne de langue française et ses lectures » de Charles Bonn, Etude bibliographique, MAI). — Elaboration d'une charte nationale et consultation électorale : deux étapes importantes dans l'évolution amorcée par le président Boumediène, Raoul Weexsteen (NOVEMBRE).

— ANGOLA : L'intervention cubaine en Angola, Bernard Cassen (JANVIER). — Offensive sud-africaine en Angola, Robert A. Manning (*FEVRIER*). — *L'enjeu stratégique* du conflit angolais, René Lefort (FEVRIER). — L'affrontement des idéologies étrangères en Angola, Micheline Paunet (« Angola libre » de Mario de Souza Clington, Etude bibliographique, FEVRIER). — Le point de vue de Moscou dans le conflit angolais, Andrei Dolgov (MARS).

— BURUNDI : Volonté d'ouverture du nouveau régime, Jean-Pierre Chrétien (DECEMBRE).

— CAMEROUN : Durcissement de la répression et aggravation des difficultés économiques, Woungly-Massaga (OCTOBRE).

— CAP-VERT (Iles du) : L'action du P.A.I.G.C. en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, Basil Davidson (AVRIL).

— COTE-D'IVOIRE : La forêt ivoirienne menacée de disparition en raison d'une exploitation désordonnée et de modifications climatiques, Brigitte Gry (SEPTEMBRE).

— GUINEE-BISSAU : L'action du P.A.I.G.C. en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, Basil Davidson (AVRIL).

— MAROC : L'habileté du souverain chérifien face à une opposition *légale plus homogène*, Elsa Pingaud-Assidon (DECEMBRE).

— NIGER : *Déséquilibre* entre la production céréalière et les besoins de la population, *François* de Ravignan (SEPTEMBRE).

— NIGERIA : Le Nigéria dans l'attente d'un pouvoir civil, Bridget Bloom (cf. « dossiers », JANVIER).

— OUGANDA : Les aberrations *d'une dictature privée de base sociale*, Mahmood Mamdani (cf. « dossiers », JANVIER).

— SAHARA OCCIDENTAL : La lutte du Front Polisario pour le droit à l'indépendance du peuple Sahraoui, Raoul Weexsteen (FEVRIER).

— SOUDAN : Le nouveau jeu de l'Egypte en Afrique, Marie-Christine *Aulas (OCTOBRE)*.

— TCHAD : Le Tchad, pays divisé, Didier Baussy (reportage, MAI).

— TRANSKEI : L'indépendance du Transkei : une fausse opération de décolonisation, Ruth First (AOUT). — La question du Transkei, François Proust et Ferial Drosso (OCTOBRE).

— ZAMBIE : Les ambiguïtés de *la politique zambienne à l'égard de* l'Afrique australe, Denis Martin (enquête, MARS).

PROCHE-ORIENT

La division du monde arabe et ses rêves d'unité, Tahar ben Jelloun (JUIN). — Bilans de la politique soviétique dans le monde, Marie Lavigne (Etude bibliographique, JUIN). — Moscou et les développements de la crise au Proche-Orient, Bernard Féron (JUILLET).

CONFLIT ISRAELO-ARABE - PALESTINIENS

Au Proche-Orient : une paix menacée en raison des positions israéliennes et palestiniennes, Daniel Amit (MARS). — La nouvelle poussée nationaliste palestinienne en Cisjordanie occupée, Arthur Rabab (MAI).

CONFLIT LIBANAIS

Convergence syro-israélienne dans la crise intérieure libanaise, Sélim Turquié (MAI). — Le bourbier libanais, Georges Corm (MAI). — Les revers de la coalition palestino-progressiste au Liban, Arthur Rabab (SEPTEMBRE). — Un Liban sous mandat, Sélim Turquié (DECEMBRE). — Le rôle multiple d'Israël dans la crise libanaise, Amnon Kapeliouk (DECEMBRE).

— EGYPTE : L'Egypte d'Anouar El Sadate, Marie-Christine Aulas (enquête, JANVIER). — Le nouveau jeu de l'Egypte en Afrique, Marie-Christine Aulas (OCTOBRE). — Pénétration de l'influence américaine en Egypte, Robert Biel (OCTOBRE). — L'Egypte et l'ouverture politique, Marie-Christine Aulas (reportage, NOVEMBRE).

— ISRAEL : Israël, partenaire silencieux des Etats-Unis dans les pays tiers, D. S. (cf. « dossiers », JANVIER). — Le rôle multiple d'Israël dans la crise libanaise, Amnon Kapeliouk (DECEMBRE).

— SYRIE : Moscou et les développements de la crise au Proche-Orient, Bernard Féron (JUILLET).

ASIE

— BANGLADESH : Relance des campagnes de limitation des naissances en Inde et au Bangladesh, Gérard Viratelle (MAI).

— CHINE : Le dernier quart de siècle en Chine, Jean Daubier (Etude bibliographique, JANVIER). — La Chine populaire et la foi, Jean Cardonnel (FEVRIER). — La gauche maîtresse du jeu, Jean Daubier (MARS). — L'Europe vue de Pékin, Jean Daubier (AVRIL). — Les fondements de la diplomatie chinoise, Robert Biel (JUILLET). — Pour mieux comprendre la Chine, Jean Daubier (Etude bibliographique, JUILLET). — L'armée chinoise et la succession de Mao, Jean Daubier (OCTOBRE). — Après la mort de Mao : confirmation des divergences entre partis et pays communistes, Bernard Féron (OCTOBRE). — La lutte pour le pouvoir, Jean Daubier; Une attaque contre Lin Piao : le journal mural de Li Yi-Zhe, J. D. (NOVEMBRE). — Renforcement de la présence américaine face à l'U.R.S.S. et à la Chine dans l'océan Indien; Le jeu de la Chine et de l'U.R.S.S. (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— GOLFE : La stratégie américaine dans le Golfe, Michael T. Klare (MARS). — Les contradictions du pouvoir au Koweït, Chris Kutschera (OCTOBRE).

— INDE : Le destin ignoré des prisonniers, Mary Tylar (MARS). — Relance des campagnes de limitation des naissances en Inde et au Bangladesh, Gérard Viratelle (MAI). — Une économie minée par la crise du système politique, Anick Lévy (AOUT).

— INDONESIE : Le jeu de l'Indonésie et des Etats-Unis dans l'île de Timor, Robert Aarsse (MARS). — Une critique de la politique de Canberra envers Djakarta à propos du problème de Timor, Malcolm Salmon (MARS).

— IRAN : L'Iran et l'Afrique du Sud : deux instruments essentiels de la stratégie américaine dans l'océan Indien (cf. « dossiers », DECEMBRE).

— JAPON : La lutte pour la sauvegarde de la mer Intérieure, Tsuneo Amano (JUIN). — Un des buts de la Commission trilatérale : constituer avec l'Europe et le Japon un bloc face au tiers-monde, Diana Johnstone (cf. « dossiers », NOVEMBRE).

— KOWEIT : Les contradictions du pouvoir au Koweït, Chris Kutschera (OCTOBRE).

— MALAISIE : Virage à droite en Malaisie, Philippe Devillers (DECEMBRE).

— PAKISTAN :

• BALOUTCHISTAN : La lutte du peuple baloutche contre le gouvernement pakistanais, Alexandre Dastarac et Robert Dersen (reportage, AOUT).

— PHILIPPINES : Loi martiale et « nouvelle société » aux Philippines, Marcel Barang (reportage, MARS).

— *THAILANDE : La Thaïlande et* ses défis internes, Marcel Barang (reportage, SEPTEMBRE). — Les causes de l'évacuation de la base américaine de Ramasoon en Thaïlande, A.-C. Culbeaux (OCTOBRE). — Massacre d'étudiants et répression, Kao Tom (NOVEMBRE).

— TIMOR : Voir rubrique Indonésie.

— VIETNAM (République socialiste du) : Le dialogue des catholiques avec le pouvoir révolutionnaire au Vietnam, Hugues Tertrais (MAI). — Instauration d'un nouveau type de coopération scientifique entre la France et le Vietnam, Henri van Regemorter (AOUT). — Récit d'une mission Pugwash au Vietnam, Herbert Marcovich (cf. « dossiers », SEPTEMBRE).

REPORTAGES et ENQUÊTES

● Lutte pour l'indépendance à Porto-Rico, Pierre Dommergues (JANVIER).

● L'Egypte d'Anouar El Sadate, Marie-Christine Aulas (enquête, JANVIER).

● En Grèce : la démocratie ressuscitée, Charles Zorgbibe (FEVRIER).

● Voyages au pays de la culture sauvage, Daniel Leconte (enquête, FEVRIER).

● Les ambiguïtés de la politique zambienne à l'égard de l'Afrique australe, Denis Martin (enquête, MARS).

● Loi martiale et « nouvelle société » aux Philippines, Marcel Barang (MARS).

● La précarité des libertés en France, Maurice T. Maschino (enquête, AVRIL).

● Le Tchad, pays divisé, Didier Baussy (MAI).

● Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Poirier (enquête, JUILLET).

● Les deux Mexique du président Portillo, Jean-Claude Buhrer (JUILLET).

● La contestation dans l'armée aux Etats-Unis et en Europe occidentale, Daniel Leconte (enquête, AOUT).

● La lutte du peuple baloutche contre le gouvernement pakistanais, Alexandre *Dastarac et Robert Dersen* (AOUT).

● La Thaïlande et ses défis internes, Marcel Barang (SEPTEMBRE).

● La Pologne à l'épreuve, Maurice T. Maschino et Fadéla M'Rabet (OCTOBRE).

● L'Egypte et l'ouverture politique, Marie-Christine Aulas (NOVEMBRE).

● Au Québec, l'affaire de la baie James, Pierre Dommergues (enquête, NOVEMBRE).

● Le Portugal en équilibre instable, Yves Hardy (DECEMBRE).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

— ORGANISATION DES NATIONS UNIES : Impératifs politiques et scrupules juridiques au sein des Nations unies, Philippe Manin (cf. « dossiers », MARS). — L'influence croissante des transnationales dans le système des Nations unies, Erich H. Jacoby (JUILLET). — L'étude de la situation du français à l'intérieur des Nations unies, Jacques Chevrier (AOUT). — Les prises de position de Bonn aux Nations unies, Thomas Bruns (cf. « dossiers », OCTOBRE). — Comment restructurer le système des Nations unies pour résoudre la crise des organisations internationales, Marc Nerfin (DECEMBRE).

— *CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT* : La quatrième conférence sur le commerce et le développement : l'occasion d'une percée décisive dans les relations internationales, Gamani Corea (AVRIL).

— ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD : Dans le cadre de la stratégie américaine en Europe : élaboration d'une nouvelle doctrine de l'OTAN, Janet Finkelstein (AVRIL). — Le nouveau concept stratégique du gouvernement français et ses incertitudes, Lucien Poirier (enquête, JUILLET). — Puissance de l'Allemagne (cf. « dossiers », OCTOBRE).

— MARCHE COMMUN DES CARAIBES : Le Marché commun des Caraïbes face à la crise économique, Marie-Claude Céleste (AVRIL).

— FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE : Naissance du Fonds international de développement agricole, Marie-Claude Céleste (JUILLET).

— CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUELLE : Espoirs et difficultés d'une intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne (SEPTEMBRE).

CINÉMA POLITIQUE

● Le film sur le travail forcé en U.R.S.S., **Marc Ferro** (JANVIER).

● Ecrans violents, **Alain Bergala, Pascal Bonitzer, Ignacio Ramonet** (JANVIER).

● « Le Lion et le Vent », de John Milius ; « El Chergui », de Moumen Smihi, **Ignacio Ramonet** (FEVRIER).

● « *Sahara occidental : indépendance ou génocide* », de Miguel Ibarrondo, Bruno Muel et Théo Robichet, **Ignacio Ramonet** (FEVRIER).

● Contre l'apartheid, **Ignacio Ramonet, Serge Toubiana, G.M. Lory** (FEVRIER).

● « L'Olivier », film du groupe *Cinéma-Vincennes*, **Ignacio Ramonet** (MARS).

● Festival du cinéma français à Poitiers, **Ignacio Ramonet** (MARS).

● Filmer la Chine, **Ignacio Ramonet, Tsien Tche-Hao, Françoise Chomienne** (MARS).

● Les écrans de la folie, **Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Winter, R. Poulidor, Bertrand Mary** (AVRIL).

● « L'honneur perdu de Katharina Blum » de Volker Schöndorff et Margarethe von Trotta, **Ignacio Ramonet** (AVRIL).

● « Chantons sous l'occupation », d'André Halimi, **Ignacio Ramonet** (MAI).

● Au Festival de Perpignan : les Amériques latines dans le miroir du cinéma, **Ignacio Ramonet** (MAI).

● Les films militants, **Ignacio Ramonet, Guy Hennebelle, Serge Toubiana, Alain Bergala** (MAI).

● Au Festival de Royan : le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine, **Ignacio Ramonet** (MAI).

● « Les Ambassadeurs », de Naceur Ktari, **Ignacio Ramonet** (JUIN).

● Images de la ville, **Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas** (JUIN).

● « Arriba Espana », de *José-Maria Berzosa*, **Ignacio Ramonet** (JUILLET).

● Comédies de crises, **Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas** (JUILLET).

● Les films d'offensive sociale au Festival de Grenoble, **Ignacio Ramonet** (AOUT).

● « Actas de Maruzia », de Miguel Littin, **Ignacio Ramonet** (SEPTEMBRE).

● « Le 23e cessez-le-feu » de J.-P. Dars, M. Kravetz, M. Mourani, A. Papillault, S. Blanc-Moat, **Ignacio Ramonet** (SEPTEMBRE).

● Portugal : la révolution sans miroir, **Ignacio Ramonet, Antonio Roma-Torrez, Eduardo Geada, José de Matoz-Cruz** (SEPTEMBRE).

● « *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère...* », de René Allio, **Ignacio Ramonet** (OCTOBRE).

● Le Western : une rhétorique ruinée, **Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas** (OCTOBRE).

● « Les hommes du président », d'Alan J. Pakula, **Ignacio Ramonet** (OCTOBRE).

● Algérie : un peuple et ses images, **Ignacio Ramonet, Mouloud Mimoun** (NOVEMBRE).

● Mélodrames français, **Ignacio Ramonet, Serge Daney, Jean-Pierre Jeancolas** (DECEMBRE).

SUPPLÉMENTS

— Le Nigéria (1 p. - JANVIER).

— Koweït : développement et démocratie (5 p. - FEVRIER).

— Le Brésil (1 p. - JUILLET).

— La République unie du Cameroun (16 p. - AOUT).

— La Belgique en mutation : identité de la Wallonie (7 p. - NOVEMBRE).

— Japon : le temps des rajustements (5 p. - DECEMBRE).

A NOS LECTEURS

En raison de l'abondance des matières, la publication des pages « Les livres du mois » et « Cinéma politique » a été ajournée au mois prochain. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

DIPLOMATIE ET POUVOIR

La fin d'une coupure ?

Par ROBERT LUC *

AVEC la réforme du ministère français des affaires étrangères, dont le principe a été adopté, et les déclarations du président de la République et du ministre qui ont accompagné cette décision, le gouvernement s'est-il enfin engagé dans une voie susceptible de rendre à notre diplomatie la place qui doit lui revenir dans l'Etat et de mettre ainsi un terme à cette coupure du pouvoir qui l'a gravement affaiblie ?

A la lumière de l'expérience des vingt dernières années, on hésite quelque peu à répondre dès maintenant par l'affirmative, comme on le souhaiterait. Le bouleversement des rapports de force dans le monde et l'influence croissante des relations internationales sur le destin de chaque peuple et de chaque individu auraient dû rendre les gouvernements qui se sont succédé pendant cette période plus attentifs au crédit de leurs diplomates et plus soucieux de restituer à notre diplomatie l'autorité qu'elle a largement réussi à sauvegarder à l'extérieur, dans des conditions souvent difficiles. Or bien *peu d'efforts ont été accomplis en ce sens*, et ils sont, pour la plupart, restés sans lendemain : pis encore, bien des influences se sont exercées en sens contraire. Pourtant, certains signes concordants donnent aujourd'hui des raisons d'espérer que le pouvoir politique a effectivement pris conscience de la gravité de la situation et des conséquences d'une telle carence. C'est bien la fermeté de cette résolution et la permanence de l'appui qu'elle trouvera auprès des plus hautes instances de l'Etat qui détermineront le bien-fondé des espoirs auxquels on voudrait se « raccrocher ».

LES maux les plus graves dont a été affligé le Quai d'Orsay sont les suivants :

— Isolement des services, dû essentiellement à la distance prise vis-à-vis d'eux, de façon tantôt délibérée, tantôt résignée, par la plupart des ministres depuis plus de vingt ans ;

— Absence presque générale d'une *distribution des responsabilités entre les divers* échelons de la hiérarchie, distribution traditionnellement beaucoup moins poussée qu'ailleurs et qui a été réduite à l'extrême dans les dix-huit dernières années ;

— Insuffisance des rapports avec les autres départements ministériels et répugnance de ceux-ci à tenir compte d'une indispensable cohérence externe, aboutissant à des contradictions de plus en plus fréquentes depuis les années 70 entre nos options ou nos positions de principe en matière de politique étrangère et notre action effective sur le plan international ;

— *Propension de l'administration centrale au* silence et même à la surdité vis-à-vis des postes à l'étranger, bien antérieure à la dernière guerre mondiale, et que le rythme du travail et des déplacements n'a pu qu'accentuer.

OR la réforme en gestation paraît précisément s'attaquer à chacun de ces maux : à l'isolement des services, en redistribuant ceux-ci et en les plaçant sous « l'autorité directe » du ministre ; à l'absence d'une répartition des responsabilités, par la nouvelle organisation des directions sur une base géographique qui laisse néanmoins subsister d'indispensables directions fonctionnelles; à l'insuffisante cohérence de notre action extérieure, là encore par la nouvelle organisation des directions, mais, en outre, par un élargissement du rôle des ambassadeurs vis-à-vis de l'ensemble du gouvernement et des divers départements ministériels et par un *resserrement de leur autorité sur tous les services* rattachés à leur ambassade ; au silence et à la surdité de l'administration centrale, par une large distribution des responsabilités, le renforcement des structures géographiques et une participation plus directe et plus suivie des ambassadeurs au travail du ministère ; il conviendra certainement de compléter ces mesures par une pression continue sur des agents qui, pris dans le tourbillon parisien et oublieux de ce qu'ils pensaient eux-mêmes à l'étranger, perdent trop souvent le sens des contacts avec les postes dès les premiers mois de leur retour en France.

Il va de soi que, comme pour toute réforme profonde et ambitieuse, le succès dépendra largement des hommes qui occuperont les postes-clefs, relativement nombreux, d'où il sera possible d'assurer une bonne mise en marche des nouvelles structures ; mais, contrairement à une erreur trop répandue, le problème du Quai d'Orsay est beaucoup moins dans la qualité des hommes, indépendamment de leur origine de recrutement ou de leur génération, ou dans la difficulté de certains de s'adapter aux conditions actuelles, que dans le choix judicieux et indépendant de ceux qui se trouvent être les plus aptes à occuper telle ou telle fonction, à l'abri de considérations soit trop abstraites, soit trop... « concrètes ».

TOUTEFOIS, il est capital de ne jamais perdre de vue que, quelles que soient la valeur des hommes et de la réforme, ou l'intelligence et la fermeté avec lesquelles elle sera appliquée, la réussite de l'entreprise continuera à dépendre, en dernière analyse, de la permanence et de la vigueur de l'appui des plus hautes instances de l'Etat en vue de rétablir, sur des bases solides et durables, l'autorité de notre diplomatie au sein du gouvernement et des administrations. C'est dire l'importance qui s'attache à ce que le président de la République et le premier ministre usent de tout leur pouvoir afin d'assurer au ministre des affaires étrangères non seulement les ressources financières qui lui sont refusées mais surtout, peut-être, l'appui sans réserve de ses collègues et des administrations dont ils ont la charge : faute de quoi, il ne disposera pas des moyens de remplir sa tâche à une époque où les relations internationales s'étendent à presque tous les domaines. C'est dire aussi l'importance primordiale des rapports avec nos représentants à l'étranger.

Tout cela suppose, chez les uns et les autres, le sens d'une tâche commune d'intérêt national à accomplir, loin de tout jugement hâtif et présomptueux, et de préventions liées, en vérité, à un certain esprit de caste, qui *a curieusement survécu à l'unité de recrutement des grands commis* de l'Etat et a même pris pied dans les milieux politiques, d'où il était jadis largement absent.

LA coupure du pouvoir politique, quoique particulièrement marquée en France, n'est pas un monopole de la diplomatie française et n'est pas due uniquement à des causes internes. Elle est aussi la conséquence des mécanismes instaurés dans la vie internationale moderne, en particulier en Europe, et des pratiques qui s'y sont développées, surtout dans un passé récent. Il ne saurait être question de revenir sur la transformation profonde de la diplomatie au cours de ce siècle sous l'effet combiné des progrès techniques, du rétrécissement de la planète, de l'essor des relations multilatérales, de l'accession à l'indépendance de nombreux pays et de l'interdépendance de plus en plus étroite des Etats. En revanche, certains des mécanismes et *des pratiques d'origine récente sont susceptibles d'être corrigés dans l'intérêt général*. Le gouvernement français peut, dans bien des cas, donner l'exemple des redressements à opérer sur le plan interne ; mais il lui faudra, dans la suite, se concerter avec ses partenaires sur les changements à opérer pour tenter de restaurer un peu de raison et de bon sens dans la conduite des relations entre Etats, bien que ce ne soit pas chose facile pour des raisons dont certaines sont d'ailleurs purement matérielles, comme par exemple la lutte contre le temps.

L'un des premiers errements à redresser est *le rythme aberrant des réunions internationales*, né de la multiplication des rencontres régionales, interrégionales et mondiales, des visites d'Etat à Etat et de la procédure des commissions spéciales franco-allemande, puis franco-soviétique, étendue ensuite à un nombre croissant de pays. Ce rythme soumet certains membres des gouvernements, et en particulier ceux des ministres des affaires étrangères qui ne disposent pas, comme leur collègue britannique de plusieurs ministres ou, sous-secrétaires d'Etat pour prendre le relais à la tyrannie d'un emploi du temps à peine soutenable et qui met à l'épreuve leurs forces physiques et nerveuses *à un point qu'il est difficile d'imaginer si l'on* n'en a pas été témoin. Il a été encore aggravé par l'égocentrisme sans bornes avec lequel M. Kissinger a mené en personne la diplomatie américaine et par la surenchère des voyages à l'étranger, inaugurée entre ce dernier et M. Jobert, mais issue sans doute des nécessités des politiques respectives plus que de la volonté des hommes.

Les ministres, et même les chefs d'Etat ou de gouvernement, ayant ainsi beaucoup plus d'occasions de se retrouver que par le passé, l'illusion se répand qu'ils peuvent, avec l'aide de quelques collaborateurs immédiats, *soumis à la même vie harassante*, mener à bien, eux-mêmes et dans de bonnes conditions, l'essentiel de la politique étrangère de leur pays ; des ambassadeurs n'auraient donc plus aucun rôle à jouer sur ce plan, et celui des services se limiterait à un simple travail d'exécution. C'est méconnaître le caractère trop souvent hâtif et superficiel de ces rencontres qui vont rarement au fond des problèbes, qui visent parfois même à esquiver ceux-ci par le biais de la procédure.

ENFIN, la confusion est aggravée par les conséquences de la « personnalisation » du pouvoir dans tous les pays, qui n'est nullement un monopole de la Ve République mais tout autant le reflet du système américain dont elle est la marque, des régimes en vigueur dans les Etats communistes et de la prévalence, en fait ou en droit, dans *les pays en développement, du parti unique*. En effet, avec cette « personnalisation », qui a pris pied tout autant dans les démocraties parlementaires comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, la notion de mystère, *plus personnelle, tend à se substituer à celle* de secret d'Etat — qui était une nécessité mais non un but en soi — et à jouer, en particulier, vis-à-vis de ceux qui ne devraient pas en être exclus, sauf dans des circonstances exceptionnelles. C'est ainsi que, dans certains cas, les ministres des affaires étrangères ne sauraient pas automatiquement tout ce qui s'est dit, ou ne s'est pas dit, à l'échelon suprême. De leur côté, les ambassadeurs, qui représentent les chefs d'Etat ou de gouvernement autant que leurs ministres, sont tenus de plus en plus à l'écart. Enfin, certains *ministres des affaires étrangères dans plus d'un* pays s'entourent, ou se sont entourés, de semblables mystères à l'égard des principaux responsables de leur département ou des ambassadeurs. Le résultat est qu'un même gouvernement peut, à *l'occasion, tenir plusieurs* langages, mais surtout que personne ne joue plus le rôle qui justifie sa fonction et que les ministères et les ambassades tournent souvent à vide.

Il ne s'agit nullement de sous-estimer l'importance — capitale — de relations personnelles continues entre les principaux homologues des différents gouvernements appelés à coopérer, ni les bienfaits qu'on leur doit, mais il est permis de penser que les réunions internationales aboutiraient à des résultats plus positifs et qu'elles auraient plus de chances de mener à une action suivie si les contacts *entre ministres étaient moins fréquents mais* plus approfondis, et, partant, moins hâtifs, moins encombrés de questions mineures ou de procédure,

DES contacts fréquents entre ministres ne sauraient se substituer à des relations suivies et confiantes entre ministres et ambassadeurs, d'autant plus qu'il appartient à ceux-ci de déceler et de dissiper les malentendus et les intrigues que multiplient les allées et venues hâtives des uns et des *autres, et aussi d'élargir par une optique* différente l'horizon de leurs interlocuteurs.

En ce qui concerne la France, l'une des mesures les plus révélatrices des intentions véritables du pouvoir politique consisterait à renouer avec la tradition constante, interrompue sous la présidence de Georges Pompidou, qui voulait qu'avant de rejoindre son poste un ambasadeur fût reçu par le président de la République. Le général de Gaulle avait conféré à cette tradition, où il voyait manifestement non une faveur mais un devoir de sa charge, une valeur toute particulière par le contenu qu'il donnait à cet entretien, qui *était d'ailleurs dans la logique d'un régime* dans lequel la politique étrangère constituait un domaine privilégié de son action. Grâce à l'utilisation rationnelle des divers relais et échelons de l'action extérieure de chaque Etat, un peu d'ordre serait introduit dans les relations internationales et les principaux responsables de celles-ci mis en mesure de s'acquitter de leur mission dans des conditions moins éprouvantes.

En conclusion, s'il est des illusions tenaces mais vouées aux pires déceptions, ce sont celles qui représentent la diplomatie tantôt comme l'art de la seule improvisation, tantôt *comme la matière qui ressortit de la seule* analyse rationnelle théorique des hommes et des faits. Plus que toute politique, la diplomatie, sans aller à l'encontre des règles d'or de secret et de discrétion, est un art qui ne peut se pratiquer que par la conjonction des forces et des valeurs de toute une administration solidement charpentée, homogène, mais largement ouverte vers l'extérieur. Car *elle ne se réduit pas à la négociation*, même à l'échelon suprême. Elle se nourrit de l'apport de tous ceux qui y participent, au-dedans comme au-dehors, ou à l'écoute desquels elle se développe. Elle suppose certainement des dons naturels très particuliers, notamment sur le plan de l'intuition, mais — sauf la diplomatie vaticane dans les cas où l'Esprit Saint peut souhaiter l'assister — elle ne connaît pas la science infuse. C'est ainsi seulement, et si elle reste fidèle à sa vocation et à son devoir d'objectivité et d'indépendance, qu'elle peut fournir à l'homme d'Etat qui, en fin de compte, doit trancher et façonner *la politique étrangère de la nation* les éléments indispensables à son action, dont l'absence se paie toujours. Si le gouvernement français réussit à se forger une diplomatie conforme à ce modèle, il ne tardera pas à en recueillir les fruits. Il aura bien servi les intérêts de la France et, en même temps, son propre prestige, ainsi que le développement de relations internationales saines et efficaces. Mais nous *n'en sommes pas encore* là.

* Ancien ambassadeur.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :
GUERRE TOTALE CONTRE LES ELITES EN AMERIQUE LATINE, par Hugo Neira.

PAGE 4 :
L'ECONOMIE ISRAELIENNE S'ENFONCE DANS LA CRISE, par Amnon Kapeliouk.

PAGE 5 :
Les « voies nationales » du passage au socialisme : nouveaux éléments pour un vieux débat, par Lilly Marcou.

PAGE 6 :
Nécessité et limites de l'aide au tiers-monde : l'héritage des sociaux-démocrates en Suède, par Bengt Svensson.

PAGE 7 :
Les enjeux économiques de l'indépendance en Namibie, par Robert A. Manning.
Jamaïque : le « socialisme démocratique » de M. Manley à l'épreuve, par Marie-Claude Céleste.

PAGE 8 :
Suite de l'article de Ferdinando Scianna sur les pièges du compromis historique en Italie.
Dans les revues...

PAGES 9 à 15 :
LA DROITE EN EUROPE : PERMANENCE ET DIVERSITE. De la « révolution nationale » à l'enthousiasme industriel, par Gilbert Comte. — Allemagne : un changement radical dans les cœurs et les esprits, par August von Kageneck. — Espagne : trois visages qui font des siècles d'histoire, par Philippe Marcovici. — Grande-Bretagne : vitalité du conservatisme dans une société en crise, par François Bedarida. — A l'Est : l'héritage des « Césars fous » et du « sultanisme », par François Fejto. — L'extrême droite en France : un purgatoire pour inciviques, par Jean-Jacques Mourreau. — La droite livrée au pillage, par Paul Thibaud. — Valeurs traditionnelles, divisions politiques et affairisme, par Bernard Brigouleix.

PAGE 16 :
Le P.C. catalan et les relations entre marxistes et chrétiens, par Gonzalo Arroyo.
« L'Espagne sur le fil », de Ricardo Paseyro (C.J.).

PAGE 17 :
Le triomphe de M. Jimmy Carter : exorcisme d'une défaite, par Schofield Coryell.

PAGES 18 et 19 :
L'EVOLUTION DES RAPPORTS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA CHINE : Subtilités et limites d'un projet de coopération militaire, par Banning Garrett. — Suite de l'article de Roland Berger : le sens d'une crise.

PAGES 20 à 22 :
L'ARGENTINE SOUS LA BOTTE.
Le Chili dans la course atomique ?

PAGES 23 à 26 :
L'activité des organisations internationales.

PAGES 27 à 29 :
Index des articles publiés en 1976.

Le numéro du « Monde diplomatique » de décembre 1976 *a été tiré à 120 000 exemplaires.*

